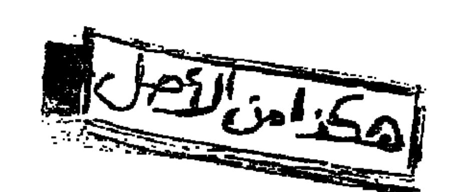


QUARANTIÈME ANNÉE — Nº 11912 — MARDI 17 MAI 1983

Le dollar bat tous ses records à Paris à plus de 7,41 F

Lire page 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 85 d.

Tarif des abonnements page 26

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

M. Kohl chez M. Mitterrand

Le quarante et unième sommet régulier franco-allemand ne se réunit pas, les 16 et 17 mai, au château de Rambouillet comme M. Mitterrand l'avait envisagé pour que le chancelier Kohl, lui-même et les ministres qui les entourent se quittent le moins possible. L'Elysée a été finalement retenu par commodité, mais avec quelques dispositions nouvelles : toutes les réunions ministérielles se tiennent à l'hôtel Marigny, à proximité immédiate du sommet ; le grand dîner traditionnel est remplacé par un dîner de travail restreint ; le tête-à-tête de mardi aura lieu au domicile privé du président de la République, rue de Bièvre, et commencera dès le petit déjeuner. Ces détails ne sont pas futiles. Il s'agit d'approfondir le caractère personnel et intime de l'entente franco-allemande.

Inutile d'énumérer un ordre du jour. Il englobe tout ce que chaque interlocuteur souhaite soulever. La rencontre devait commencer par un entretien sur la sécurité entre les ministres des affaires étrangères et de la défense, innovation introduite en 1982, mentionnée dans le traité de 1963, mais que jusqu'à M. Mitterrand on n'avait pas réussi à matérialiser. Il n'est pas exagéré de dire que, dans la période de tension Est-Ouest que nous vivons, Paris et Bonn n'ont jamais eu des vues aussi proches en matière de sécurité, ce qu'avait d'ailleurs exprimé, en janvier, M. Mitterrand devant le Bundestag. Il ne faut bien sûr pas s'y tromper : même si, après beaucoup de déceptions, on met aujourd'hui des espoirs dans la construction en commun d'un hélicoptère antichar, arme d'avenir, les échanges d'idées stratégiques ne signifient pas que l'on débouchera bientôt sur une défense commune.

Bien entendu, c'est la coopération économique qui pose aux deux gouvernements les problèmes les plus importants et les plus ardus. Pour Paris, la relance de l'Europe est une nécessité dans un monde qui ira de l'avant avec ou sans elle ; la solution des problèmes nationaux et communautaires passe par cette relance ; son domaine d'élection, et le plus favorable, est celui des industries de pointe ; elle exige des instruments nouveaux et souples (des « agences », a dit M. Mitterrand devant un récent Conseil européen) auxquels participeront les Etats qui le voudront ; mais l'approfondissement de la coopération intracommunautaire et le développement des industries naissantes supposent une protection raisonnable vis-à-vis de l'extérieur (ce que pratiquent sans complexes nos partenaires américain et japonais) ; enfin, d'honnêtes pratiques commerciales impliquent des règles monétaires équitables. Conclusion : non seulement la France et la R.F.A. mais toute l'Europe devraient faire bloc pour réclamer à Washington, avec M. Mitterrand, un nouveau Bretton-Woods, c'est-à-dire la fin de la loi de la jungle et la reconstruction d'un ordre monétaire.

Si séduisante que soit cette fresque, il faudra à M. Mitterrand beaucoup de persuasion pour faire passer ses idées. Les Allemands, pour leur compte, trouvent que leur pays ne se porte pas si mal, et une phrase de leur ministre de l'économie, M. Lambsdorff, résume leur opinion sur les propositions monétaires du chef de l'Etat : « Elles sont intéressantes, mais malheureusement irréalisables. »

La France serait mieux écoutée si elle avait, au préalable, remis de l'ordre chez elle et ne semblait pas chercher chez les autres la solution à ses difficultés. La réussite seule est vraiment convaincante.

Le général Pinochet durcit son attitude face au mécontentement

Le gouvernement du général Pinochet a tenté d'intimider le mouvement de mécontentement populaire au Chili, qui s'était exprimé lors d'une journée nationale de protestation, en procédant à des interpellations en masse. Deux mille personnes habitant les quartiers pauvres du sud de Santiago, où des barricades avaient été dressées le 11 mai, ont été conduites dans des stades aux premières heures du samedi 14 mai pour « vérification d'identité ». Deux cents ont été arrêtées.

Cette brusque montée de tension résulte pour une grande part de l'échec du « modèle » économique ultra-libéral mis en place depuis dix ans.

L'échec économique

La tension actuelle au Chili est due pour une bonne part aux difficultés économiques que connaît le pays et qui remettent en cause le « modèle » ultralibéral imposé par le général Pinochet après le coup d'Etat de 1973, avec l'aide des économistes de l'Ecole de Chicago disciples de M. Milton Friedman. Ce modèle fondé sur la non-intervention de l'Etat, la restitution au secteur privé des entreprises nationalisées et la totale ouverture du pays aux capitaux et aux entrepreneurs étrangers a certes fait entrer une partie de la population dans la société de consommation. Mais il a également ruiné de nombreuses industries locales, paralysé l'agriculture et maintenu un taux très élevé du chômage.

Le modèle pouvait encore être supportable quand la croissance économique mondiale soutenait l'activité au Chili, et qu'un avenir meilleur était perceptible. La situation est devenue extrêmement précaire depuis environ un an en raison à la fois du ralentissement des échanges internationaux et de la montée du protectionnisme dans les pays clients du Chili.

Soumise à tous les vents de la conjoncture internationale, l'économie chilienne a été touchée particulièrement par les effets de la crise mondiale. Elle a connu une hémorragie de capitaux, provoquée par la hausse des taux d'intérêt américains. Les sociétés de distribution dont l'essor avait coïncidé avec l'invasion des produits de consommation étrangers ont cessé d'investir sur place. Les sommes considérables gagnées par les bénéficiaires du modèle sont allées grossir la masse des capitaux flottants, qui cherchent à travers le monde – en ce moment aux Etats-Unis – le meilleur taux de rendement possible.

L'année 1982 a été désastreuse. Selon les statistiques officielles, l'activité a regressé de 14 %.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 3.)

Le P.C.F. renouvelle son désaveu du plan de rigueur

M. Georges Marchais a renouvelé, dimanche 15 mai, devant quelque cinq cents secrétaires de section communistes réunis à la Maison de la culture d'Argenteuil (Val-d'Oise), son désaveu du plan de rigueur mis en œuvre par le gouvernement. « *Ce sont d'autres propositions que celles que nous avons formulées en faveur de la relance économique, de l'emploi et de la justice sociale qui prévalent actuellement* », a déclaré le secrétaire général du P.C.F.

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé du Plan, s'est dit « *étonné* » par les propos de M. Marchais et a souligné qu'il n'y a, pour la gauche, « *pas d'autre politique possible* » que celle que mène le gouvernement.

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du parti socialiste, a estimé, lundi en fin de matinée, que M. Marchais n'avait « *pas dit grand-chose, en tout cas pas grand-chose de nouveau* ».

Se démarquer des socialistes

« *Il appartient aux partis de débattre, mais il serait dommageable de laisser croire aux Français qu'il y a une autre politique possible.* » Cet avertissement, M. Le Garrec aurait pu l'adresser, autant qu'au parti communiste, à tel courant ou telle personnalité socialistes – la dernière en date étant, dans nos colonnes, M. Jean-Pierre Chevènement – qui ne cachent pas leur scepticisme ou leur hostilité face à la politique gouvernementale actuelle. Cette préoccupation n'était sans doute pas absente de l'esprit du secrétaire d'Etat, un proche de M. Pierre Mauroy. Il est de fait que l'accumulation des difficultés économiques et politiques a, sur les partis de gauche, un effet centrifuge, auquel il aurait été surprenant que le P.C.F. échappât.

Parmi d'autres raisons qui expliquent cette réaction, il y a, tant au P.S. qu'au P.C.F., le souci de montrer que si la gauche se rassemble, au Parlement, pour soutenir le gouvernement, elle ne parle pas, pour autant, d'une seule voix et qu'elle dispose de plusieurs solutions possibles aux problèmes qui lui sont posés. C'est le sens de l'intervention de M. Marchais devant les responsables des sections communistes, qui étaient réunis pendant trois jours pour examiner ce que doit être la « *nouvelle manière de militer* » que la direction de leur parti leur recommande aujourd'hui.

Le secrétaire général a voulu tenir un langage mobilisateur, montrant aux communistes qu'ils ont des orientations propres à défendre au sein de la gauche. Ce faisant, il a esquissé, en pointillé, la thématique habituelle, qui fait du P.C.F. le seul adversaire conscient et résolu des politiques d' « *adaptation à la crise* » préconisées par « *la droite et le patronat* ». En touchant à ce registre, M. Marchais ranime le souvenir de la période, encore récente, dans laquelle le P.S. était dénoncé comme le partisan plus ou moins avoué des solutions mises en œuvre par l'ancienne majorité.

Contre le « vote utile »

Le secrétaire général a fait allusion, dans son discours, à l'élection présidentielle, pour souligner que la présentation d'un candidat communiste à cette élection « *est un fait acquis* ». Cette affirmation marque le refus de reconsidérer, deux ans après, la stratégie qui avait abouti à l'échec d'avril 1981. Elle montre comment il fallait comprendre la phrase du compte rendu de la réunion du comité central des 19 et 20 avril, publié dans *Révolution* la semaine suivante, et selon laquelle il ne fallait pas « *refaire 1981* ». Ne pas « refaire 1981 », c'est ne pas se situer trop loin des aspirations des électeurs de gauche, en leur soumettant des propositions qui manqueraient de crédibilité à leurs yeux, mais cela ne veut pas dire que les communistes devraient se borner à avaliser les orientations socialistes.

M. Marchais a insisté, à ce propos, sur la nécessaire présence du P.C.F. dans toutes les élections. Alors que, lors des élections législatives partielles de janvier 1982, le P.C.F. avait renoncé à présenter des candidats face aux socialistes élus ou placés en tête de la gauche en juin 1981, M. Marchais s'est indigné de ce que des communistes aient pu songer à ne pas participer à l'élection législative du 8 mai dans le Finistère, provoquée par le désir de M. Louis Le Pensec, ancien ministre de la mer, de retrouver son siège de député. L'ancien ministre avait été réélu, au premier tour, avec 54,38 % des voix, le candidat communiste n'en obtenant que 7,31 % : c'est, pour M. Marchais, un effet du « *vote utile* », que les communistes doivent combattre.

Le secrétaire général s'est aussi référé à l'élection cantonale partielle de Lille-Nord-Est, qui a vu, au premier tour, le 8 mai, avec une participation de 34,44 % des inscrits, une forte baisse du P.C.F. (9,74 %, au lieu de 22,24 % des suffrages exprimés en 1979). Cette élection s'est conclue, au second tour, par la défaite du P.S., qui détenait le siège, nouvel exemple du danger que recèle, pour la gauche, l'affaissement électoral du P.C.F.

La direction du parti s'efforce de démontrer que cette situation est dès maintenant réversible et que les communistes ne sont pas prisonniers de la participation de leur parti au gouvernement. Ils peuvent, estime-t-elle, affirmer clairement leur différence par rapport au P.S., par exemple en matière européenne, comme le fait *l'Humanité lundi*. Jean Le Lagadec souligne, en effet, que l'acceptation du point de vue défendue par les partenaires de la France, pour ce qui est de la politique agricole, relèverait d'une attitude qui conduirait au « *blocage de toute avancée sociale et démocratique* ».

Le P.C.F. se démarque aussi du gourvernement à propos des deux textes examinés cette semaine par l'Assemblée nationale.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 8.)

Cent millions sur une éponge

Né en 1971 de l'éclatement du Pakistan, le Bangladesh est, avec près de cent millions d'habitants, le plus peuplé de ces pays qu'on appelle les « moins avancés » et que la communauté internationale a décidé d'aider en priorité.

Il constitue donc un cas qui mérite que l'on s'y intéresse. André Fontaine, qui s'y est rendu récemment, passe en revue, en deux articles, les énormes handicaps qu'il doit surmonter et les atouts dont il dispose pour le faire.

I. – *Le plus peuplé des plus pauvres*

De notre envoyé spécial
ANDRÉ FONTAINE

Dakha. – Le Bangladesh, c'est d'abord un delta : une éponge gorgée de toutes les eaux ruisselant de l'Himalaya, et qui n'en finit pas de s'égoutter dans le golfe du Bengale, en faisant verdoyer à perte de vue le damier des rizières. La terre sèche est si rare à la saison des pluies que ceux des paysans qui n'ont pu trouver un tertre où dresser, à l'ombre parcimonieuse des bananiers, leurs cases de palmes et de torchis les plantent côte à côte sur des pilotis de bambous, mal à l'abri des crues qui, par moments, inondent jusqu'au tiers du pays.

Le pays en question se trouve pratiquement coupé en deux par un fleuve immense, la Jammuna, sur lequel n'existe aucun pont. A chaque instant routes et voies ferrées butent sur des lacs ou des rivières, qu'on ne peut traverser qu'avec des bacs. Résultat : alors que l'avion met une demi-heure pour relier Calcutta à Dakha, la capitale, vaste, aérée et dans l'ensemble bien tenue, il faut compter quatorze heures pour faire le même voyage en train ou en voiture...

Qui dit delta dit fécondité. Le Bangladesh détient le record du monde de la densité démographique : près de cent millions de personnes, dont la moitié n'ont pas seize ans, vivent sur un territoire grand comme le quart de la France. Avec trente-quatre naissances pour mille habitants, il a enregistré l'an dernier un autre record : celui du taux annuel d'accroissement de la population : 2,08 %.

Ces chiffres sont d'autant plus préoccupants qu'ils dépassent ceux de 1981. La production agricole ne s'étant pas sensiblement accrue ces derniers temps, la misère s'étend. On compte officiellement 33 % de chômeurs et 85 % de gens qui vivent au-dessous du « seuil de pauvreté » (*poverty line*). La mortalité infantile atteint près de 11 %. La ration quotidienne de calories est tombée de 2 094, en 1975-1976, à 1 926, en 1981-1982, contre 3 570 aux Etats-Unis et 3 280 en U.R.S.S. La proportion des adultes alphabétisés ne dépasse pas 25 %. Le Bangladesh est de loin le plus peuplé de ces pays qu'on appelle pudiquement « moins avancés » (P.M.A.), ce tiers-monde du tiers-monde dont la communauté internationale a reconnu qu'il n'avait aucune chance de se tirer d'affaire tout seul.

(Lire la suite page 7.)

Les tensions au sein de la C.E.E.

- DIFFICILE NÉGOCIATION SUR LES PRIX AGRICOLES

(Lire page 44 les déclarations du président de la F.N.S.E.A.)

- RELANCE DE LA CONTROVERSE SUR LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE

(Lire page 44 l'article de MARCEL SCOTTO.)

PETER WEIR AU FESTIVAL DE CANNES

La leçon australienne

Peu importent les bannières sous lesquelles les films sont rangés quand la production impose sa nationalité. Peter Weir et Bruce Beresford représentent les Etats-Unis dans la sélection officielle, mais il y a bel et bien à Cannes une leçon australienne.

L'Année de tous les dangers reprend le sujet traité par Wolker Schloendorff dans *le Faussaire*. Qu'advient-il du journaliste occidental parachuté dans une situation politique qui résiste à l'analyse, défie les notions du bien et du mal ? Ici, ce n'est pas Beyrouth années 80, mais Djakarta en 1965, et le héros parvient à préserver son identité.

Peter Weir, comme Bruce Beresford, utilise les ressources du cinéma narratif mais il en affine le contenu, conserve les schémas classiques mais introduit aussi leurs contraires. Dans *Tender Mercies* (*le Monde* du 12 mai), son compatriote se méfiait du bonheur, et lui s'est joué des stéréotypes, à chaque palier : scénario, choix des acteurs, mise en scène.

L'interprète de *Mad Max*, Mel Gibson, incarne Guy Hamilton, le reporter. Regard franc, beau visage sans heurt, musculature standard, il a tout du personnage positif tel qu'on l'aimait en Amérique il y a trente ans. Physiquement, mais pas moralement. Guy Hamilton, prêt à perdre un œil en échange d'un scoop, n'hésite pas non plus à compromettre sa bien-aimée, quitte à laisser choir les risques du métier pour courir au-devant d'un *happy end*.

Hamilton croit sincèrement à ce qu'il fait. Billy l'a élu son ami car il semble mieux que les autres, il est doux, on peut sûrement lui faire confiance. Billy le nain, Billy le mystérieux manipulateur, s'empare du jeune Australien, fournit des informations exclusives à ce journaliste inexpérimenté qu'il transforme en brillant correspondant à l'étranger du jour au lendemain.

Le nain n'est pas un être maléfique, c'est un pourvoyeur idéaliste de bienfaits et de beauté pour ceux qu'il aime, mais qu'il ne possède pas totalement comme il le pense.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(Lire la suite page 16.)

Le Monde

idées

La nation

*Et si nous parlions
aujourd'hui
de la France que,
l'austérité aidant,
les vacances
vont peut-être permettre
à ses citoyens,
comme le souhaite
Maurice Le Lannou,
de redécouvrir un peu ?
Pour Petru Dumitriu,
qui se présente
comme « francolâtre »,
nulle tâche
n'est plus urgente
que de convaincre
la gauche et la droite
de s'arracher
à un affrontement
suicidaire.
Maurice Girodias pense,
de son côté,
que la France
est en mesure,
par la force de sa langue,
d'exercer
longtemps encore,
comme jadis
Athènes et Rome,
une influence
considérable :
mais ce ne peut être
qu'au prix
d'une inversion complète
de l'ordre impérial
qui continue de prévaloir
en matière culturelle.*

Destination : France

par MAURICE LE LANNOU

POURQUOI faut-il qu'apparaissent si puériles ces offres de service que, à travers l'audiovisuel et la presse elle-même, les régions oubliées de la douce France *répètent à tous* ces candidats touristes que déconcerte la quasi-interdiction de se rendre, l'été qui vient, à l'étranger ? Les chiffres indiquent *qu'il ne s'agit pas* de vagues démesurées : un sur six seulement de nos vacanciers estivaux de l'an passé s'est échappé de nos frontières et, là-dessus, plus d'un tiers *était formé d'« immigrés » en* mal de repos familial. Pourquoi s'effrayer de ce maigre effectif résolu à voir le dehors ?

Je m'épouvanterais plutôt des clameurs si décevantes que poussent les brimés. Comment peut-on ne pas sentir que cette rigueur obligée n'en est vraiment pas une et que l'arrière-fond de nos provinces vaut bien, sans que nos *déficits monétaires y soient* pour quelque chose, que l'on renonce, une saison, à filmer Bobonne devant les propylées ? C'est toute une éthique du loisir touristique qui *est en cause et, en fin* de compte, toute une culture, s'il est vrai qu'un élément essentiel d'une culture est le partage entre une sensibilité cosmopolite et l'amour du territoire national. Il nous faut aujourd'hui de l'exotique, à tout le moins du hors-série, que ce soit l'île déserte ou la riviéra surpeuplée, à l'exclusion du paysage *ordinaire et moyen*. Cela étant, je trouve beaucoup de courage aux auteurs de cet admirable *Grand Guide des régions de France* récemment publié par un éditeur de goût, *qui n'a pas peur de la proximité* et n'écrit pas volontiers le mot évasion (1). Voilà le grand vocable lâché : l'homme-touriste s'évade, tenant cette échappée pour un mieux. *Il ne lui vient aucunement à l'idée* que ce n'est point toujours par pingrerie que d'autres ne méprisent point de parcourir la France et, par là, de sauver nos provinces de l'indifférence *et* de l'oubli.

Le philosophe allemand Martin Heidegger, qui a connu à leurs débuts ces temps de ruées estivales, distinguait, dans les sociétés humaines *comme dans* les individus, deux tendances qu'il nommait l'« errance » et l'« habiter ». Il est vrai : l'histoire nous enseigne que l'humanité est allée du nomadisme à la *sédentarisation, cependant que, de* temps en temps, tandis qu'un Joachim du Bellay vantaient le séjour qu'avait bâti ses aïeux, des esprits mystiques, comme *le Celte saint* Brendan ou Brandan, ont ardemment recherché la folle aventure. L'époque présente nous apprend aussi que ces deux impulsions, qui peuvent bien sûr cohabiter en un même homme – *le voyage ne fut-il* pas précisément un complément culturel de l'existence sédentaire ? – le font de plus en plus dans une grande confusion. *Le* fait dominant est aujourd'hui ce besoin de bougeotte rythmé par la cadence des *fins de semaine et* celle des grandes libérations de l'été. Sédentarité et humeur voyageuse sont devenues des antiphrases. La première est une nécessité, *la seconde un besoin* dont la satisfaction est calibrée par des calculs de disponibilités financières. Autant faire, alors, que l'opposition soit nette et l'évasion complète. S'il *n'y avait pas tant* d'obstacles dans notre pauvreté, nous laisserions, en août, tout le sol de France aux septentrionaux de l'Europe.

Cette disposition nouvelle s'illustre d'exemples *singulièrement* inattendus. Le grand voyageur de mon village est... le plombier qui a passé Pâques en Thaïlande. Toujours dans ce canton où *l'on* pensait tant de gens *collés* à la glèbe, ce sont des cultivateurs qui ont pris des vacances en Israël, au Japon, en Floride... Ce tourisme paysan, en contradiction si formelle avec l'ordre *traditionnel* des paroisses, est la manifestation d'un changement proprement révolutionnaire qui atteint, à la ville comme aux champs, l'ensemble d'une *société*. On comprend *qu'une foule* d'entrepreneurs et de puissants intérêts doivent prendre en charge l'organisation de ces temps de loisir obligé : la multitude a besoin d'être canalisée et orientée.

Fuir la ville

Le pouvoir public, que la crise actuelle contraint de participer à cette *orientation, devrait bien s'informer* plus à fond des vrais mobiles qui poussent nos concitoyens hors de notre zone monétaire. Un excellent livre vient de voir le jour, dont je recommande *vivement la lecture* à nos orientateurs, et aux autres. Ils y trouveront, entre des pages bien utiles de précisions graphiques et chiffrées, de brefs mais fins développements *sur les sociologies* et les psychologies profondes du tourisme (2). L'effet dévastateur de l'activité touristique sur l'environnement – certains pensent au contraire aux bienfaits qu'elle porte aux régions – n'est qu'un des volets de l'ouvrage, le plus apparemment utile, mais les réflexions philosophiques d'un auteur, qui est professionnellement très au *fait de son objet*, me paraissent encore plus dignes d'intérêt.

Et d'abord cette constatation que l'essentiel, dans la « motivation » (le mot n'est pas de J.-L. Michaud, qui écrit bien) de l'évadé, est en premier lieu une évidente dévalorisation de son habitat permanent. Fuir la ville, c'est vite dit, puisque l'on fuit aussi bien la bourgade ou la campagne. L'environnement immédiat n'a plus de sens puisque les communautés élémentaires qui l'habitaient, de la paroisse au quartier urbain, se sont disloquées. *Nous* remarquons au passage que *« la permanence de la fonction d'habiter s'est largement reportée vers la résidence secondaire »*, ce qui montre bien le déclin des appartenances traditionnelles. Mais la contrepartie véritable est dans la recherche d'un environnement entièrement neuf. Rien de dérisoire dans cette invitation au voyage si elle avait ses fondements dans un appétit de culture. Il n'en est rien. *« La publicité diffuse l'image d'un mode de vie et d'une idéologie sociale inspirée des* groupes leaders *de population.* » L'ostentation est ainsi un efficace moteur, et cette volonté de paraître me rappelle – la pensée associe aisément les contraires – les os de dinde que mes voisins villageois, pour démontrer qu'ils savaient vivre, ne manquaient pas de placer bien en vue, à chaque lendemain de réveillon, *sur le contenu de leur poubelle.*

Mais il n'est de publicité ni d'épidémie touristique sans images. Il faut que l'on garantisse au nouveau et faux voyageur la couleur locale, qu'on *lui aménage* un *« environnement touristique »* où se mélangent, en *« un style spécifique »* et *« parfois indistinctement, les signes de la mer, de la montagne et de la campagne »*. La confusion de toutes choses, en ce domaine, est si réelle que le succès de la plaisance semble plus lié *« au désir de possession d'un objet porteur de rêve et d'une image sociale avantageuse qu'au développement du goût de la mer »*. Mieux encore : il suffit, pour ceux que la nécessité retient au logis, que soient reproduits autour d'eux *« les signes universels des vacances »* : les boîtes de nuit qui fleurissent dans mon bocage ont pour éponymes le chaparral, Las Vegas ou le quetzal mexicain, et l'on peut s'expatrier à La Grande-Motte.

Il résulte de l'efficacité *et* de la suprématie de cet imaginaire une tendance paradoxale à l'uniformisation et à la banalisation des décors touristiques. Les formes standardisées *surabondent* et les exotismes se diluent jusqu'à domicile. Tel est l'homme, contradictoire en apparence, mais au fond bien simpliste, de notre temps. L'essentiel lui est de se persuader qu'il est parti. *« Ailleurs, mais pas nécessairement quelque part. »*

(1) *Grand Guide des régions de France*, texte de Michel Videau, photographies de Hervé Bordas et Michelle Parra-Aledo, Pierre Bordas et fils, éditeurs, 1982, 800 p.

(2) *Le Tourisme face à l'environnement*, de Jean-Luc Michaud, Presses universitaires de France (Coll. « Le géographe », dirigée par Pierre George), 1983, 234 p.

Le « liant » de l'Europe

par PETRU DUMITRIU (*)

QUEL *socialisme ?* Quelle droite ? Quel pacte entre les citoyens ? La première de ces questions, je la posais dans *le Monde* du *26 juin 1982. Elle* et les autres *restent là, sans réponse* nette, de nulle part.

Métèque francolâtre, citoyen de l'Allemagne fédérale, j'ai vécu il y a quelques semaines des élections qui *décidaient de mon* sort, à moi soixante millionième partie de ce peuple, mais aussi de celui de tous les Allemands et probablement, en grande partie, de celui de l'Europe. Et *ma première* pensée fut pour la France.

La France a été le « liant » de l'Europe, elle lui a donné ses grandes lignes, son style de civilisation. *Prima inter pares*, certes. Personne n'ignore l'apport des autres grandes sources de la civilisation européenne : Italie, Allemagne, Angleterre, Espagne... *Mais* le « liant », le style, le *« je ne sais quoi »*, inimitables, vinrent de France.

Aux grands siècles du Moyen Age, la chrétienté fut française. Cela allait loin : les Plantagenêts en Angleterre, l'anglais des *Contes de Cantorbéry*, avec 48 % de ses mots français, les Angevins en Sicile, les Angevins en Hongrie, les Lusignan rois d'Arménie et de Chypre, les Français en Terre sainte, et Jean de Béthencourt, roi des Canaries...

Sait-on qu'au beau milieu de *la Divine Comédie* brille un sonnet en français ? En langue d'oc, mais français. Et que le *Parsifal*, Perceval le Gallois, de Wolfram d'Eschenbach, est divisé en *Aventiuren* ?

Aux grands siècles français, le dix-septième, le dix-huitième, le dix-neuvième, l'Europe fut française. Au vingtième elle ne le fut pas, et regardez-la. Carence de la France, retrait de la France sur elle-même, saignée à blanc en 1914-1918.

Mais aussi, stérilité de la pensée et de la sensibilité politiques françaises, *bloquées par la guerre civile* incurable, dans les cœurs et les esprits. Refus de réalité de la part de la pensée politique française.

La réalité, c'est que dans toutes les démocraties – les vraies, seules dignes de ce nom – les *citoyens* votent *fifty-fifty*. L'aiguille de la balance oscille d'un, deux ou trois centièmes à droite ou à gauche du point d'équilibre. La réalité, c'est qu'on ne peut gouverner les démocraties qu'au centre droit ou au centre gauche. Avec l'accent sur le mot « centre ». L'Allemagne vient d'en faire la preuve directe, la France, la preuve indirecte, *mais aussi* convaincante.

La réalité, c'est qu'on ne peut pas gouverner un peuple contre une moitié de lui-même – que ce soit la moitié prudente et plus ou moins *contente de son sort*, ou la *moitié* hardie et désireuse d'améliorer son sort. Nous avons tous besoin, vitalement, d'abord, d'être rassurés ; et ensuite, d'un espoir.

Quel socialisme ? Celui *de la rupture*, de la guerre civile dans les cœurs et les esprits ? Ou celui de l'association de tous avec tous, tous partenaires, tous coéquipiers ? Le socialisme de Marx, ou *celui de* Pierre Leroux ? Celui de Lénine, ou celui de Péguy ?

En tout cas, seule la social-démocratie a gouverné en Europe, réellement, c'est-à-dire longuement. Et chaque fois qu'elle a glissé à gauche d'elle-même – travailliste, suédoise, allemande, – le peuple lui a retiré son mandat.

Quelle « droite » ? Nom infamant pour *le conservatisme, pensée et sensibilité* politiques aussi légitimes, aussi justifiées que les pensée et sensibilité socialistes et libérales. « Droite » et « gauche » sont des *mots* fratricides. C'est le langage de Caïn. Ces « côté de Guermantes » et « côté de chez Swann » sont le côté d'Auschwitz et le côté du goulag.

Un destin commun

Le conservatisme a gouverné le plus durablement en Europe libre après 1945. Mais chaque fois il a laissé un vide dans les cœurs et la pensée. Il nous assure la prospérité (*tant qu'elle* n'est pas rendue impossible par la bureaucratisation de l'économie !). Mais pour en faire quoi ? Il y a l'avenir. Il y a l'Europe éclatée, hétéroclite et incohérente, *sous l'ombre portée des fusées soviétiques*. Il y a l'hémisphère sud, malheureux et affamé. Il y a le despotisme bureaucratique, marxiste ou militaire ou les deux à la fois, ou *simplement africain, arabe, asiatique*. A ces problèmes, le conservatisme n'a pas de réponse.

Quel pacte entre les citoyens ? Peuple de gauche, peuple de droite ? *Deux peuples, ou un seul ?* La valeur « peuple », communauté, est-elle subordonnée à ces concepts fumeux et fratricides, à ces fourre-tout qui sous-entendent implacablement la rupture de communauté ?

Je proposerais la définition d'un *grand chrétien, saint Augustin,* invoquant un grand païen, Cicéron. Le peuple, c'est *coetus multitudinis juris consensu et utilitatis communione sociatus* : la foule, associée par un même sentiment du juste et de l'injuste ainsi que par la communauté des intérêts (*la Cité de Dieu*, XIX, 21).

Car, ajoute-t-il la République, *res publica*, « les affaires du peuple », ne peut être gérée sans justice : *geri sine justicia rem publicam non posse*. Là où il n'y a pas de justice, il ne peut y avoir de droit, *jus*, sentiment commun du juste et de l'injuste. Et alors, il *n'y a ni* peuple *ni* République, mais les affaires d'une multitude quelconque, qui ne mérite pas le nom de peuple : *non populus, nec res populi, sed qualiscumque multitudinis, quae populi nomine digna non est*. Ils avaient une certaine idée du peuple, ce chrétien, ce païen...

La réalité, c'est que nous vivons ensemble un destin commun. Et qu'il faut reconnaître l'*existence* et la dignité de l'autre, et gouverner pour lui aussi. Cela vaut pour nos satanées « droite » et « gauche », nos fatidiques « Est » et « Ouest », nos tragiques « Nord » et « Sud ».

France, la *réalité fout le camp* ! Nos vies, le présent, l'avenir, foutent le camp ! Il est grand temps de voir la réalité, de la penser et d'agir en conséquence. Je me demande si l'on y songe sur la rive gauche.

(*) *Écrivain.*

Pour un humanisme moderne

par MAURICE GIRODIAS (*)

QU'EST-CE que la France ? Une nation ? Un État ? Une armée ? Deux mamelles ? *Un* canard boiteux ? Un discours de M. Dassault ? Un complexe politico-fiscal ? Une culture cuisinière ? De gentils paysages vus du train ? *Ou bien* est-ce le souvenir de la croisade des Albigeois ? De la Saint-Barthélemy ?... Ou même peut-être d'un empire colonial ? Mais celui-là, au moins, on a tendance à l'oublier. Le Tchad et le Liban, témoins sanglants d'une politique absurde, sont pourtant là pour nous rappeler que l'État français avait prétendu s'immortaliser, il n'y a pas si longtemps, en façonnant les tribus conquises à son image... Et que dire des guerres honteuses d'Indochine et d'Algérie. Est-ce donc *cela*, la France ?

Il est remarquable que, l'État français ayant enfin entrepris le *« processus de décolonisation »* (contraint et forcé, à vrai dire), personne n'a eu l'idée de présenter des excuses solennelles en son nom aux victimes du passé. Les vrais coupables, paraît-il, sont morts et enterrés dans leurs culottes de peau ; adieu donc, colonels, généraux, ainsi personne *ne* doit plus d'excuses à personne... On préfère se gargariser de francophonie, et cela tout en soutenant les dictateurs « amis de la France » et *clients choyés* de ses arsenaux.

Est-ce vraiment cela, la France ?

En regard de ces images flétries, on peut préférer faire de l'« idée France » un projet entièrement neuf. Il ne s'agit certes pas d'oublier toutes les erreurs cuisantes du passé, *mais de les convertir*, et de les *transcender*. Bon ou mauvais, l'Empire français a laissé un acquis – et il reste commun à bien des peuples divers : un langage. Aussi appauvri soit-il *par l'usage bavard et creux* qu'en font la politique et les médias, cela reste *encore* un langage. Un moyen autonome de communication, donc, et qui recèle peut-être le secret d'une *renaissance*, d'un nouveau départ.

L'« idée France » en tant que langage

Le miracle d'Israël aurait-il pu se produire si l'on n'avait pas commencé par inventer, à partir d'une langue morte, un langage moderne ? C'est bien par la seule grâce du langage *que les débris épars de la diaspora* ont pu former une unité organique, et que l'on a pu combler les fossés qui séparaient les socialistes incroyants des farouches talmudistes ; les *esprits* modernes des hommes du désert. Herzl lui-même, le prophète du sionisme, était prêt à accepter l'Ouganda ou le Kenya pour y créer l'État d'Israël... Rassembler les cultures *juives diverses et contradictoires*, cela ne pouvait se faire qu'en réinventant un langage commun à toutes : c'était là une tâche bien plus urgente à ses yeux que le choix d'un territoire.

La Grèce et Rome, longtemps après avoir disparu *en tant que puissances* politiques, ont continué d'exercer une influence séminale extraordinaire sur l'histoire de notre civilisation par la seule force de la langue ; le grec en tant que langue de la science et de la philosophie, et *le latin en tant que langue de* l'Église.

Il peut donc y avoir une autre France. Non plus forteresse hexagone, non plus fantôme gothique rescapé d'un autre âge : la France peut devenir une communauté *nouvelle* d'esprits et de cœurs, un milieu souverain et libre de toute règle politique. *Cette reconversion est possible* aujourd'hui. Dans dix ans il sera trop tard.

Il ne s'agit certes plus de cultiver la francophonie comme un art d'agrément ; mais bien de retourner *complètement* l'idée centraliste que la France (hier monarchique, aujourd'hui présidentielle) se fait encore d'elle-même. Il faut abolir l'ordre de maître *à client*. Il faut inverser l'ordre impérial rayonnant de Paris vers ses lointaines colonies, afin qu'un courant puisse couler en sens contraire, librement, depuis la *périphérie vers le centre – pour être* ensuite rediffusé vers tout l'univers francophone.

Qu'est-ce que la France ?

Ce remaniement des valeurs ne doit pas servir de ruse permettant de continuer à imposer la primauté exclusive du français, « langue noble ». En effet, l'apport de chaque peuple participant à cette « aire de la *francophonie* » *sera* d'autant plus enrichissant qu'on aura préserver les langues traditionnelles tout en choisissant d'utiliser le français comme langue de communication internationale, et comme *langue littéraire* au deuxième degré.

La dynamique du langage

Le recul *du* français devant l'anglais (scientifique ou littéraire) prend aujourd'hui l'allure d'une déroute. Pourquoi ? Sans doute au moins en partie parce que l'anglais classique a su assimiler l'apport du génie irlandais, *mais surtout* américain. L'un et l'autre ont successivement « refécondé » la vieille langue... Or non seulement la France s'est empressée, dès la Révolution, d'interdire sur son territoire toute langue autre que le français de Paris ; mais, depuis la guerre d'Algérie, elle s'est efforcée en outre de filtrer, de dénaturer et de franciser l'apport potentiellement très riche qui lui venait de la Méditerranée, d'Afrique et d'Amérique.

A voir l'extraordinaire surabondance de traductions médiocres ou illisibles par quoi la littérature étrangère est représentée en France (et surtout l'anglo-saxonne), on se demande si l'on n'a pas affaire là à une *véritable* « guerre des langages ». Cette vision géopolitique de la littérature, ce souverain mépris qu'on affiche pour tout ce qui a été écrit ailleurs, cela est parfaitement illustré par les vieux mythes de « la France seule », « la France éternelle », clichés pathétiques qui dictent d'ailleurs toujours la stratégie militaire du pays.

L'« idée France » au XXIe siècle

Ce splendide isolement a fini par produire le résultat qu'on pouvait en attendre. Le français est devenu intraduisible ; d'ailleurs la littérature française est jugée trop vaine et ennuyeuse pour valoir d'être traduite. Bien sûr *on n'en est pas à publier* des chiffres ! Ce serait trop gênant, on se borne à ergoter, à protester. Or la grande majorité des textes scientifiques français doivent être rédigés en anglais afin de pouvoir être lus ailleurs qu'en France, ce *brain drain* à l'envers est-il dû à une conspiration de l'étranger ? Ou bien au repli de l'« idée France » ?

Que l'État français, socialiste ou pas, s'obstine à rester seul maître de tous *les médias audiovisuels, cela* donne assez la mesure de son conservatisme, de son goût pour ce qui ne bouge jamais.

Il faut dire ici en clair que, de cet État, il n'y a rien à attendre. Si l'« idée France » doit être repensée, *retournée, relancée, cela* ne peut être qu'à partir d'un nouvel humanisme authentiquement *moderne*.

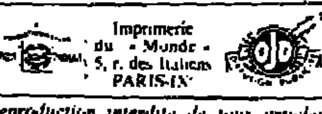
Certes il s'agit là d'une France encore inconnue car, bien qu'elle ait été rêvée par certains, nous ne l'avons encore jamais vue... A l'orée des *temps modernes* la France avait promis au monde une révolution qui devait libérer l'homme à tout jamais. Or qu'en est-il ? La société humaine, aujourd'hui, est comme un métal en fusion. Oui, nos ancêtres ont fait défaut ! Cette fournaise mondiale, politique, militaire, humaine, peut exploser à *tout* moment. Les apprentis sorciers seront les premiers à fuir vers les grands arbres.

Voici donc le moment venu pour tous ceux qui cultivent leur humble sillon, et pour *tous* ceux qui, *loin* de la France, ont rêvé à elle, chanté dans sa langue, entendu sa musique secrète. C'est à eux, simples poètes, de témoigner pour l'« idée France » et de créer cette communauté multicolore et multinationale, cette société fraternelle et somptueuse : cet avenir qui peut encore tout sauver, *même* le passé.

Seule l'utopie fait foi.

(*) Écrivain, éditeur.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037



AMÉRIQUES

LE REGAIN DE TENSION AU CHILI

Les autorités ont procédé à deux mille interpellations et deux cents arrestations

Le gouvernement du général Pinochet, surpris un moment par l'ampleur du mécontentement populaire qui s'est exprimé lors de la journée nationale de protestation du 11 mai, n'a pas hésité à remettre en vigueur les méthodes répressives utilisées après le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Des rafles massives ont été effectuées par l'armée, samedi 14 mai, aux premières heures de la matinée, dans les quartiers pauvres du sud de la capitale, où des barricades avaient été érigées le 11 mai. Environ deux mille personnes, souvent interpellées pendant leur sommeil, ont été ainsi conduites pour « vérification d'identité » dans des stades. Deux cents d'entre elles ont été arrêtées, qui s'ajoutent aux trois cent cinquante toujours retenues pour leur participation à la manifestation du 11 mai. Les premières estimations faisaient état de chiffres nettement inférieurs, mais les journaux de Santiago paraissant dimanche ont tous publié ce dernier bilan en citant des sources officielles.

Les deux cents personnes arrêtées ont été transférées des stades vers les commissariats de police. Aucune charge n'avait encore été officiellement retenue contre elles ce lundi 16 mai. Le gouvernement n'a fait aucune déclaration sur cette opération. Le commandement militaire de Santiago s'est contenté d'indiquer que les rafles avaient été faites par trois cents soldats et trois cents policiers. Selon le quotidien progouvernemental *la Nacion*, deux mitrailleuses, deux pistolets automatiques et deux revolvers auraient été saisis à cette occasion.

« *Ce furent six heures de cauchemar*, raconte un témoin, cité par l'A.F.P. *Tout a commencé à 4 heures du matin. Les militaires sont entrés dans nos maisons, nous ont brutalement réveillés et ont fait sortir dans la rue tous les hommes âgés de plus de quatorze ans. Nous étions très effrayés parce qu'ils nous ont fait allonger par terre et nous ont traités comme des délinquants.* »

Les rafles ont eu lieu quelques heures après de nouveaux affrontements entre policiers et manifestants à la fin des obsèques de l'une des deux victimes de la journée du 11 mai, dans le quartier de la Victoria. Les policiers ont tiré des coups de feu en l'air et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser les habitants de ce quartier, qui venaient d'assister à l'enterrement et criaient des slogans hostiles au gouvernement. Le calme était cependant revenu vendredi soir, avant que ne commencent les interpellations en masse.

Le ministre de l'intérieur, le général Enrique Montero, a déclaré dimanche que le général Pinochet avait approuvé une série de mesures qui entreront en vigueur dès ce lundi pour faire face à la situation. Aucune indication n'a été donnée sur le contenu de ces décisions, qui ont été prises lors d'une réunion restreinte du cabinet présidée par le chef de l'Etat.

Un journaliste censuré s'exprime à la cathédrale

Le gouvernement a d'autre part décidé d'interdire à une radio privée de Santiago, Radio-coopérative, de diffuser des informations, des commentaires et des interviews. Les autorités reprochent à cette dernière d'avoir créé « *un sentiment artificiel d'aggravation et d'effervescence* » et d'être responsable du « *désordre qui a marqué la journée nationale de protestation* ». Mgr Jorge Hourton, évêque auxiliaire de Santiago, dans son sermon dominical à la cathédrale de la capitale, a qualifié de « *bâillonnement* » cette décision. A la fin de la messe, il a invité un des journalistes de cette station à monter en chaire pour solliciter des dons destinés au personnel de celle-ci. Des journalistes de Radio-coopérative se sont ensuite assis sur les marches de la cathédrale, la bouche bâillonnée, en signe de protestation contre la mesure qui les frappe.

Dans un éditorial, le quotidien conservateur *El Mercurio*, qui avait approuvé le coup d'Etat de 1973, critique implicitement le gouvernement. *El Mercurio* fait état du « *découragement manifeste de larges secteurs partisans du régime* » et estime que les manifestations du 11 mai prouvent l'existence d'un « *mécontentement qu'il est impossible de traiter par le dédain* ». Pour le quotidien, il existe au Chili, au-delà de la crise économique actuelle, un problème politique et il est nécessaire qu'un dialogue s'instaure entre le gouvernement et ses opposants. C'est la première fois qu'*El Mercurio* appelle aussi ouvertement à un tel « dialogue », auquel se refuse le général Pinochet.



(Dessin de PLANTU.)

Echec économique

(Suite de la première page.)

Le recul de la production a été de 28,8 % dans le bâtiment et de 21,9 % dans le secteur industriel. Le chômage touche 23 % de la population active, et jusqu'à 30 % si l'on classe parmi les chômeurs les personnes employées pour des sommes dérisoires bien en dessous du salaire minimum, et à seule fin de les maintenir occupées, à réparer les routes ou à repeindre les bâtiments officiels.

Les classes moyennes se sentent menacées

Les classes moyennes dont l'hostilité avait provoqué la chute du gouvernement d'unité populaire, et dont le silence valait approbation dans les premières années qui ont suivi le coup d'Etat, se sentent menacées. Les concerts de casseroles par lesquelles celles-ci manifestaient leur mécontentement à Allende ont repris mais cette fois contre le général Pinochet. Des industriels, des exploitants agricoles, des avocats et des médecins contestent ouvertement les thèses de l'Ecole de Chicago. Le général Pinochet ne dispose d'un soutien total que parmi les couches qui ont réellement bénéficié de sa politique économique, c'est-à-dire les milieux financiers et commerciaux.

Le général Pinochet avait pourtant tenté un changement de ligne au début de l'année. Contrairement au dogme libéral, l'Etat a accru son rôle régulateur dans l'économie et multiplié les mesures dirigistes. Cet infléchissement vient un peu tard pour satisfaire les mécontents.

Le salut ne peut venir de l'extérieur. Avec 17 milliards d'emprunts à l'étranger, le Chili est un des pays les plus endettés du monde. Les crédits qui lui sont accordés actuellement ne servent qu'à rembourser les créanciers. Un groupe de banques européennes viennent ainsi de lui accorder un crédit de 530 millions de dollars, qui s'ajoute au milliard et demi consenti il y a deux semaines par un consortium de banques américaines et japonaises, aux 230 millions de dollars de la Banque interaméricaine de développement et aux 550 millions de dollars du F.M.I. Il s'agit non pas de renflouer le Chili, mais de l'empêcher de couler, ce qui montre assez la faillite du modèle instauré en 1973. Depuis cette date, le produit intérieur brut par habitant est resté approximativement stationnaire...

DOMINIQUE DHOMBRES.

La montée des mécontentements

1970

- 4 SEPTEMBRE : Salvador Allende arrive en tête à l'élection présidentielle ; il succédera officiellement à Eduardo Frei le 4 novembre.
- DÉCEMBRE : les grandes réformes commencent avec les premières expropriations des grands domaines.

1973

- 4 MARS : aux élections, l'opposition conserve la majorité simple dans les deux assemblées, mais les partis de l'Unité populaire progressent.
- 28 MARS : les militaires quittent le gouvernement.
- 28 JUIN : tentative infructueuse de soulèvement d'un régiment de blindés à Santiago.
- 11 SEPTEMBRE : coup d'Etat militaire. Salvador Allende meurt au cours de l'assaut donné contre le palais de la Moneda. Une junte militaire, dirigée par le général Pinochet, prend le pouvoir. Exécutions sommaires, arrestations massives, premières déportations. Les partis politiques sont dissous ou suspendus, les grèves sont interdites, la presse et les universités passent sous contrôle militaire.

1974

- 26 JUIN : le général Pinochet devient, aux termes d'un décret, « chef suprême de la nation », chargé du pouvoir exécutif pour une durée indéterminée.
- 10 JUILLET : un nouveau gouvernement est constitué. Il comprend quatorze militaires. Trois civils sont responsables de l'économie.
- 11 SEPTEMBRE : la levée de l'état de guerre est proclamée par le général Pinochet ; elle ne sera pas effective.
- 19 SEPTEMBRE : une commission du Sénat américain ouvre une enquête sur les interventions de la C.I.A. au Chili.
- 30 SEPTEMBRE : assassinat du général Prats, ancien ministre de l'intérieur, puis de la défense d'Allende.
- 5 OCTOBRE : mort de Miguel Enriquez, leader du MIR (gauche révolutionnaire) lors d'un affrontement avec l'armée à Santiago.

1975

- 9 AVRIL : démission du gouvernement qui sanctionne l'échec de la politique économique.
- 29 MAI : pour la première fois, Eduardo Frei critique sévèrement la politique économique de la junte.
- JUILLET : les dirigeants de la démocratie-chrétienne et de la gauche non communiste constituent un front commun contre la junte.

1976

- JANVIER : tensions au sein de l'armée ; dix généraux adressent une mise en demeure au général Pinochet.
- 23 SEPTEMBRE : Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères d'Allende, meurt dans un attentat à Washington.
- 18 DÉCEMBRE : la libération de Luis Corvalan, le secrétaire général du P.C. chilien, est « échangée » contre celle du contestataire soviétique Vladimir Boukovski.

1977

- 12 AVRIL : nouveau gouvernement dans lequel les civils sont majoritaires.
- 12 AOUT : dissolution de la police politique, la DINA.

1978

- AOUT : trois officiers chiliens sont inculpés à Washington pour l'assassinat de Letellier.

1980

- 11 SEPTEMBRE : organisation d'un référendum sur la nouvelle Constitution, dont les résultats (67 % de oui) sont contestés.
- DÉCEMBRE : nouveau gouvernement.

1981

- Le président Reagan amorce un rapprochement avec le régime.

1982

- 22 JANVIER : mort d'Eduardo Frei.
- 26 FÉVRIER : assassinat du syndicaliste Tucape Jimenez, dirigeant de l'Union démocratique des travailleurs, huit jours après qu'il eut appelé à la constitution d'un front d'unité syndicale.
- 22 AVRIL : nouveau gouvernement, caractérisé par la prédominance des militaires.
- 26 AOUT : nouveau remaniement en raison de la crise économique.
- 29 DÉCEMBRE : mille cinq cents personnes sont arrêtées dans une commune périphérique de Santiago, où la gauche révolutionnaire est implantée.

1983

- 22 JANVIER : plusieurs milliers de personnes manifestent à Santiago, après une messe célébrée à la mémoire d'Eduardo Frei.
- 2 FÉVRIER : un millier de syndicalistes réclament un référendum sur le maintien du régime militaire, dans une lettre ouverte au général Pinochet.
- 14 MARS : plusieurs partis (sans le parti communiste) appellent dans un document commun au rétablissement de la démocratie.
- 24 MARS : violents incidents à Santiago, lors de manifestations. Deux cent trente personnes sont arrêtées.
- 11 MAI : deux morts, cinq cent cinquante arrestations pendant la Journée de protestation civile.

Etats-Unis

La majorité démocrate de la Chambre des représentants est opposée aux réductions d'impôts demandées par M. Reagan

De notre correspondant

Washington. – Des élus qui réclament davantage d'impôts, tandis que l'exécutif s'y oppose fermement : tel est l'étrange débat en cours à Washington. Débat capital, et pas seulement pour les Etats-Unis, car les revenus fiscaux déterminent en partie le déficit budgétaire américain qui, lui-même, conditionne les taux d'intérêt dans le monde et la puissance du dollar.

On discute en ce moment du budget de 1984 qui doit entrer en vigueur le 1er octobre prochain. Conformément à la loi, le président Reagan avait déposé son projet au début de l'année. Mais le Congrès est en retard, comme d'habitude : sénateurs et représentants auraient dû, avant le 15 mai, établir une résolution commune, indiquant le niveau des recettes fédérales et fixant un plafond aux dépenses, pour permettre aux différentes commissions de se prononcer ensuite sur le détail.

Jusqu'à présent, seule la Chambre (à forte majorité démocrate) a adopté un projet qui diffère sensiblement de celui de M. Reagan. Le Sénat (à faible majorité républicaine) est encore à la recherche d'un consensus interne, après plusieurs votes négatifs. C'est la situation inverse des deux années précédentes : la Maison Blanche avait alors réussi à diviser les démocrates et à faire approuver ses orientations par une majorité conservatrice.

Le contenu même du débat a changé. En 1981 et 1982, on s'affrontait sur le volume des dépenses sociales. M. Reagan proposait de les réduire sévèrement, et il obtenait gain de cause. Cette fois, une nette majorité se dessine pour le maintien, sinon l'augmentation, des chiffres de l'an dernier. Le débat concerne l'accroissement des dépenses militaires et, surtout, les recettes de l'Etat. Faut-il maintenir le plan d'allégements fiscaux par étapes, voulu par la Maison Blanche et approuvé par le Congrès en 1981 ? Ou, au contraire, dégager de nouveaux revenus pour réduire un déficit budgétaire qui atteint des dimensions sans précédent ?

Où trouver 30 milliards ?

Le projet de M. Reagan entraînerait, en effet, un déficit de 204 milliards de dollars en 1984. Et encore se fonde-t-il sur le scénario optimiste d'une reprise consistante et durable. Or, la reprise est entravée par le déficit qui amène l'État fédéral à emprunter massivement, à concurrencer les entreprises privées sur le marché du crédit et à maintenir les taux d'intérêt à un niveau encore trop élevé.

Les démocrates s'indignent du déficit. Ils prétendent le réduire de deux manières : en freinant l'augmentation des dépenses militaires et en accroissant les recettes fiscales. La résolution budgétaire de la Chambre des représentants prévoit 7,5 % de plus pour le Pentagone en 1984 (M. Reagan propose une hausse de 14,5 %) et 30 milliards de dollars de revenus supplémentaires.

Où trouvera-t-on ces 30 milliards ? Les démocrates évitent de le préciser pour le moment. Par tactique, et parce qu'ils ne sont pas d'accord entre eux. On pourrait renoncer à la troisième réduction de l'impôt sur le revenu fixée au 1er juillet prochain, ou en exclure les plus riches. On pourrait aussi renoncer à l'indexation du barème ou créer de nouvelles taxes.

L'an dernier, pressé par le Congrès, M. Reagan avait été obligé d'augmenter les impôts indirects. C'était contraire à ses principes, mais ne portait pas atteinte à son plan de diminution des taux d'imposition des revenus. Il demeure fermement attaché à celui-ci. Le moment est vraiment mal choisi de pénaliser les contribuables, disent ses collaborateurs : une telle mesure tuerait dans l'œuf la reprise économique. Après tout, le déficit budgétaire peut attendre. S'il affolait vraiment les milieux d'affaires, la Bourse se porterait-elle aussi bien ?

C'est clair : le déficit n'est plus le souci principal de M. Reagan. Et l'approbation du congrès l'intéresse moins qu'avant. On se demande même si la Maison Blanche ne mise pas sur l'impasse budgétaire, dans la perspective de l'élection présidentielle de 1984.

Une impasse empêcherait l'adoption d'une résolution commune de la Chambre et du Sénat. Ce qui rendrait au président son pouvoir de veto. Cela donnerait, d'autre part, aux dirigeants républicains le beau rôle devant les électeurs. Ils se seraient battus pour la défense nationale et la baisse des impôts, alors que les démocrates apparaîtraient peu soucieux de la sécurité de l'Amérique et ennemis du contribuable...

Une telle stratégie suppose que les républicains soient unis derrière le président. Or on assiste depuis un an à une indiscipline croissante.

Même si un compromis intervenait avec la Chambre, le déficit ne serait pas sensiblement réduit. On trouverait un juste milieu entre les 192 milliards proposés par les dirigeants républicains du Sénat et les 175 milliards votés par les représentants. Ce dernier chiffre ne tient pas, car il se fonde sur des hypothèses économiques encore plus optimistes que celle de l'administration.

Rien ne permet donc d'espérer pour le moment une réduction substantielle du déficit budgétaire. Pour 1984, comme pour 1985 et même 1986, il oscillerait entre 150 milliards et 200 milliards de dollars. De tels chiffres n'incitent pas les taux d'intérêt à baisser. A moins d'un changement de la politique monétaire, les États-Unis risquent de continuer à drainer des capitaux internationaux, puisque leur faible inflation (inférieure à 4 %) rend le loyer de l'argent encore plus intéressant.

ROBERT SOLÉ.

Haïti

UN CANDIDAT INDÉPENDANT EST ÉLU MAIRE DE LA DEUXIÈME VILLE DU PAYS

Port-au-Prince *(A.F.P.)*. – Les élections municipales qui ont eu lieu le dimanche 15 mai dans six départements sur neuf ont été marquées par la victoire d'un candidat indépendant au Cap-Haïtien, deuxième ville du pays, à 260 kilomètres au nord de Port-au-Prince.

Ce candidat indépendant, M. Wilson Borgella, un hôtelier âgé de quarante-deux ans, qui a bénéficié d'un important soutien populaire, l'a emporté avec 9 358 voix sur son adversaire, M. Emmanuel Maisonneuve, le maire sortant, nommé par le gouvernement en 1980 et qui a obtenu 3 558 voix. Quatre-vingt-huit communes représentant plus de 1 million d'électeurs dans six départements étaient appelés à élire leurs représentants.

De nombreux observateurs étrangers ont suivi ces élections, en particulier au Cap-Haïtien, où se trouvaient des représentants de l'ambassade des Etats-Unis et de l'ambassade de France. Deux observateurs américains délégués par un membre démocrate de la Chambre des représentants des Etats-Unis, M. Walter Fauntroy, au nom du groupe des parlementaires noirs américains, le Black Caucus, dont l'influence est déterminante pour l'attribution de l'aide américaine à Haïti, étaient également sur place.

Mexique

Mort de l'ancien président Aleman le père de l'industrialisation

De notre correspondant

Mexico. – L'ancien président Miguel Aleman est mort le samedi 14 mai à l'âge de soixante-dix-huit ans. Il est généralement considéré comme l'un des deux fondateurs du Mexique moderne. Lazaro Cardenas (1934-1940) avait nationalisé le pétrole et jeté les bases d'un régime présidentialiste fonctionnant en étroite liaison avec les « masses organisées ». Il devint la référence de l'aile gauche du parti au gouvernement. M. Miguel Aleman, lui, gouverneur de l'Etat de Vera-Cruz sous Cardenas, puis ministre de l'intérieur, a été considéré comme le chef de l'aile droite. Il avait été président de la République de 1946 à 1972.

Ce fils d'un général révolutionnaire fut le premier civil à exercer les fonctions de chef de l'Etat après la victoire de la révolution. Entouré d'universitaires et d'hommes d'affaires, il créa le Mexique moderne et industrialisé.

Grâce à une politique hardie de grands travaux, M. Miguel Aleman entreprit de moderniser l'infrastructure, et surtout le réseau de communications. La priorité accordée aux bonnes relations avec le secteur privé permit une croissance accélérée à laquelle les investissements étrangers participaient activement. Dans les campagnes, les propriétaires terriens eurent le moyen juridique de faire obstable à la réforme agraire, qui avait été pourtant l'objectif premier de la révolution.

En politique extérieure, M. Aleman jugea qu'en période de guerre froide le Mexique ne devait pas s'opposer aux Etats-Unis.

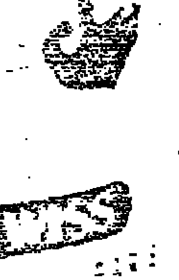
Pour réaliser son programme, le président mit au pas la presse et le mouvement ouvrier. Le parti de la révolution mexicaine resta au pouvoir, mais en changeant de nom (il devint le parti de la révolution institutionnalisée). Il modifia son orientation. M. Aleman ne sut ou ne voulut pas lutter efficacement contre la corruption qui s'étendait à l'Etat et aux syndicats.

Après son retrait de la politique active, il appliqua le même dynamisme à la gestion de ses affaires et devint un puissant entrepreneur. Ces dernières années, il se consacra notamment au développement du tourisme.

FRANCIS PISANI.







AFRIQUE

Algérie

ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Bouteflika est condamné à « reverser au Trésor » plusieurs centaines de milliers de francs suisses

De notre correspondant

Alger. – Candidat malheureux à la succession de Boumediène, ministre des affaires étrangères de 1964 à 1979, M. Abdelaziz Bouteflika vient d'être condamné à *« reverser au Trésor »* algérien des sommes s'élevant à plusieurs centaines de milliers de francs suisses. Ainsi en a décidé la Cour des comptes, réunie en assemblée plénière, au terme d'une procédure entamée il y a plusieurs mois. Se prononçant sur un pourvoi en cassation, la Cour a rendu son arrêt définitif le samedi 14 mai *« en présence d'une assistance nombreuse, parmi laquelle on a remarqué des hauts fonctionnaires de la présidence de la République, des ministères des affaires étrangères, de la justice et des finances »*, rapporte l'agence Algérie Presse Service.

Nommé au début de l'année, le président de la Cour, M. Messaoudi Zitoui, précédemment conseiller à la présidence de la République, est lui-même membre du comité central. L'ancien chef de la diplomatie algérienne est condamné conjointement et solidairement avec deux autres fonctionnaires de son ministère, qui *« agissaient selon ses instructions formelles dans le maniement irrégulier des deniers de l'Etat. »*

L'agence A.P.S. explique : *« Les magistrats de la Cour avaient participé à une enquête de la commission centrale de discipline du parti qui avait eu pour objet le contrôle des conditions de gestion et d'exploitation des excédents de disponibilités dégagés par les missions diplomatiques et consulaires durant la période 1965-1978 et domiciliés dans une banque suisse à Genève »*. L'arrêt rendu samedi s'appuie sur l'existence d'une *« régie occulte »* durant la période allant du 17 décembre 1971 au 1er janvier 1979. D'autres investigations sont en cours.

M. Bouteflika, qui séjourne actuellement en Europe, ne s'était pas présenté devant le juge, en invoquant des raisons de santé. Il avait quitté l'Algérie peu après avoir été suspendu du comité central du F.L.N. en décembre 1981. Il s'agissait là de la dernière étape d'une rapide disgrâce : dessaisi du portefeuille des affaires étrangères après l'élection du président Chadli à la magistrature suprême, il n'avait assumé que quelques mois la fonction de « ministre conseiller du chef de l'Etat ». Ecarté du gouvernement en janvier 1980, il était exclu du bureau politique en juillet 1981, en même temps que son ancien rival M. Yahaoui.

Dimanche, les journaux algériens ont repris la dépêche de l'A.P.S. annonçant la condamnation de l'ancien dauphin présumé de Boumediène, mais sans faire de commentaires sur sa personne. L'agence de presse évoque en termes généraux la volonté du président Chadli de créer *« l'esprit de rigueur dans la gestion et le respect de la moralité dans le service de l'Etat »*.

Le même jour, la Cour des comptes a condamné M. Ahmed Bencherif, ancien ministre de l'hydraulique, à reverser au Trésor 470 000 dinars (728 000 F) pour *« légèreté manifeste »* dans des engagements de dépenses en 1977.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Kenya

Une campagne du président Moi contre un mystérieux « traître » intrigue l'opinion

De notre correspondant

Nairobi. – Qui est le *« traître »* depuis une semaine ? Cette question enfièvre la classe politique kényane et intrigue l'opinion publique. Tout a commencé *le 8 mai, lorsque le* chef de l'Etat, M. Arap Moi, accusa, lors d'un meeting dominical, des *« pays étrangers »* de *« choyer une certaine personne afin qu'elle prenne le pouvoir »*. M. Moi n'identifia ni le comploteur potentiel ni ses commanditaires, nouant ainsi le mystère. Mais il prit soin, en lui rendant un vibrant et inhabituel hommage, de mettre hors de cause son principal collaborateur, le vice-président Mwai Kibaki.

Deux jours plus tard, ce dernier demanda, dans un communiqué solennel, qu'on démasque le conspirateur et qu'il soit *« traité sans pitié »*. Depuis, l'affaire défraie la chronique. Ministres, députés et responsables locaux déchaînent leur fureur contre le *« judas »* anonyme, assimilé, au gré des hantises de chacun, à *« une hyène »*, *« un monstre »* ou *« un serpent venimeux »*. Certains, qui croient connaître le nom du proscrit – et ne l'aiment guère – règlent au passage quelques comptes. Douze ministres sur vingt-sept ont déjà publiquement jeté leur opprobre en tentant du même coup de s'auto-innocenter. La presse joue le jeu, non sans plaisir, et suit l'affaire avec minutie.

Chaque jour apporte son lot de révélations. On apprit ainsi de la bouche de responsables, apparemment autorisés à s'exprimer sur ce sujet délicat, que la *« marionnette »* de l'étranger a rang de ministre, qu'il fit récemment plusieurs voyages hors du Kenya, et qu'il a mis beaucoup d'argent à l'abri, loin de son pays. Un proche du président, M. Isaac Salatt, a demandé vendredi à tous les ministres d'exprimer publiquement leur innocence. On nous a dit ensuite que le traître avait au moins six complices au sein du gouvernement.

Un ministre adjoint, connu pour son franc-parler et son retour en grâce auprès du président, M. Martin Shikuku, fournit un indice supplémentaire en fustigeant la couardise de *« certains dirigeants vêtus de costumes trois pièces »*. Pour l'homme de la rue, le doute n'était plus guère permis. Car cette allusion vestimentaire ne pouvait viser qu'un seul haut dirigeant, M. Charles Njonjo, ministre des affaires constitutionnelles, connu pour son goût des complets-vestons avec gousset en or et œillet à la boutonnière, ceux qu'on porte du côté de la City.

Dimanche, le *Kenya Times*, organe du parti unique, la *KANU*, titrant sur six colonnes à la une, mit en cause un ancien ministre de la justice sans le nommer. C'est tout de même le journal du parti, et M. Njonjo fut ministre de la justice pendant dix-sept ans, poste qui fit d'ailleurs de lui l'éminence grise de l'ancien président Kenyatta, et lui permit de conduire en douceur la succession au profit de M. Moi.

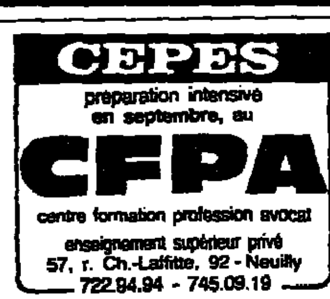
Pour qui travaille le « traître » ? Selon M. Paul Ngei, ministre de l'élevage, celui-ci a empoché 40 millions de shillings (quelque 22 millions de francs) d'Israël et de République Sud-Africaine. Le haut commissaire britannique à Nairobi, soucieux de dissiper tout malentendu et de réaffirmer le soutien de Londres au gouvernement légal, a été reçu vendredi, à sa demande, par le président Moi. Le diplomate a assuré clairement à son interlocuteur que la Grande-Bretagne n'était en rien mêlé à un quelconque complot.

Cependant toute cette semaine, M. Njonjo se trouvait à Londres en *visite privée*, d'où il est rentré dimanche matin pour rejoindre sa belle villa de Muthaiga, le quartier chic de Nairobi. Des policiers en civil étaient venus l'accueillir à l'aéroport. Il serait, un peu plus tard, allé assister à la messe dans sa circonscription.

Alors qu'y a-t-il derrière cette ténébreuse affaire ? Va-t-on enfin désigner nommément le « traître » ? Y-a-t-il eu complot, et si oui pourquoi M. Njonjo – s'il s'agit bien de lui – est-il rentré tranquillement au Kenya ? Assiste-t-on seulement à la tentative de mise à l'écart d'un homme-clé du régime, dont les nombreux ennemis affirment qu'il convoite le poste de vice-président ? Mais ses accusateurs vont très loin en soulignant, comme le secrétaire du groupe parlementaire du parti, M. Francis Mutwol, que le « traître » *était déjà derrière le coup* d'État manqué du 1er août dernier.

Le comité exécutif du parti a été convoqué pour mardi 17 mai. On imagine aisément son ordre du jour. Les Kényans espèrent bientôt connaître les dessous de ce *« sale secret »* car, comme l'écrivait samedi le *Daily Nation*, *« le peuple est prêt a apprendre la vérité »*.

J.-P. L.





République Sud-Africaine

Le calvaire des squatters de Nyanga

De notre correspondant

Johannesburg. – Des enfants en pleurs, des femmes qui s'évanouissent, des hommes qui s'enfuient sous les coups de matraque : depuis trois mois, c'est à nouveau l'enfer pour les deux ou trois mille squatters noirs de Nyanga, près du Cap. Sur ordre du gouvernement, les forces de police ont tout tenté pour les contraindre à partir.

Les fragiles abris de fortune ont été abattus, les matériaux – sacs de plastique, vieilles planches, buissons – ont été brûlés ; des centaines de personnes ont été arrêtées, jugées sur-le-champ et condamnées à de lourdes amendes ; les policiers ont utilisé les chiens et les matraques. Certains jours, on a tiré des balles en caoutchouc sur la foule ; d'épais nuages toxiques de gaz lacrymogènes ont été répandus à profusion sur le site. Des familles entières ont été déportées dans de lointains et misérables bantoustans...

Pourtant, malgré les privations, les humiliations, la répression, les morsures de l'hiver austral qui s'annonce, ils sont encore là ou sont revenus, dépouillés et tremblants, blottis les uns contre les autres, dans la boue de Nyanga.

Récemment jugée pour infraction à l'une des multiples lois qui contrôlent étroitement tous les aspects de la vie des Noirs au pays de l'apartheid, une jeune femme, Mme Patricia Papiyana, explique au magistrat blanc qu'il n'y avait *« rien à manger au Transkei »* (1) pour ses deux enfants en bas âge et déjà tuberculeux. Elle fut condamnée, comme la quasi-totalité des dizaines de milliers de squatters noirs arrêtés chaque année en Afrique du Sud, à 70 rands d'amende ou soixante jours de prison, au choix (2). Mais, chanceuse dans son malheur, elle obtint le sursis. Au prochain raid, elle devra trouver l'argent ou abandonner ses enfants pour deux mois. Entre la perspective quasi certaine de connaître la faim et une misère plus cruelle encore au Transkei et celle d'aller en prison, Mme Papiyana a choisi, comme tous ses compagnons d'infortune, de revenir à Nyanga.

Depuis une semaine, apparemment décidées à en finir, les forces de l'ordre maintiennent littéralement l'un des trois camps du site – celui des *« illégaux »*, qui n'ont pas la moindre chance d'obtenir un sursis – en état de siège. Les abris qui avaient, tant bien que mal, été rafistolés avec l'aide de bonnes âmes blanches, révoltées par les méthodes du gouvernement, ont été pour la énième fois démolis. Certains biens ont été confisqués.

Aucune planche, aucun des sacs poubelles plastifiés qui permettaient au moins de couvrir les enfants ne peut plus entrer chez les retranchés. La nuit, de puissants projecteurs montés sur des camions de police maintiennent les parias sous surveillance constante. *« Notre tâche n'est pas facile ! »*, a confié le chef des opérations du siège : *« J'éprouve personnellement de la compassion pour ces gens, mais que voulez-vous, la loi est la loi (...). Ils n'ont pas le droit d'être ici. »*

PATRICE CLAUDE.

(1) Beaucoup de squatters de Nyanga sont, conformément à la politique des bantoustans, administrativement rattachés de force aux homelands « indépendants » du Transkei et du Ciskei. Ils sont considérés comme des travailleurs migrants étrangers.

(2) Un rand = 7 francs. Le revenu moyen des familles dont un membre au moins a eu la chance de trouver un emploi « légal » dans la région – la province du Cap a été déclarée zone d'emploi privilégiée pour les métis – est d'environ 150 rands par mois.

A TRAVERS LE MONDE

Belgique

• UN RESSORTISSANT SOVIÉTIQUE responsable d'une société commerciale belgo-soviétique a reçu l'ordre de quitter la Belgique pour *« activités incompatibles avec ses fonctions »*, ont rapporté samedi 14 mai deux journaux belges néerlandophones, *Het Laatste Nieuws* et *De Nieuwe Gazet*. Selon des quotidiens, M. Evgene Mikhailov, directeur général de la société d'informatique Elorg S.A., établie à Aartslaar, dans la banlieue d'Anvers, doit quitter le pays dans un délai de quinze jours. – *(A.F.P.)*

Bolivie

• M. MARCIAL TAMAYO a été désigné comme nouveau ministre des relations extérieures, a-t-on annoncé mercredi 11 mai à La Paz. M. Tamayo remplace M. Mario Velarde Dorado, qui a donné sa démission il y a trois semaines. La prestation de serment du nouveau ministre de l'industrie et du commerce, M. Walter Trujillo, devrait avoir lieu en même temps. M. Trujillo a été nommé après la démission de M. Javier Lupo Gamarra. – *(A.F.P.)*

Danemark

• Le XXVIIe congrès du P.C. danois a réélu son président, M. Joergen Jensen, et changé seulement un des cinquante et un membres du comité central. Le P.C., d'une ligne moscovite orthodoxe, n'est plus représenté au Parlement depuis 1979. Les sondages lui accordent à peine 1 % d'intentions de vote, et son journal se vend à peine à dix mille exemplaires. – *(Corresp.)*

Inde

• LE COUVRE-FEU A ÉTÉ IMPOSÉ A MALUR, dans le sud de l'Inde, où cinq personnes ont été tuées, le samedi 14 mai, par la police, qui a ouvert le feu sur des émeutiers. Des bagarres entre hindous et musulmans avaient éclaté, le mercredi précédent, dans la ville, à la suite d'une tentative de viol d'une lycéenne hindoue par un jeune musulman. – *(A.P.)*

Maroc

• L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES (U.S.F.P., socialiste) du Maroc a fait paraître, samedi 14 mai, le premier numéro de son nouveau quotidien en langue arabe, *Al-Ittihad Al-Ichtiraki* (l'Union socialiste). Pour l'U.S.F.P., ce quotidien ne remplace pas *Al-Moharrir*, frappé d'une mesure d'interdiction de paraître depuis les événements sanglants du 21 juin 1981 à Casablanca, mais doit assurer provisoirement la continuité de l'information en attendant la levée de cette interdiction et la libération de son rédacteur en chef, M. Mustapha Karchaoui. – *(A.F.P.)*

[En fait, l'U.S.F.P. devait publier une revue en langue française pour remplacer son hebdomadaire interdit Libération. Elle a finalement décidé de publier d'abord un quotidien en langue arabe pour suppléer son journal interdit Al-Moharrir.]

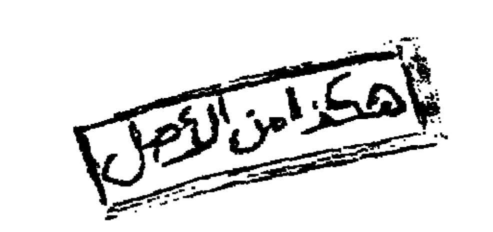
Pakistan

• UNE LISTE DE NEUF PRISONNIERS POLITIQUES « MORTS SOUS LA TORTURE » depuis le coup d'État militaire de 1977 a été publiée pour la première fois le dimanche 15 mai à Lahore par la Société des droits de l'homme du Pakistan. Au cours d'une réunion tenue dans la capitale de la province du Punjab, la bégum Mehnaz Rafi, vice-présidente de la société et membre du parti d'opposition modéré Tehrik-i-Istiqlal, a également rendu publique une liste de trois cent soixante-quinze prisonniers politiques détenus dans vingt-deux établissements pénitentiaires au Pakistan. – *(A.F.P.)*.

Union soviétique

• L'INGÉNIEUR ALEXIS SMIRNOV, collaborateur de la revue soviétique clandestine *Chronique des événements courants*, a été condamné, vendredi 13 mai, à Moscou, à six ans de camp à régime sévère assortis de quatre ans de relégation pour *« agitation et propagande antisoviétiques »*. Il a plaidé non coupable. Il est le petit-fils de l'écrivain Alexis Kosterine, décédé en 1968, qui fut l'un des premiers défenseurs des Tatars de Crimée. Sa mère, Mme Elena Kosterina, fut exclue du parti en 1972 pour avoir signé un appel en faveur de l'écrivain Vladimir Boukovski. – *(A.F.P.)*





AFRIQUE

Mozambique

FACE A LA RÉBELLION DE LA R.N.M.

Maputo recherche une aide occidentale plus efficace que le soutien soviétique

De notre envoyé spécial

Maputo. – *« La lutte continue. »* Huit ans après l'indépendance, ce vieux slogan du Frelimo, parti unique mozambicain, conserve toute sa vigueur. Il convient même de le prendre au pied de la lettre. Voilà maintenant quatre ans que le régime de M. Samora Machel affronte – et tente vainement de briser – une rébellion qu'il sous-estima à tort trop longtemps. Pleinement conscient désormais du véritable rapport de forces sur le terrain et du danger qu'incarne la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), le Frelimo a proclamé 1983 *« l'année de la lutte généralisée contre les bandits armés »*. La R.N.M. n'a cessé, depuis 1979, d'étendre son champ d'action et d'accroître ses effectifs. Elle opère aujourd'hui dans dix des onze provinces du pays. Seul le Cabo-Delgado, dans l'extrême nord du pays, berceau et bastion du Frelimo, reste épargné. Les deux provinces centrales, Manica et Sofala, là où le pays se resserre, continuent à abriter les principaux foyers de rébellion. Seul lien terrestre entre Sud et Centre, la route Beira-Maputo y est pratiquement hors d'usage. La R.N.M. s'est implantée plus récemment dans des zones peu habitées des provinces du Zambèze, de Gaza et d'Inhambane mais aussi dans les régions de Tete et de Maputo. Certaines villes côtières, comme Inhambane et Vilanculos, sont presque totalement isolées et ravitaillées surtout par voie maritime.

On crédite la R.N.M. de huit mille à douze mille hommes. Selon le général Sebastiao Mabote, chef d'état-major de l'armée, un millier de rebelles sont présents, en moyenne, dans chaque province affectée. Mais une partie d'entre eux sont, en quelque sorte, des « combattants à temps partiel », qui rejoignent la R.N.M. au gré des saisons et des besoins. Il est impossible de savoir combien sont enrôlés de force. Certaines familles suivent les rebelles, surtout si ces derniers ont de quoi les nourrir.

Dans cette guerre sans front ni vraie bataille, l'arme alimentaire joue son rôle. Lorsque l'armée mozambicaine parvient à fournir un ravitaillement convenable aux villageois, la qualité de son réseau de renseignements s'améliore de façon spectaculaire. Les rebelles sont, en outre, bien équipés. Selon certains témoins, chaque combattant porterait trois armes : un pistolet, un fusil automatique et un lance-roquettes. Ils ont un excellent système de communications par radio. En revanche, ils ne disposent ni d'armes lourdes sophistiquées ni d'aucun moyen de transport et se déplacent à pied.

La R.N.M. use des méthodes classiques en la matière : harcèlement de convois, attaques de garnisons rurales, embuscades, destruction d'entrepôts, sabotage d'objectifs économiques – ponts, voie ferrées, lignes à haute tension, oléoducs, – meurtres, *« pour l'exemple »*, de responsables locaux. Les rapts d'experts étrangers ou de missionnaires – puis leur libération sains et saufs – lui permettent d'entretenir autour d'elle une publicité en Europe. La R.N.M. détient actuellement cinq ressortissants étrangers. Le plus récent enlèvement, celui d'un technicien italien, eut lieu fin avril.

Pourtant, aucun des coups de main de la R.N.M. ne laisse supposer l'existence d'une véritable armée de guérilla, au commandement unifié et aux actions étroitement coordonnées. Les rebelles attaquent en force une cible isolée, occupent un village pendant quelques heures, brûlent des récoltes (30 000 tonnes de grain auraient été ainsi perdues en 1982) puis s'évanouissent en brousse. Ils cherchent rarement le contact avec les unités du Frelimo, se contentant d'exploiter au mieux les défaillances de l'ennemi : insuffisance numérique, logistique déficiente, médiocre combativité. L'armée mozambicaine compte vingt mille hommes. Il lui en faudrait au moins le double pour pouvoir reprendre l'initiative.

L'inconsistance politique de la R.N.M., l'absence d'une base ethnique propre à lui permettre de consolider son implantation, le recours à la terreur plutôt qu'à la persuasion sont autant de faiblesses. *La R.N.M.* « visite » les villages mais ne les « travaille » pas en profondeur. Elle ne laisse derrière elle aucune structure politique, à la différence du Frelimo pendant la guerre de libération. Elle affirme que celui-ci, *« après dix ans de lutte, n'avait jamais été en mesure de circuler dans d'aussi vastes régions »*, mais elle n'a créé, jusqu'à présent, aucune véritable « zone libérée ».

Comme toujours, en pareil cas, la population locale est ballottée, prise en otage par les deux camps.

Défendre la « patrie socialiste »

La R.N.M. lança deux offensives l'an dernier : la première en août, dans la province du Zambèze, la seconde en décembre dans le Sud. Le général Mabote prit en main la contre-offensive et repoussa les rebelles infiltrés jusqu'à une centaine de kilomètres de Maputo. Depuis, l'armée a rétabli la situation au nord de la capitale. Il serait hasardeux de conclure que la R.N.M. est en perte de vitesse car l'« accalmie » enregistrée ces dernières semaines reflète aussi un changement de politique du Frelimo.

Pendant longtemps, le pouvoir avait observé la loi du silence sur les activités de la R.N.M. Ce mutisme engendra une vague de rumeurs incontrôlables. Dans un second temps, la presse assura une bonne « couverture » de la guerre, ce qui permit de justifier,à l'intérieur, la création de milices populaires et d'étayer, à l'extérieur, les accusations lancées contre l'Afrique du Sud, laquelle fournit à la R.N.M. un soutien logistique vital. Aujourd'hui, la discrétion officielle est à nouveau de rigueur.

Les accrochages ont repris il y a quelques semaines, mais nul n'en parle. Une équipe de secours ne put venir en aide, fin avril, aux sinistrés de la sécheresse, à 80 km de la capitale, en raison de l'insécurité ambiante. A Maputo, le Comité international de la Croix-Rouge gère un centre orthopédique réservé aux amputés de guerre. Si l'on en juge par le rythme des entrées au centre – une quarantaine de blessés par mois en moyenne – et par la longueur de la liste d'attente – environ deux cents personnes, – les combats n'ont guère ralenti. Un blessé sur deux est un civil. Nombre de victimes sont des femmes ayant sauté sur une mine alors qu'elles allaient chercher de l'eau sur un chemin de brousse.

Le pouvoir se garde de tout triomphalisme. *« L'ennemi se réorganisera grâce aux liens permanents qu'il entretient avec l'Afrique du Sud »*, prédisait en février le général Mabote. La répression contre les rebelles s'est intensifiée. Pour la première fois depuis l'indépendance, quatre opposants furent fusillés publiquement, en janvier, devant une foule de deux mille personnes, dans une petite ville au nord de Maputo. Deux ministres assistèrent à cette exécution sommaire. Au terme d'un procès collectif, en février, le tribunal militaire révolutionnaire de Beira condamna à mort cinq membres de la R.N.M. et à de lourdes peines de prison six étrangers – cinq Portugais et un Britannique – accusés d'avoir participé au sabotage du port. Depuis la réintroduction de la peine de mort en 1979 pour *« les crimes contre la sûreté de l'État »*, une cinquantaine de personnes ont été passées par les armes.

Le régime a pris diverses mesures pour *« mieux défendre la patrie socialiste »*. En mars 1982, il confia les commandements militaires provinciaux à des officiers – souvent d'ex-maquisards du Frelimo – originaires de la région où ils servent et dont ils connaissent la population et la langue. En juin, il instaura un entraînement para-militaire de base – d'une durée de quarante-cinq jours, – notamment au profit des ouvriers chargés de défendre leur usine. Certains ont préféré quitter leur emploi plutôt que manier le fusil avant l'aube d'une journée de travail qui se prolonge souvent par un meeting politique.

On a rappelé d'anciens réservistes pour encadrer les milices populaires nouvellement créées. Des officiers devenus bureaucrates ont repris du service actif. On a distribué des armes à la population, opération plus symbolique qu'effective car les fusils généreusement distribués étaient dépourvus de munitions.

Une aide soviétique inadaptée

La principale faiblesse de l'armée tient à la nature de l'aide soviétique. Celle-ci est totalement inadaptée à la lutte antiguérilla. Après l'indépendance, la révolution victorieuse remercia la plupart des maquisards, souvent peu instruits et jugés inaptes à une reconversion dans une « armée moderne ». A l'instigation de Moscou, le régime se lança dans l'achat d'armements lourds et dans la mise sur pied d'une armée conventionnelle. A l'académie militaire de Nampula, les instructeurs soviétiques forment des tankistes selon les méthodes en vigueur au sein du pacte de Varsovie.

Les élèves-officiers étudient pendant sept ans, apprennent le russe et passent leurs vacances sur les rives de la mer Noire, comme leurs collègues tchèques ou bulgares. Mais on ne leur apprend ni le combat rapproché ni les techniques de survie en brousse, L'armée de Maputo possède chars et missiles, inutiles face à la R.N.M., mais aucun des hélicoptères légers qui lui rendraient tant service. L'U.R.S.S., qui écoule ses stocks, refuse de modidier la nature de ses livraisons et exige qu'on lui paie d'avance en dollars les pièces de rechange destinées aux Mig. Tout se passe comme si Moscou ne tenait pas à donner au Frelimo les moyens d'une victoire rapide. La poursuite de la rébellion, ajoutent les cyniques, ne justifie-t-elle pas, comme en Érythrée par exemple, le maintien d'une aide militaire massive et la présence de plusieurs centaines de conseillers soviétiques ?

On estime entre huit cents et mille le nombre des conseillers militaires venus du camp socialiste. Ils ne semblent pas participer aux combats. Les Allemands de l'Est, comme ailleurs en Afrique, s'occupent des services de sécurité. Il y a environ deux cents Cubains.

Les Nord-Coréens, en nombre croissant au Mozambique, auraient accepté de former chez eux à la lutte antiguérilla un premier groupe de combat d'une soixantaine d'hommes.

A cela s'ajoutent ceux que la R.N.M. qualifie de *« brigades internationales »* : quatre cents Tanzaniens et quelque trois mille Zimbabwéens. Les premiers forment pour l'essentiel des sous-officiers près de Maputo. Les soldats de M. Mugabe, quant à eux, se trouvent sur le terrain. Ils montent la garde le long de l'oléoduc Beira-Mutare, qui alimente en pétrole le Zimbabwe, et veillent sur la station de pompage de Maforga. Ils constituent des patrouilles mixtes avec l'armée mozambicaine et maintiennent une garnison dans la ville de tête.

Prisonnier d'une aide soviétique inadéquate, le Mozambique cherche à diversifier ses fournisseurs. Il s'est adressé à plusieurs pays occidentaux – France, Grande-Bretagne, Portugal, – mais aussi au Brésil et à la Yougoslavie. Il souhaite obtenir des armes légères, des munitions et des uniformes. Londres semble prêt, comme Lisbonne, à offrir une assistance ponctuelle, mais aucun État membre de l'OTAN ne peut aller plus loin en faveur d'un régime marxiste-léniniste étroitement lié à Moscou. Le Portugal avait accepté de former aux techniques antiguérilla, à l'académie militaire de Lisbonne, quatre-vingts officiers mozambicains. Le projet est ajourné car, selon les Portugais, les officiers sélectionnés sont actuellement indispensables à l'armée de Maputo.

Depuis quelque temps, la R.N.M. soigne sa légitimité nationaliste et prétend dans ses émissions de radio – assez écoutées semble-t-il au Mozambique – qu'elle privilégie *« la formation de cadres afin d'éviter un vide politique quand le régime de Machel sera renversé »*.

Elle a annoncé avoir organisé dans cet esprit une réunion de ses partisans à Genève début mars. On n'en sait pas plus. Il est vraisemblable que le récent et mystérieux assassinat près de Pretoria de son homme fort, Orlando Christina (*le Monde* du 23 avril), a plongé la R.N.M. dans le désarroi.

Quatre ans après le début de la rébellion, le Frelimo traite toujours les combattants de la R.N.M. de *« bandits armés »* – indignes de la qualité d'opposants, – tout en accusant ce *« détachement avancé de l'armée sud-africaine »* de poursuivre des objectifs politiques précis au service de Pretoria. Il y a là une contradiction. En attendant qu'elle soit surmontée, les deux camps manient les slogans. Au cri du Frelimo : *« L'indépendance ou la mort »* répond celui de la R.N.M. : *« La liberté ou la mort »*. Un seul mot d'ordre fait l'unanimité : « La lutte continue ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ASIE

Malaisie

EN DÉPIT DES CRITIQUES EXTÉRIEURES

Le gouvernement entend maintenir en vigueur une sévère législation d'exception

De notre envoyé spécial

Kuala-Lumpur. — Le gouvernement malaisien n'a pas l'intention d'abroger ni même d'adoucir la législation d'exception (1) qui prévoit une procédure expéditive et la peine de mort automatique contre les possesseurs d'armes et de munitions et en vertu de laquelle trente-neuf personnes ont été pendues depuis janvier 1980 (cinquante autres attendent le résultat de leur appel) et plus de deux cent cinquante prisonniers politiques sont aujourd'hui détenus sans inculpation ni jugement (ils étaient près de six cents en juillet 1981).

« Cette législation a été votée par le Parlement, lui-même élu par le peuple dans le secret des urnes », affirme M. Musa Hitam, vice-premier ministre et ministre de l'intérieur. *« Ce sujet a été soulevé à maintes reprises pendant les campagnes électorales, et nous avons eu alors l'occasion de nous expliquer. L'issue de ces consultations prouve que nous avons été entendus. »* A son avis, *« la justice est indépendante : les procès ont lieu en plein jour »*.

M. Hitam sait la *« mauvaise image »* que le maintien en vigueur de cette législation d'exception donne de la Malaisie à l'extérieur. *« Nous passons, à vos yeux, pour des affreux, des sauvages à peine sortis de la jungle qui pratiquent, à l'encontre de leurs ennemis, une justice sommaire »*, admet-il. A son avis, il faut *« vivre avec ces critiques, ces idées préconçues »*, puisque *« nous ne partageons pas la même conception de la démocratie avec les pays occidentaux »*. D'après lui, ceux-ci ont un point de vue *« élitiste »* de la défense des droits de l'homme, qui, poussé trop loin, conduit à des impasses, à l'anarchie. Et de citer les troubles toujours recommencés en Irlande du Nord, les émeutes sanglantes en Assam, dans la *« plus grande démocratie du monde »*.

« Quant à nous, c'est le sort du Malaisien ordinaire qui nous intéresse, explique M. Hitam. *Défendre les droits de l'homme, c'est défendre le droit de la société à vivre décemment, c'est assurer à tout un chacun le bol de riz du lendemain. »* Or, selon le ministre, l'amélioration du bien-être de la population *« saute aux yeux »*. La clé du succès : *« L'harmonie et la discipline. »*

Le P.C. et l'islam

Cette démocratie malaisienne qui *« marche relativement bien »*, a encore besoin de s'entourer de défenses — la législation d'exception en est une — pour contrer des ennemis qui n'ont pas désarmé et au premier rang desquels figure le parti communiste. Le plus gros de ses troupes — environ deux mille hommes — a provisoirement élu domicile dans le sud de la Thaïlande, assure M. Hitam.

« Environ deux cents guérilleros opèrent chez nous. Leur stratégie est, aujourd'hui, de sortir de leurs sanctuaires, situés le long de la frontière thaïlandaise et de se disséminer dans tout le pays, même dans l'île de Bornéo, dans l'État du Sarawak, par groupes de cinq ou six. »

Le parti communiste malaisien (C.P.M.), d'obédience prochinoise, tente, aujourd'hui, *« d'infiltrer »* la communauté malaise. Pour ce faire, il n'hésite pas à exploiter tous les mécontentements nés, dans la classe paysanne, d'une relative récession économique et même à brandir le drapeau de l'islam que de nombreux intégristes agitent déjà très haut et très fort. Le gouvernement de Kuala-Lumpur veut éviter que la conjonction de ces extrémismes ne conduise, à la longue, le pays sur des sentiers douteux.

Les autorités de Kuala-Lumpur s'alarment, d'autre part, de la recrudescence du trafic et de l'usage des stupéfiants qui risquent aussi de *« déstabiliser »* la société malaisienne et qui commencent à faire des ravages au sein même de la fonction publique. Le pays compterait déjà, sur une population de quatorze millions d'habitants, quelque quatre cent mille consommateurs d'herbes diverses. *« Le niveau de vie a augmenté : davantage d'argent circule et les droguées en transit, descendues du Triangle d'or, s'écoulent plus facilement sur le marché local »*, constate M. Hitam.

En mars dernier, le Parlement a renforcé les dispositions du *« Dangerous Drug Act »*. Désormais, la peine capitale est automatique pour quiconque est arrêté en possession de plus de 15 grammes d'héroïne ou de morphine (au lieu de 100 grammes auparavant), ce qui équivaut à trois cents piqûres à dose concentrée. En 1982, dix mille quatre cents personnes ont été arrêtées pour trafic ou usage de stupéfiants dont quatre-vingt-dix-neuf étrangers. Depuis 1975, trente-six ont été condamnées à mort (vingt-trois ont été pendues) et cent soixante et une à la détention à vie (2). Les dirigeants de Kuala-Lumpur sont décidés à frapper plus dur encore. *« D'ici à deux ans, la législation actuelle sera simplifiée selon le modèle de la législation d'exception sur la sécurité intérieure »*, indique le ministre. Et de répéter : *« Nous devons penser la démocratie dans notre propre contexte. »*

JACQUES DE BARRIN.

(1) Il s'agit de l'Internal Security ACT (ISA) de 1960 et de l'Essential Security Cases Amendment Regulations (ESCAR) de 1975.

(2) Une Française, Béatrice Saubin, arrêtée en possession de 534 grammes d'héroïne, avait été condamnée à mort en juin 1982 par le tribunal de Penang : sa peine avait été commuée en détention à vie, en août dernier, par la Cour fédérale.

Chine

Un journaliste chinois de Hongkong est condamné à Pékin pour espionnage au profit des Etats-Unis

Pékin *(A.F.P.)*. — Un journaliste chinois, ancien rédacteur en chef du quotidien pro-chinois de Hongkong *New Evening Post*, M. Lo Chenghsun, soixante-deux ans, a été condamné, le 29 avril, à Pékin, à dix ans de prison pour espionnage au profit des Etats-Unis, a annoncé, le dimanche 15 mai, à Pékin, l'agence Chine nouvelle.

C'est la première fois depuis la normalisation des relations sino-américaines en janvier 1979 que la Chine mêle les Etats-Unis à une affaire d'espionnage.

M. Lo Chenghsun, mieux connu à Hongkong sous le nom de Luo Fu, est originaire de la province du Hénan (centre de la Chine). Il résidait à Hongkong depuis une trentaine d'années et entretenait de nombreux contacts avec les étrangers, notamment avec les journalistes.

Arrêté l'an dernier en territoire chinois, il a été condamné à Pékin en vertu de l'article 97 du code pénal chinois qui vise *« les personnes qui commettent des actes d'espionnage ou apportent une assistance à l'ennemi »*, a indiqué Chine nouvelle.

M. Lo, selon le tribunal, *« était devenu depuis plusieurs années un espion pour une organisation américaine de renseignement* (non identifiée) *à laquelle il a fourni d'importantes informations secrètes sur les affaires politiques, diplomatiques et militaires de la Chine »*.

Le journaliste, indique Chine nouvelle, a plaidé coupable et n'a pas fait appel. Il serait détenu dans la capitale.

L'ambassade des Etats-Unis à Pékin s'est refusée à tout commentaire sur la question.

● *La Chine et le royaume du Lesotho* ont établi des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs, a annoncé, le samedi 14 mai, à Pékin, l'agence Chine nouvelle. Cette décision a été rendue publique à l'occasion de la visite à Pékin du premier ministre du Lesotho, le chef Leabua Jonathan. Les autorités nationalistes de Taïwan ont aussitôt annoncé la rupture des relations diplomatiques qu'elles entretenaient précédemment avec le Lesotho. — *(A.F.P.)*

● *Le ministre pakistanais des affaires étrangères*, Sahabzada Yakoub Khan, est arrivé le dimanche 15 mai à Pékin pour une visite de vingt-quatre, heures au cours de laquelle ses entretiens devaient principalement porter sur la question afghane. Pékin est la première étape d'une tournée dans les cinq pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies, entreprise par le ministre pakistanais avant la reprise, le mois prochain à Genève, des discussions sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. — *(A.F.P.)*

Bangladesh

Cent millions sur une éponge

(Suite de la première page.)

Encore un triste record : de tous les pays de la planète, le Bangladesh est celui où la consommation d'énergie par habitant est la plus faible, bien qu'il dispose de gaz naturel, et qu'il consacre 80 % du revenu de ses exportations à l'achat d'énergie. Buffles et bœufs sont là – parfois – pour tirer la charrue. On brûle tout ce qui peut brûler, quitte à massacrer la forêt. Mais la source principale d'énergie demeure l'homme.

Il faut, pour mesurer ce que cela signifie, naviguer sur la Meghna, plan d'eau immense dont le nom suggère la rencontre du fleuve et du ciel. Sous la lumière que brutalise l'approche de l'orage, les jonques aux voiles carrées, les sampans aux habitacles tressés, paraissent attendre un Turner asiatique. Mais, à y regarder de plus près, on découvre, dans ce qu'elle a de plus poignant, la peine des pauvres entre les pauvres. Ces bateaux pleins à couler qui remontent lentement vers le nord avancent, comme au temps des pharaons, au moyen de bambous sur lesquels s'arc-boutent des marins faméliques. Les mêmes qui, auparavant, pour emplir la cale de sable, auront plongé de l'aube au crépuscule un seau à la main, ne s'arrêtant que le temps de reprendre leur souffle en grelottant. En échange, ils reçoivent du propriétaire du bateau un maigre repas et quelques sous. On a peine à croire que le goulag puisse être pire.

La misère des paysans n'est pas moindre. Quatre millions sont sans terre. La moitié des exploitations n'ont pas 1 hectare. Les terres sont riches pour la plupart, mais il faudrait pouvoir les irriguer en saison sèche et disposer de plus d'engrais pour arriver aux trois récoltes annuelles qui font la richesse du Pendjab indien ou pakistanais. Ventres enflés des enfants, membres squelettiques, mains qui se tendent, disent sans fard une réalité que personne ne cherche, au demeurant, à cacher.

Le veinard, ici, c'est celui qui réussit à partir. Ils sont quelques dizaines de milliers à s'être établis dans les pays du Golfe, d'où ils font vivre les leurs, comme jadis chez nous les oncles d'Amérique. Mais la chute des cours du pétrole commence à tarir le flot sinon à le renverser. D'autres essayent de gagner l'Assam, où pourtant ils s'exposent, s'ils n'ont pas été auparavant refoulés par la police frontalière indienne, à se faire massacrer par les populations locales.

D'une partition à l'autre

La cruauté des hommes égale celle de la nature. La partition des Indes, en 1947, a tracé au milieu du Bengale, dont le peuple était l'un des plus cultivés du sous-continent, une frontière qu'ont dû traverser dans les deux sens des millions de malheureux. Les musulmans avaient quelque lieu de se plaindre de la manière dont les exploitaient les propriétaires hindous, les *landlords*, dont on peut mesurer la puissance passée à la vue de leurs palais à l'abandon, calcinés par la mousson, auxquels des répliques de statues romaines achèvent parfois de conférer un cachet fellinien. Ils avaient souhaité dans leur grande majorité la séparation. Mais celle-ci n'a pas tenu ses promesses. Les Pendjabis, qui gouvernaient le Pakistan depuis sa partie occidentale, ont exploité la province comme une colonie. Alors qu'elle fournissait, grâce au jute, dont elle était le premier producteur mondial, plus de la moitié des exportations du Pakistan, elle recevait moins du tiers de ses importations.

Ayoub Khan, longtemps maître du Pakistan, méprisait les Bengalis, qui présentaient à ses yeux « *toutes les inhibitions des races foulées aux pieds* », ce qui expliquait, selon lui, « *leur suspicion et leur étrange agressivité* (2) ». Dans un souci d'homogénéisation nationale, le pouvoir central entreprit de substituer au bengali la langue que parlent les musulmans du Pendjab : l'urdu. En février 1952, l'armée tira sur les étudiants qui manifestaient contre cette décision, faisant une centaine de morts. Il y en aura bien d'autres par la suite. C'est de ce sang qu'est née la ligue Awami, le mouvement qui, autour de Sheikh Mujibur Rahman – « Sheikh Mujib » pour ses partisans, – militera pour la transformation du Pakistan en État fédéral, avant de proclamer en 1971, après des élections dont il avait été le grand vainqueur, l'indépendance du Bangladesh. On sait la suite : la répression atroce par l'armée pakistanaise, la fuite en Inde de millions de personnes, l'intervention des troupes de Mme Gandhi, fortement encouragée par une U.R.S.S. trop ravie de faire payer aux Etats-Unis la monnaie de leur soudain rapprochement avec la Chine, et, enfin, la défaite du Pakistan, obligé de renoncer à sa province orientale.

Le Bangladesh a beau être toujours une république « populaire », il ne reste rien de prosoviétique ou de socialiste dans son système politique. Les relations avec Pékin, qui avait tout fait autrefois pour éviter l'éclatement du Pakistan, sont, au contraire, au beau fixe. Trois des cinq divisions que compte son armée sont équipées et entraînées par les Chinois, et les fréquents entretiens entre les responsables des deux pays leur permettent de constater la convergence de leurs analyses. C'est le cas notamment pour les troubles de l'Assam, où le ministre des affaires étrangères de Dakha n'hésite pas, pour sa part, à voir la main de Moscou.

Les relations sont également excellentes avec les Etats-Unis, ravis de voir les entreprises nationalisées faire retour au secteur privé. Les affinités avec l'Inde, à laquelle le Bangladesh doit d'avoir échappé à la tutelle pakistanaise, sont évidentes, et il est significatif que les hymnes nationaux des deux pays aient le même auteur : le poète Rabindranath Tagore, que Gide, jadis, fit connaître au public français. Elles ne sont pas sans réticences, certes, mais, enfin, elles ne paraissent pas trop souffrir du contentieux né de la volonté de Delhi de bâtir, sur le Gange, un barrage qui risque de réduire l'approvisionnement en eau du Bangladesh en saison sèche. Des négociations sont en cours sur ce point, dans un esprit de conciliation. Enfin et surtout, le Pakistan a cessé depuis belle lurette de faire figure d'ennemi : il faut dire que, après des coups d'État réussis ou avortés, qui ont entraîné l'assassinat, entre autres, de Sheikh Mujib puis du général-président Ziaur Rahman, fort populaire pour s'être attaqué de front à la corruption, le pouvoir est aujourd'hui détenu par des militaires qui se trouvaient pour la plupart, au moment de la guerre d'indépendance, au Pakistan-Occidental. C'est assez pour que les « combattants de la liberté », comme se désignent eux-mêmes les vétérans de la lutte pour l'indépendance, nourrissent une hostilité déclarée à l'égard des « rapatriés ».

ANDRÉ FONTAINE.

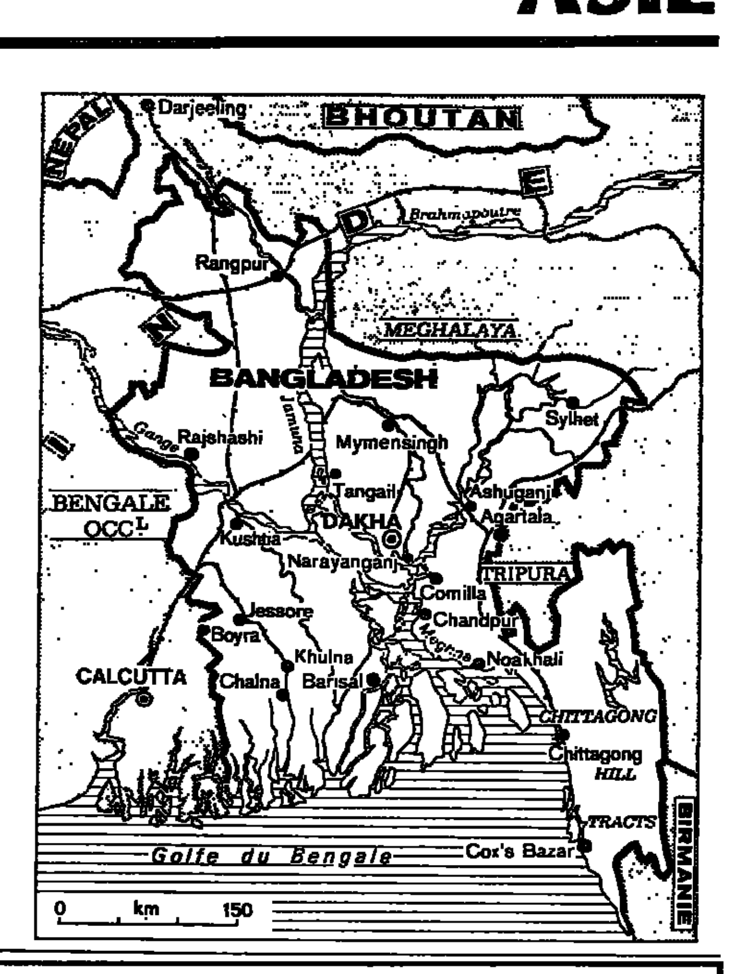
Prochain article :

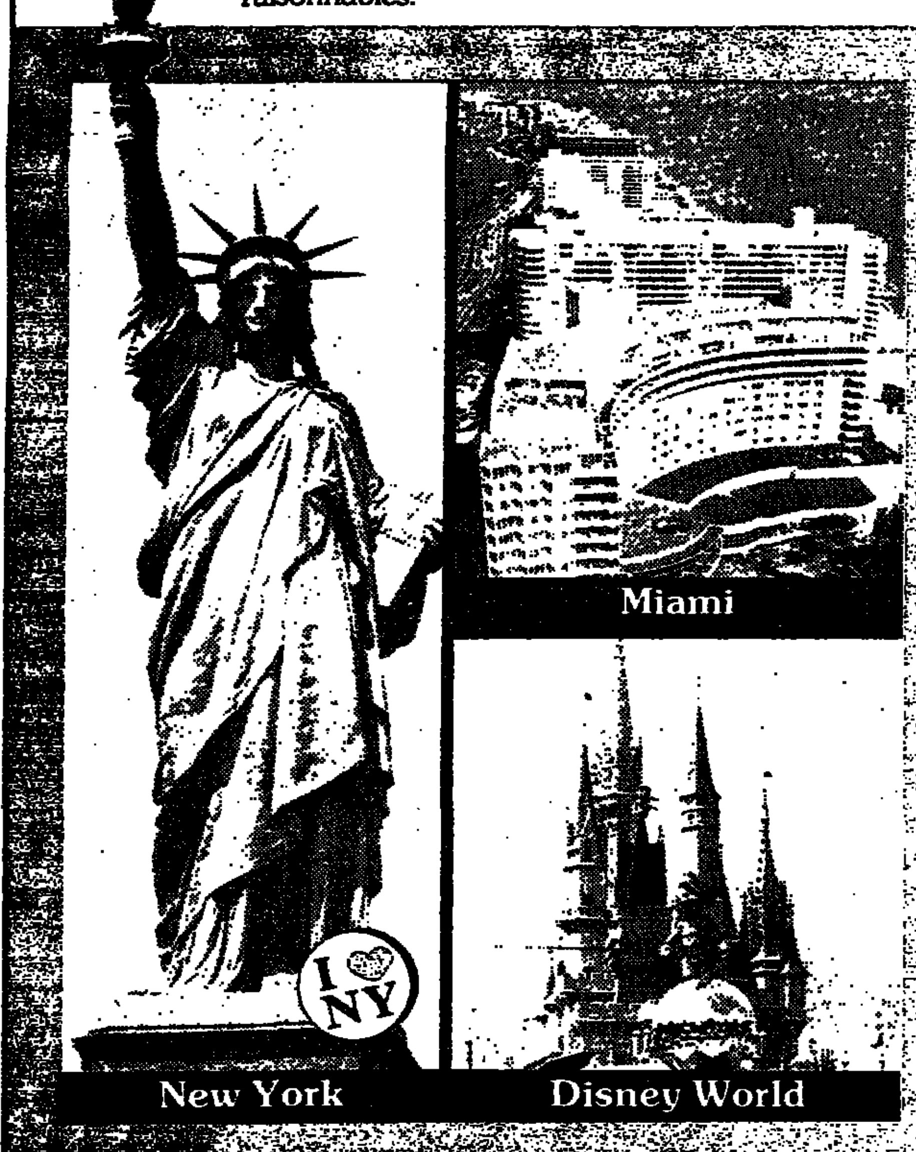
L'ISLAM, LA DÉMOGRAPHIE ET LA DÉMOCRATIE

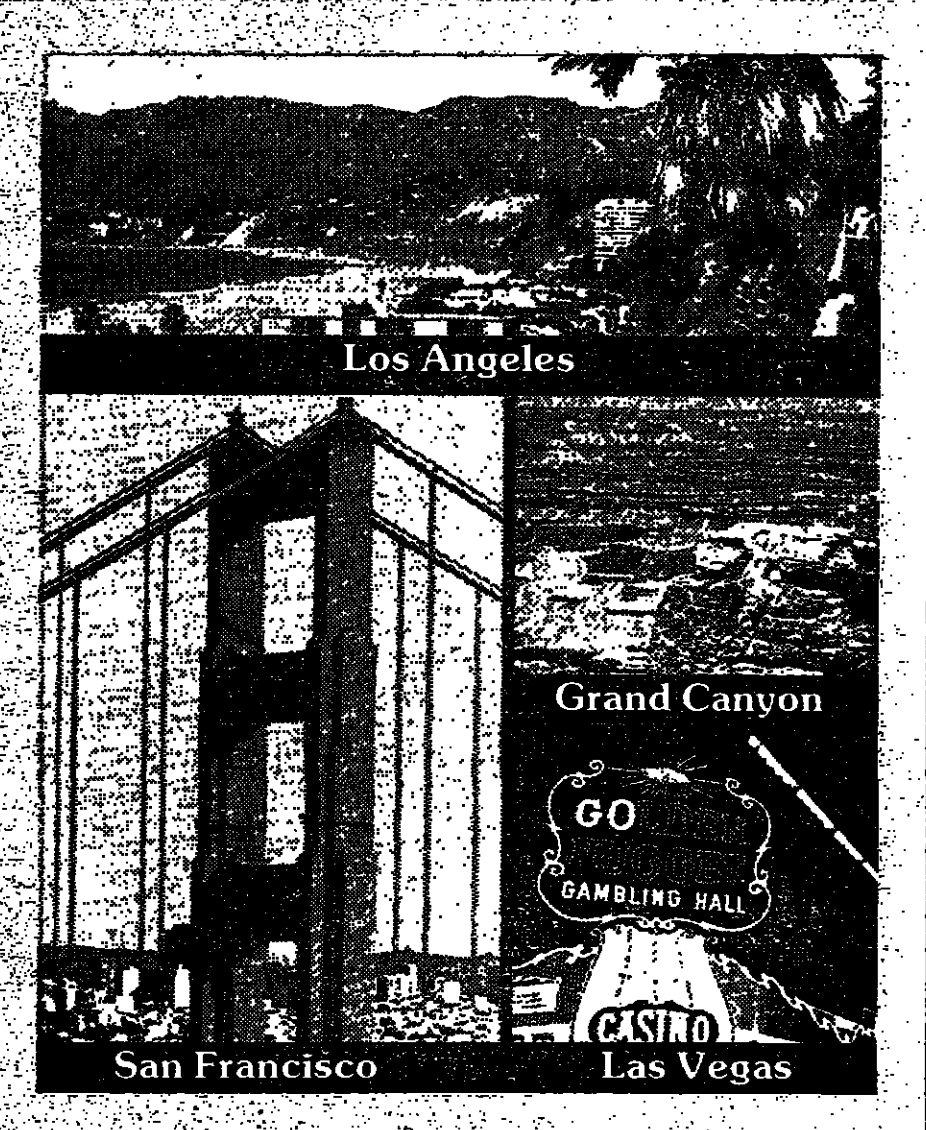
LES P.M.A.

C'est en 1971 que l'Assemblée générale des Nations unies a défini les critères à quoi l'on reconnaît ces « pays moins avancés » (P.M.A.) pour lesquels elle recommandait des mesures spéciales : 1. P.I.B. par tête de 100 dollars 1970 au plus ; 2. Part des industries manufacturières dans le P.I.B. de 10 % au plus ; 3. Taux d'alphabétisation de 20 % au plus.

La liste initiale des P.M.A. comprenait 25 pays ; elle s'élève aujourd'hui à 31, peuplés au total de 270 millions d'habitants, et disposant d'un P.I.B. total inférieur de moitié, précise le rapport Ramsès 82, à celui de la Belgique. Le Bangladesh (94 millions) est de beaucoup le plus peuplé, suivi de l'Ethiopie (30,5), de la Tanzanie (18), du Soudan (16,5) et de l'Afghanistan (15,6).







PEUT-ON ÊTRE CULTUREL, SANS ÊTRE HERMÉTIQUE ?

Le Point a dit non une fois pour toutes à la culture-assommoir : aux démonstrations pompeuses, aux définitions pédantes et à l'ennui.

Chaque semaine, Le Point vous offre ses pages de culture-plaisir : musique, théâtre, cinéma, littérature, peinture, programme TV... et même gastronomie.

Chaque semaine, Le Point vous invite à toutes les fêtes : celles de l'esprit, de l'œil et du cœur.

A partir de cette semaine, le guide culturel s'ouvre également à la couleur afin de doubler votre plaisir.

L'actualité culturelle, les événements politiques, la vie sociale vous intéressent : venez nous rejoindre. Vous verrez que rigueur et sérieux peuvent rimer avec couleur et plaisir.

le point

DES COULEURS NEUVES, DES IDÉES FRAÎCHES.



EUROPE

La Roumanie rappelle à l'U.R.S.S. ses revendications pour l'approvisionnement en énergie et en matières premières

A Bucarest, le comité politique exécutif du parti communiste roumain s'est prononcé samedi 14 mai pour la convocation « *dans les brefs délais* » d'un sommet du Comecon « *préparé minutieusement* », annonce l'agence Agerpres. Ce sommet, reclamé par les Roumains depuis plus de deux ans, et qui semblait devoir se tenir en mai, a été reporté à une date ultérieure indéterminée, en raison, semble-t-il, d'un différend entre l'Union soviétique et la Roumanie.

Le P.C. roumain se prononce pour « *une meilleure coopération entre les pays membres* » du Comecon, « *notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en énergie et en matières premières* ». En fait, la Roumanie souhaite obtenir de Moscou davantage de pétrole à des conditions plus avantageuses que celles qui lui sont faites actuellement pour pouvoir mieux utiliser ses raffineries.

A Budapest, le vice-premier ministre hongrois, M. Jozsef Marjai, avait, pour sa part, affirmé vendredi à la télévision que les préparatifs en vue de la convocation du sommet du Comecon « *progressaient bien* » et que « *des accords avaient été obtenus sur beaucoup de questions* ».

A Moscou, l'agence Tass a démenti samedi que les pays du Comecon aient décidé de différer la tenue de leur sommet en raison de l'existence de divergences au sein de l'organisation. « *Les adversaires du socialisme prennent leurs désirs pour des réalités. Le processus d'intégration de la communauté socialiste prend corps avec succès. Le prétendu problème des prix du pétrole, qui a été grossi par la propagande anti-socialiste, ne constitue pas un obstacle à ce sommet.* »

Pour Tass, qui ne précise pas quand le sommet aura finalement lieu, la réunion demande « *de longs préparatifs* ». D'autant qu'il s'agit de planifier l'activité du Comecon jusqu'à la fin du siècle, étant donné que les décisions prises au sommet de 1971 ont, précise Tass, été déjà exécutées. – *(A.F.P., U.P.I., Reuter.)*

R.F.A.

L'affaire des faux carnets de Hitler

- *Le mystérieux Konrad Fischer-Kujau reparaît spontanément*
- *La crise s'aggrave à « Stern »*

Bonn (A.F.P., A.P., Reuter). – L'affaire des faux carnets secrets de Hitler a connu, samedi 14 et dimanche 15 mai, deux nouveaux développements importants, avec la réapparition du mystérieux Konrad Fischer, alias « Dr Kujau », et l'aggravation du conflit entre la rédaction et la direction de l'hebdomadaire *Stern*.

Konrad Fischer s'est en effet présenté, en apparence spontanément, à un poste de la frontière austro-allemande, samedi matin. L'homme qui avait remis au journaliste de *Stern* Gerd Heidemann les faux journaux intimes du Führer, et qui avait disparu de R.F.A. depuis que les experts avaient établi que ces documents étaient des faux, le 6 mai dernier, a assuré qu'il avait toujours cru en l'authenticité des fameux carnets. Il a ajouté qu'il ne pouvait en être personnellement l'auteur, étant « *incapable de lire et d'écrire* » les caractères manuscrits anciens utilisés par le faussaire pour imiter l'écriture de Hitler.

Par l'intermédiaire de ses avocats, M. Fischer a affirmé qu'il tenait ces documents d'un certain M. Mirdorf, citoyen de la R.D.A., qui lui aurait proposé dès 1978 un premier cahier avant de faire peu à peu sortir le reste de ces textes d'Allemagne de l'Est. Il dément donc, dans ses déclarations, la version donnée par M. Heidemann, selon laquelle c'était le frère de M. Fischer, général en R.D.A., qui lui avait procuré les textes ultérieurement vendus à *Stern*. Aucun « général Fischer » n'avait d'ailleurs pu être retrouvé sur les listes du haut personnel militaire est-allemand.

Ce n'est pas là sa seule divergence avec le journaliste de l'hebdomadaire. M. Heidemann a toujours affirmé avoir remis à l'intéressé la totalité de la somme payée par *Stern* à M. Fischer, soit 9 millions de marks (1), lui-même recevant une prime de 1,5 million de marks pour son travail. Or M. Fischer affirme n'avoir perçu que 2,5 millions. Ce dernier a été transféré à Hambourg – siège du parquet dont relève l'instruction de cette affaire, *Stern* y étant installé – et placé en détention préventive. La police poursuit ses investigations, après avoir perquisitionné vendredi soir au domicile et dans la boutique de M. Fischer, qui faisait commerce, à Stuttgart, de souvenirs de l'époque nazie.

Par ailleurs, les journalistes de *Stern*, qui occupaient depuis vendredi soir les locaux de l'hebdomadaire, et qui avaient lancé un ultimatum à la direction pour qu'elle revienne sur la nomination de deux nouveaux rédacteurs en chef, jugés trop conservateurs, MM. Peter Scholl-Latour et Johannes Gross (*le Monde* daté 15-16 mai), ont décidé dimanche soir, devant le refus qui était opposé à leur demande, de saisir la justice. Quelque deux cents journalistes sur deux cent trente demandent d'autre part la démission du directeur du journal, M. Henri Nannen, et du président de la société éditrice Gruner und Jahr, M. Gert Schulte-Hillen. Ils considèrent que ces deux dirigeants ont une lourde responsabilité dans l'affaire de la publication des faux carnets de Adolf Hitler, « *qui a porté atteinte à la crédibilité du magazine* ».

La crise est donc désormais ouverte à *Stern*, où une assemblée générale de la rédaction a décidé, dimanche soir, de poursuivre l'occupation des locaux indépendamment de l'action judiciaire engagée contre la direction.

(1) Le cours actuel du mark est d'environ 3 francs français.

Yougoslavie

LA CHINE ACCORDERAIT A BELGRADE UN CRÉDIT DE 100 MILLIONS DE DOLLARS

(De notre correspondant.)

Belgrade. – On ne se souvient pas que le chef d'un parti communiste au pouvoir en visite officielle en Yougoslavie – et ils furent pourtant nombreux – ait adressé tant d'éloges à ses hôtes que M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C. chinois, qui, dimanche 15 mai, a repris le chemin de Pékin.

Pour lui, la Yougoslavie est un pays « *héroïque* », qui, dans des situations internationales difficiles, a résisté avec succès à de « *fortes pressions extérieures* », sans pour autant renoncer à sa propre voie vers le socialisme ; son parti communiste a su adapter les vérités universelles du marxisme à ses conditions spécifiques de développement et se libérer des « *dogmes rigides et des modèles nuisibles* ». Il a édifié un système d'autogestion grâce auquel la classe ouvrière yougoslave a obtenu des résultats qui peuvent servir d'« *exemple* » à la classe ouvrière chinoise.

Pendant les cinq jours de sa visite, M. Hu Yaobang a fait l'objet d'égards particuliers. Au cours de sa brève tournée à l'intérieur du pays, on avait notamment mis à sa disposition les résidences de Tito au château de Brdo en Slovénie et à l'île de Brioni en Croatie, ce qui, depuis la mort de l'ancien chef d'Etat, n'avait été fait pour aucun autre dirigeant étranger.

M. Hu Yaobang a visité plusieurs grandes entreprises, dont quelques-unes travaillent pour la Chine, et s'est déclaré d'accord avec ses hôtes sur la nécessité d'accroître les échanges sino-yougoslaves pour les amener à un niveau correspondant à celui des relations politiques entre les deux pays. Des propositions concrètes ont été faites dans ce sens de part et d'autre. Les Yougoslaves se montrent d'autant plus satisfaits que la Chine semble disposée à leur avancer un crédit à court terme d'une centaine de millions de dollars.

P. Y.

Pologne

UN JEUNE HOMME MEURT DES SUITES DE BRUTALITÉS POLICIÈRES

Varsovie *(A.F.P.)*. – Un jeune homme de dix-neuf ans, Grzegorz Przemyk, est mort à l'hôpital après avoir été brutalisé dans un commissariat de police de Varsovie, a-t-on affirmé, dimanche 15 mai, de source proche de sa famille.

Selon cette source, Grzegorz, qui s'apprêtait à passer son baccalauréat, se trouvait, le jeudi 12 mai, dans un débit de vin de la vieille ville, en compagnie de quatre camarades, à l'heure où était célébrée, en la cathédrale Saint-Jean, une messe pour l'anniversaire de la mort du maréchal Pilsudski, vainqueur de l'armée rouge en 1920, et dont une partie de l'opposition en Pologne a fait son héros.

Lorsqu'ils sortent de l'établissement, alors que tout est calme dans la rue, les jeunes gens sont interpellés, sans raison apparente, par une voiture de la milice, qui emmène deux d'entre eux au commissariat, derrière la cathédrale. Grzegorz est du nombre. Peut-être parce que sa mère, la poétesse Barbara Sadowska, est très active au sein du « comité du primat » pour l'aide aux victimes de l'état de guerre, et que cela, on le lui a déjà dit, ne plaît pas aux autorités.

Au commissariat, frappé au ventre, Grzegorz, inconscient, est pris de convulsions et de vomissements. Pendant que l'on envoie chercher sa mère, on le conduit dans un hôpital du centre-ville, où le médecin de service propose un internement psychiatrique. Mais sa mère refuse et emmène son fils à la maison.

Le lendemain après-midi, les symptômes persistent, et un médecin appelé d'urgence ordonne l'hospitalisation. Le jeune est opéré, et les chirurgiens constatent qu'il a les viscères endommagés et le foie éclaté. Même une intervention immédiate n'aurait pu le sauver. Il est mort sans avoir repris connaissance, samedi 14 mai, à l'hôpital Solec.

PROCHE-ORIENT

RÉAFFIRMANT SON OPPOSITION AU PLAN REAGAN

M. Arafat estime que « le meilleur moyen pour sortir de l'impasse est que les dirigeants arabes choisissent la voie de la guerre »

Les négociateurs libanais, israéliens et américains ont mis dimanche 15 mai le point final à l'accord sur le retrait des forces étrangères du Liban à l'issue de leur trente-septième rencontre et de cent trente-huit jours de négociation. Le texte, qui n'a pas encore été publié officiellement, doit être soumis ce lundi au Parlement libanais et à la Knesset israélienne, et la cérémonie de signature devrait normalement se dérouler mardi d'abord à Khaldé (Liban), puis à Kiryat-Chmoneh (Israël).

Le texte mis au point dimanche sera entièrement rendu public avec ses annexes, ses appendices et ses cartes, a indiqué le porte-parole israélien. M. Pazner a cependant précisé que les lettres échangées entre Israël et les Etats-Unis au sujet de l'accord ne seraient pas publiées par Israël. Il a aussi noté que les « *clarifications* » demandées depuis dix jours par Israël au sujet de certains problèmes encore litigieux, comme le statut du commandant Saad Haddad, demeuraient encore en discussion.

Le conseil des ministres libanais, qui avait approuvé officiellement samedi le projet d'accord, a décidé parallèlement de déléguer des ministres dans « *certains pays arabes* » pour les informer de la position libanaise et de poursuivre les contacts avec la Syrie.

A Damas, cependant, le président syrien Hafez El Assad a affirmé que le projet d'accord était un « *acte consacrant la domination politique, militaire et économique d'Israël sur le Liban et ayant un caractère permanent* ». Cette déclaration a été faite au cours de l'entretien que le chef de l'Etat syrien a eu avec MM. Walid Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste libanais, Georges Haoui, secrétaire général du parti communiste libanais, et Assem Kanso, secrétaire du parti Baas syrien au Liban. Le président syrien a souligné d'autre part « *l'appui total de son pays aux personnalités et partis nationaux* (libanais) *contre les tentatives de violer l'indépendance du Liban et d'imposer l'hégémonie israélienne sur son territoire, afin de l'isoler de son entourage arabe et d'en faire un satellite d'Israël* ».

Incidents entre Palestiniens dans la Bekaa

M. Yasser Arafat, pour sa part, a réaffirmé, dimanche, à Damas, son opposition au plan Reagan et a déclaré que, pour « *faire sortir la région de l'impasse actuelle* », « *le meilleur moyen est que les dirigeants arabes choisissent la voie du combat et de la guerre afin de modifier l'équilibre des forces* ». Evoquant « *les développements graves survenus au Liban avec le projet d'accord israélo-libano-américain* », M. Arafat a rejeté la responsabilité sur « *certains pays arabes qui ont aidé à l'instauration d'un régime du parti unique au Liban, lequel tente d'imposer ses conditions politiques et celles de ses alliés israéliens et américains* ».

Le chef de l'O.L.P. a indiqué qu'il s'était rendu vendredi et samedi dans la vallée de la Bekaa, où stationnent quelques milliers de combattants palestiniens, et qu'il avait eu plusieurs rencontres avec les cadres de l'O.L.P. Cette visite intervient après que dans certains milieux palestiniens opposés à M. Arafat on eut fait état, jeudi soir, à Damas, d'incidents qui auraient éclaté au cours de ces derniers jours dans la Bekaa, dans les environs de la ville de Baalbeck. De sources palestiniennes proches du chef de l'O.L.P. on avait démenti, vendredi, les informations selon lesquelles de tels incidents auraient opposé dernièrement des membres du Fath à des Palestiniens dissidents partisans d'Abou Saleh et du colonel dissident Abou Moussa, tout en reconnaissant qu'une certaine « *tension* » régnait dans cette région.

Evoquant ces incidents, Abou Jihad, commandant en chef adjoint des forces palestiniennes, a affirmé, dans une interview publiée samedi par le quotidien de langue arabe paraissant à Londres *Al-Chark el-Awsat* que « *l'affaire était réglée* » et que « *la direction a repris la situation en main* ». Abou Jihad a ajouté que le point de départ des incidents avait été l'occupation par un officier palestinien, Abou Moussa (pro-syrien, membre du conseil révolutionnaire du Fath), d'une caserne. Selon Abou Jihad, de nombreux dirigeants et officiers palestiniens se sont aussitôt réunis au conseil militaire du Fath, ont condamné cette conduite et réaffirmé leur solidarité avec la direction de l'O.L.P. Abou Jihad a estimé que « *l'affaire avait été grossie plus que nécessaire* ». – *(A.F.P.)*

Israël

UN COUP DUR POUR M. BEGIN

L'indice des prix a augmenté de 13,3 % au cours du seul mois d'avril

De notre correspondant

Jérusalem. – Record battu et coup dur pour M. Begin : l'indice des prix a augmenté de 13,3 % au cours du seul mois d'avril.

Même les plus pessimistes n'osaient prévoir une accélération aussi forte de l'inflation et l'ensemble de la presse a publié de multiples données qui sont accablantes pour le gouvernement. L'indice d'avril révèle, selon l'Office national des statistiques, que l'inflation s'accroît maintenant à un rythme annuel de 160 % alors que le taux était déjà de 130 % pour l'année 1982. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Begin et du Likoud en 1977, les prix ont augmenté de 5873 % et le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, affirme que, depuis le début de cette année, la hausse est « *de près d'un demi pour cent chaque jour...* », (plus précisément 0,42 %).

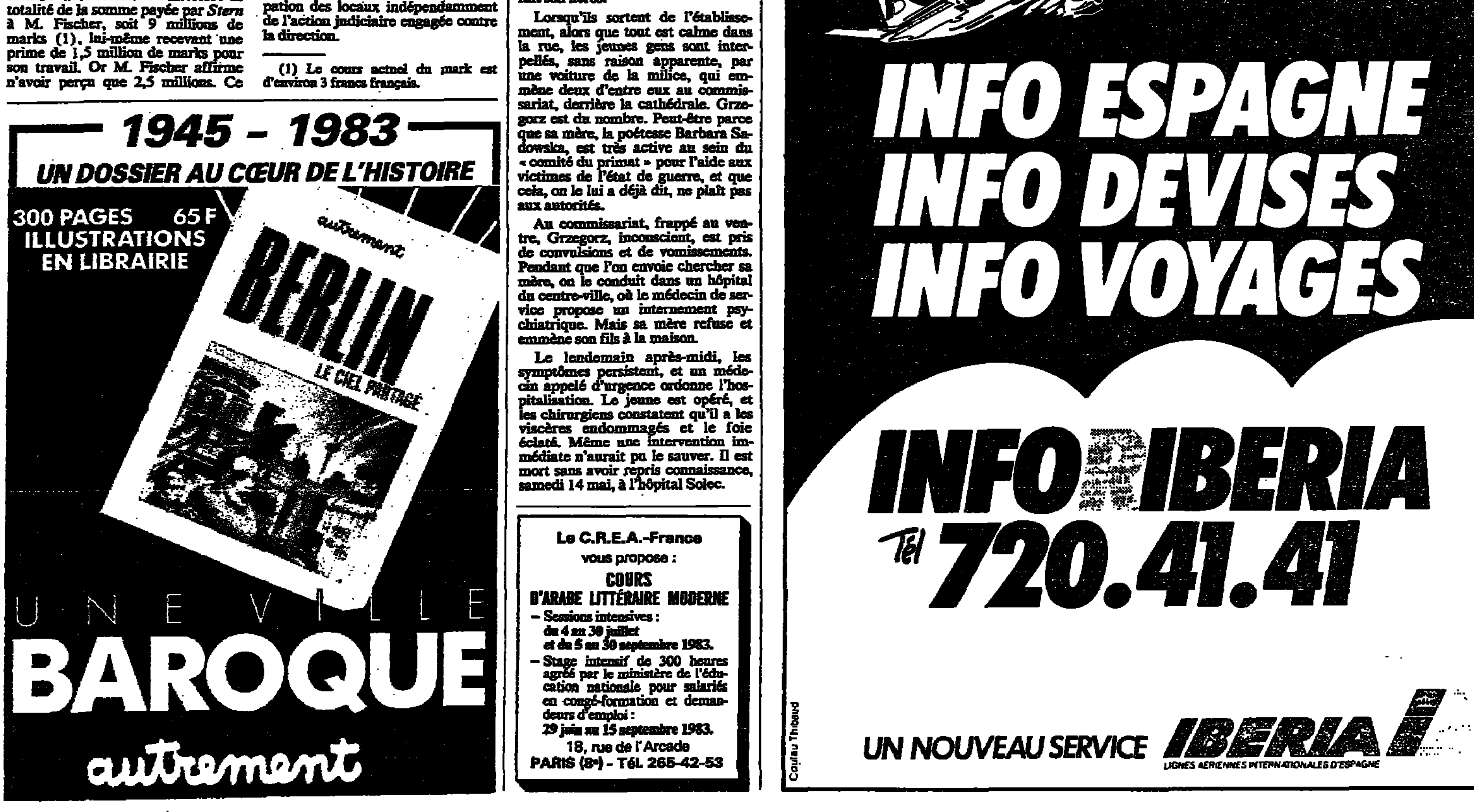
Tous les partis de l'opposition réclament la démission du ministre des finances, M. Yoram Aridor. Même les collègues de ce dernier se montrent de plus en plus critiques, à commencer par le ministre de l'énergie, M. Itzhak Modaï, chef de file du parti libéral (membre du Likoud), qui réclame un changement radical de politique « *sinon de personne* ».

Il y a sept mois, dans le cadre d'un nouveau programme « *anti-inflation* », M. Aridor avait décidé de freiner la dévaluation constante du shekel. Depuis, la monnaie israélienne n'a, si l'on peut dire, perdu que 44 % de sa valeur par rapport au dollar, tandis que l'inflation s'accroissait dans le même temps de 68 %. Les industriels et exportateurs ont vivement protesté contre l'instauration de ce « *décalage* » qui a eu pour effet de renchérir les exportations israéliennes et de rendre moins onéreuses les importations.

Depuis le début de cette année, le déficit de la balance commerciale d'Israël, déjà considérable en 1982, s'est très nettement aggravé : 35 % pour les quatre premiers mois, et la plupart des économistes prédisent une récession brutale et l'apparition du chômage qui, jusqu'à présent, est très réduit en Israël.

Cette inquiétude qui se développe pourrait hypothéquer l'avenir du gouvernement de M. Begin qui, voici quelques mois, ne semblait pas devoir être remis en cause de sitôt. La cote du gouvernement dans les sondages était déjà en train de diminuer sensiblement ces dernières semaines (*le Monde* du 10 mai), et maintenant, au Likoud et dans l'entourage du gouvernement, on admet que l'on redoute vivement les « *conséquences politiques* » de la publication du dernier indice des prix.

FRANCIS CORNU.



Le Monde

politique

M. MARCHAIS : le plan de rigueur ne va pas dans le sens de nos propositions

M. Georges Marchais a prononcé, dimanche 15 mai, le discours de conclusion du stage organisé par le P.C.F., du 12 au 15 mai, à Argenteuil (Val-d'Oise) pour ses secrétaires de section. Devant les cinq cent vingt-six participants, le secrétaire général a, de nouveau, critiqué l'idée selon laquelle la crise économique serait *« mondiale, fatale et incurable »*.

Reprenant les termes de son rapport au comité central des 19 et 20 avril dernier, M. Marchais a déclaré que seul le système capitaliste est en crise et que *« tous les facteurs d'aggravation pour les prochaines années sont là »*.

M. Marchais a souligné le rôle du P.C.F. dans la mise en œuvre de la politique choisie par la France en 1981. *« Si le parti communiste n'était pas là*, a-t-il dit, *sur qui les travailleurs pourraient-ils compter, face à l'offensive de la droite et du patronat, pour exprimer leur mécontentement en disant haut et fort qu'il est possible d'aller de l'avant, de tenir tous les engagements pris en 1981, et que, pour cela, il convient de prendre des décisions vraiment efficaces en faveur de la production et de l'emploi, du progrès social, de la lutte contre les immenses gâchis capitalistes ?*

» Si le parti communiste n'était pas là, sur qui les travailleurs pourraient-ils compter, face à tous les apôtres de la réduction de la consommation, pour leur montrer toutes les possibilités nouvelles d'intervention qui leur sont offertes, pour impulser une gestion nouvelle des entreprises et de l'argent permettant de relancer l'économie sans sacrifier le pouvoir d'achat ! »

Observant que le deuxième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de la gauche est l'occasion d'un bilan, M. Marchais a déclaré : *« La droite et le grand patronat en ont profité pour nous abreuver de commentaires les plus alarmistes — c'est sans importance. Mais il faut bien reconnaître qu'à gauche, dans le monde du travail, l'enthousiasme n'a pas non plus été au rendez-vous. Beaucoup de celles et de ceux qui avaient placé leurs espoirs dans le changement politique en 1981 éprouvent aujourd'hui de la déception. Ils ne sont pas satisfaits et, souvent, il le disent.*

» C'est bien compréhensible. En deux ans, le gouvernement et la majorité de gauche ont fait beaucoup de bonnes choses (...) et, nous l'avons déjà dit, rien ne saurait nous conduire à le sous-estimer ou à l'oublier. Mais dans le même temps, de graves difficultés continuent de peser lourdement, en premier lieu ce problème capital de la production et de l'emploi. On ne peut se contenter de dire et de répéter : « Nos voisins ont plus de chômeurs que nous... » Des chômeurs, il y en a plus de deux millions en France. C'est dramatique. Et ça l'est d'autant plus que tout montre qu'on ne va pas dans le sens d'une amélioration de la situation de l'emploi, et que des menaces angoissantes pèsent sur de nombreuses entreprises, du secteur privé comme du secteur public. »

Le secrétaire général a continué : *« Est- il possible de redresser cette situation ? Oui. (...) Notre pays dispose des atouts nécessaires pour impulser la relance de notre économie. (...) Est-ce que c'est vers cette direction que se tourne le gouvernement, avec ce qu'il a appelé le « plan de rigueur » ? Tout le monde peut s'en rendre compte : nous avons avancé des propositions précises pour aller dans ce sens, mais ce sont d'autres décisions qui ont été prises. Nous avons fait connaître nos réserves et nos critiques ; nous avons obtenu quelques concessions ; nous ne baissons nullement les bras, puisque nous appelons tout au contraire les travailleurs à intervenir. (...) Mais le fait est là : ce sont d'autres propositions que celles que nous avons formulées en faveur de la relance économique, de l'emploi et de la justice sociale, qui prévalent actuellement.*

» Dès lors, les travailleuses et les travailleurs qui, eux, partagent ces préoccupations qui sont les nôtres ne peuvent manquer de s'interroger. Adressons-nous résolument à eux, débattons ensemble et, peut-être comprendront-ils mieux qu'il ne suffit pas, lors des échéances électorales, de se dire : « Je vote à gauche », en oubliant que la gauche est diverse et que chaque parti qui la compose a ses propres analyses et ses propres propositions. »

Se démarquer des socialistes

(Suite de la première page.)

Le P.C.F. Il refuse la perspective d'une réduction de la durée du service national, qui conduirait, estime-t-il, à une professionnalisation excessive de la défense. Les députés communistes s'abstiendront, d'autre part, sur l'article premier du projet de loi de programmation militaire, au motif que le texte qui lui est annexé désigne l'Union soviétique comme l'adversaire potentiel d'un éventuel conflit.

En matière énergétique, enfin, les communistes, partisans du nucléaire et de la poursuite de l'exploitation du charbon, s'alarment des perspectives ouvertes par le récent rapport sur l'équipement électronucléaire de la France et par les propos du président de la République, dans le Nord-Pas-de-Calais, sur les problèmes posés par les charbonnages.

Ces critiques et ces réserves procèdent d'une volonté de s'affirmer davantage, à mesure que les choix dictés par la majorité socialiste se heurtent à des écueils. Il reste, toutefois, que le P.C.F. n'en est pas à proposer une autre politique que celle dont il partage la responsabilité.

PATRICK JARREAU.

● *M. Jean Le Garrec*, secrétaire d'État chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, a déclaré, dimanche à *Radio Monte-Carlo*, répondant aux critiques exprimées par M. Georges Marchais : *« Il appartient aux partis de débattre, mais il serait dommageable de laisser croire aux Français qu'il y a une autre politique possible. » « Avec le poids des contraintes, il n'y a pas d'autre politique possible pour la gauche que celle mise en œuvre par le gouvernement »*, a-t-il ajouté.

LES OBJECTIFS DU PARTI RÉPUBLICAIN

M. Léotard : l'opposition doit créer les lieux d'explosion des idées nouvelles

Lors de son dernier comité directeur, le 23 avril, le parti républicain a réaffirmé clairement ses objectifs : les élections législatives de 1986 et la promotion des *« idées républicaines »*. Dans ce but, l'équipe dirigeante a été étoffée avec notamment la nomination de M. Charles Millon, député de l'Ain, au poste de secrétaire général adjoint, et celle de M. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine, à celui de conseiller politique, au même titre que M. Roger Chinaud, conseiller de Paris, ancien député.

M. Millon est chargé de relancer l'activité des commissions nationales du P.R. et d'assurer une liaison plus étroite avec les parlementaires. Il anime, d'autre part, avec MM. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, Chinaud et Bernard Lehideux, conseiller de Paris, le comité de sélection des futurs candidats P.R. aux élections législatives.

Ce comité est relayé par deux cellules chargées l'une de suivre les candidats, l'autre de leur apporter *tous* les moyens matériels nécessaires.

Le parti républicain a, d'autre part, décidé de rassembler dans une structure plus large — l'Union nationale des élus locaux indépendants et républicains (UNELIR) — tous les élus locaux, qu'ils soient P.R., modérés ou sans étiquette. *Cette* association est présidée par M. Jacques Douffiagues, maire P.R. d'Orléans.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. François Léotard, secrétaire général du P.R., insiste sur la nécessité, pour l'opposition, de ne pas être absente du débat d'idées et souhaite qu'elle manifeste à cet égard davantage d'audace.

Tout en dénonçant la politique d'un gouvernement qui, *« tel un aveugle, s'avance peu à peu vers l'abîme »*, M. François Léotard s'efforce, lors des réunions qu'il tient régulièrement en province, d'apaiser ceux de ses auditeurs qui manifestent une trop grande impatience. *« L'opposition*, répète-t-il, *ne jouera pas l'aventure contre la démocratie. » « Nous sommes des légalistes*, explique-t-il, *et nous ne devons envisager que les issues prévues par la Constitution. »* Il ajoute : *« Bien que le pouvoir soit condamné par les urnes depuis un an et demi, ne lui donnons pas dans la rue une occasion de retrouver une confiance qui lui viendrait de sa fermeté. »*

Pour M. Léotard, cela ne fait aucun doute, *« on essaie de mettre l'opposition en porte-à-faux »*, mais, affirme-t-il, *« on n'y arrivera pas parce que notre logique reste une logique de démocratie »*. Pourtant, s'il évoque le recours à la dissolution de l'Assemblée nationale ou l'organisation d'un référendun, c'est sans y croire. Il doute, de la même façon, de la *« volonté réelle »* de négociation du gouvernement. Il pense plutôt à *« une lente dégradation »*, qui rappellerait la fin de la IVe République, quand *« les institutions se délitent, la monnaie s'affaiblit, et les décisions de défense ne sont pas prises... »*.

Parlant des courbes démographiques, économiques, sociales, politiques, *« toutes tournées vers le bas »*, il s'interroge sur la profondeur d'un *« phénomène de déclin »* que pourrait connaître la France.

Il reproche notamment au pouvoir de ne pas prendre en compte deux *« notions simples »* qu'avait développées M. Giscard d'Estaing, lors de la campagne présidentielle de 1981, quand celui-ci disait : *« Soyez une nation forte, vous allez être un pour cent du monde. Soyez un pour cent uni et non pas divisé. » « Ou les Français*, dit M. Léotard, *sont capables de retrouver un intérêt commun, une solidarité, ou ils sont fascinés par le vide, par une espèce de tentation morbide de non-existence, et succombent au principe de jouissance immédiate, et cela est très grave. Nous devons*, ajoute-t-il, *avoir à l'esprit l'idée qu'une civilisation est mortelle, que la démocratie est peut-être derrière nous. Cet affaissement de la volonté, dont le pouvoir n'est évidemment pas uniquement responsable, est un phénomène qui ne peut laisser indifférent aucun des hommes politiques français. »*

Une opposition hiératique

Comment l'opposition peut-elle répondre à l'attente de l'opinion ou d'une partie d'entre elle ? *« Elle doit éviter deux écueils*, répond M. Léotard, *celui du découragement et celui de l'impatience, et proposer une espérance »*. Le secrétaire général du P.R. s'étonne que l'on puisse reprocher à l'opposition d'être muette. Un tel reproche, selon lui, *« ne manque pas de sel »*, étant donné *« l'état actuel de domination de l'État sur les médias. Il nous est arrivé plusieurs fois*, dit-il, *alors que nous étions invités par un journaliste de télévision, d'être interdits de séjour à l'antenne par les syndicats »*. *« Mais*, reconnaît-il, *ce qui est vrai, c'est que les mouvements revendicatifs actuels s'appuient assez peu sur l'opposition institutionnelle. Quand M. Rocard parle de crise des appareils verticaux (syndicats, partis, Églises), il a raison. L'opinion nourrit une certaine méfiance à l'égard des partis politiques. » « On a parfois le sentiment*, souligne M. Léotard, *d'une opposition hiératique. Comme la statue du Commandeur, elle est là, derrière la scène. Devant elle, les gens s'agitent, et de temps en temps elle rappelle avec solennité qu'elle est l'opposition. »*

On assiste, selon le secrétaire général du P.R., à *« un mouvement bizarre »* : l'opposition sait qu'*« elle ne peut avoir accès au pouvoir rapidement »*, mais elle sait aussi qu'elle ne présente pas encore *« l'appel d'air suffisant qui peut permettre d'engranger une espérance »*. Si bien que, explique-t-il, elle se livre à *« des modes »*, la *« mode Chirac »*, la *« mode Barre »* ou à *« des mouvements d'humeur »*.

Pourtant M. Léotard a, croit-il, toutes les raisons d'être relativement optimiste, dans la mesure où, selon lui, on assiste à *« une évolution en profondeur des esprits »*. Les Français dans leur majorité se rendent compte, pense-t-il, que *« les socialistes n'apportent que de fausses solutions »*, et peu à peu pénètre dans leur esprit *« l'idée que seule la liberté — liberté d'entreprendre, liberté de l'école, — le pluralisme, toutes ces notions que nous défendons, sont les véritables réponses à la crise »*.

Et de se réjouir de ce *« lent cheminement pédagogique »*, même si l'opposition *« reste sur le bas-côté de la route, ne joue presque aucun rôle dans cette évolution »*.

A la chinoise !

Autre certitude du chef de file du P.R. : l'opposition est, selon lui, engagée dans *« un processus irréversible de reconquête du pouvoir »*. *« Je ne vois pas*, dit-il, *quel mécanisme le pouvoir pourrait mettre en place, même en truquant, en modifiant les scrutins, pour nous empêcher de sauter victorieusement toutes les haies, qu'il s'agisse des élections sénatoriales, européennes, cantonales ou législatives. Encore faut-il que l'opposition sache*, ajoute-t-il, *se dégager du processus présidentiel dans lequel elle s'est trouvée engagée contre son gré. Encore faut-il aussi qu'elle sache remédier à un des facteurs de désespoir de l'opinion française, qui pense que le progrès social est derrière elle. Il faut que nous disions que le progrès social est encore possible en France »*, affirme M. Léotard.

« Nous devons, explique-t-il, *avoir l'audace de dire un certain nombre de choses, même si nous devons choquer. Je suis convaincu par exemple, et je sais que je vais choquer, qu'il faut assouplir le droit de licenciement, parce qu'une mesure de ce genre peut aider en partie à résoudre le problème de l'emploi.*

» L'opinion d'un peuple, poursuit M. Léotard, *n'est pas toujours prête à accepter un certain nombre d'idées nouvelles. Mais je crois qu'actuellement les Français évoluent très vite. Le rôle de l'opposition est d'accompagner cette évolution sans la brutaliser, mais aussi de créer des lieux d'explosion des idées nouvelles. »*

Après avoir été de ceux qui critiquaient l'U.D.F., tout du moins son organisation, M. François Léotard trouve que celle-ci *« ne se porte pas si mal »*, et qu'elle *« correspond de plus en plus aux valeurs d'enracinement, de bon sens et de sérénité ancrées chez les Français »*. C'est ainsi que le P.R., qui doit dans quelques jours sortir un nouveau logo, accolera le sigle U.D.F. au sigle P.R. C'est décidé : le P.R. jouera la carte U.D.F. tout en gardant, cependant, sa propre stratégie de développement. *« A la chinoise »*, dit son secrétaire général sous forme de boutade : *« Compter sur nos propres forces, creuser partout de profonds souterrains, constituer de vastes réserves de céréales ! »* Cette première partie est déjà bien engagée, estime-t-il. Voilà le P.R. prêt à *« s'attaquer au reste »*. Autrement dit à l'U.D.F., dont M. Léotard estime qu'il serait *« suicidaire »* qu'elle ne veuille pas jouer complètement le rôle d'une formation politique.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LU

«LA PART DES HOMMES», DE JEAN JÉROME

L'éminence grise du parti de Staline et de Thorez

Les initiés de l'après-guerre ont *été longtemps seuls à connaître* son existence et à entrevoir son rôle. Demeuré dans l'ombre pendant plus de vingt ans, il allait et venait, traversant le « rideau de fer », *devenant éditeur*, parfois financier ou politique, réglant avec une secrète et mystérieuse autorité les « affaires » les plus *délicates d'argent ou de « cadres »*...

Dans des Mémoires qui viennent de paraître, Michel Feintuch, dit Jean Jérôme, commence par *nous apprendre qu'il a passé* les cinq premières années de sa vie en Galicie, à Solotvina, ville où les juifs l'emportaient, par le nombre, sur les Autrichiens, *les Allemands* et les Polonais, dans une région où régnait encore l'empereur François-Joseph. Son père, marchand forain, vendait des *tissus* ; sa *mère* s'occupait au foyer, où les quatre enfants survivants — sur sept — s'entassaient dans deux malheureuses petites pièces, tandis *que le grand-père*, bien modeste entrepreneur, était confit dans la dévotion la plus rituellement archaïque. D'où les nombreuses pages, *non dépourvues* d'une certaine nostalgie, que l'auteur consacre à une enfance profondément marquée par l'éducation religieuse, *l'étude constante de la Bible en yiddish* et le judaïsme militant.

Jean Jérôme fait revivre toute une atmosphère faite d'errance, de peur des pogroms et de lourdes incertitudes imprégnées *de religiosité traditionnelle*. On comprend dès lors que l'adolescent, contraint aux emplois les plus modestes, ait pu se syndiquer dès l'âge de seize ans, *puis se tourner presque aussitôt* vers le parti communiste illégal, son refus du racisme, sa générosité et son idéal égalitaire de 1923.

Ces premières années — le premier tiers du livre — constituent, de loin, *la partie la plus intéressante* et, *vraisemblablement*, la plus authentique, des souvenirs de Jean Jérôme. Ensuite le récit, tout en demeurant alerte, vire insensiblement à *la légende pieuse*, avec les *inévitables contradictions et outrances qui en sont généralement le lot.*

Première bizarrerie : devenu un militant actif du comité de parti de Stanislavov, sur le point d'être appelé au service militaire et craignant *d'être affecté dans une* unité disciplinaire — sort peu enviable dans la Pologne semi-dictatoriale d'alors, — le jeune Feintuch s'expatrie en Belgique. *Il assure avoir agi* là avec une recommandation officielle du parti destinée aux camarades belges, le tout avec de faux papiers, à une *époque où la ligne générale était*, au contraire, de partir à l'armée pour y faire du travail antimilitariste.

Seconde interrogation : arrivé *en Belgique en février* 1927, il affirme y avoir milité au sein du parti, où il dit avoir participé au grand débat qui opposait, selon lui, cette *année-là*, le *« courant majoritaire »* avec Staline, Zinoviev et Boukharine, à Trotski. Or Zinoviev, président de l'Internationale *jusqu'à l'automne 1926*, devait, précisément, être exclu du parti russe, en compagnie de son allié Trotski, à l'automne 1927. *On imagine difficilement une telle confusion.*

Embauché dans les usines liégeoises, militant ouvrier qui suit des cours de français dans une *école privée*, le voilà expulsé de *Belgique* et *passant clandestinement* en France en septembre 1929, toujours muni de recommandations, obligeamment adressées, cette fois, par le secrétaire *général de la très réformiste* centrale syndicale belge des métallurgistes, à son homologue *français*. Devenu militant de la très anti-réformiste commission exécutive des *métaux* C.G.T.U., et l'un des responsables de la commission polonaise de la main-d'œuvre ouvrière émigrée, mise sur pied par le comité central du P.C.F., Jean *Jérôme est arrêté et expulsé vers la Belgique au début de novembre 1931*. Ayant curieusement bénéficié de la complaisance de l'un des deux inspecteurs chargés de le reconduire à la *frontière, il échappe à la police* belge et revient en France, clandestin et *bientôt* instructeur du *Profintern (l'Internationale syndicale rouge)* dans le Nord-Pas-de-Calais.

En pleine guerre civile espagnole, il est affecté, par le mouvement, à la section d'aide aux républicains, œuvrant aux envois d'armes et de matériel.

Justifications et silences

A partir du pacte germano-soviétique, l'ouvrage n'est plus que *justifications a posteriori, allusions, ou même silences. Ainsi* comprend-on, au détour d'une petite phrase, tout à la fin du livre, que Jean Jérôme était aussi, *quelque peu, le trésorier du parti*, de même que l'on saisit au vol une incidente où il est question de service de renseignements et *d'une information concernant la* future agression hitlérienne contre l'U.R.S.S., transmise par ses soins à *Jacques Duclos*, avec qui *il était visiblement* en contact étroit au moins depuis 1940.

Le mystère s'épaissit encore quand l'auteur consacre quelques lignes à son arrestation, le *15 avril 1943. Les quelques mots* auxquels se limite le récit de son interrogatoire et de ses dix-sept mois de détention valent d'être cités intégralement ici : *« Je demeurai en prison jusqu'au soulèvement de Paris, le 19 août 1944. Sortir vivant de cette aventure frisait le miracle et, cependant, je ne bénéficiai de la protection d'aucune sainte, que je sache, du moins. »*

On ne peut manquer de s'interroger : comment un homme, arrêté alors qu'il vient d'être *contacté par une militante clandestine*, elle-même filée, peut-il s'en tirer ainsi, sachant — comme il l'a lui-même rapporté dans ce livre — que la police dispose de sa photo et de ses empreintes digitales depuis son arrestation de novembre 1931 ?

On ne voit donc pas comment il aurait pu échapper à une redoutable identification. Une fois repéré comme agitateur kominternien, son cas s'aggravait encore du fait qu'il s'était, selon lui, présenté sous sa véritable identité de 1939 *pour s'engager dans* l'armée française, avant de s'embaucher — toujours selon ses dires — dans son ancienne usine *de 1931, pour y travailler* à la fabrication de « prototypes » destinés à la défense nationale. Or il était facile aux policiers de constater *qu'il avait plongé dans* la clandestinité après l'entrée des troupes allemandes dans Paris, détail qui révélait l'homme de confiance. Juif, homme de l'appareil *clandestin du P.C., qui s'était* approché, en temps du guerre, de fabrications militaires, facile à identifier, Jean Jérôme avait tout *pour partager la fin tragique* de son frère Pierre, intégré, lui aussi, dans l'appareil technique clandestin, arrêté lui aussi et mort en *déportation*.

Non seulement il n'en fut rien, mais, si l'on en croit certains témoignages, l'intéressé, contacté par la direction du P.C.F., *refusa même* d'envisager tout projet *d'évasion*. A la *prison* des Tourelles, détenu jusqu'à la libération dans les mêmes conditions que *lui*, se trouvait Émile *Dutilleul*, membre du *comité central* et trésorier officiel du parti de l'avant-guerre, qui semble bien avoir été sauvé par une intervention de son *neveu, Pierre Dutilleul*, devenu doriotiste et membre du bureau politique du P.P.F. Mais qui a bien pu protéger Jean *Jérôme et à quel prix ?* Joanovici, le *« chiffonnier milliardaire »*, enfoncé dans la collaboration économique avec l'occupant et dont certaines sources assurent qu'il fut, en réalité, un agent *double œuvrant pour le compte du* Komintern ?

Autant de questions qui restent sans réponse. A moins que cet ancien responsable, qui annonce un second tome de souvenirs, *ne nous fournisse* enfin les explications qu'il doit à l'histoire.

PHILIPPE ROBRIEUX,
historien, auteur d'une *Histoire intérieure du P.C.F.* (Fayard).

★ *La Part des hommes* (289 pages, éditions Acropole, 75 F).





LA RÉFORME DU RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Un mini-débat chaque mercredi

Le groupe de travail sur la réforme du règlement, présidé par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée, et qui comprend trois députés de chaque groupe parlementaire (P.S., P.C., R.P.R., U.D.F.) et un député non inscrit, a conclu un accord en quatre points, a indiqué M. Raymond Forni, député P.S. du Territoire de Belfort, président de la commission des lois.

1) Un mini-débat d'une durée de deux heures sera organisé en séance publique chaque semaine, le mercredi après-midi après les questions au gouvernement, sur un thème précis, choisi en alternance par l'opposition et la majorité, en présence du ministre intéressé. Le groupe de travail a souhaité que ce débat soit télévisé. Les questions orales sans débat du vendredi matin, qui, de l'avis de l'ensemble des députés, sont de peu d'intérêt, seront maintenues *« à titre expérimental »*, les mini-débats devant progressivement les remplacer.

2) Le délai de dépôt des amendements constituait le point le plus litigieux. A l'avenir, il sera fait en sorte que les amendements ne puissent être déposés après le début de la discussion générale d'un projet de loi. Trop souvent, on a assisté au dépôt, au dernier moment, de parfois deux cents à trois cents amendements sur certains textes. Il fallait mettre fin à ce *« système de blocage »* de la discussion, a estimé M. Forni.

3) Les demandes de levée d'immunité parlementaire de députés seront examinées par le bureau de l'Assemblée nationale et la commission des lois, qui décideront du classement du dossier ou, dans des cas *« rarissimes »*, d'un renvoi devant l'Assemblée en séance publique. La procédure actuelle soumet à publicité toute demande, parfois faite pour des motifs futiles, et aboutit à discréditer les élus *a priori*, même s'il n'y a pas levée de l'immunité, a souligné M. Forni.

4) Le travail des commissions chargées d'examiner les projets de loi avant la discussion en séance publique sera ouvert à la presse quand les commissions procéderont à des auditions importantes (ministres, syndicats, personnalités).

Le groupe de travail qui avait été mis en place en juin 1982 devrait élaborer cette semaine son projet de résolution finale sur ces points d'accord. Cette résolution sera soumise à l'approbation du gouvernement avant son examen par la commission des lois, puis en séance publique. Le groupe a souhaité que les députés discutent de ce texte avant la fin de cette session pour que la réforme soit appliquée dès la session d'automne.

● *M. Paulin Bruné*, président de la fédération R.P.R. de Guyane, vice-président du conseil général, a été élu président de l'association Antilles-Guyane des élus locaux et des sympathisants R.P.R., dont l'assemblée constitutive a eu lieu le 4 mai en Guadeloupe. Le siège de l'association a été fixé à Cayenne. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en Martinique au début du mois d'octobre.

UN ENTRETIEN AVEC M. EDGAR FAURE

● La loi de décentralisation a de nombreux aspects positifs
● Le projet Savary annihile l'autonomie des universités

Deux ans après la venue au pouvoir de la gauche et quinze ans après les tentatives de réforme de l'Université dont il était l'auteur, M. Edgar Faure nous a confié, dans l'entretien ci-dessous, les réflexions que lui inspire la mise en place de la régionalisation. Selon lui, l'application de la loi « droits et libertés » des collectivités locales du 2 mars 1982 produit un effet plutôt positif.

En revanche, l'ancien ministre de l'éducation nationale porte un jugement sévère sur le projet de loi sur l'enseignement supérieur, qu'il considère comme *« antidécentralisateur »*.

« Vous présidez le conseil régional de Franche-Comté depuis avril 1982. Selon vous, la décentralisation est-elle une réforme positive ?

– Je ne puis parler que de la décentralisation régionale. C'est en effet la seule que je puisse suivre d'une façon précise, puisque je suis président du conseil régional. Je suis également maire, il est vrai, mais, à ce point de vue, je suis à la tête d'une petite municipalité et je n'ai pas encore vu de conséquences quelconques de la loi. Je n'en attendais d'ailleurs pas.

» Pour m'en tenir à la régionalisation, je pense que cette mutation, cette novation, doit être considérée comme ayant un signe positif. Je ne dis pas qu'elle soit entièrement satisfaisante, bien sûr, je dis seulement qu'elle est positive. Pourquoi ? Je constate que je peux faire des choses que je n'aurais pas pu faire auparavant. Ce n'est peut-être pas, d'ailleurs, spécialement le résultat des termes littéraux de la loi, mais c'est un état d'esprit qui a été créé et qui fait que des initiatives qui, auparavant, se seraient heurtées au *non possibilis* de l'administration préfectorale, à des entraves de toutes sortes, eh bien ! maintenant, on nous les laisse prendre. »

» Tel est le cas pour ce qui concerne par exemple ce que nous appelons le service vocationnel des jeunes, la nouvelle expérience de la seconde chance (1), et également quelques autres expériences sociales que je suis en train de préparer avec mes collaborateurs, et notamment M. Vuillerme (2).

» C'est le rôle des régions de bénéficier de la liberté qu'on leur donne et de faire également de nouvelles expériences, par exemple, en faisant travailler ensemble lUuniversité, les élus et les partenaires économiques et sociaux.

Un texte « napoléonien »

– Précisément, à propos de l'Université, quel jugement portez-vous sur le projet de loi de M. Savary qui donne lieu actuellement à tant d'agitation ?

– Je suis absolument consterné par ce nouveau projet de loi sur l'enseignement supérieur. Je le dis avec regret, parce que j'ai beaucoup de considération pour M. Savary. L'exposé des motifs du projet de loi m'avait donné une très bonne impression. Mais, quant au texte même, je suis obligé de faire beaucoup de réserves, justement à cause de son caractère antidécentralisateur. Le grand défaut de cette loi est qu'elle tourne le dos à toute idée générale de décentralisation. C'est une loi centralisatrice, bureaucratique et, en somme, napoléonienne.

» Or, il est évident que le sujet de l'éducation est tout à fait liée à l'économie, d'autant plus d'ailleurs que la loi « droits et libertés » du 2 mars 1982 marque justement la solidarité de ces thèmes puisqu'elle insiste sur la « professionnalisation ». Il est stupéfiant de voir qu'une politique gouvernementale, qui, dans un domaine général, a augmenté les pouvoirs de tous les centres secondaires, va absolument en sens inverse dans le domaine de l'éducation.

» Dans notre loi de 1968, dont on découvre les mérites maintenant qu'on veut la modifier, nous avions prévu expressément un conseil régional de l'éducation et de la recherche. Il n'a jamais été créé, ce qui prouve que les gouvernements précédents n'étaient pas non plus spécialement décentralisateurs. Néanmoins, ils n'étaient pas centralisateurs.

– Que reprochez-vous précisément au projet Savary ?

– Eh bien, actuellement, toute l'autonomie des universités est complètement annihilée. Elle est annihilée par le fait que le gouvernement est à la fois maître des habilitations et également, non seulement maître du budget, ce qui est normal, mais de la distribution de ce budget entre les secteurs basiques. » C'est-à-dire que, au lieu de donner un budget global à l'université – ce qui serait nécessaire pour son autonomie puisqu'alors elle porterait son effort sur tel ou tel pôle, – on distribue d'avance à tel laboratoire et à telle section ce qu'on veut bien lui donner, de sorte que l'autonomie est un vain mot. Comment peut-on faire de la décentralisation administrative avec de la centralisation autoritaire en matière d'éducation ? Cela est complètement incohérent.

» On avait prévu, dans le texte soumis au Conseil d'Etat, qu'il y aurait des conseils régionaux. Actuellement, on a simplement prévu de ne pas faire interdiction aux universités de rencontrer les présidents des conseils régionaux. C'est proprement ahurissant ! Je ferai d'ailleurs des amendements sur ce projet lorsqu'il viendra en discussion au Parlement.

– Voilà donc un gouvernement qui, après avoir proclamé l'urgence de la décentralisation, fait le contraire... Est-ce une attitude générale ?

– Il n'y a que ce domaine de l'éducation qui est touché, mais c'est un domaine considérable parce que toutes les perspectives de l'emploi et de la formation comportent un volet éducatif. Comment voulez-vous, par exemple, que nous dirigions l'université vers tel ou tel grand schéma, électronique ou autre, si nous ne pouvons pas planifier en même temps une éducation universitaire orientée dans ce sens ? »

Propos recueillis par
CLAUDE FABERT.

---

(1) Le service vocationnel des jeunes et l'opération « seconde chance » sont des procédures d'aide régionale mises au point par le cabinet régional de M. Edgar Faure, l'un s'adressant aux demandeurs d'emplois de dix-huit à vingt-six ans, l'autre à des chômeurs plus âgés. – (N.D.L.R.).

(2) M. Vuillerme est l'ancien directeur régional du travail et il est directeur du cabinet du président du conseil régional de Franche-Comté.

Le Monde

société

La dernière victime du gendarme Lamare

De notre correspondant

Beauvais. – Voici tout juste quatre ans, les gendarmes de Chantilly (Oise) arrêtaient l'un des leurs, Alain Lamare, membre du peloton de surveillance et d'intervention, accusé d'être le *« tueur de l'Oise »*. Le dimanche 8 avril 1979, vers 16 heures, le gendarme Lamare était transféré depuis la caserne de Chantilly jusqu'au tribunal de Senlis. Alain Lamare, la tête recouverte d'un sac pour dissimuler son visage aux appareils photos et aux caméras de télévision, était embarqué à bord d'une Peugeot 504 de la gendarmerie qui démarrait en trombe, poursuivie par un cortège de voitures de journalistes.

Pour semer leurs poursuivants, les gendarmes empruntèrent les routes secondaires qui, en ce beau dimanche de printemps, étaient très fréquentées. Lors de la traversée du village d'Apremont, ce fut le drame. Surpris par la meute des voitures arrivant face à lui, un jeune cyclomotoriste perdait le contrôle de sa machine et tombait. Son passager arrière, Gérard Bastien, seize ans, était heurté par la seconde voiture des journalistes et devait mourir sur le bord de la route.

La voiture s'arrêtait immédiatement . Quant aux journalistes qui continuaient leur course-poursuite, ils tentaient par divers moyens – notamment des radios-téléphones – d'alerter les gendarmes, qui ne voulaient pas les croire, pensant qu'il s'agissait d'une ruse. Ce n'est que plusieurs heures après le décès que la famille de Gérard Bastien était avertie. Le père découvrait alors le corps de son fils dans une dépendance des locaux de la commune, à côté des outils de jardinage.

Le juge d'instruction designé inculpait le conducteur du cyclomoteur et le chauffeur de la voiture, mais, en 1981, une ordonnance de non-lieu était rendue, confirmée par la cour d'appel d'Amiens. Pour les parents de Gérard Bastien, les véritables responsables de cet accident sont, en fait, les gradés de la gendarmerie qui ont organisé le transfert. Le sous-préfet de Senlis, M. Eric Degremont, leur écrivait neuf mois après : *« Si j'ai demandé et obtenu des sanctions contre les responsables, c'était moins parce que ceux-ci avaient manqué de diligence dans la recherche d'un assassin que pour le rôle qu'ils ont pu jouer à l'occasion de cet accident qui est un drame humain insupportable. »*

Une course folle

Les parents ont annoncé il y a peu que leur avocat, Mᵉ Francis Lecul (Amiens), a déposé un recours en responsabilité et indemnités auprès du ministre de la défense. Ils espèrent obtenir la réponse aux questions qu'ils ne cessent de se poser : qu'est devenu le commandant de gendarmerie qui a organisé cette arrestation à grand spectacle et cette course folle sur un chemin vicinal ? Quelles sanctions ont été prises ? Fin avril, M. Charles Hernu a répondu par courrier qu'il demandait à la direction de la gendarmerie des suppléments d'information. M. Hernu ajoutait d'autre part qu'une décision serait prise prochainement.

MAURICE LUBATTI.

UN COUPLE D'HOMOSEXUELLES EN LUTTE CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LE FISC

La grève anti-brimades

De notre correspondant

Nantes. – Quand, en janvier 1982, le tribunal de Nantes décida de confier la garde de ses trois enfants à Nadia, jeune mère divorcée de trente et un ans, qui revendiquait avec force son homosexualité et son droit à vivre « à visage découvert » avec son amie Annie, vingt et un ans, dans un petit bourg du vignoble nantais, l'affaire fit grand bruit. *« L'enquête sociale détaillée et les examens psychologiques approfondis n'ont pas permis de mettre en évidence les risques éventuels que l'homosexualité de la mère peuvent faire courir aux enfants sur le plan psychologique et sexuel »*, certifia alors la justice pour expliquer sa décision de donner la garde de Sylvie, André et Benoît, dix, huit et six ans, à leur mère, alors que le divorce avait pourtant été prononcé à ses torts exclusifs.

Depuis trois ans, les deux femmes vivent parfaitement intégrées dans la petite commune, où elles ont élu domicile, Sainte-Lumine-de-Clisson. Le maire leur a délivré et renouvelé des certificats de concubinage. Financièrement, le couple dispose de la pension alimentaire de Nadia, des allocations familiales pour les trois enfants dont elle a la garde et du salaire d'Annie, qui est secrétaire.

Les problèmes administratifs sérieux ont commencé avec la Sécurité sociale. Nadia n'a aucune couverture sociale (ni de son ex-mari, puisqu'elle est divorcée, ni des ASSEDIC, car, ancienne commerçante, son commerce a été liquidé). Elle demande donc à la Sécurité sociale de la considérer comme l'ayant droit d'Annie qui *« fait vivre le foyer »*. Or la Sécurité sociale refuse de considérer ce « couple » comme légal, malgré le certificat de concubinage délivré par le maire. Nadia a fait appel de ce rejet devant la commission de recours de première instance. L'audience a été fixée au début d'octobre.

Annie, qui est toujours imposée comme célibataire, avait en même temps présenté une requête aux services fiscaux pour obtenir la prise en compte de sa *« charge de famille »*. Elle a essuyé un refus : *« Nous ne pouvons pas vous considérer comme ayant à charge des enfants, car vous ne les avez pas recueillis. »*

Un élément nouveau – peu encourageant – est toutefois intervenu à la suite de ces démarches. La caisse d'allocations familiales vient d'annoncer à Nadia que *« considérant qu'elle et Annie constituent une famille et qu'il faut, en conséquence, tenir compte des ressources d'Annie dans l'appréciation des droits »*, le montant des allocations va être réduit de 3 220 F à 2 936 F... De plus, un trop perçu de 5 027,62 F correspondant à la période de février à décembre 1982 va lui être retenu sur ses dix prochaines prestations.

Pour protester contre ce qu'elles considèrent comme de nouvelles brimades au moment où leur situation matérielle s'aggrave – Annie vient de perdre son emploi, – les deux femmes ont fait faire une grève scolaire symbolique de vingt-quatre heures à Sylvie, André et Benoît.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

MÉDECINE

LES ÉTUDIANTS EN PHARMACIE RESTENT EN GRÈVE

Les étudiants en médecine décident, ce lundi 16 mai, des suites qu'ils entendent donner à leur mouvement de grève, après les ultimes négociations qu'ils ont menées avec les cinq médiateurs désignés par M. Pierre Mauroy.

S'exprimant, dimanche 15 mai, sur les ondes d'Europe n° 1, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a notamment déclaré à ce propos qu'*« après les discussions menées avec les médiateurs »*, les parties étaient *« sur le point d'aboutir à un accord (...). Si les propositions* [faites par les médiateurs] *sont acceptées, il n'y aura pas d'obstacle de la part du ministre de l'éducation nationale »*.

De leur côté, les étudiants en pharmacie ont décidé, samedi 14 mai, de continuer leur mouvement de grève, qui touche la totalité des vingt-quatre facultés de pharmacie. Les représentants des étudiants ont, en effet, jugé insuffisant l'accord de principe donné jeudi 12 mai par le premier ministre, M. Pierre Mauroy, à propos de la rémunération des étudiants de cinquième année, et rappelé que leurs autres revendications restaient insatisfaites.

● *Le Comité national de coordination des médecins, pharmaciens, biologistes et odontologistes attachés et assistants des hôpitaux publics*, qu'anime le docteur Huguette Miansarow, a décidé de suspendre la grève que ces praticiens avaient commencée le 25 avril pour obtenir des garanties sur leur statut. Cette décision fait suite à la réception d'une lettre, datée du 11 mai, de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, dans laquelle il précise : *« Le rôle des médecins à temps partiel et des attachés, et leur place dans les établissements publics, ne sont absolument pas remis en cause. »*

L'Assemblée nationale examine le projet de réforme du service national

● Une durée allongée pour les volontaires
● Un nouveau statut pour les objecteurs

L'Assemblée nationale doit examiner, lundi 16 et mardi 17 mai, le projet de loi présenté par M. Charles Hernu, ministre de la défense, qui réforme partiellement le code du service national du 10 juin 1971, amendé à plusieurs reprises dans le passé. Ce nouveau texte, approuvé par le conseil des ministres du 6 avril (*le Monde* des 7 et 8 avril), n'institue pas pour autant une réduction de la durée du service militaire, mais il permet, en particulier, à des volontaires d'accomplir des obligations militaires plus longues, d'être recrutés en plus grand nombre dans la gendarmerie, et il définit un nouveau statut de l'objection de conscience avec un service civil de deux ans.

Pour l'essentiel, ce nouveau code du service national abaisse à dix-huit ans (au lieu de dix-neuf ans et six mois actuellement) l'âge d'appel sous les drapeaux des Français qui ne seront pas volontaires pour un service au-delà de douze mois. Sur la proposition du rapporteur, Mᵐᵉ Marie-Thérèse Patrat, député socialiste du Rhône, la référence à une durée d'un an du service militaire, qui figurait dans le texte gouvernemental, a été supprimée par les députés membres de la commission de la défense au Palais-Bourbon (*le Monde* du 28 avril). Les députés socialistes ont voulu, par cette attitude, éviter au Parlement qu'il ne se prononce indirectement sur la durée à venir du service militaire.

Un volontariat, au-delà de douze mois, est institué, en faveur de jeunes garçons comme de jeunes filles, pour compléter et renforcer la conscription dans des armes où les équipements, plus modernes, exigent des personnels qualifiés et entraînés. Des jeunes recrues pourront servir dans la gendarmerie, à hauteur de 15 % de ses effectifs.

Le nouveau texte modifie d'autre part le régime des dispenses et des libérations anticipées en ouvrant droit, par exemple, à dispense du service militaire à de jeunes chefs d'entreprise dont l'absence serait jugée préjudiciable à l'intérêt de leur collectivité.

Enfin, le projet de loi institue un nouveau régime des objecteurs de conscience. Selon le rapporteur, le service des objecteurs apparaît comme l'une des formes civiles – au même titre que les autres – du service national. Mais un certain nombre de dispositions sont prévues – notamment une durée de vingt-quatre mois, l'agrément de la demande par le ministre de la défense et le retrait du statut en cas de condamnation pour insoumission ou désertion – pour que l'attribution du statut ne puisse constituer un moyen légal d'échapper aux obligations du service national, qui reste le garant de la défense nationale.

Dix-neuf objecteurs de conscience observent à Paris, depuis le 8 mai, une grève de la faim pour protester contre les dispositions de ce projet, et une centaine de personnes ont manifesté à Lyon, le 15 mai. Ils dénoncent, tout comme Mᵉ Jean-Jacques de Felice (Paris), dans la libre opinion que nous publions ci-dessous, le maintien de la durée du service civil à deux ans, la possibilité de déchoir l'objecteur de son statut en cas d'insoumission au service civil et, enfin, les conditions d'obtention du statut.

POINT DE VUE

L'espérance

par JEAN-JACQUES DE FÉLICE (*)

Dans un monde livré à la peur, condamné à l'*« équilibre de la terreur »*, menacé d'anéantissement nucléaire ou bactériologique par la folie des hommes, la reconnaissance du droit à l'objection de conscience est un signe d'espérance, certes limité, mais irremplaçable, car il pose à chacun la question de sa propre responsabilité : ai-je le droit de ne pas tuer, de ne pas apprendre à tuer, de refuser de tuer ?

Question immense dans un temps où les problèmes posés par les armes de destruction massive bouleversent nos modes de pensée traditionnels, mais question essentielle pour ceux qui luttent pour les nécessaires solidarités dans le monde morcelé d'aujourd'hui.

Certes, le législateur français, qui va étudier le projet de loi modifiant le code du service national, aura-t-il à considérer ce problème de l'objection de conscience au milieu de beaucoup d'autres concernant la défense, mais tout au moins peut-on lui demander de ne pas s'écarter des termes du paragraphe 4 de l'exposé des motifs du projet gouvernemental du 8 avril 1983 : *« Les dispositions relatives aux objecteurs de conscience ont pour objet de créer un service civil à vocation sociale et humanitaire considéré désormais comme l'une des formes d'accomplissement du service national. »*

Est-ce trop lui demander de faire preuve d'imagination et d'audace pour reconnaître enfin à ceux qui « objectent » cette véritable liberté de l'esprit et de la conscience, affirmée dans toutes nos déclarations des droits et conventions ratifiées par la France – et reconnue justement dans nos démocraties comme d'un prix inestimable ? Un « service civil à vocation sociale et humanitaire », cela veut dire un service rendu à la collectivité par des citoyens jouissant de tous leurs droits, non sanctionnés ou réprimés, non privilégiés sans doute, mais libres. Est-il impossible d'imaginer un temps où les objecteurs seront ainsi reconnus et acceptés, où ils ne seront plus emprisonnés, privés de leurs droits, marginalisés et réprimés ?

Le projet de loi du gouvernement est inacceptable en plusieurs de ses dispositions, et le congrès national de la Ligue des droits de l'homme vient à juste titre de demander au Parlement de réformer le statut dans un sens libéral et conformément aux recommandations adoptées par le Parlement européen – le 7 février 1983 – par 111 voix contre 5 et 35 abstentions. C'est-à-dire de rejeter certaines dispositions d'un projet d'ailleurs fort éloigné des conclusions adoptées par une commission de concertation réunie depuis deux ans à l'hôtel Matignon.

En particulier, les futurs objecteurs ne peuvent accepter de voir leurs demandes admises ou rejetées par décision du ministre de la défense, et il est contraire à la logique, comme au principe d'égalité, de reconnaître le droit à l'objection comme un droit de l'homme puis de sanctionner les objecteurs par un service d'une durée double de celle du service armé. Il est évident que le législateur – soucieux d'une réelle reconnaissance de l'objection – fera sienne cette disposition (article L. 48) de la proposition de loi présentée le 19 décembre 1979 par les membres du groupe socialiste, et en particulier M. Charles Hernu, selon laquelle *« les jeunes gens affectés à une des formation prévues à l'article L 41 sont astreints à une durée de service actif égale à celle accomplie par la fraction de contingent avec laquelle ils ont été incorporés »*.

D'autres dispositions de la loi nouvelle devraient évidemment reconnaître aux objecteurs – outre le droit d'être reconnus comme tels à tout moment – les droits habituels d'association, de réunion, de manifestation : ils deviendraient des citoyens comme les autres. Ainsi en aurait-on terminé avec ces tragiques emprisonnements de jeunes souvent sensibles à l'honneur, au respect de la vie, au service des autres. Et une évidence devrait nous apparaître au milieu de la multiplicité des mythes, même les plus sacrés : les problèmes de défense ne peuvent être assumés par les seuls jeunes hommes de vingt ans. Il est complètement anachronique et dérisoire de ne pas faire partager cette préoccupation – et éventuellement ces charges – par tous les hommes et toutes les femmes, quel que soit leur âge, d'un pays responsable de son destin.

★ Avocat au barreau de Paris.

SCIENCES

L'éruption de l'Etna

Le demi-échec du « Grand sorcier »

Catane (*A.P., Reuter, U.P.I.*). – En tentant de dévier, à l'aide d'explosifs, la lave qui coule de l'Etna, les artificiers, dirigés per M. Rolf Lennart Abersten, ont réussi une prouesse technique. Toutefois, les résultats pratiques de l'expérience restent limités : vingt-quatre heures après l'explosion, on estimait que le débit de la coulée était de 23 mètres cubes par seconde dans le canal naturel et d'à peine 3 mètres cubes par seconde dans le chenal artificiel.

M. Abersten a déclaré, dimanche 15 mai, qu'il souhaitait élargir la brèche faite la veille dans la paroi de la coulée. Il a expliqué que des difficultés inattendues avaient surgi. *« On m'avait dit que j'aurais des températures de 300 à 400 °C, que la paroi aurait 1 mètre d'épaisseur et 3 mètres de haut. En fait, la paroi faisait 15 mètres de hauteur. Et les températures montaient jusqu'à 900 °C. Mais,* a-t-il dit, *nous avons appris ici une série de techniques nouvelles et, comme expérience, c'est très réussi. Si nous avions à la refaire, nous irions beaucoup plus rapidement. »*

De notre envoyé spécial

Catane. – *« L'Etna vaincu »* n'a pas hésité à titrer en caractère énorme, samedi 14 mai, sur toute la largeur de sa « une », le quotidien *la Sicilia* qui avait fait les frais d'une édition spéciale imprimée dès l'aube, sitôt connue la « grande » nouvelle. Si l'exagération et la grandiloquence du propos ont fait bien naturellement, sourire tous les volcanologues et techniciens suédois, italiens et français qui ont participé à cette opération, en qualité de maîtres d'ouvrage ou de simples observateurs, nombre de Siciliens eux-même ont tiqué à la lecture de cette information.

Il est vrai que tout avait été très soigneusement mis en œuvre depuis un peu plus de deux semaines pour faire d'une expérience, certes intéressante et probablement riche en enseignements pour l'avenir non seulement de la volcanologie mais aussi d'autres disciplines technologiques, une aventure exceptionnelle. Il y a plusieurs explications à ce « battage » savamment orchestré et qui a su porter ses fruits au-delà de toute espérance : le monde entier n'a-t-il pas eu, cinq ou six jours durant, les yeux tournés vers le volcan ? La présentation sur place d'une bonne centaine d'envoyés spéciaux n'est-elle pas un baromètre sans égal pour juger de la manière dont un événement est perçu dès lors qu'il dépasse les frontières de son pays d'origine ?

Des raisons presque essentiellement politiques. A quelques semaines des élections prévues pour la fin juin, il était assurément bien tentant pour le parti socialiste italien, en la personne de M. Loris Fortuna, ministre de la protection civile, de faire la preuve que contrairement à d'autres, il prenait, lui, très à cœur le danger encouru par les populations de trois villages du sud du volcan, Belpasso, Nicolosi et Ragalna. Si toutefois il y avait réel danger, ce dont tout le monde n'est pas vraiment convaincu.

Certes, le flot a détruit, outre les pylônes du téléphérique, quelques refuges à l'usage des excursionnistes, cerné quelques auberges d'altitude et coupé des routes. Mais il progresse fort lentement et reste encore, pour l'heure, très loin de « menacer » les trois villages. Comme le disait un habitant de Nicolosi, *« cette fois-ci, le front de lave était visible de Catane alors que les éruptions, bien souvent, ont affecté les faces ouest, nord ou est et il n'en fallait pas plus pour créer une psychose... »*

Autre raison tout aussi politique, l'opération Etna était pour un ministère récemment créé (1) une occasion exceptionnelle de s'affirmer et de faire à la fois la preuve de son existence et de ses capacités. *« Une opération publicitaire » :* c'est ainsi que beaucoup de personnes ont déjà jugé toute cette affaire.

Rien d'étonnant donc à ce que M. Fortuna, dont la visage rond, le sourire facile et l'œil malicieux sont mieux faits pour chanter victoire que pour déclarer forfait, se soit montré, samedi 14 mai lors d'une conférence de presse fort attendue, très satisfait du premier bilan. Après avoir dit sa *« totale satisfaction »*, puis estimé *« que les objectifs avaient été atteints à 100 % »*, M. Fortuna devait toutefois convenir que *« lorsqu'on passe de la théorie à la pratique, il y a toujours de nouveaux problèmes qui apparaissent »*. *« Mais nous avons trouvé,* a-t-il aussitôt ajouté, *des solutions sans consulter de livres et sans avoir recours, puisqu'elles n'existent pas à des expériences antérieures. » « Le précédent,* a-t-il conclu, *nous l'avons créé. Si l'homme a gagné le premier round contre la montagne, n'oublions pas qu'il en reste quatorze autres derrière. »*

De fait, le flot n'a pu être totalement détourné et plusieurs des spécialistes présents, dont M. Christofolani, président de l'Institut scientifique de la terre de l'université de Catane, estime que 20 %à 30 % seulement (d'autres disent 10 % à 15 %) de la coulée ont pu être détournés vers le chenal artificiel.

Le rôle ingrat de M. Abersten

Dans l'affaire, c'est à M. Rolf Lennart Abersten, ingénieur artificier suédois établi en Italie, qu'a incombé le rôle le plus ingrat, celui du « grand sorcier » chargé de déterminer, de calculer, de placer et de faire exploser les charges. Installés, les uns dans des tubes d'acier longs de 3,50 mètres refroidis par des jets d'eau, les autres propulsés au moment précis de leur mise à feu à l'aide d'air comprimé dans des tubes préalablement fichés dans la masse de lave, les trente-trois « pétards » totalisaient quelques 400 kilos de Gel A, savant mélange de nitrate d'ammonium, de nitroglycérine et de T.N.T. On avait initialement prévu cinquante-cinq charges, mais dix-sept tubes n'ont pu être finalement installés et cinq avaient été détruits avant l'heure « H ».

Demi-échec ou demi-réussite ? A chaque camp de choisir. Pour M. François Le Guern, volcanologue au Centre national de la recherche scientifique français, qui entretient depuis dix-huit ans maintenant une histoire d'amour avec l'Etna, dont il connaît chaque faille, chaque débordement et chaque caprice, l'opération est, au bout du compte, une double victoire. *« D'abord,* nous a-t-il dit, *une victoire sur la loi et sur la tradition puisque des textes datant de 1880 interdisaient, jusqu'ici, à quiconque, de détourner les laves des chemins qu'elles avaient choisi de suivre. C'est aussi une victoire sur la matière elle-même, la preuve étant désormais établie qu'on peut s'y attaquer à l'explosif »*.

En attendant, le dimanche 5 mai, le « bon géant », comme l'appellent volontiers les Siciliens, continuaient de cracher régulièrement son flot visqueux. Pour combien de temps encore ? *« Cela peut cesser ce soir, demain, dans une semaine, six mois ou un an »*, a répondu M. Le Guen. Demain, comme tous ceux de l'équipe, il remontera à la côte 2 150 mètres. Aujourd'hui, il faut élargir et remodeler quelque peu le chenal artificiel, soit avec des moyens mécaniques, soit à l'aide d'explosifs. La décision n'est pas encore prise. De toute manière, il y a encore beaucoup à faire. Si elle n'était pas aussi « indispensable » que l'ont affirmé, avec peut-être un peu trop d'insistance, les supporters de cette opération, en revanche, il est très probable qu'elle aura été utile. *« Nous avons fait là,* disait le professeur Cristofolani, *une opération chirurgicale difficile parce que sans précédent, sans expérience préalable sur quelque cobaye que ce soit. Maintenant nous sommes devant un malade qui est sous le coup du choc opératoire. Nul ne peut dire comment il se comportera »*. Mais ni lui ni les autres hommes de l'art, n'auraient osé parler un seul instant de l'« Etna vaincu ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) C'est après le tremblement de 1980, où tant de carences administratives s'étaient fait jour, que le Commissariat à la protection civile devint un ministère à part entière.



ÉDUCATION

La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public organise une semaine d'action début juin

Décision inhabituelle de la part de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) : une semaine d'action, début juin. Dès l'ouverture, à Rennes, le jeudi 12 mai, du soixante-quatrième congrès de la fédération qu'il préside, M. Jean-Marie Schléret avait lancé un avertissement au gouvernement. A la clôture, deux jours plus tard, il ne pouvait que souligner le *« ras-le-bol des parents »*, à propos de la *« fausse concertation »*, des réformes *« mal engagées »*, et des menaces sur la rentrée scolaire de septembre prochain. Président d'une fédération qui tient à rester *« indépendante »*, M. Schléret a dénoncé le danger de *« politisation »* du système éducatif, mais aussi de sa propre organisation.

Comment se rappeler au bon souvenir du ministre

De notre correspondant

Rennes. – *« Si le ministre a perdu de vue que la PEEP est un mouvement qui compte, nous nous rappellerons à son bon souvenir. »* En décidant d'organiser, au cours de la première semaine de juin, des actions *« devant permettre d'expliquer publiquement et avec éclat le ras-le-bol des parents, partout en France »*, les responsables de la PEEP ont tenu à donner un prolongement sur le terrain aux vifs mécontentements exprimés par les quelque cinq cents congressistes. *« Le ministre de l'éducation nationale n'a pas jugé nécessaire de recevoir une seule fois en quatorze mois une fédération représentant quatre cent dix mille familles »*, a souligné M. Jean-Marie Schléret, avant d'interroger : *« Qui donc, entre l'entourage du ministre ou le ministre lui-même, aurait intérêt à faire jouer à la PEEP le rôle que la F.C.P.E. (la fédération « Andrieu ») tenait hier à l'égard d'un gouvernement combattu pour des raisons d'ordre politique ? »* Tant que le ministre persistera à ne pas donner lui-même l'exemple de la concertation, la PEEP déclinera toute invitation à rencontrer une direction ou un service technique du ministère et ne participera pas au Conseil supérieur de l'enseignement général et technique ni au Conseil supérieur de l'éducation nationale.

Pas question cependant pour cette fédération *« pluraliste et indépendante »* de tomber dans le piège d'un combat partisan. M. Schléret a adressé une mise en garde à ceux qui sont, ou seraient, tentés d'utiliser la PEEP comme moyen de reconquête du pouvoir.

Dénonçant dans la *« fausse concertation »* organisée par le ministère une *« forme de manipulation qui consiste à faire endosser par les usagers des synthèses préparées ailleurs et par d'autres »*, la PEEP refuse toute utilisation de l'école comme moyen de construire une société socialiste.

Dans le « rapport Legrand » et les choix exprimés à son sujet, le 1er février, par M. Savary, la PEEP voit *« des mesures dont l'application généralisée nous paraît pour le moins inopportune en l'absence reconnue de tous moyens nouveaux »*. D'où cette question : *« Et si les incitations de plus en plus pressantes à établir dans les plus brefs délais des projets d'établissement ne constituaient qu'un alibi pédagogique aux suppressions d'enseignements, aux réductions d'horaires, aux gonflements d'effectifs, aux diminutions de postes ? »*. Des choix solides sont nécessaires dès le premier degré, notamment au cours préparatoire, où s'enclenche un processus d'échec pour près d'un tiers des élèves. Il convient donc d'éviter *« l'erreur magistrale consistant encore, ici ou là, à confier le cours préparatoire ou le cours élémentaire aux maîtres débutants, démunis d'expérience et privés du suivi pédagogique »*.

La motion d'orientation, adoptée par 89,25 % des suffrages, souligne que l'investissement éducatif doit être une priorité nationale et prise en compte comme telle dans le 9e Plan. Elle dénonce le faux dilemme entre enseignement de masse et formation d'une élite, et exige pour une école rénovée une définition nationale des objectifs et des contenus de formation pour tous les cycles d'enseignement. *« L'autonomie développée à l'intérieur d'un cadre rigoureusement défini pour l'ensemble de la nation doit libérer l'initiative tout en garantissant l'unité et la qualité du système éducatif public. »*

Evoquant *« les graves problèmes de la rentrée 1982 en raison du manque de prévision et d'une mauvaise gestion du personnel »*, le président Schléret a envisagé la possibilité de recours devant les tribunaux en vue de faire condamner l'administration de l'éducation nationale pour non-respect du contrat qui la lie aux usagers. Si rien n'était tenté pour que la prochaine rentrée se fasse dans de meilleures conditions, *« la PEEP demanderait une commission d'enquête parlementaire pour déterminer l'ampleur du préjudice et désigner clairement les responsables à l'opinion »*.

CHRISTIAN TUAL.

LE PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

M. SAVARY : l'esprit est fixé la lettre peut être modifiée

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a durant le week-end réaffirmé publiquement et à plusieurs reprises que la position du gouvernement *« est arrêtée »* en ce qui concerne l'esprit du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

Samedi 14 mai à Paris, devant les délégués du quatre-vingt-cinquième congrès de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, le ministre a déclaré qu'il défendrait devant le Parlement un projet *« ouvert aux améliorations, mais pas aux régressions »*. *« Notre enseignement supérieur a tout à gagner* [avec cette loi] », a-t-il ajouté.

Le lendemain, au Club de la presse d'Europe 1, M. Savary a précisé : *« Je n'ai pas du tout l'intention d'aller devant le Parlement en disant : c'est à prendre ou à laisser. Je dis aussi que l'esprit de cette loi, avec les dispositions qu'elle contient, ne doit pas être altéré. »*

Selon M. Savary, le projet de loi a été rédigé après concertation et *« non sans un certain nombre de précautions »*. Néanmoins, le ministre se déclare prêt, sur certains points, à *« tenir compte de ce qui serait imprécis, et l'article 13* [prévoyant les modalités de passage du premier au second cycle] *est un de ces points »*.

Expliquant que la sélection à l'entrée du second cycle concerne actuellement quelque quinze mille étudiants sur plus de huit cent cinquante mille, le ministre a estimé que, pour l'avenir, *« dix mille à quinze mille étudiants supplémentaires passeront par ces filières »*.

« Insertion »

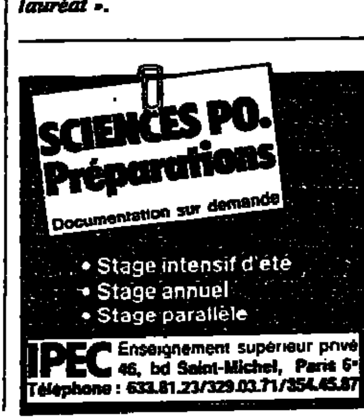
Evoquant les résistances qui risquent de se produire lors de l'application de la loi, le ministre a déclaré : *« Tous ceux qui sont pour le changement en général le trouvent plus difficile quand il concerne leur environnement. Je ne voudrais pas employer le terme de corporatisme à propos des enseignants – ce n'est pas un soupçon dont je puis être suspect, – mais il est certain que, en général, on préfère continuer ce qu'on fait... Le grand esprit de cette loi, c'est la contractualisation avec les universités. La planification ne sera pas décrétée de Paris... Je crois que l'on peut, en concertation avec les universités et avec les enseignants, faire en sorte – et ce ne sera pas fait en un jour – de rééquilibrer les spécialités et les filières... »*

A propos de l'enseignement privé, M. Savary a annoncé qu'il ferait *« dans les semaines qui viennent des propositions au gouvernement pour (...) tirer le bilan, le moment venu, de la phase de contacts directs* [qui vient d'avoir lieu] ». Le ministre a souligné, au cours de l'émission, qu'il ne parlait pas de *« nationalisation, mais d'insertion »*.

---

(1) A ce sujet, un court dépliant, diffusé à cinq cent mille exemplaires par le service d'information du ministre de l'éducation nationale aux présidents d'université pour qu'ils le transmettent aux élus étudiants dans les conseils, précise : *« La règle sera donc d'accueillir plus d'étudiants sans concours dans les différentes filières du second cycle. »*

● *La Société des agrégés favorable à la grève du baccalauréat.* – La Société des agrégés a réitéré sa menace de *« grève du baccalauréat »* qu'avait déjà exprimée son président, M. Guy Bayet (*le Monde* du 10 mai). *« Devant la gravité de la situation à tous les niveaux de l'enseignement »*, la Société des agrégés a lancé un *« solennel appel »*. Elle proteste contre le recrutement insuffisant en professeurs, contre *« l'école du laisser-faire et du laisser-aller »*, et contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur, qu'elle juge *« dangereux »*. La Société des agrégés, *« n'étant pas un syndicat, ne peut lancer un mot d'ordre de grève »*, mais elle affirme qu'elle *« appuiera toute forme d'action, y compris une grève du baccalauréat »*.



RELIGION

LE SYNODE NATIONAL DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

« Le courage de nos désaccords »

Villers-lès-Nancy. – Le soixante-seizième synode national de l'Eglise réformée de France (E.R.F.) s'est réuni près de Nancy du 12 au 15 mai. Les soixante-douze délégués avec voix délibérative (sur cent-soixante participants), représentant les huit régions de l'Eglise (trois cent cinquante mille membres recensés), ont renouvelé son conseil national, qui a réélu comme président, pour trois ans, le pasteur Jean-Pierre Monsarrat.

Instance législative, exécutive et judiciaire, le synode national se réunit tous les ans. Outre les élections et le compte rendu de gestion du conseil national et des commissions synodales, l'ordre du jour comportait deux sujets principaux de discussion : la diversité des ministères dans l'E.R.F. et les relations œcuméniques avec les autres Eglises. Deux thèmes d'actualité qui divisent les protestants, tout comme les catholiques.

De notre envoyé spécial

« Il y a trente ans, il a fallu avoir le courage de nos accords ; aujourd'hui, il faut avoir le courage de nos désaccords ». Ce jugement du théologien protestant André Gounelle sur l'œcuménisme s'applique aux deux thèmes débattus par le synode : les ministères à l'intérieur de l'Eglise réformée aussi bien que les rapports de celle-ci avec les autres confessions chrétiennes.

En effet, ce ne sont pas les désaccords qui manquent sur le sujet controversé du ministère chez les protestants et, notamment, dans l'E.R.F. Depuis 1959, l'article XII de la Discipline (sur la diversité des ministères) est laissé en blanc, faute d'un accord sur la reconnaissance par l'E.R.F. d'autres ministères que celui de pasteur. Selon la théologie réformée, tous les baptisés participent à un ministère commun (ce que les catholiques appellent le « sacerdoce commun des fidèles »), à l'intérieur duquel il existe des charges et des fonctions diverses pour répondre aux nécessités contingentes.

Or, de même que dans l'Eglise catholique les différents ministères dont il est question dans le Nouveau Testament (1) ont rapidement été absorbés par la triple fonction sacerdotale d'évêque-prêtre-diacre avec ses pouvoirs sur le sacré, de même le pasteur protestant risque, de par son « ordination-consécration » et sa formation spécialisée, de cumuler des fonctions, services ou ministères qui pourraient être exercés par des laïcs. Dans la mesure où il est perçu comme celui qui s'occupe du sacré (ministre des sacrements), qui est l'interpète qualifié de la parole de Dieu et qui dit aux hommes le message de Dieu (la prédication), puisqu'il est le seul payé à plein temps pour remplir ces fonctions, il occupe une place à part, et au-dessus, de la communauté – tout comme son homologue catholique.

Paradoxalement, c'est au moment où les catholiques commencent à contester cette concentration des pouvoirs chez le prêtre, et où les laïcs réclament des ministères propres et reconnus (2), que certains courants du protestantisme sont tentés par une « sacerdotalisation » du ministère pastoral. Pour le pasteur André Dumas, l'E.R.F. est guettée par deux « dérapages » : ceux qui sont tentés par le catholicisme glissent vers une *« sacerdotalisation du ministère »*, alors que le courant évangélique risque, en multipliant les fonctions ministérielles à l'infini, d'opérer *« une dilution du pastorat »*, qui perdrait son sens.

Selon la théologie protestante, c'est par le baptême que le chrétien accède au « ministère commun », et tout laïc peut célébrer les sacrements ou prêcher la Parole. En quoi consiste alors l'« ordination-consécration » du pasteur ? L'étude de la reconnaissance théologique et de l'accueil liturgique de ministères divers par l'E.R.F. sera menée par les synodes régionaux pendant trois ans : ainsi a décidé le synode de Nancy dans un texte approuvé à la quasi-unanimité, et le vote définitif de l'article XII de la Discipline est rapporté à 1985. En attendant, le synode national *« décide de reconnaître comme des ministres de l'Église ceux qui sont agréés notamment pour exercer le ministère pastoral, pour pratiquer l'évangélisation, enseigner la théologie, contribuer à l'étude et à la recherche bibliques, exercer la diaconie, accomplir les missions que l'Église leur confie... »*

La question des ministères n'est pas sans lien avec l'autre sujet à l'ordre du jour du synode : les relations œcuméniques. Le synode a centré ses débats – trop exclusivement au gré de certains – sur les rapports entre l'E.R.F. et l'Église catholique.

« Bienheureuse gifle »

Dans son introduction, le président du conseil national n'a pas caché l'actuelle dégradation du climat œcuménique. *« Un certain nombre de circonstances ont provoqué, ces derniers temps, quelques grincements, quelques difficultés dans les relations entre l'Église catholique romaine et les Églises de la Réforme »*, a dit le pasteur Monsarrat. *« Je cite en vrac, et dans le désordre : la publication du rapport de la commission des ministères », « propositions sur la consécration-ordination et le rôle des ministres », la célébration de l'année sainte l'année même où l'on commémore la naissance de Luther, les débats internes à l'Église romaine à propos de la catéchèse, la note de la commission épiscopale sur l'hospitalité eucharistique... »*

La note catholique était au centre des discussions, même si le synode n'a pas voulu préjuger une réaction éventuelle du Conseil luthéro-réformé et s'est borné, dans le texte final sur les relations œcuméniques, à réaffirmer la position exprimée par le synode national d'Orthez, en 1963 : *« Pour mieux manifester cette Église ouverte aux hommes, nous nous réjouissons d'accueillir à la communion du Seigneur tous ceux qui, membres ou non de notre Église, veulent s'en approcher en discernant dans la Cène le corps et le sang du Christ. »*

Dans les couloirs, cependant, les langues allaient bon train, et, dans un texte distribué par le pasteur Georges Casalis, intitulé *« Bienheureuse gifle »*, celui-ci ne mâche pas ses mots. Après avoir parlé du *« raidissement »*, de la *« reprise en main autoritaire »* et de la *« polonisation »* de l'Église catholique, en vue de *« la reconstruction autoritaire d'une Église forte et uniforme, excluant le pluralisme »*, le pasteur Casalis estime que la note sur l'hospitalité eucharistique *« referme avec violence la porte de la chambre haute : pas de place à table pour qui n'a pas rempli les conditions fixées par Rome »*. Et de conclure que la note a produit un choc salutaire : face à la *« lente et insensible dérive* [des protestants] *vers des pratiques ecclésiales introverties, sacrales et cléricales, la note épiscopale nous réveille pour nous ramener au cœur même de l'Évangile »*.

Beaucoup de délégués ne partageaient pas la position extrême du pasteur Casalis et plusieurs regrettaient la place prépondérante occupée par l'Église catholique dans les débats. *« Avant de s'attaquer à la ligne Maginot de l'Église romaine*, suggérait un laïc, *on ferait mieux de balayer devant notre porte. »* D'autres ont insisté, en revanche, sur la pertinence du message réformé à l'adresse des catholiques.

Le texte final évoque l'Église catholique *« avec qui nous partageons l'essentiel de la foi apostolique »*, mais c'est pour ajouter, aussitôt, qu'*« il reste un point central sur lequel doit porter le débat œcuménique : cette Église n'est-elle pas prisonnière d'un système de garanties institutionnelles se présentant comme une médiation nécessaire de la grâce et se substituant de fait à la certitude de la foi ? »*

ALAIN WOODROW.

---

(1) Ces différentes charges ou « ministères » ont été décrites par saint Paul de la manière suivante : apôtres, prophètes, évangélistes, pasteurs ou docteurs (Épître aux Éphésiens, IV, 11), ou encore : apôtres, prophètes, docteurs (...), le don de guérir, d'assister, de gouverner, les diversités des langues (1re Épître aux Corinthiens, XII, 28). Calvin proposait quatre ministères : pasteur, ancien, diacre et docteur.

(2) Lire notamment le livre du Père Xavier de Chalendar, *Responsabilités ecclésiales pour laïcs*, éditions du Cerf, 117 pages, 33 francs.

SOUTIEN AUX INDÉPENDANTISTES DE NOUVELLE-CALÉDONIE

Les membres du synode ont voté un certain nombre de « vœux », parmi lesquels un *« message de soutien ferme et fraternel »* à l'Église évangélique de Nouvelle-Calédonie, qui est engagée dans la lutte pour l'indépendance ; un message de solidarité à l'Église évangélique de Polynésie, assorti d'un appel aux chrétiens de Polynésie et de France de *« participer à des actions communes pour obtenir l'arrêt des essais atomiques et engager le gouvernement français dans une action persévérante en faveur du désarmement »*.

A. W.

TREIZIÈME RENCONTRE NATIONALE DE L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE

« Etre des chercheurs de Dieu sur le chemin du changement »

De notre correspondant

Marseille. – Plus de 1 000 délégués se sont réunis durant les trois journées de la treizième Rencontre de l'Action catolique ouvrière (ACO), qui a eu lieu du 13 au 15 mai à Marseille. Ils représentaient plus de 18 000 militants répartis dans 2 252 équipes composées de 8 à 10 personnes. L'ACO, fondée en 1950 sur l'initiative de militants ouvriers chrétiens et des évêques, s'est voulue, dès sa création, un mouvement d'évangélisation du monde ouvrier. Aujourd'hui, aux équipes de travailleurs français se sont jointes 9 équipes de travailleurs espagnols et 35 équipes de travailleurs portugais.

Le point commun de ces militants, au-delà des diversités sociales, est d'être également engagés dans des organisations syndicales traditionnelles (C.G.T., C.F.D.T. et Confédération syndicale des familles surtout) et dans les partis politiques de gauche (P.S., P.C., P.S.U.). Ce qui les rassemble, c'est une lecture de l'Evangile sous l'angle de la défense des exploités et des victimes de la vie. *« Militer en ACO*, précise François Bellec, rédacteur en chef de *Témoignage*, le journal du mouvement, *c'est témoigner que la foi en Jésus-Christ est intimement liée avec la vie professionnelle. »*

Cette idée-force a sous-tendu les travaux du congrès de Marseille, qui a défini, pour les trois années à venir, les orientations du mouvement.

Le rapport d'orientation présenté aux délégués est en fait une œuvre collective, puisqu'il a été soumis à la rélexion et à la critique de l'ensemble des membres de l'ACO dès juillet 1982. Plus de deux mille cinq cents amendements ont été recueillis et ont permis la rédaction d'un texte définitif adopté à une très large majorité. Les six questions qui n'avaient pu y être intégrées ont fait l'objet d'un débat particulier afin que le nouveau comité national tienne compte de toutes les sensibilités exprimées dans les orientations futures du mouvement. Plusieurs points forts s'en dégagent : la révision de vie (réunions au cours desquelles les équipes débattent d'une action professionnelle vécue sous l'angle de la foi) ; le partage de foi (avec les autres travailleurs) ; le besoin de formation des militants et la célébration des sacrements.

Un nouveau comité national de 49 membres (contre 42 précédemment) a été élu à Marseille. Il comprend 41 élus des régions ainsi que, pour la première fois, un élu portugais. Il est composé de 28 hommes et de 21 femmes. La moyenne d'âge est de quarante et un ans. Tous les secteurs sociaux sont représentés. On y relève 26 C.F.D.T., 16 C.G.T., 2 C.S.F., 2 C.S.C.V. (Confédération syndicale du cadre de vie), un représentant de l'Association populaire des familles et un représentant du S.N.I. (Syndicat national des instituteurs). L'éventail politique se répartit ainsi : 13 P.S., 8 P.C., 4 P.S.U., auxquels s'ajoutent huit représentants de la Fédération des conseils de parents d'élèves de l'enseignement public (Fédération Andrieu).

Avant de se séparer, les délégués ont voté une déclaration finale qui souligne notamment : *« Le changement voulu par les travailleurs n'est pas acquis. »* La déclaration lance un appel à la classe ouvrière en ces termes : *« Nos raisons de lutter, de croire et d'espérer sont peut-être différentes mais nous avons quelque chose à nous dire mutuellement. Nous vous invitons à partager ce qui nous fait vivre les uns et les autres et à faire l'expérience d'être, avec nous, des chercheurs de Dieu sur les chemins du changement. »*

JEAN CONTRUCCI.

Le Monde

sports

JUDO

Richard Melillo, la révélation des championnats d'Europe

Excepté le titre enlevé par le Britannique Adams (moins de 78 kg), qui a été désigné comme le meilleur combattant des championnats d'Europe de judo disputés à Paris du 12 au *15 mai*, les équipes *soviétique* et française se sont partagé les médailles d'or sous l'œil des magnétoscopes branchés par les émissaires japonais venus espionner le Vieux Continent avant les prochains championnats du monde de Moscou.

Après Biktachev (plus de 95 kg), Divisenko (moins de 95 kg) et Pesniak (moins de 96 kg) jeudi et vendredi, Tletseri (moins de 60 kg) a fait retentir dimanche pour *la quatrième fois* l'hymne de l'U.R.S.S. *La Marseillaise* a été exécutée samedi pour Rey (moins de 65 kg) et Richard Melillo (*moins* de 71 kg), puis dimanche pour Parisi (toutes catégories).

D'un niveau technique relevé, contrastant avec les empoignades physiques des dernières années, ces championnats ont été marqués par le grand chelem de Rey, qui a ajouté le titre continental à ses couronnes mondiale et olympique, par le retour au meilleur niveau du champion du monde belge Van de Walle, qui a obtenu les deuxième et troisième places en toutes catégories et en mi-lourds après avoir arrêté deux ans la compétition, par le succès de Melillo, qui avait été retenu seulement comme remplaçant.

Enfin, la R.D.A., qui a obtenu trois médailles de bronze, n'alignait pas sa meilleure formation, car plusieurs de ses combattants ont été grièvement blessés dans un accident de la route.

Morosité. C'est un mot curieux à écrire quand une équipe termine un championnat d'Europe avec trois titres sur huit. C'était pourtant le seul *mot qui convenait pour* définir l'état d'esprit des entraîneurs français au soir du deuxième jour des championnats d'Europe. Canu et Novak venaient d'échouer assez piteusement en poids moyens et le veille Parisi et Vachon, qui semblaient être les meilleures *cartouches de toute* l'équipe nationale ne s'étaient pas présentés sous leur meilleur jour, même s'ils avaient eu le bronze et l'argent au cou. Bref, on commençait *sérieusement* à s'interroger sur la qualité de la préparation de l'équipe, cet entraînement de commando à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), qui fait depuis des lustres la force du judo français.

Et Melillo est monté samedi sur le tapis. *Qui* croyait *alors sérieusement* à ses chances ? Il avait bien gagné quelques semaines auparavant le championnat de France des légers, mais les sélectionneurs lui avaient préféré son dauphin *Piétri pour* ces championnats d'Europe. Manque d'expérience internationale, avaient-ils jugé. Il est vrai qu'ils n'avaient pas beaucoup de points de repère : le Marseillais d'origine *sicilienne* n'avait pas de références en juniors, et à vingt-trois ans il venait seulement de participer à son premier championnat de France. Retenu comme remplaçant, *il* avait *fait* normalement le stage de préparation puis était reparti dans le Midi. Il bricolait les 1 000 cm3 de sa moto lorsqu'il apprit qu'il devait « remonter » d'urgence à Paris : *Piétri venait* de se blesser sérieusement à un genou et devait se faire opérer.

C'est dire que la cote du petit convoyeur de fonds de la *Société* marseillaise de crédit n'était pas très forte lorsqu'il salua l'Allemand de l'Est Lehman, ancien champion d'Europe de la catégorie, un habitué des *podiums internationaux*. Le public du stade Coubertin, qui avait craint de voir un nouveau combattant français inhibé par l'enjeu, découvrit alors un véritable patron des tatamis. *Ce n'était pas Lehman*, le vieux briscard, qui menait la danse, mais bien le petit Français. Et quelle danse ! Lehman, sur les fesses. Puis Devos, le Belge, étranglé comme un poulet. Nedkov, *le* Bulgare, *retourné* comme une crêpe. Vujevic, le Yougoslave, jeté comme un sac de charbon. L'éclair dans la grisaille française. Ce Melillo qui attaquait à droite, enchaînait à gauche, contrôlait, suivait au sol, faisait chavirer de bonheur le public parisien. Les tribunes avaient le coup de foudre pour ce judo total. Passion mais raison. *En finale contre Gamba, l'Ita*lien vice-champion du monde, et champion olympique, naturellement cela ne pouvait pas marcher. Le carabinier romain avait trop de métier. *Il en avait effectivement* assez *pour* faire trébucher le Français avec un balayage. Mais, une fois en action, la moulinette Melillo hacha menu le Transalpin. Trois fois il mordit le tatami, projeté de façon insoupçonnée, d'un fauchage de jambe à gauche, d'un mouvement de hanche à droite et d'un contre de bras. Si bien que l'Italien, continuellement sur la défensive, finit par se faire pénaliser pour non-combativité. Un comble pour cet artiste.

Melillo champion, *c'était une victoire* de la technique dans le droit fil de ces championnats, et le sourire retrouvé pour les entraîneurs français. D'autant que, sur le tapis voisin, *Rey décrochait à l'énergie son* premier titre européen et devenait du même coup le premier judoka en France à faire le grand chelem avec les couronnes européenne, mondiale *et olympique*. D'autant que le lendemain Parisi, déjà sur le podium des mi-lourds, montait sur la *plus haute* marche en toutes catégories. Trois médailles d'or, une d'argent, une de bronze, il y avait là de quoi contenter le responsable le plus exigeant. Pourtant, la satisfaction de Pierre Guichard, le directeur technique national de la *Fédération, était très mi*tigée. Les médailles sont toujours bonnes à prendre, mais il faut rester lucide. Or il a sauté aux yeux de tous les observateurs que Rey et Parisi *n'auraient* peut-être pas eu leur titre autre part qu'à Paris.

Une fois la fièvre de l'or retombée, *il allait donc convenir de s'inter*roger sur le niveau réel de l'équipe nationale avant les championnats du monde de Moscou et dans la perspective des Jeux olympiques de Los Angeles. Les entraîneurs vont méditer sur le fait que le combattant le *plus brillant et le plus efficace a été* celui qui n'a pas suivi continuellement la préparation de l'INSEP : Melillo, la révélation dans tous les sens du terme.

ALAIN GIRAUDO.

SQUASH-RAQUETTES

L'invincible Jahangir Khan

Clowns, jongleurs, équilibristes et grands fauves ont dû céder la piste du Cirque d'hiver durant une semaine, du 9 au 15 mai, à un phéno*mène. Pour permettre* au public parisien de mieux suivre ses évolutions, une *sorte d'aquarium géant* de 9,75 m sur 6,40 m et de 5,30 m de haut, aux parois transparentes pour les spectateurs, mais opaques de l'intérieur, avait été aménagé. Brun de peau, noir de poil, petit, mais bien campé sur des jambes hypermusclées, le Pakistanais Jahangir Khan n'est pourtant pas impressionnant à première vue. mais donnez-lui une balle et une raquette de squash, et le spectacle commence.

Par sa maturité précoce, son intelligence de jeu, son assiduité et son sérieux *à l'entraînement* (deux heures de course à pied ou à vélo et trois heures de travail technique par jour), mais aussi par son style en fond de court, où il excelle à épuiser ses adversaires, Jahangir Khan rappelle inévitablement Bjorn Borg à ses débuts. A quinze ans, il était déjà champion du monde amateur. A dix-sept ans, en 1981, il devenait champion du monde professionnel en battant l'Australien Geoff Hunt. Depuis avril 1981, il est invaincu, et il vient, à dix-neuf ans, de remporter sa troisième victoire consécutive dans le British Open de Wembley qui est au squash ce que Wimbledon est au tennis.

Tout au long de ces premiers championnats internationaux de France, le tournoi de squash-*raquettes* le plus richement doté du monde avec 270 000 francs de prix, dont 48 600 francs au vainqueur, Jahangir Khan a démontré l'étendue d'un registre qui le met hors de portée de ses adversaires. Face à l'Egyptien Gamal Awad, le « marathonien », il a soutenu l'échange pendant plus d'une heure et demie en quarts de finale pour s'imposer en trois jeux. Il y a quelques semaines, à Chichester, leur match avait duré deux heures quarante-sept minutes, et Jahangir Khan avait gagné en quatre jeux. Des performances physiques impressionnantes, quand on sait que le squash-raquettes se place au premier rang de toutes les disciplines sportives pour la dépense énergétique, avec *quinze* calories par minute.

En finale, face à son compatriote Quamar Zaman, le « magicien », au toucher de balle incomparable, Jahangir Khan avait encore sa chemisette parfaitement sèche après un premier jeu (9-5) de plus d'un quart d'heure sur un court surchauffé par un éclairage de 1 600 lux. Le numéro deux mondial sera *le seul* à arracher un jeu, le deuxième (9-7), à Khan, avant de payer cet effort dans le troisième (9-1 en cinq minutes) et de s'incliner dans le quatrième (10-8).

Champion d'exception, Jahangir Khan a, il est vrai, de qui tenir. Son père, Roshan, avait, lui aussi, gagné le British Open dans les années 60. Plus surprenant, plusieurs Khan appartenant à la race des Pathans, originaires de la province du Peshawar, à la frontière pakistano-afghane, se sont succédé au palmarès des championnats du monde depuis les années 50. Les premiers, Hashim et son frère Azam, avaient appris le squash-raquettes en jouant en cachette sur une base *militaire* britannique avec du matériel « emprunté ». Trois ans après l'indépendance du Pakistan, Hashim avait fait sensation en gagnant le British Open en 1951. Trente ans plus tard, la dynastie des Khan fait toujours échec à trois millions de joueurs de squash britanniques.

GÉRARD ALBOUY.

MARATHON

Boxberger à Paris

Pour sa cinquième édition, le Marathon de Paris a trouvé l'équilibre qui le met, désormais, sur un pied d'égalité avec ses grands frères new-yorkais et londonien.

Sur le plan de la performance d'abord : en réalisant 2 h 12 min. 38 sec. le Sochalien Jacky Boxberger, qui avait déjà fait une saison hivernale très brillante, a non seulement amélioré de deux minutes la meilleure performance française sur les 42,195 kilomètres, mais l'ancien finaliste olympique du 1 500 mètres a pris rang dans l'élite mondiale du fond. Il s'inscrit désormais comme un prétendant valable au marathon olympique de Los Angeles.

Sur le plan de la participation ensuite : quelque treize mille concurrents étaient au départ, et le niveau moyen des coureurs se révéla nettement supérieur à celui des années précédentes, le cinq centième classé terminant en à peine plus de trois heures.

Sur le plan de l'organisation de la course enfin. La préfecture de police avait bien neutralisé le parcours, évitant tout à la fois aux concurrents d'être gênés par les automobilistes et les embouteillages inextricables des précédentes éditions. Le public a également encouragé avec sympathie « champions » et « ringards », comme si le phénomène marathon était définitivement intégré à la cité.

Restera l'année prochaine à mieux baliser le parcours et à approvisionner plus largement les points de ravitaillement.

A. G.

RUGBY

Nice-Béziers pour une finale inédite

Finale inédite du championnat de France de rugby le 28 mai au Parc des Princes : Béziers-Nice. Le petit poucet azuréen arrivera-t-il à prendre une revanche sur l'ogre languedocien, qui l'avait éliminé à l'occasion d'une demi-finale particulièrement indécise en 1977 ?

L'équipe d'Éric Buchet a montré, le 14 mai, à Clermont-Ferrand, que le temps des erreurs de jeunesse était passé en éliminant Agen, le champion en titre.

Menés 12-3, les Niçois, qui avaient encaissé deux essais du talonneur Dupont et du troisième ligne Delbrail, transformés par l'arrière Vivès, mirent ensuite à profit la supériorité de leurs avants pour permettre à l'ailier Mery d'aplatir dans l'en-but au terme d'une attaque classique des trois-quarts, mais surtout pour mettre l'ouvreur Pedeutour et le demi de mêlée Pierre, réalisateurs de 14 points (une pénalité, une transformation, trois drops), en position de tir.

La confrontation avec les Biterrois, forts de leurs neuf titres conquis à la force de leur pack ces douze dernières années, ne devrait donc pas manquer d'intérêt.

Le poids des ans ne semble pas, en effet, avoir de prise sur les vieux grognards Martin, Vaquerin et Palmié. En dépit du rythme que les Basques tentèrent de donner à la partie ce 15 mai à Toulouse avec, à la clé, un essai de l'ailier Lagisquet, ce furent les hommes de Lacans qui s'essoufflèrent le moins.

Au bout d'une heure de jeu, le centre Fort margua et transforma l'essai qui mettait un terme aux espoirs bayonnais en portant la marque à 19-12.

TENNIS

Noah vainqueur à Hambourg

Yannick Noah a effacé de magistrale façon la mauvaise impression qu'avait laissée la semaine dernière en Allemagne fédérale son incartade à Düsseldorf, où il avait « séché » son match contre Keretic dans la Coupe des nations : il a gagné la finale des Internationaux de Hambourg, dimanche 15 mai, en l'emportant en quatre sets sur l'Espagnol José Higueras (3-6, 7-5, 6-2, 6-0).

Cette victoire de Noah intervenant après celle du tournoi de Madrid, et même sa performance en finale de Lisbonne où il avait compté deux balles de match contre Wilander (il a pris sa revanche à Hambourg, on le sait, en quart de finale vendredi), révèle ses ambitions pour les Internationaux de France, qui commencent lundi prochain 23 mai à Roland-Garros.

Ce brillant succès est d'autant plus éloquent qu'Higueras avait éliminé péremptoirement Vilas en demi-finale et que celui-ci bénéficiait de la cote du public allemand, lequel gardait le souvenir de la finale 1982 que le renvoyeur espagnol avait gagnée, après cinq heures de lutte, sur le volleyeur australien Peter McNamara. Noah, lui, ne s'embarrassa pas de la réputation de crocodile de son adversaire. Fidèle à sa tactique, avantagé par sa superforme athlétique actuelle, il occupa en permanence le filet et délivra des boulets au service.



AUTOMOBILISME

Le Finlandais Rosberg (Williams) vainqueur à Monaco

Monaco. – Le Finlandais Keijo Rosberg, champion du monde en titre, a gagné, dimanche 15 mai, le Grand Prix de Monaco, sur Williams à moteur Ford Cosworth atmosphérique. Il a devancé trois monoplaces à moteur turbo compressé : la Brabham du Brésilien Nelson Piquet, deuxième à 18 sec. 47, la Renault d'Alain Prost, troisième à 31 sec. 38, et la Ferrari de Patrick Tambay, quatrième à 1 min. 40 sec. 29. Sur les vingt voitures qui avaient pris le départ, sept seulement ont terminé la course. Les écuries n'ont pas eu cette fois la possibilité de ravitailler en course. Motif : un arrêté des autorités monégasques qui, depuis 1976, n'autorise que le stockage de cinquante litres d'essence par voiture dans les stands et le seul transvasement manuel. Au classement du championnat du monde des conducteurs, Nelson Piquet (21 points) prend la première place devant Alain Prost (19 points), Patrick Tambay (17 points) et Keijo Rosberg (14 points).

Pneus pluie ou pneus lisses ?

Pleuvra-t-il, ne pleuvra-t-il pas? Les écuries devront-elles employer des pneus pour la pluie ou des pneus lisses ? Cette double interrogation a pesé lourd dans le résultat final du Grand Prix de Monaco. Il avait plu toute la matinée sur la principauté, avant qu'une accalmie n'interrompe le déluge. Hélas ! Quelques minutes avant le départ, la pluie, légère cette fois, refaisait son apparition.

Dans les stands, on commençait à s'interroger. Chez Renault, Ferrari et Brabham, les grands de la formule 1, dotés de moteurs suralimentés puissants, le choix ne pouvait être que celui des pneus pluie. Gérard Larrousse dira plus tard : *« Nous n'avons pas commis d'erreur. Compte tenu des conditions atmosphériques, on ne pouvait pas partir avec des pneus lisses. Nos pilotes ont été catégoriques »*.



Les Williams à moteur atmosphérique, moins lourdes, moins puissantes et plus maniables que les voitures à moteur turbo, avaient en revanche porté leur choix sur les pneus lisses. Keijo Rosberg, au terme de la course, constatera : *« Le choix des pneus pluie était nécessaire pour les « turbo » ; il ne l'était pas pour les moteurs conventionnels. »* La suite des événements devait donner raison aux deux clans. La pluie allait s'arrêter de tomber quelques minutes avant le départ. C'était pourtant trop tard pour que les « turbo » choisissent la deuxième option.

En première ligne sur la grille de départ devant trois autres « turbo » – Arnoux, Cheever et Tambay, – Alain Prost ne gardera sa première place que le temps de boucler deux tours de circuit. Sur la piste tourmentée, tracée dans les rues de la ville, les virages sont plus nombreux que les lignes droites. La puissance des moteurs « turbo » ne s'exprime pas aussi bien que sur les circuits rapides du Castelet (Var) ou d'Imola (Italie).

Comme à son habitude, le Finlandais Rosberg a pris un départ ultra rapide. Placé en troisième ligne, il n'a laissé à personne d'autre que lui le soin de prendre la roue du Français. Tâche d'autant plus aisée que les Ferrari de Arnoux et de Tambay ont manqué le leur.

Le compte d'Alain Prost est alors déjà réglé, et le champion du monde s'est porté en tête. Il a presque course gagnée sur un circuit où doubler un concurrent est à la fois une aventure et un risque. Compte tenu de la situation, les « turbo » décidaient alors de changer leurs pneumatiques pluie pour des pneumatiques lisses : Nelson Piquet et Ricardo Patrese d'abord, Eddie Cheever et Alain Prost ensuite, Patrick Tambay enfin. C'était pourtant trop tard, Rosberg avait pris le large. Les Williams roulaient si bien que le Finlandais a entraîné dans son sillage son coéquipier Jacques Laffitte. Le Français n'abandonnera qu'à la suite d'ennuis de boîte de vitesses. Derrière, c'est peu ou prou la débandade.

Victorieux d'un grand prix pour la deuxième fois d'une carrière entamée timidement en 1978 chez Theodore, l'une des petites écuries britanniques, le Finlandais est devenu, l'an passé, à trente-trois ans, un champion du monde pas comme les autres. Un titre conquis grâce à de multiples places d'honneur et à une unique victoire dans le Grand Prix de Suisse. Jusqu'à ce jour, Rosberg a surtout prouvé qu'il était un battant parfois dangereux. A Long-Beach (Etats-Unis), le Finlandais provoqua un carambolage dès le premier tour, dont René Arnoux fut la première victime, avant d'éliminer de la course Patrick Tambay, le leader, puis Jean-Pierre Jarier. Un véritable festival que les pilotes ne sont pas près d'oublier.

Privé de sa deuxième place dans le Grand Prix du Brésil pour avoir été poussé après un ravitaillement en essence, le champion du monde a désormais l'ambition de justifier un titre sérieusement contesté par ses pairs. Même si sa voiture n'est pas encore dotée du moteur suralimenté.

GILLES MARTINEAU.

Les résultats

Athlétisme

99,72 M AU JAVELOT

L'Américain Tom Patranoff, un athlète de 93 kg pour 1,88 m, né le 8 avril 1958, a pulvérisé le record mondial du lancer de javelot, le 15 mai à Westwood, dans la banlieue de Los Angeles, avec un jet de 99,72 m. L'ancien record appartenait depuis 1980 au Hongrois Ferec Paragi avec 96,72m.

A Modesto (Californie), l'Américain Carl Lewis a réussi la deuxième meilleure performance mondiale sur 100 mètres en 9 sec. 96/100 (vent favorable de 1,48 m) soit à 1/100 de sec. du record mondial de son compatriote Jim Hines.

A Bucarest, la Roumaine Anisoara Cusmir (vingt ans) a battu d'un centimètre le record du monde de sa compatriote Vali Ionescu au saut en longueur avec un bond de 7,21 m.

Automobilisme

GRAND PRIX DE MONACO DE FORMULE 1

1. Rosberg (Williams-Ford), 251,712 km en 1 h 56 min 38 sec 12/100 (moyenne : 129,586 km/h) ; 2. à 18 sec 47/100, Piquet (Brabham-B.M.W.); 3. à 31 sec 36/100, Prost (Renault) ; 4. à 1 min 4 sec 29/100, Tambay (Ferrari) ; 5. à deux tours, Sullivan (Tyrrell-Ford) ; 6. Baldi (Alfa Romeo) ; 7. Serra (Arrows-Ford).

Escrime

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE SABRE

Jean-François Lamour (la Française) a remporté, le 15 mai à Salon-de-Provence, son sixième titre national de sabre en battant en finale le junior tarbais Guichot (10 touches à 6).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deuxième division

(Trente-troisième journée)

GROUPE A

Rennes b. *Limoges	1-0
*Nîmes b. Racing Paris-1	1-0
*Guingamp et Valenciennes	1-1
Le Havre b. *Châteauroux	3-2
*Angoulême b. Corbeil	1-0
*Nœux et Montpellier	1-1
Abbeville b. *Béziers	2-1
*Angers b. Alès	2-1
Libourne b. *Viry	1-0

Classement. – 1. Rennes, 52 pts ; 2. Nîmes, 49 ; 3. Valenciennes, 45 ; 4. Racing Paris-1, 41 ; 5. Le Havre, 39 ; 6. Angoulême, 38 ; 7. Montpellier, 35 ; 8. Guingamp, 34 ; 9. Abbeville, 33 ; 10. Nœux-les-Mines, 31 ; Béziers, Angers, Châteauroux, 29 ; 14. Libourne, 27 ; 15. Limoges, 26 ; 16. Alès, 24 ; 17. Viry-Châtillon, 19 ; 18. Corbeil, 14.

Rennes jouera la saison prochaine en première division. Nîmes disputera les barrages. Viry-Châtillon et Corbeil sont relégués en troisième division avec Alès ou Limoges.

GROUPE B

*Toulon b. Cuiseaux	2-0
Reims b. *Stade français	1-0
Nice b. *Monceau	3-0
*Fontainebleau et Marseille	1-1
Grenoble b. *Martigues	2-1
*Cannes b. Blénod	3-0
*Red Star b. Dunkerque	4-0
*Thonon et Orléans	0-0
*Besançon et Gueugnon	1-1

Classement. – 1. Toulon, Reims, 50 pts ; 3. Nice, 46 ; 4. Marseille, 41 ; 5. Martigues, 39 : 6. Dunkerque, 38 ; 7. Cannes, 36 ; 8. Grenoble, 34 ; 9. Orléans, 32 ; 10. Gueugnon, Red Star, 31 ; 12. Besançon, 30 ; 13. Thonon, 28 ; 14. Cuiseaux, 26 ; 15. Stade français, 25 ; 16. Montceau-les-Mines, 21 ; 17. Fontainebleau, 21 ; 18. Blénod, 15.

Montceau-les-Mines, Fontainebleau et Blénod sont relégués en troisième division.

LILLE-NANTES ET PARIS S.-G.-TOURS EN COUPE DE FRANCE

Le tirage au sort des demi-finales de la Coupe de France de football, effectué le 15 mai, a donné les rencontres suivantes : Lille-Nantes et Paris S.-G.-Tours. Les matches aller seront disputés le vendredi 27 mai à Lille et au Parc des Princes. Les matches retour auront lieu le mardi 7 juin. La finale est fixée au samedi 11 juin au Parc des Princes.

Karaté

CHAMPIONNAT D'EUROPE A MADRID

Britanniques, Espagnols et Français ont largement dominé les championnats d'Europe. Les Français ont obtenu deux médailles d'or, par Ruggiero, vainqueur de son compatriote Pyrée en finale des poids lourds, et par l'équipe féminine en katas, cinq médailles d'argent et six de bronze.

Motocyclisme

VINGT-QUATRE HEURES DU MANS

Les Vingt-Quatre Heures du Mans motocyclistes, première épreuve du championnat du monde d'endurance, ont pris fin, dimanche 15 mai, sur le triomphe des Kawasaki, qui placent trois équipages aux trois premières places. Les vainqueurs, les Suisses Jacques Cornu et Sergio Pellandini, associés au Français Gérard Coudray, avaient pris la tête dès la septième heure de course après les abandons de tous leurs principaux rivaux. Dans des conditions atmosphériques difficiles, ils ont parcouru 3 056,932 kilomètres (moyenne horaire : 127,372 km h). En 1981, Chemarin et Huguet avaient couvert 3 300 kilomètres.

FAITS DIVERS

La mort du proviseur du lycée Jean-Bart

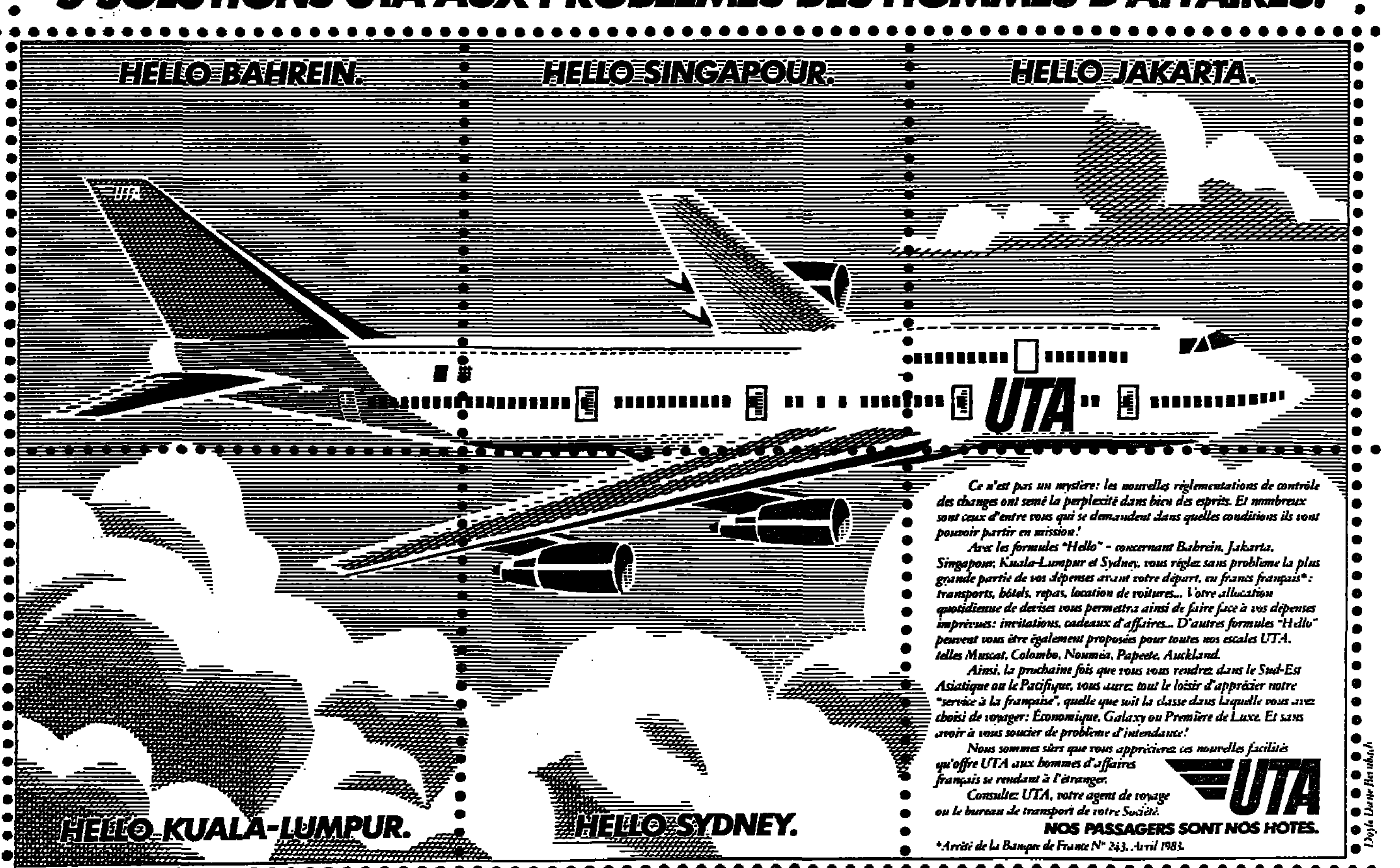
Le proviseur du lycée Jean-Bart, à Grenoble, M. André Argouges, cinquante-huit ans, est décédé dimanche 15 mai à l'hôpital des Sablons. Il avait été grièvement blessé aux reins, à l'abdomen et à la moelle épinière, le 10 mai, par un élève de dix-sept ans armé d'un couteau à cran d'arrêt (*le Monde* du 12 mai). Ce dernier, pris probablement d'une crise de démence à la suite de son renvoi de l'internat, avait aussi touché le censeur et roué de coups une conseillère d'éducation. Cet élève était soupçonné d'avoir commis des vols dans le lycée.

M. Argouges, professeur de philosophie pendant vingt ans, était devenu en 1974 proviseur du lycée Jean-Bart, un établissement difficile qui compte une forte proportion d'élèves d'origine étrangère. M. Argouges s'était efforcé de rendre plus paisible l'atmosphère régnant dans ce lycée. Après de graves incidents survenus en 1978 et 1979, l'établissement n'avait connu aucun accès de fièvre. En 1979, M. Argouges avait déclaré à la presse : *« La variété des activités et des contacts humains qu'offre ce métier est à la fois le danger et l'attraction. Il faut s'habituer à servir d'exutoire à toutes les insuffisances de l'éducation nationale, comme aux différents problèmes d'intendance, de relâchement des mœurs, ou de propreté du quartier. » – (Corresp.)*

Des faux dollars et des armes découverts à Nice

Quatre cent mille dollars en fausses coupures et plusieurs armes – un pistolet-mitrailleur, un fusil à canon scié, quatre pistolets, un masque, – ainsi qu'une grande quantité de munitions ont été découverts récemment, dans une voiture abandonnée dans le centre de Nice. Ce véhicule avait été loué, il y a quatre mois, par une jeune femme affirmant résider en Corse et dont l'identité s'est révélée fausse.

Il y a trois semaines, les policiers niçois avaient arrêté trois individus, dont Marcel Diavoloni dit « Marcel le Bègue », aprè avoir découvert 500 000 dollars en fausses coupures dans une sacoche transportée par l'un d'eux. On ignore pour l'instant si les deux affaires sont liées.



festival de Cannes

COMPÉTITION

D'IMAMURA AU FLAMENCO

Quel week-end ! Inégal, mais rempli. Les Japonais et les Australiens continuent d'étonner. Après ce grand brassage des genres, qui commence malgré tout à être un peu pesant, on attend maintenant Robert Bresson.

(Suite de la première page.)

« Occupe-toi des mots, je me charge des images », dit la nain à Hamilton. Pourtant frénétiquement, il remplit sur ses amis des fiches et des fiches, où il *consigne tout ce qui* leur arrive grâce à lui, et leur évolution, qui lui échappe. Dans l'équipe qu'ils forment, il est le regard d'Hamilton. Avant d'être trahi, il est aussi sa conscience.

« Que pouvons-nous faire ? », s'interroge *le* nain. *Il* adopte une famille indonésienne, mais sa générosité ne peut rien contre la mort. Il croit au président Soekarno, avant de découvrir sa *forfaiture*. Dans ce combat de l'intellectuel contre l'injustice et la misère, le nain perdra la vie après un dernier geste de protestation individuelle, et cela ne servira à rien.

ment, où la *musique de Maurice Jarre* est comme un modérateur essentiel à la mise en scène. Ruy Guerra, à l'opposé, a *été* obligé d'appeler *la musique à la rescousse* pour dynamiser les images résolument statiques de son film.

Gabriel Garcia Marquez signe le scénario de cette *Incroyable et triste histoire de la candide Erendira et de sa grand-mère diabolique*, à partir de quoi il a écrit la nouvelle qui porte le même titre que le film. Sur son nom, on n'a sans doute pas eu de mal à réunir les capitaux mexicains, allemands et français (avec une participation directe du ministère de la culture, qui devrait bien se méfier avant d'accorder ses subsides).

Avec un thème pareil, on aurait dû filmer une fantastique équipée. Ces deux femmes qui parcourent le désert

une *histoire en marche*, et le metteur en scène, imperturbablement, suit à la lettre et sans esprit les éléments poétiques *fournis : une orange avec un diamant* dedans, des billets de banque qui volent devant un ventilateur, un papillon qui devient un dessin, etc. Irène Papas, la grand-mère, s'efforce de ressembler à Mastroianni dans *la Nuit de Varennes*. *La* jeune Claudia Ohana *s'ennuie ferme*, à peine illuminée par sa rencontre avec le brave jeune homme qui va quand même l'aider à s'en sortir.

A *côté*, *Carmen*, de Carlos Saura, fait figure de chef-d'œuvre. Voilà au moins un film exportable ! Flamenco, castagnettes, guitares, la partie de l'opéra de Bizet *qu'on sait par cœur*, un peu de corrida, un peu de mâle jalousie, mantilles et « habit de lumière », l'Espagne profonde, *quoi* ! Carlos Saura, qui s'entend merveilleusement avec Antonio Gades (ils ont déjà fait ensemble les *Noces de sang*), *exprime une fois de plus son* amour de la danse. On assiste à l'élaboration d'un ballet sur *Carmen*, avec, en *contrepoint, une passion entre le chorégraphe* (Gades lui-même) et une danseuse prénommée Carmen. Ce qui tombe bien, car *elle est juste la* Carmen qu'il faut.

« L'année de tous les dangers », de Peter Weir
« Erendira », de Ruy Guerra
« Carmen », de Carlos Saura

Se *dessine dans ses grandes lignes* la réalité du moment — et ce que l'on peut en comprendre : l'espoir du parti communiste de *prendre le* pouvoir, la guerre civile qui va éclater, la tentative de putsch, l'échec, la répression. Peter Weir installe *magistralement* l'atmosphère de danger où le journaliste se débat. On devine l'état du pays, on en perçoit la violence, de même que l'on ressent le malaise des Occidentaux, fonctionnaires ou envoyés spéciaux blasés, écrasés de chaleur et n'aspirant qu'à partir.

Mais ce qui reste du film, c'est le nain, sa prodigieuse présence. C'est une Américaine, *Linda Hunt*, qui interprète le rôle, et l'actrice, aussi bien que le personnage, constitue une des plus magistrales surprises de ce Festival.

Pas *d'autre surprise* avec *Erendira* que celle d'assister à un affligeant spectacle. *L'Année de tous les dangers* est *une démonstration pleine de mouve-*

avec un bordel ambulant, l'une se prostituant le plus calmement du monde, l'autre assumant sans faillir son destin de *vieille folle despotique, ce sont* quand même de sacrées créatures d'artistes. Mais Garcia Marquez et Ruy Guerra *réussissent ce prodige, qu'il ne se passe*, avec elles, quasiment rien d'intéressant.

Erendira a une dette énorme à rembourser : elle a fait flamber la maison de sa *grand-mère*. Sa *jeunesse et son corps* étant ses seules ressources, on va les vendre, et le commerce marche bien. D'un irréalisme savoureux, *le* rendement d'Erendira est proprement stupéfiant. Elle croise des êtres singuliers — Rufus en photographe, Michel Lonsdale en sénateur, des missionnaires, des contrebandiers, un jeune homme charmant, — qui sont posés là, dans le film, et n'en peuvent mais.

Les plans, les acteurs, les décors, sont les pièces détachées d'un gigantesque moteur. *Le scénariste n'a pas su mettre*

Le seul élément intéressant de ce semblant d'intrigue est la rivalité entre Carmen et Cristina, l'assistante du chorégraphe. *L'épisode de la manufacture* de tabac, où la haine des deux femmes s'exprime à travers la danse, est un *grand morceau de bravoure*. Puis Carlos Saura abandonne Cristina, pour s'en tenir à la relation des deux autres. La réalité *rejoint la fiction et vice versa*.

On sent trop dans le film que la mise en scène à *préexisté* à *tout, on a l'impression* de ce fait que le travail des répétitions est truqué, que rien n'intéresse Saura *si ce n'est sa* propre passion du flamenco quand il est parfaitement dansé. Pour qui est sensible à cet art, Carmen est évidemment un régal. Pour les autres, la virtuosité avec laquelle Saura filme les chorégraphies est un plaisir qui peut compenser le reste.

CLAIRE DEVARRIEUX.

Une fable universelle

A Muko-Mura, le *« village d'en face »*, il est honteux pour une vieille femme d'avoir encore ses dents. En effet, avec ses dents on mange, et à Muko-Mura où le sol est stérile, où le riz est considéré comme un aliment de luxe, la crainte de la famine *obsède ses habitants*. De l'autre côté de la vallée, et au-delà des montagnes, s'élève encore une montagne, le Narayama. Un dieu l'habite, et la tradition exige que ceux et celles qui ont atteint l'âge de soixante-dix ans y fassent un pèlerinage. C'est à ce

« La Ballade de Narayama », de Shohei Imamura

pèlerinage que pense O Rin, qui vit avec son fils Tappei et ses quatre *petits-enfants, et qui voudrait* bien trouver une nouvelle épouse à Tappei (sa première femme s'est tuée dans un ravin) avant de partir pour le Narayama.

Adapté d'une nouvelle de Shichiro Fukazawa, nouvelle publiée avec un *immense succès en 1956*, le film de Shohei Imamura unit le plus cru des réalismes à la poésie des légendes et des mythes. Si l'histoire qu'il raconte semble venir du fond des âges, par le biais du symbole cette histoire nous ramène au Japon *d'aujourd'hui*. Qu'est-ce *qu'être japonais* ?, Dans quel terreau plongent les racines de l'âme japonaise ? Ces questions, le *cinéaste de la Femme insecte*, du *Pornographe*, de *Profonds Désirs des dieux*, n'a cessé de se les poser. En nous montrant dans *la Ballade de Narayama* une *société primitive* dont les lois et la morale ont pour seul but de faire obstacle à une famine endémique, mais que régit en même temps le respect de la *volonté divine*, il illustre à travers des personnages « archétypiques » l'indomptable volonté de survivre des Japonais et, quelle que soit leur croyance, la *force en eux* du sentiment religieux.

Tout autant qu'à la qualité littéraire du récit original, le film d'Imamura doit sa réussite au pouvoir expressif d'une mise en scène qui ne cerne la réalité — une réalité d'ailleurs imaginaire — que pour mieux *révéler* ce que les actes les plus humbles renferment d'universel et de sacré. La violence règne à Muko-Mura. On s'y accouple frénétiquement (voire bestialement). On s'y flanque de formidables raclées en poussant des cris rauques. On y tue les nouveau-nés (toujours cette hantise des bouches inutiles) et, sans même les tuer, on enterre les adultes qui ont transgressé les lois de la tribu. Mais tout cela s'inscrit dans l'ordre naturel des choses, tout cela *fait partie du grand jeu de l'amour*, de la vie et de la mort qu'orchestre la nature et auquel participent nos frères les serpents, nos cousins les crapauds, nos rivaux les oiseaux et les rats. La nature est omniprésente dans cette *Ballade* que ponctuent, comme la voix d'un chœur antique, des couplets naïfs. Beaucoup plus qu'un décor, elle est la source, la *matrice, d'où procède tout le film*.

L'heure du pèlerinage a maintenant sonné pour O Rin. L'ayant prise sur son dos, Tappei commence à gravir les pentes du Narayama. Aux approches du sommet, il découvre les vestiges de ceux qui les ont précédés : ces tas d'ossements blanchis et ces squelettes où nichent les corbeaux. Un instant, il hésite à abandonner sa mère, mais celle-ci le gifle pour le décider à partir. Alors, une dernière fois, il la regarde, immobile, en prière, déjà recouverte d'un linceul de neige, déjà parlant au dieu. Et il ne lui reste plus qu'à descendre au village.

Épilogue lyrique qui donne à cette fable si typiquement japonaise, à ce récit apparemment barbare, une portée universelle : on se bat des *années pour une poignée de riz*, mais vient toujours le moment de monter au Narayama. Un beau film, l'un des *plus insolites*, des *plus originaux*, du Festival.

JEAN DE BARONCELLI.

SEMAINE

Juliette et Mariette

Au terme d'une sélection qui proposait des reflets de société, voici l'événement : *le Destin de Juliette*, film français d'Aline Issermann.

En 1962, dans un village de la Sarthe, Juliette, qui a 17 ans, est *obligée d'épouser un cheminot*, Marcel. Cette situation n'est pas un coup du destin, au sens romanesque. Elle a été préparée par le contexte social, remarquablement décrit en quelques séquences.

Au début des années 60, l'artisa*nat se meurt* dans les campagnes, la crise du logement sévit.

Marcel vient de rater un mariage. *Il doit en souffrir mais il parle peu*, il a un caractère difficile. Pendant vingt ans, cet homme et sa femme vont vivre ensemble sans chercher à se comprendre, à s'aimer, malgré quelques gestes, au début de leur union. Ils portent, chacun, la responsabilité d'un malentendu qui les conduit à la haine. Seul empêchement, pour Juliette, au divorce : leur *fille Véronique, qui grandit* dans un foyer désuni, témoin des disputes et des crises.

Le film est rigoureusement construit sur des coupes dans le temps. Aline Issermann inscrit, dans chaque plan, les signes d'une entente impossible, des épreuves d'une vie ratée. Au gré des mutations professionnelles de son mari, Juliette connaît la solitude dans une bicoque de chef de gare désaffectée, au bord d'une *plaine triste où* elle craint d'être atteinte de la même folie que sa mère, puis se retrouve, ménagère par devoir, dans une *cité-dortoir* de la région parisienne face à Marcel qui sombre dans l'alcoolisme comme son père à elle. A ces *déplacements* correspondent des changements de société affectant le milieu rural, dont Aline Issermann indique très *bien l'essentiel*. Elle donne à Richard Bohringer, trop souvent distribué dans des rôles de films noirs, la *vérité d'un prolétaire têtu*, violent, obstiné et finalement vaincu. L'acteur prend ici la dimension du Jean Gabin des années 30.

Laure Duthilleul incarne, elle aussi avec entêtement, une femme simple, luttant seule avec sa propre *morale, son propre instinct* de survie, liée à ses racines terriennes, son hérédité. Histoire de deux êtres *venus du peuple et qui n'étaient pas* faits l'un pour l'autre. *Le Destin de Juliette* ne représente pas une revendication féministe contre le pouvoir de l'homme, mais la vie telle qu'elle est, avec son «tragique quotidien». Aline Issermann se révèle ainsi l'héritière inattendue de Jean Grémillon.

Une autre femme, Mariette, appartenant à un milieu modeste — mais dans un village de Flandre, — supporte *l'échec* de son mariage avec, cette fois, un rêveur replié sur lui-même, qui collectionne des coupures de presse relatant des crimes et des *images de fleurs*. *Menuet*, production belgo-néerlandaise, film réalisé par Lili Rademakers, prend en charge une certaine réalité sociale. Mariette, énergique, adapte son existence à son travail à domicile. Elle subit, contre son gré, un rapport sexuel brutal avec son beau-*frère, se trouve enceinte* et se rapproche un peu de Paul, son mari, pour qu'il croie être le père de l'enfant. Mais la *réalité* est envahie par l'imaginaire, les fantasmes que provoque Eva, une gamine de treize ans, aide-ménagère chez Mariette.

Cette gamine perce tous les secrets, traverse le mur d'indifférence élevé par Paul autour de lui-même, et apporte une très curieuse ambivalence *dans les mouvements*, les figures, de ce *Menuet*. A trop insister sur les glissements de l'imaginaire, sur un fantastique empreint de *cruauté, Lili Rademakers em*brouille un peu les arrière-plans d'un récit à tiroirs. Son talent et celui de ses interpr1tes n'en sont pas moins *évidents*.

JACQUES SICLIER.

POL SANDOR

Les raisons incertaines

Hongrie 1956 — insurrection — répression. Deux adolescents, Daniel et un ami, décident de partir, comme 10 % de leurs compatriotes. Le train est plein, des gens de tous âges. Au moment de rompre avec le passé, des souffrances refoulées font éclater la violence. Des comptes se règlent. Daniel et son ami renoncent à parir. Au retour, l'ami se jette du train en marche.

En 1956, Pal Sandor, le metteur en scène hongrois de Daniel prend le train *avait l'âge de ses jeunes héros. Comme Daniel, un matin, il a décidé de partir. Il a pris le train. Son voyage n'a pas été aussi long que celui du film mais, comme Daniel, il a fait demi-tour, sans raison.*

« On m'a souvent reproché, *dit-il*, la volte face finale. *Ce n'est pas une faute dramaturgique. Toute* explication aurait été mensonge. J'aurais pu dire : ce garçon aime sa mère, il ne peut pas vivre ailleurs que dans sa maison, sa ville natale. J'aurais pu suggérer qu'il espère pouvoir vivre autrement chez lui, dans son pays, qu'il avait un autre but... il y a trop de raisons banales à son retour. Les miennes sont incertaines, pourquoi *je ne suis pas parti... je me pose en*core la question aujourd'hui, je me la poserai jusqu'à ma mort.

» J'ai pris mon adolescence dans ma mémoire. *Puis, avec un écrivain de mon âge, nous avons parlé.* Nous nous sommes raconté notre jeunesse. Puis, nous avons pris contact avec un autre écrivain de quinze ans plus âgé et qui avait quitté la Hongrie en 1949. *Le film n'est pas exactement autobiographique.* Il reflète ma vie personnelle dans la mesure où j'y ai réuni des gens qui l'ont traversée. Après un temps, ils sont devenus si nombreux que j'ai dû sélectionner ceux que je gardais *en moi.*

» Le film porte, c'est vrai, une atmosphère de tristesse, des couleurs sombres. C'est qu'il parle d'une période très grave, oppressive, de notre his*toire. D'une période où, chez nous, on ne savait plus* croire en rien. Les contradictions étaient trop violentes. On pouvait seulement se demander si le pays serait capable de se retrouver un jour. Décrire en couleurs vives un tel moment serait aberrant.

» *Je décris des êtres humains qui fuient leur peur et s'en vont recommencer leur vie.* A l'Est, cela prend une signification particulière, c'est aller «de l'autre côté». De plus, nous appartenons très profondément à notre terre. Cela tient à *notre passé* historique, à notre situation géographique et à quelque chose de plus. Nous sommes un petit peuple très conscient de ce qu'il est. Les circonstances nous *ont placés en Europe de l'Est.* C'est un *fait, c'est* comme ça. Notre histoire est pleine de guerres perdues, de révolutions... de circonstances qui ne facilitent pas le maintien de notre identité nationale. Et puis, *notre langue, elle, ne ressemble à aucune autre* et n'appartient qu'à nous. Elle nous rassemble plus étroitement et nous isole. Échapper à une telle situation *exige beaucoup d'efforts.*

» Nous formons un peuple très serré, mais les contacts entre les individus restent difficiles. Dans le film, les gens sont liés seulement par le même be*soin de partir. Le seul moment où ils constituent une* communauté, c'est juste quand ils vont passer la frontière. Un moment extrême, très bref. Quitter son pays ne relève pas d'un sentiment *collectif. Un train d'émigrés transporte une masse de décisions indivi*duelles. Quand on se sent mal, peu importe que les causes soient objectives ou subjectives, qu'elles soient valables *ou non. Emigrer, lâcher* son pays, ses parents, tout... Il faut bien que la souffrance soit insupportable.

» Entre 1948 et 1956, nous avons vécu trop de *bouleversements. Il y a* des comptes à régler et la violence arrive, inutile et irrépressible. Tous ceux qui sont là sont marqués. Ils rejettent ce qu'ils ont été, ce qu'ils ont vécu, subi, fait. Ils vont vers une utopie, *vers un mythe. Il y a celui qui s'arrache à son rêve et* retourne, celui qui s'arrache à la vie et se jette dans la mort. C'est toujours un arrachement. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

HORS COMPÉTITION

« BOAT PEOPLE », de Ann Hui

Avril 1975 : *Libération de Danang* au Vietnam. Un reporter-photographe japonais partage la joie de la population. Trois ans plus tard, il *revient à Danang. Il est reçu* comme un ami, les enfants des écoles l'applaudissent, les officiels se mettent en quatre pour faciliter son *travail. Mais, très vite, il se rend* compte que ses trop complaisants anges gardiens lui cachent la vérité sur ce qui se passe dans *le* pays.

Cette vérité, il apprendra peu à peu à la connaître. Et c'est une ado*lescente de quatorze ans, une pauvre* gosse dont la mère se prostitue, qui lui servira alors de guide dans cette descente au fond de la misère, de la terreur et souvent de l'horreur. Pour fuir l'enfer une seule solution : payer très cher une place à bord d'une de ces embarcations de fortune où s'entassent les « boat-people ».

Réalisatrice de Hongkong (nous avions dit un mot de son précédent film, *l'Histoire de Woo Viet)*, Ann *Hui a tourné Boat People* en Chine populaire (politiquement « intéressée » pour les raisons que l'on devine, la Chine n'est pourtant pas coproductrice), après avoir rassemblé des milliers de témoignages fournis par des *réfugiés en provenance du* Vietnam. De ces témoignages elle n'a gardé que ceux qui ne pouvaient être mis en doute. Ils suffisent à nourrir un film dont le propos n'est pas de raconter l'odyssée des « boat-people », mais d'expliquer les raisons qui ont poussé des foules de *malheureux à fuir un pays qu'ils ai*maient et pour l'indépendance duquel ils s'étaient parfois battus.

Avec son regard de femme, sensi*ble et lucide, son style dru*, sans concession ni complaisance, son intelligence et son talent, Ann Hui a *réalisé un film qui aurait pu avoir à* Cannes le même retentissement que *Yol* l'année dernière. Présenté hors compétition, il ne semble pas mal*heureusement avoir bénéficié du* même engouement. Nous les unirons cependant dans notre souvenir. Bien *qu'inspirés par des situations politi*ques très différentes, l'un et l'autre participent au même combat contre le totalitarisme. L'un et l'autre nous *disent qu'est haïssable tout régime* qui perpétue ce « temps du mépris » annoncé par Malraux. — J.B.

MARDI

SÉLECTION

- Nostalgie, d'Andréi Tarkouski.
- Le Mur, de Yilmaz Güney (France).

UN CERTAIN REGARD

- Le Gardien de chevaux, de Xie Lin (Chine).

QUINZAINE

- La Casa del Tappeto Giallo, de Carlos Lizzani (Italie).

PERSPECTIVES

- Caractères chinois, d'Antoine Fournier.

■ RECTIFICATIF : *Le film de Jean-Claude Brisseau, présenté à Perspectives (le Monde daté 15 et 16 mai) s'intitule Un jeu brutal et non Un brutal.*















Le Monde

culture

THÉATRE

DESCRIPTION D'UN COMBAT d'après Kafka

A trois voix

Un trio d'énergumènes en noir des pieds à la tête – on dirait trois Pieds Nickelés ou trois Marx Brothers employés au service municipal des obsèques, récitent à tour de rôle des pages du Journal de Franz Kafka (et non pas le texte de lui intitulé Description d'un combat).

Ces pages de Kafka, qui datent des années 1910-1911 (Kafka avait vingt-sept ans), expriment quelque mauvaise humeur. Kafka s'en prend à des parents, amis de ses parents, professeurs, écrivains ou inconnus, qui auraient incliné le déroulement de ses jours, de ses pensées. *Il s'en prend aussi à lui-même,* incapable de faire preuve d'une vraie présence d'esprit dans bien des circonstances, surtout lorsqu'une femme est là. Alors le torchon brûle très fort entre Kafka et Kafka. Tous ces textes, pénétrants, ironiques, sont admirables.

Lecture à trois voix, que le metteur en scène Jean-Claude Fall ornemente de quelques gags amusants : les récitants lancent devant eux des rouleaux de papier, puis marchent sur la bande de papier en feignant de perdre l'équilibre, comme des fildeféristes, ou bien ce sont des paires de chaussures, vides, qui avancent toutes seules sur les planches. Images qui figurent on ne sait quel itinéraire obligé. Images dont Jean-Claude Fall s'est servi déjà pour « baliser » la lecture de textes d'autres auteurs, Beckett notamment.

Philippe Duclos récite Kafka avec beaucoup de feu, de savoir-faire, il est presque *trop brillant,* il appuie presque trop sur la gaieté de la chose. Lucien Rosengart, au contraire plutôt gauche, gêné, vient exprimer l'inquiétude, l'amertume. Jean-Marc Bourg, plus jeune, donne une lecture neutre.

MICHEL COURNOT.

★ Bastille, 21 heures.

■ Mme Catherine Tasca, codirectrice avec Patrice Chéreau du Théâtre des Amandiers de Nanterre, vient d'être nommée membre du conseil d'administration du Théâtre national de l'Opéra de Paris, par arrêté du ministre de la culture.

MUSIQUE

8e CONCOURS DE QUATUORS D'ÉVIAN

L'éclat du Hagen Quartett

Une trentaine de journalistes français et étrangers accueillis comme des princes au Royal Hôtel, le patronage enviable du *Figaro-Magazine*, dont les exemplaires sont généreusement laissés à disposition sur les tables de salons, la présence de quelques musiciens prestigieux (Henryk Szeryng, le Quatuor Borodine, Heinz Holliger, Radu Lupu) : le Festival d'Évian est une opération publicitaire rondement menée, même si elle coûte sans doute un peu cher à ses organisateurs. Cela ne l'empêche pas d'être en même temps une manifestation musicale d'un haut niveau, capable de donner des leçons d'intrépidité à tant de festivals prétendûment organisés pour l'amour de l'art.

Après Henri Dutilleux l'an dernier, le Festival d'Évian a choisi d'honorer cette année Witold Lutoslawski, invité à présider le jury du concours de quatuors à cordes et dont six œuvres figuraient au programme des concerts. Le centenaire de la naissance de Webern a fourni la matière d'une bonne partie des deux concerts de l'Ensemble moderne de la jeune Philharmonie allemande, qui présentait en outre des partitions récentes de F. Goldmann, Y. Diederich et N.A. Huber. Le Quatuor Amati, Grand Prix d'Évian 1982, est venu créer les Esquisses *d'Emmanuel Nunes, l'ensemble instrumental du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon avait porté son choix sur l'*Intermezzo *pour hautbois et orchestre de Penderecki et le* Double Concerto *pour hautbois et harpe de Lutoslawski, tandis que l'orchestre symphonique du Curtis Institute de Philadelphie passait, avec toute l'aisance de la jeunesse, de Mozart à Berg, de Poulenc à Beethoven et de Brahms à Ligeti, sous les directions successives de Serge Zehnacker, Oscar Shumsky et Aldo Ceccato.*

Mais ce qui depuis huit ans reste le centre de gravité du Festival d'Évian, c'est le concours international de quatuors à cordes dont le jury réunissait cette fois, autour du Quatuor Borodine, des artistes issus d'autres formations aussi prestigieuses. Dix quatuors se sont présentés cette année. Trois d'entre eux ont tenté l'épreuve facultative d'interprétation de compositeurs modernes : le morceau imposé était le Quatuor opus 28 *de Webern, avec, en outre, le choix entre neuf partitions écrites il y a moins de vingt-cinq ans. Le Quatuor Rosamonde, fondé en 1981 et qui avait remporté l'an passé à Évian l'épreuve réservée aux jeunes quatuors français, s'est vu décerner le prix, tandis que le Quatuor Nasdala de Weimar (R.D.A.), constitué en 1978, a reçu une médaille.*

L'un et l'autre ont d'ailleurs été retenus pour la finale après s'être mesurés, dans le répertoire romantique cette fois (l'un dans Schubert, l'autre dans Brahms), avec les huit autres concurrents, dont deux – le Nisaika String Quartet de Philadelphie et le Hagen Quartett de Salzburg – ont été également admis en finale. Le programme de cette dernière épreuve comportait le Quatuor en si bémol K. 589 *de Mozart, qui fait la part belle au violoncelle, et un quatuor du vingtième siècle au choix. Ce choix s'est porté respectivement sur le troisième de Bartok, celui de Ravel, le quatrième de Bartok et le premier d'Apostel. Le verdict du jury, rendu le 10 mai, a été le suivant : premier prix à l'unanimité pour le Hagen Quartett, second prix pour le Nisaika String Quartet, deux premières médailles, l'une à l'unanimité au Nasdala Quartett, qui remporta en outre le prix de la meilleure interprétation d'un compositeur français, et l'autre au Quatuor Rosamonde.*

Selon la formule, les décisions du jury sont souveraines mais dans le cas présent, il n'y a pas lieu de les discuter âprement, car le Hagen Quartett, qui a déjà été couronné en 1982 par le public et le jury du concours de Porthsmouth (présidé par Yehudi Menuhin), possède d'éclatantes qualités : formé de trois frères et sœur auxquels s'est jointe une amie, ce quatuor se distingue par une sonorité rayonnante et une rare intelligence des lois de la musique de chambre, où il faut être tour à tour rival, complice, partenaire et auxiliaire. Chacun possède des qualités individuelles assez marquées pour donner au jeu polyphonique un relief toujours saisissant. C'est le cas dans le quatuor de Mozart, mais également dans celui de Hans-Erich Apostel, composé en 1935 et dédié à Alban Berg, dont il se rapproche par le style.

A l'issue des éliminatoires, on attendait beaucoup du Quatuor Nisaika, mais, lors de la finale, il y avait trop de distance entre un Bartok superbe et un Mozart assez terne ; le même phénomène s'est produit avec le Quatuor Rosamonde. En revanche, la distinction du Quatuor Nasdala pour la meilleure interprétation d'une œuvre française a surpris ceux qui ont une conception moins désincarnée de cette partition ambiguë et réjouit ceux qui considèrent que le style français n'est que retenue et demi-teintes.

GÉRARD CONDÉ.

DIX OPÉRAS MODERNES A TOURCOING

Un appel bien entendu

Dix petits opéras contemporains, dont cinq créations, en deux séances répétées, l'Atelier lyrique de Tourcoing dirigé par Jean-Claude Malgoire a pris des risques. Mais le public a fort bien répondu à son appel au Fresnoy, étonnant complexe de salles des fêtes datant du début du siècle.

Le premier week-end avait mis en lumière un « opéra minimum » de Peter Maxwell Davies, *le Medium,* chanté par Mary Thomas, et surtout, nous dit-on, un nouveau chef-d'œuvre de Claude Prey, *Paulina,* d'après le roman de Pierre-Jean Jouve, monté par l'Atelier lyrique du Rhin, qui le jouera du 24 au 28 mai à Colmar.

La seconde série s'ouvrait sur un étonnant récital sans accompagnement d'Henry de Rouville, jeune haute-contre français, qui assemblait du grégorien, une hymne grecque à Apollon, une vocalise sur un poème d'Akhmatova, une *Ode saphique* de G.M. Hopkins, une musique « intuitive » de Stockhausen et une prière de François d'Assise. Cette voix associe sans effort plusieurs registres en des modes d'émission et d'expression très riches ; une nature spontanée et profonde.

A côté du *Socrate* de Satie et d'une piécette dépourvue d'intérêt, *les Bretelles,* une production de l'Ecole de Bordeaux, deux œuvres brillaient d'un vif éclat. *La Voix humaine* révélait en Florence Roussilhe, belle jeune femme sensible et sensuelle, une cantatrice-actrice d'une intensité poignante, entièrement possédée par son personnage. Un personnage retourné sur le grill de l'espoir et du désespoir par l'habilité diabolique de Cocteau que prolongent les grandes ondes lyriques de Poulenc, si menteuses et véridiques à la fois, avec un sens très debussyste du mystère inexplicable des destinées. L'Ensemble instrumental de Flandre wallonne nous a stupéfié par la qualité de son interprétation de *la Voix humaine* dirigée par Bruno Membré.

Et puis, pour couronner le tout, la fantaisie malicieuse d'Isabelle Aboulker sur les désopilantes *Leçons de français aux étudiants américains,* un Assimil à l'envers et saisi par la folie, de Ionesco, où la musique saute aux paroles avec un naturel, une grâce et un humour débridé qui n'ont rien à envier à Chabrier, Satie, Ravel ou Poulenc, sans nul pastiche. La distribution d'une drôlerie et d'un rythme constants alliait Isabelle Poulenard, Bruce Fithian (les étudiants) et Luis Masson (le professeur) à Isabelle Aboulker elle-même à son piano, dans une mise en scène de Patrick Drehan et un décor en bandes dessinées de René Delcourt.

JACQUES LONCHAMPT.

JAZZ

Moers, Tarbes, Le Mans, Sens...

Fini le temps où les festivals de jazz s'identifiaient à la saison ou au style. Lancé par Coutances (Jazz sous les pommiers) et Angoulême (Spécial Afrique), le printemps s'attaque à l'Europe. C'est plus qu'un prélude aux grandes migrations estivales : c'est devenu un moment fort en soi. Difficile à ce prix de se singulariser, d'autant que, pour le coup, il s'agit bien de régionalisation : les festivals ne fonctionnent pas comme Cannes ou Venise pour le cinéma, pas davantage comme Newport ou Antibes naguère, mais bel et bien comme des manifestations autonomes, tournées vers l'activité en profondeur et la diffusion locale.

Célèbres pour ses anthologies de jazz nord-européen et de « free » musiques en tout genre, Moers reste un exemple à vocation plus ambitieuse (moyens obligent). On ne compte plus les découvertes faites dans ces épuisants marathons de la Pentecôte allemande. Cette année : Laurie Anderson, Skeleton Crew, Karl Berger, Dr Umezu Band, Carlos Santos, Zakir Hussain, Jeanne Lee, Roscoe Mitchell, George Lewis, Dave Holland, Lol Coxhill, Don Cherry et Ed Blackwell (du 20 au 23).

Troisième incursion du jazz en Bigorre : du 23 au 28 mai, Tarbes accueille toutes sortes de musiques venues de toutes les mémoires : Lionel Hampton, Albert Mangelsdorff, Michel Portal, Bernard Lubat, George Lewis, Willem Breuker et le Quatuor de saxophones. Grand bal gratuit le 28.

Autre son de cloche au Mans : pendant quatre fois vingt-quatre heures se déroule une rencontre Hollande-France sans autre enjeu que le jeu : Philippe Delettrez, Jasper Vant'Hoff, Charlie Mariano, Han Bennink, Christian Rollet, Maarten Altena, Louis Sclavis, Maurice Merle la Marmite infernale (du 26 au 29).

Sens enfin, après trois ans d'interruption de son Music Meeting, reprend ses démonstrations et le cours de ses aventures : Portal, Braxton, Boni, Lazro, Diamanda Galas, Berrocal, Michael Lonsdale, Misja Mengelberg, Bennink, Axolotl, Andrea Centazzo, Claude Parle se produisent cette fois dans des salles et des lieux plus variés qu'auparavant (du 27 au 29).

F. M.

■ **James Van Der Zee, photographe noir américain qui a su montrer la vie quotidienne à Harlem, est mort dimanche 15 mai à Washington, à l'âge de quatre-vingt-seize ans, peu après avoir été fait docteur honoris causa de l'université Howard. C'est avec la publication en 1969 de son livre « Harlem of my mind », suivie d'une rétrospective au Metropolitan museum de New-York, que James Van Der Zee, qui photographia le peuple des quartiers noirs de New-York depuis le début du siècle, a accédé à la notoriété.**

VARIÉTÉS

GILBERTO GIL EN TOURNÉE

Une fête enivrante

La musique populaire brésilienne vient de la terre, appartient à ce qu'on appelle une « culture précaire » : elle vaît de façon empirique et se développe, riche et complexe. Parfois, elle ressemble à un feu que l'on croit éteint et qui soudain renaît, réaffirme sa fantaisie. Il est vrai que cette musique passionnée est encore l'apanage d'un peuple qui continue à créer ses propres tradition, elle est le bien d'hommes de la mer et du soleil qui laissent courir les sonorités entre la vie et la mort, qui s'expriment avec la fraternité la plus humble, la plus naturelle, avec une manière étonnante de rester enfant et, en même temps, d'avoir en soi une force qui ne renonce.

La musique brésilienne d'aujourd'hui, brille de mille feux. Depuis la retraite de Dorival Caymmi, trois musiciens et chanteurs se détachent pourtant à l'évidence : Caeteno Veloso, le poète, Milton Nascimento, et, enfin, Gilberto Gil attentif aux manifestations pures des forces de la nature dans la musique des favelas et du Nord-Est.

Gilberto Gil est né il y a maintenant quarante ans à Salvador, là où la samba s'est formée autrefois, là où l'on peut encore entendre le *berimbau* jouer sur les places la danse de la *capoeira,* la danse mimée, stylisée, inventée par les esclaves noirs. Gil joue d'abord dans les clubs locaux avec le groupe Os Desafinados, compose à dix-huit ans sa première chanson, lance avec d'autres le mouvement dit « tropicaliste » : de nombreux spectacles avec Caetano Veloso, Gal Costa et Maria Bethania lui permettent de tisser un jeu subtil constitué de feintes, d'ambiguités et de surprises. En 1977, Gilberto Gil participe au Festival mondial des arts et culture négro-africains, à Lagos, au Nigéria, et il se replonge par contrecoup dans sa négritude – ce qui donnera l'album *Refavela.* En 1979, il chante sa version de *No woman no cry,* de Jimmy Cliff, participe à des séries de concerts avec le musicien jamaïcain.

Gil vient de finir un album comprenant dix titres qu'il a lui-même écrits et qui sera disponible, à la fin de ce mois de mai, sous le titre général *Funk Se Quem Puder.* Il commence, ce lundi 17 mai, Porte de Pantin, une petite tournée française (1).

Gilberto Gil jouit à présent dans leur plénitude de ses qualités de musicien. Insolent de santé, de richesse et de force, il nous entraîne dans une fête enivrante.

CLAUDE FLÉOUTER.

(1) Elle le mènera le 18 au Palais d'hiver de Lyon, le 19 aux Halles aux grains de Toulouse et le 20 au Théâtre de verdure de Nice.

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

SALLE FAVART (296-06-11). 19 h 30 : Dialogues des carmélites.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : les Estivants.

TEP (797-96-06), *20 h 30 : Musiques, chants d'Amérique latine.*

BEAUBOURG (277-12-33) (mar.). **Débats Rencontres-Musée :** *18 h 30 : Les bases de données économiques et les entreprises* ; 21 h : **Littérature du Maghreb ; Cinéma vidéo :** 13 h : Oscar Niemeyer ; 16 h : Le Triangle de Mimizan ; 19 h : Histoire des trains ; Le cinéma indien : (voir cinémathèque). **Concerts** : *20 h 30* : Forum de la création. Dixième anniversaire de l'Itinéraire. Concert I.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), **Concert** : *20 h 30* : Grace Bumbry, récital avec piano.

Les autres salles

BOUFFES DU NORD (239-34-50), *20 h 30 : la Cerisaie.*

CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : Monsieur Milord.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : *Reviens dormir à l'Élysée.*

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11). 18 h 30 : Si Guitry m'était chanté ; *20 h 30 : Lune et l'autre.*

CONSTANCE (258-97-62), 20 h 45 : L'Histoire merveilleuse et fantastique d'un gagnant du loto dont la fiancée se tua accidentellement le lendemain du tirage.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la *Cantatrice chauve* ; *20 h 30 : la Leçon* ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.

JEUNE THÉÂTRE NATIONAL (271-51-00), 21 h : Crépuscule.

LUCERNAIRE (544-57-34) L 18 h 30 : Un ascenseur à la mer ; 20 h 30 : Tonik Blues ; 22 h 15 : Archéologie. – II. *18 h 30* : Fragments.

MAISON DE L'ASIE (580-04-73), 15 h et 21 h : la Ménagerie de verre.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

POCHE (548-92-97), 21 h : Vera Baxter.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : Six heures plus tard.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : le Fauteuil à bascule.

STUDIO-THÉÂTRE 14 (545-49-77), 20 h : Et nos amours ; 21 h 30 : les Burlingueurs.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79) L 20 h 30 : l'Écume des jours.

TH. DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Si Marilyn ; 21 h 30 : Aux gros mots les grands remerdes.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Merci Appoline.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51) *19 h 30* : Touchez pas au frichti.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; *22 h 30* : les Sacrés Monstres. – II. 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30, 24 h : Version originale.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : *L'amour, c'est comme un bateau blanc.* – II. 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 21 h 30 : De la fantaisie dans *l'orangeade* ; 22 h 30 : Y'a *encore une* bombe dans le berceau du gamin.

LE FANAL (233-91-17) 20 h : Attendons la fanfare ; 21 h 15 : l'Amant.

POINT-VIRGULE (278-67-03) 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Elle voit des géants partout.

LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; la Timbale ; 22 h 30 : Triboulet.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-07-48) 20 h 30 : Fais voir ton Cupidon ; 22 h 30 : Romeliette et Julot.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), *21 h : François, j'ai mal à mes sous.*

THÉÂTRE DES DEUX ANES (606-10-26), *21 h* : A vos rondS... Fisc.

Le music-hall

DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h 45 : F. Montaner.

GYMNASE (246-79-79), voir Théâtres.

LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 30 : J. Florence.

OLYMPIA (742-25-49), 21 h : Djurdjura.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : M. Berger.

RANELAGH (288-64-44), 19 h : Chanson acoustic ; 21 h : Debile Show.

TH. DE PARIS (280-09-30), Petite salle, à 20 h 30 : Tango II.

Les concerts

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Gala de la Fédération internationale des droits de l'homme (Bach, Doppler, Fauré...).

RANELAGH, 20 h 30 : M. Drobinsky, A. Rabinovitch (Magnard, Debussy, Rachmaninov).

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : H. El Masry (musique égyptienne).

FIAP, 20 h 30 : E. Pitti (Schumann, Chopin).

ATHÉNÉE, 21 h : A. Nafe, M. Zanetti (Monteverdi, Vivaldi, Haydn).

LUCERNAIRE, *19 h 45 : J.-L. Mas (Giuliani, Sor, Brouwer...)* ; 21 h : Ph. Rausch (Berg, Debussy).

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE, 20 h 30 : X. Gagnepain (Bach). Ensemble de violoncelles J. Brizard (Tortelier, Franchomme, Klengel...).

ESPACE CARDIN, 20 h 30 : *Quatuor* Viotti (Mozart, Schubert, Dvorak).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Melos Quartet de Stuttgart (Schubert).

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-61-27), Petit Auditorium, 20 h 30 : M. Solal.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : M. Saury.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30, Skeleton Crew.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : Mad Sax 2.

PALACE (246-10-87), 19 h 30 : Fun Boy Three.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30, Docteur Chouettes Airs.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : *G. Arvanitas, J. Samson, Ch. Saudrais.*

En région parisienne

BLANC-MESNIL, *Ciné L. Daquin*, (865-44-58), 20 h 30, F. Vandenbogaerde (Webern, Wagner, Scriabine).

VINCENNES, Théâtre Daniel-Sorano (374-73-74), 21 h. Il flotte dans l'air des milliers de pardessus.

Lundi 16 mai

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, Un débris de l'empire, de F. Ermler ; 17 h, Quinzaine des réalisateurs (1969-1982) : Sweet movie, de D. Makavejev ; 19 h, Cinéma indien : le Barattage, de S. Benegal.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54).

ATOMIC CAFÉ (A., *v.o.*) : *Movies*, 1er (260-43-99) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE *PERDUE* (A., v.f.) : *Trois Haussmann*, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BANZAI (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; *Montparnasse Pathé, 14e* (320-12-06).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12).

LA BELLE DE SAIGON (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

BERLIN HARLEM (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

BLADE RUNNER (A., *v.f.*) (*) : *Opéra* Night, 2e (296-62-56).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; *U.G.C.* Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; *14 Juillet Bastille*, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) - V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; U.G.C. *Montparnasse*, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Magic Convention, 15e (828-20-64).

CIRCULEZ Y'A RIEN A VOIR (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; *Pathé Clichy, 18e* (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-25-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Paramount *Maillot*, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-20-96) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 *Juillet* Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; *République Cinéma*, 11e (805-51-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

DAR L'INVINCIBLE (A., v.o.) : Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

DARK CRYSTAL (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) - V.f. : Paramount Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

DE MAO A MOZART (A., *v.o.*) : *Saint-*Ambroise, 11e (700-89-16).

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Gaumont *Halles*, 1er (297-49-70) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Calypso, 17e (380-30-11).

LES DERNIERS MONSTRES (It., *v.o.*) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

DERRIERE LA PORTE (It., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC *Danton*, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; UGC Boulevards, 2e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).

DIALOGUE DE ROME (Fr.) : Olympic *Luxembourg*, 6e (633-97-77) ; *Olympic* Entrepôt, 14e (542-67-42).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; *Marignan*, 8e (359-92-82). – *V.f.* : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; *U.G.C. Gobelins*, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

ÉDITH ET MARCEL (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; *Paramount Odéon*, 6e (325-59-83) ; Publicis Élysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; *Paramount Montparnasse, 14e* (329-90-10).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

L'ÉVENTREUR DE NEW-YORK (A. v.o.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : UGC *Rotonde*, 6e (633-08-22) ; UGC Boulevards, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Pathé Clichy, *18e (522-46-01)*.

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Pagode, 7e (*705-12-15*) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Saint-André-des-Arts III, 6e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

LA FILLE DE TRIESTE (It., v.o.) : Paramount Odéon, *6e* (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount *Opéra*, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

FUCKING CITY (All. v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

GALIJIN (Bre., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

GANDHI (Brit., v.o.) : *Gaumont Halles*, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; *Gaumont Champs-Élysées*, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). - V.f. : Athéna, 12e (343-00-65) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

L'IMPÉRATIF (All., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

L'INDIC (Fr.) : *Biarritz*, 8e (723-69-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

J'AURAI TA PEAU (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Images, 18e (522-47-97).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (*544-14-27*) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.f.) : Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) - V.f. : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURIERS *DU BOUT* DU MONDE, film américain de Brian Hutton, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; v.o./v.f. : Normandie, 8e (359-41-18) ; Kinopanorama (306-50-50) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount *Maillot*, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

CARBONE 14, LE FILM, film français de Joëlle Malberg et Jean-François Gallotte : Le Marais, 4e (278-47-86).

L'ÉTÉ MEURTRIER, film français de Jean Becker : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; *Montparnasse Pathé*, 14e (320-12-06) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA FLAMBEUSE DE LAS VEGAS, *film américain de Don Siegel, v.o.* : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; *Paramount Galaxie*, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount *Orléans*, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-43) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

LE JEUNE MARIÉ, film français de Bernard Stora : Forum, 1er (297-54-74) ; *U.G.C. Opéra*, 2e (261-50-32) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; *Biarritz*, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Images, 18e (522-47-94).

PÉNITENCIER DE FEMMES (**), *film franco-italien de Vincent* Dawn, v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (*562-45-76*) ; *Max-Linder*, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

VIE PRIVÉE, film soviétique de Youli Raizman, v.o. : Cosmos, 6e (544-28-80).



RADIO-TÉLÉVISION

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Miramar, 14e (320-89-52).

48 HEURES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

RAMBO (A., v.o.) (*) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; – V.f. : Arcades, 2e (233-54-58).

REVIENS JIMMY DEAN, REVIENS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

SANDY (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

SARAH (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

SUPERVIXENS (A., v.o.) (**) : Boîte à Films (H. sp.), 17e (622-44-21).

SURPRISE PARTY (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

THE VERDICT (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Écoles, 5e (354-20-12).

TÉNÈBRES (It., v.o.) (**) : Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

T'ES FOU JERRY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46). – V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Murat, 16e (651-99-75).

TOOTSIE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Colisée, 8e (359-29-46).

TYGRA, LA GLACE ET LE FEU (A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Épée-de-Bois, 5e (337-57-47).

UN DIMANCHE DE FLIC (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE VENT (Mal., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).

Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) - V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

ZIG ZAG STORY (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler Pathé, 18e (522-46-01).

Les grandes reprises

ALICE DANS LES VILLES (All., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

LA BANDE A BONNOT (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99).

LA BÊTE (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

DEEP END (Ang.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA DERNIÈRE FOLIE DE MEL BROOKS (A. v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

FIREFOX (A., v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

LA FEMME D'A COTÉ (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

FRENZY (A., v.o.) (*) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

ITINÉRAIRE BIS (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : (1re et 2e partie), Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE JOUR LE PLUS LONG (A., v.o.) : Studio de l'Étoile, 17e (380-42-05).

LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-25).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LENNY (A., v.o.) : Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

MAD MAX II (A., v.o.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).

LE MASQUE DU DÉMON (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

MASSACRE A LA TRONÇONNEUSE (A., v.o.) (**) : Olympic Luxembourg, 6e, (633-97-77).

MEPHISTO (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) Cinoches, 6e (633-10-82).

LE PIGEON (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-47-62) ; Acacias, 17e (764-97-83).

PINOCCHIO (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE PROCÈS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LES QUATRE CAVALIERS DE L'APOCALYPSE (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

LES RUELLES DU MALHEUR (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).

SATYRICON (It., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

SOIS RICHE ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; George V, 8e (562-41-46) ;

THE MAFU CAGE (A., v.o.) : Épée-de-bois, 5e (337-57-47).

TROIS CAMARADES (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

UN AMÉRICAIN BIEN TRANQUILLE (A., v.o.) : Action Lafayette, 9e (878-80-50).

LE VIOLENT (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04).

Les séances spéciales

AU-DELA DU REEL (*) (A ; v.o.) Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 heures.

LES DAMNÉS (It. ; v.o.) (*) : Péniche, 16e (527-77-55), 21 h.

LE DERNIER METRO (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04), 20 h.

DERSOU OUZALA (Sov. ; v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68) 17 h.

LA FÉLINE (A., v.o.) (*) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

L'HOMME ATLANTIQUE (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

J'IRAI COMME UN CHEVAL FOU (Fr.) St-Ambroise, 11e (700-89-16), 21 h 45.

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 3e (272-63-32), 22 h 15.

LES MISFITS (A. ; v.o.) Escurial, 13e (707-28-04), 22 h 30.

MOI CHRISTIANE F... (*) (All., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h.

NEXT STOP, GREENWICH VILLAGE (A. ; v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

LA NUIT AMERICAINE (Fr.), Escurial, 13e (707-28-04), 16 h.

ORANGE MECANIQUE (**) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 05.

PASSION (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

LA PETITE BANDE (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h 15.

PROFESSION REPORTER (It. v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

LES SACRIFIÉS (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), 18 h.

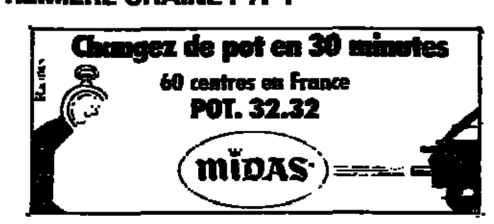
THE LAST PICTURE SHOW (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 30.

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 18 h.

Lundi 16 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Film : Amarcord. Film italien de F. Fellini (1973), avec B. Zanin, P. Maggio, A. Brancia, N. Orfei, C. Ingrassia.
La vie d'un garçon de douze, treize ans, dans une bourgade italienne au bord de la mer, en 1930, sous le régime fasciste.
Fellini utilise ses propres souvenirs, sa propre expérience pour une randonnée cinématographique, semée de fantasmes, de situations extravagantes, dans la mémoire d'une époque. On prendra grand plaisir à l'y accompagner.

22 h 45 L'Enjeu.
Magazine économique de F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiller.
Au sommaire : Boiron, le numéro un mondial de l'homéopathie ; quand les communes se prennent en main ; les nouveaux retraités ; vendre du « made in France » aux Français.

23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Des souris et des hommes.
De Steinbeck, mise en scène R. Hossein. Avec C. Brosset, C. Patou.
Un colosse un peu niais, et son gardien de conscience, tous deux ouvriers agricoles, bourlinguent en Californie à la recherche d'un travail. Une mauvaise fortune déjoue leurs plans...

22 h 30 Magazine : Plaisir du théâtre, de P. Laville avec D. Lavanant.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Téléfilm : Vichy Dancing, de Léonard Keigel, d'après P. Sevran. Avec C. Renard, S. Freiss, H. Tisot. Coprod. FR3-Bavaria et M. de la culture.
Un fils veut faire remonter sur scène sa mère, chanteuse réaliste de la France pétainiste. Une promenade parmi les charmes suspects de ces années noires. Réalisation médiocre.

22 h 5 Journal.

22 h 25 Magazine : Thalassa.

23 h 3 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

23 h 5 Prélude à la nuit.
Première suite pour trompette et orgue « les Soupers du roi », de J.-J. Mouret, par B. Soustrot, trompette et F.-H. Houbart, orgue.

FRANCE-CULTURE

20 h, Portrait : Jean-Paul Farré.

21 h, L'autre scène, ou les vivants et les dieux : L'auto-organisation... de la physique au politique.

22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Fréquence de nuit : Paysages du Danube : Donaueschingen ; œuvres de Holzbauer, Kalliwoda, Sixt, Fiala, Mozart, Hindemith, Krenek, Stravinski, Boulez ; à 23 h, Les églises baroques et les monastères.

Mardi 17 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 35 Vision plus.

12 h HF 12 (info.)

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 45 Féminin présent.
A votre santé ; 14 h 30 feuilleton : la Chute des aigles ; 15 h 50 Dossier : Anne-Marie ou le temps retrouvé ; 16 h 50 Variétés.

18 h C'est à vous.

18 h 25 Le village dans les nuages.

18 h 50 Histoire d'en rire.

19 h 5 Météorologie.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Les uns pour les autres

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 35 Saga
Magazine scientifique de M. Treguer.
L'observation scientifique et l'illusion d'optique ; la mémoire ; gestes d'artisans ; Fontainebleau, forêt de graffitis.

21 h 45 Spécial Cannes 83.
Carnet de bord de Sam Fuller.

21 h 55 Temps X.
Le nouveau magazine de sciences et science-fiction des frères Bogdanoff.
Extraits de films, critiques de livres.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.

13 h 35 Émissions régionales.

13 h 50 Série : La vie des autres.

14 h 5 Aujourd'hui la vie.

15 h 5 Série : Le cœur au ventre.

16 h 5 Reprise : La chasse aux trésors. (dif. le 15 mai).

17 h 5 Entre vous, de L. Bériot.

17 h 45 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 40 Film : L'affaire Mori. Film italien de P. Squitieri (1977), avec G. Gemma, C. Cardinale, F. Rabal, S. Satta Flores.
En 1925, un préfet de police qui lutte depuis longtemps contre le brigandage, est envoyé à Palerme par Mussolini, pour purger la Sicile de la Mafia. Mais il s'attaque à des personnages trop influents.
Quelques années de la vie d'un personnage historique, surnommé le « Préfet de fer ». Squitieri décrit les événements d'une façon un peu trop lyrique, esthétique, par rapport à leur signification politique.

22 h 30 Lire c'est vivre : « Mes amis » de E. Bove.
Magazine littéraire de P. Dumayet, réal. R. Bober.
Bonne mise en scène autour de ce roman d'un « réalisme misérabiliste », écrit en 1923. P. Dumayet interroge huit personnes sur leur relation personnelle avec ce livre, dans un décor de circonstance.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.
En direct de Cannes : la fédération française des ciné-clubs

19 h 10 Journal.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 50 Dessin animé : Tintin.

20 h Les jeux.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 35 Film : Le désordre et la nuit. Film français de G. Grangier (1957), avec J. Gabin, D. Darrieux, N. Tiller, F. Frankeur, H. Scott (N.).
Enquêtant sur le meurtre d'un patron de boîte de nuit, un inspecteur de la brigade mondaine s'éprend d'une jolie fille droguée et dévoyée qu'il avait, d'abord, manœuvrée avec cynisme.
Grangier dépasse ici le travail d'artisan de la « Série noire » par l'ambiguïté des personnages (dont Gabin) et une atmosphère originale.

22 h 5 Journal.

22 h 23 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

22 h 25 Prélude à la nuit.
« Rhapsody in Blue » de G. Gershwin, par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. L. Bernstein.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales, Paris et les Parisiens sous le Second Empire ; le Nicaragua aujourd'hui.

8 h, Les chemins de la connaissance : voir lundi. A 8 h 50, la vallée aux loups.

9 h 7, La matinée des autres : Les Hmong dans l'exil, avec Tho Pia et Yang Mino.

10 h 45, Un quart d'heure avec... Jean Renaud et Régis Boyer.

11 h 2, 10e anniversaire de l'itinéraire (et à 13 h 30 et 17 h 32).

12 h 5, Agora.

12 h 45, Panorama.

14 h, Sons.

14 h 5, Un livre, des voix : « l'Idiot de la famille », et « les Carnets de la drôle de guerre, nov. 1939-mai 1940 », de J.-P. Sartre.

14 h 45, Les après-midi de France- Culture : itinéraires retrouvés ; à 15 h 20, magazine international ; à 17 h, Raison d'être.

18 h 30, Feuilleton : Portrait de femme.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, Sciences : désordre et ordre, avec E. Morin (redif.).

20 h, Dialogues: Politique et humanisme, avec E. Faure et G. Antoine.

21 h 25, Concert en direct de l'IRCAM : « Piano control », de Kessler ; « Pièces pour alto », de Bancquart ; « Tellur », de Murail ; « les Rires du Gilles », de Levinas, par P. Bocquillon, flûte, G. Boulanger, trompette, P. Petit-Didier, *cor*, J.-M. Dussert, clarinette...

22 h 30, Nuits magnétiques, le cinéma.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : Mozart, Stamitz, Hiller.

7 h 5, Concert : Brahms, par P. Amoyal, M. Beroff et J.-J. Justafré.

7 h 45, Le journal de musique.

8 h 10, Concert : Janacek et Mozart, par le Quatuor Alban Berg.

9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : Anner Bijlsma, les goûts réunis. Œuvres de J.-S. Bach, Busoni, Vivaldi, Onslow, Mendelssohn, Antheil...

12 h, Archives lyriques : Puccini, Verdi, Giordano, Rossini.

12 h 35, Jazz : Eric Dolphy.

13 h, Les nouvelles muses en dialogue.

14 h, Chasseurs de son stéréo.

14 h 30, Les enfants d'Orphée : les animaux du fantastique.

15 h, D'une oreille à l'autre.

17 h 5, Les intégrales : des œuvres de Pierre Boulez.

18 h, Jazz.

18 h 30, Studio-Concert : (en direct du Studio 106) : « T(s) », de Meynaud ; « Mobile », de M. Ptaszynska ; « Phu Dong II », de N.T. Dao, par J.-C. et M. Tavernier, percussionnistes.

19 h 35, L'imprévu.

20 h 30 Concert (donné au théâtre des Champs-Elysées le 12 mars 1983) : « Faust-symphonie pour ténor, chœur d'hommes et orchestre », de Liszt, par l'Orchestre National de France et les chœurs de Radio-France, dir. J. Conlon, sol. J. Aler, ténor.

22 h Cycle acousmatique.

23 h Fréquence de nuit : à 23 h 35, Jazz-club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 16 MAI

– *Mme Edith Cresson*, ministre du commerce extérieur et du tourisme, répond aux questions des auditeurs dans « Face au public » sur France-Inter à 19 h 20.

Nouvelles réactions parmi les radios locales privées

Les décisions de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, qui a rendu publique la liste définitive des vingt et une stations bénéficiant d'une dérogation à Paris *(le Monde* daté 8-9 mai) continuent de susciter diverses réactions.

Radio-3, parrainée par la Rose Croix Amorc, qui diffusait sur 98,4 MHz, a cessé ses émissions. Mais les animateurs de cette station, qui ne s'était pas jumelée avec une autre radio privée, ont résolu d'en appeler au président de la République. Radio Paris Ile-de-France, en revanche, refuse de se soumettre aux choix de la Haute Autorité, dont la liste des autorisations l'exclut. La station annonce une émission spéciale consacrée aux démêlés des radios privées avec cette instance lundi 16 mai, à partir de 22 h 30 sur 105,5 et 105,8 MHz.

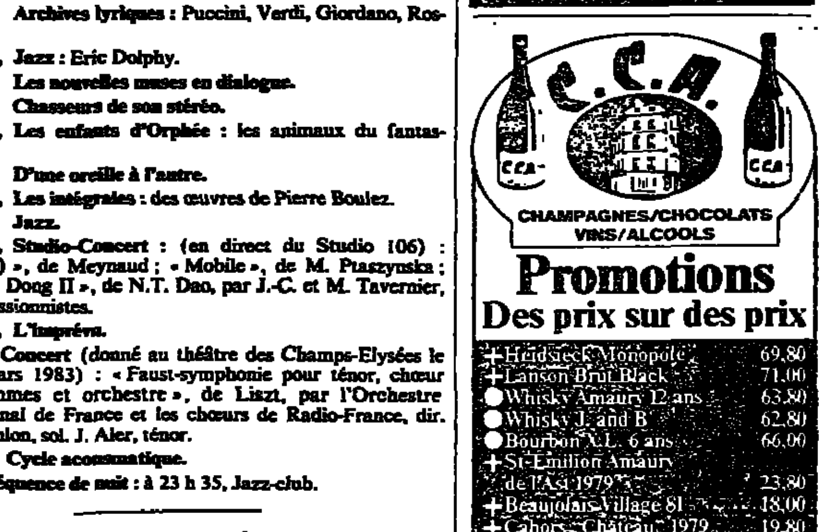
Fréquence-Gaie, pour sa part, a fait savoir dans un communiqué qu'elle refusera de servir de « brouilleur » d'une autre station. Cette radio (qui diffuse encore en ce moment sur 90 MHz) s'est en effet vu attribuer avec Ark-en-Ciel et Pink la fréquence 97,2 MHz, sur laquelle est installée Carbone-14. Plusieurs des autorisations délivrées par la Haute Autorité à Paris devant conduire à des échanges de fréquences entre radios agréées ou non, des problèmes sont à prévoir pour le moment où ils devront se réaliser.

En province, sept cents à huit cents personnes (selon la police) ont défilé dimanche après-midi 15 mai dans les rues de Colmar (Haut-Rhin) pour protester contre l'avis défavorable rendu par la commission consultative qué préside M. Jean-Michel Galabert à l'encontre de Radio-100. Selon ses organisateurs, une pétition de soutien aurait recueilli trente-cinq mille signatures.

● *M. Robert Bouquin*, cinquante-neuf ans, a été nommé directeur des Journaux officiels en remplacement de M. Michel Barbier, par décret du premier ministre publié au *Journal officiel* du 15 mai.

[Né le 31 octobre 1923 à Méry-ès-Bois (Cher), diplômé de l'École nationale de France d'outre-mer, M. Bouquin occupe à partir de 1946 de nombreux postes administratifs en Afrique, puis au Bureau du développement de la production agricole, avant d'intégrer l'inspection générale de l'administration en 1969. Il est adjoint au directeur général des collectivités locales de 1971 à 1978, puis nommé préfet, secrétaire général de la région Ile-de-France.]





COMMUNICATION

LES VARIÉTÉS A LA TÉLÉVISION

Une production sans imagination

De notre envoyé spécial

Montreux. — *Le succès remporté par la radiotélévision italienne (RAI) au vingt-troisième Concours de la Rose d'or de Montreux, en Suisse (7-13 mai), n'est nullement le signe d'un renouveau dans le domaine des variétés sur petit écran : tout juste la forme accomplie du spectacle de music-hall à valeurs sûres et à gros moyens.*

C'est qu'*« il est plus difficile d'être Molière que Corneille »*, disait jadis M. Arthur Conte, alors P.-D.G. de l'O.R.T.F. Ce manque d'imagination dans la majorité des trente et une œuvres présentées, destinées à susciter la détente, le divertissement et le rire, a même été violemment dénoncé par un communiqué de la délégation d'experts et de journalistes néerlandais présents à Montreux, qui l'interprètent comme un *« déclin du festival »*.

Tenir les organisateurs de la Rose d'or pour responsables de cette baisse de régime éventuelle est évidemment injuste, d'autant que la difficulté de l'entreprise ne leur échappe pas. Comme l'a dit M. Léo Schürmann, directeur général de la société suisse de radiotélévision, lors de l'ouverture du 23e Festival, *« le but demeure. Nos télévisions ont plus que jamais besoin d'apports créatifs, même et surtout peut-être en cette période de bouleversements techniques où nous serions tentés de nous laisser obnubiler par les problèmes d'infrastructures »*.

Prêchant l'exemple, la télévision suisse romande a été seule à présenter, grâce au réalisateur Pierre Matteuzi, un petit conte de fées moderne, dont la musique et les images synthétiques étaient, en grande partie, produites par ordinateur.

Les Britanniques, avec *It's Your Move* (Thames Television), distingué par le prix spécial de la ville de Montreux, ont prouvé qu'ils restaient les maîtres du gag à l'état pur, même s'ils ont fait école en Norvège avec *Happy New Century*, qui a remporté la Rose de bronze. S'inspirant des gadgets nés de l'électronique, la télévision d'Oslo (N.R.K.) a imaginé les aventures qui pourraient marquer la nuit du réveillon de la Saint-Sylvestre 1999 (entre autres, un bain géant de savon-mousse surprenant les invités au salon).

Dans cette veine humoristique, *Coco-boy*, présenté par TF 1, bénéficiait, selon les rumeurs d'avant projection, d'un préjugé très favorable qui ne s'est pourtant pas traduit dans le palmarès final. En raison, probablement, du fait de l'absence totale de sous-titrage (en anglais) qui aurait permis à la majorité anglo-saxonne ont participé traditionnellement à la Rose d'or de Montreux de mieux goûter les gags signés Collaro-Montagné et les subtilités politiciennes du Bébette-show.

Les sociétés françaises — dont Antenne 2, qui présentait Le Grand orchestre du Splendid et FR 3, L'écho des bananes — étaient du reste les seules — sur vingt-sept pays représentés — à avoir fait l'économie d'un sous-titrage en anglais. Est-ce le refus dogmatique d'admettre l'anglicisation du marché de la télévision ? Réaction désuète qui suffirait à justifier la création de cette société de commercialisation si vivement combattue par les présidents de chaînes et qui devrait veiller, à l'avenir, à combler ce genre de lacune pour mieux rentabiliser la production française.

Car c'est aussi dans une perspective de marché éventuel, même si le mot n'est pas prononcé comme à Cannes ou à Monte-Carlo, que le Festival de Montreux a créé cette année un vidéokiosque, offrant aux délégués la possibilité de voir ou revoir, à la carte et en privé, une cinquantaine de cassettes consacrées aux émissions de variétés. A la veille du lancement de la télévision par câble, de la quatrième chaîne et du satellite de télévision directe, la chasse aux programmes est ouverte.

CLAUDE DURIEUX.

LE PALMARÈS

Le jury international de la 23e Rose d'or, présidé par M. Colin Shaw (Grande-Bretagne), a décerné les prix suivants :

- **La Rose d'or de Montreux** (accompagnée d'un montant en espèces de 10 000 FS) à la Radio Televisione Italiana, pour *Al Paradise.*
- ***La Rose d'argent*** à la B.B.C. pour *Three of a kind.*
- ***La Rose de bronze*** à Norsk Rikskring-Kasting (N.R.K.) pour *Happy New Century.*
- **Le Prix spécial de la Ville de Montreux** pour l'œuvre la plus gaie à United Kindom Independent Broadcasting/Thames Television pour *It's Your Move.*
- En outre, des mentions ont été attribuées à Antenne 2 pour *Le grand orchestre du Splendid*, en raison de la qualité de sa réalisation ; à la Radiotelevisao Portugesa (R.T.P.) pour *Bethania at the Coliseu* ; à Gostel Radio/TSS (U.R.S.S.) pour l'émission *Quatre interviews avec l'hiver.*

Le jury de la presse, présidé par M. Hans Happel (Pays-Bas) a décerné son prix à *Three of a Kind* (B.B.C.).

« Ouest-France » consolide sa position de premier quotidien français

Plus de 300 pages composées chaque nuit, 38 éditions dans douze départements, 707 661 exemplaires quotidiens vendus en 1982 (dont 180 000 par abonnements et 220 000 par portage à domicile) (1), 15 000 acheteurs... c'est *Ouest-France*, qui vient de fêter par une réception importante à Paris (*le Monde* du 7 mai) son maintien en tête de la centaine des quotidiens français, largement devant ses suivants immédiats, *France-Soir, le Monde, le Dauphiné libéré, Sud-Ouest.*

Selon les dirigeants de *Ouest-France*, qui ont réuni à cette occasion une conférence de presse (2), la progression constante de la diffusion est due à plusieurs raisons : le prix de vente le plus bas (2,60 F actuellement) (3), la diversité des éditions qui permet une localisation poussée des nouvelles, le nombre important des effectifs rédactionnels (trois cent-quarante journalistes et quelques quatre millecorrespondants locaux), la qualité du contenu et de la présentation... *Ouest-France* a ainsi gagné cent mille lecteurs depuis 1965 sur l'ensemble de sa zone de diffusion, et sa progression est supérieure à l'accroissement de la population de la région.

Plus intéressant : l'augmentation de sa diffusion ne se fait pas au détriment de ses concurrents, qui diffusent environ 450 000 exemplaires chaque jour sur son « territoire ». Dans le Finistère, où le *Télégramme de Brest et de l'Ouest* accroît aussi sa vente (*le Monde* du 18 décembre 1982), les journaux atteignent un des meilleurs taux de pénétration de France.

Ouest-France, pour autant, aborde avec une extrême prudence le grand virage des nouveaux moyens de communication. Sa diversification a été, jusqu'ici, limitée à l'édition (quatre cent-cinquante titres depuis sept ans), il vient de renoncer à publier un supplément « magazine » de fin de semaine et n'envisage pas, dans l'immédiat, d'élargir sa zone de diffusion. La position du premier quotidien français sur l'extension des médias audiovisuels est connue : méfiance à l'égard de concurrents soutenus par l'État ou « supports de publicité déguisés », non-gratuité et rétribution des journalistes, « transparence » de la propriété *(« que l'on sache qui informe et pourquoi »)*.

Quant au contenu, le quotidien de Rennes se veut, avant tout, un journal d'informations, *« mais pas forcément neutre et désengagé »*. Sa devise des origines, *« Justice et liberté »*, paraît, aujourd'hui encore, à ses responsables, celle de *« valeurs essentielles de la démocratie »*. Attaché au pluralisme et *« respectueux des opinions »*, *Ouest-France* veut aussi être, avec d'autres, *« la voix de la région »*. Interrogé sur les projets de réforme de l'entreprise de presse, M. François-Régis Hutin a déclaré qu'une refonte du statut devrait permettre *d'« accroître l'indépendance par rapport aux divers pouvoirs »*. *« Des principes existent*, a-t-il ajouté, *même s'ils ne sont pas toujours correctement formulés. Nous restons très attachés à la notion de transparence contenue dans l'ordonnance de 1944 »*.

(1) La plus forte vente (plus de un million d'exemplaires) a été faite le lundi 7 mars 1983, après le premier tour des élections municipales.

(2) MM. Louis Estrangin, président, François-Régis Hutin, directeur général, Roger Lavialle, directeur général adjoint et Eugène Brulé, rédacteur en chef, participaient à cette réunion.

(3) Malgré ce prix, les recettes de vente représentent 70 % du chiffre d'affaires, la publicité 30 % seulement.

P.T.T.

A.T.T. VA SIGNER UN ACCORD TECHNOLOGIQUE AVEC TROIS FABRICANTS AMÉRICAINS DE CIRCUITS INTÉGRÉS

Le groupe American Telephone and Telegraph (A.T.T.), numéro un des *télécommunications* aux États-Unis et première firme mondiale, va signer un accord technologique avec trois des grands constructeurs américains de circuits intégrés : Intel, Motorola et National Semiconductor. Selon cet accord, ces trois constructeurs vont développer des microprocesseurs utilisant le logiciel de base « operating system » Unix développé par A.T.T. il y a quelques années. Ce premier pas d'A.T.T. vers l'industrie des circuits intégrés est important à plus d'un égard.

D'abord, parce que la taille d'A.T.T. fait de chacune de ses décisions un événement dans l'électronique mondiale. Ensuite, parce que Unix, qui est devenu rapidement un logiciel standard dans les micro-ordinateurs, risque ainsi de le devenir dans les « puces », consacrant son succès et révélant — pour la première fois dans l'électronique — qu'un logiciel peut s'imposer aux fabricants du matériel (hardware) qui jusqu'ici dominaient. Enfin, parce que la reconnaissance d'UNIX donne un avantage de poids à A.T.T. dans l'industrie des circuits intégrés. Certains analystes prévoient qu'A.T.T. n'en restera pas là, et sa filiale Western Electric pourrait lancer un *microprocesseur complet* nommé Bell Mac, dès la fin de cette année.

Que plusieurs *firmes américaines* de pointe s'accordent est un *événement* à rapprocher de la percée japonaise dans les circuits intégrés. Les Américains dominent encore les semi-conducteurs avec 60 % de la production mondiale, mais les Japonais contrôlent maintenant les deux tiers du marché américain des mémoires les plus avancées (64 K). Très inquiets, les Américains commencent à s'entendre pour tenter de faire front.

ENVIRONNEMENT

A Gardanne (Bouches-du-Rhône)

De la chaux pour réduire les fumées de soufre

Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État à l'environnement et à la qualité de la vie, ouvre lundi 16 mai, à Paris, le sixième congrès mondial pour la qualité de l'air, qui réunit au Palais des congrès, jusqu'au 20 mai, plusieurs centaines de médecins, d'industriels et de chercheurs de toutes disciplines.

Sur le terrain, on s'efforce de limiter la pollution atmosphérique dans les grands ensembles industriels, par exemple à Gardanne (Bouches-du-Rhône). Mais c'est une lutte qui coûte cher.

De notre correspondant

Marseille. — Le principe de l'injection de chaux dans la flamme pour assurer la désulfuration de la future centrale thermique de Gardanne-Meyreuil — en cours d'achèvement — a été retenu par le groupe de concertation formé d'élus et de fonctionnaires après des essais satisfaisants. C'est ce que vient d'annoncer M. Maurice Janetti, sénateur (P.S.) du Var et président de l'agence régionale pour l'énergie, chargé de suivre ce dossier.

Le procédé classique dit de « lavage humide alcalain », qui assure une désulfuration à 95 %, aurait coûté 600 millions de francs. On s'est donc tourné vers une formule plus économique mise au point par les Houillères de Provence, avec le concours de la Fondation de recherche internationale sur la flamme le constructeur de la chaudière, et le centre d'études et de recherches des Charbonnages de France (Cerchar). Les essais ont montré que les émissions de dioxyde de soufre produites par la combustion du charbon étaient réduites de 40 % à 70 % par l'injection de chaux dans la chaudière. Si le procédé n'atteint pas le rendement de ceux qui sont en fonctionnement notamment en Allemagne fédérale, il a un avantage certain en ces temps de rigueur : il ne nécessite qu'un investissement de 43 millions de francs pour un coût d'exploitation de 2,91 F le kilowatt, et il pourrait être mis en place au moment même de l'entrée en service de la centrale (juillet 1984).

« Ce rendement de désulfuration, a souligné M. Roger Jourdan, directeur des Houillères de Provence, *peut encore être amélioré si, au lieu de chaux, on utilise ultérieurement du calcaire. »* Mais ce complément d'installation nécessiterait un investissement de 75 millions de francs et l'immobilisation pendant plusieurs mois de la centrale. Par contre, le coût d'exploitation serait réduit à 0,88 F par kilowatt.

Pour que tout soit prêt en juillet 1984, il faut que la décision de financement soit prise ce mois-ci.

Le dispositif retenu présente toutefois des inconvénients sérieux. D'abord parce qu'une proportion de 30 % ou 40 % de dioxyde de soufre continuera à être émise par la cheminée géante (300 mètres), construite exprès, et s'ajoutera aux quelque 250 tonnes par jour déjà émises par les groupes en activité qui ne possèdent pas d'installation de désulfuration. Il faudra aussi mettre en exploitation une carrière de calcaire et s'attendre à une production accrue de cendres volantes, qui devront être mises en terril si leur commercialisation ne se développe pas.

JEAN CONTRUCCI.

CARNET

Naissances

— Anne-Bénédicte et Alain ERLANDE-BRANDENBURG ont la joie d'annoncer la naissance de
Jean-Tristan.
Paris, le 8 mai.

— Mme Robert Burgas a la joie de faire part de la naissance de son vingt et unième petit-enfant,
Michèle,
chez Dominique et Bruno FORMIGGINI.
Bologne, le 4 mai 1983.

— *Jean GEX et Anne-Marie, née* Rouilleault, partagent avec Cyrille, Anne-Catherine et Françoise leur joie en annonçant la naissance de
Vincent.
1er mai 1983. Lyon.

— Le *professeur et* Mme Marc REINHORN,
M. et Mme Michel ROUSSEAU,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils,
François,
le 8 *février* 1983 chez Thierry et Françoise.
REINHORN-ROUSSEAU.

— Véronique et Yves SALMON,
Aymeric et François-Xavier,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Lionel,
le 26 avril 1983, à Paris.

— *Antigone et Jean-Luc* SCHILLING *ont la joie de faire part de* la naissance de leur fils
Arthur.
Paris, le 8 mai 1983.
4, boulevard Saint-Michel.

Décès

— Mme Abadie et ses deux filles
ont la tristesse de faire part du décès de
Gilbert ABADIE,
commissaire de l'Armée du salut,
le 7 mai 1983.
« J'ai combattu le bon combat, j'ai achevé la course, j'ai gardé la foi. »
(II Tim., IV, 7).

— Les familles de Castro, Dumoulin, Mallah, Faraggi, Amar
ont le chagrin de faire part du décès de
Mme Léa de CASTRO,
née Mallah.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
24 rue Philibert-Delorme,
Paris-17e.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Gaston GUILLOU,
ingénieur des travaux publics.
La Roche-sur-Yon, 7 Juillet 1913.
Joao-Pessoa (Brésil), 29 avril 1983.

— On nous prie d'annoncer le décès, le 28 avril 1983, de
Hans H. HAUSSER,
(1915-1983),
officier de la Légion d'honneur,
ancien conseiller de presse,
ancien conseiller culturel
auprès de l'ambassade
de la République fédérale d'Allemagne
à Paris.
Nicola Hausser,
20, rue de l'Université,
75007 Paris.

— M. et Mme Christian Manen,
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de
M. Marcel MANEN,
ingénieur expert,
leur père, grand-père et parent,
survenu, le 11 mai 1983, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 18 mai 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 23, rue des Bernardins, Paris-5e, où l'on se réunira.
L'inhumation se fera dans le caveau de famille au cimetière principal de Beauvais (Oise), à 15 heures.
27, rue Steffen,
92600 Asnières.

— Tunis. Constantine. Paris.
M. Edouard Nataf,
M. et Mme Etienne Nataf
et leurs enfants,
M. et Mme Davis Gmach
et leurs enfants,
M. et Mme Eric Nataf
et leurs enfants,
Les familles Nakache, Toubiana, Natas, Sfez, parentes et alliées,
ont la grande douleur de faire part du décès de leur chère et regrettée
Gilette Esther NATAF,
née Nakache,
survenu le samedi 14 mai 1983.
Les obsèques auront lieu le mardi 17 mai.
On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux, à 8 h 45.
Ni fleurs ni couronnes.
90, avenue Parmentier, 75011 Paris.

— M. et Mme Philippe Piotet,
Dominique,
M. Jean-Pierre Piotet,
Fabienne et Julien,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Marcel PIOTET,
survenu au Chesnay, le 11 mai 1983.

— Nîmes (château de la Tuilerie).
Casablanca.
Mme Guy Serres,
M. et Mme Pierre Yves Comte,
leurs enfants Diane, Eric, Cyril,
M. et Mme Botto
et leurs enfants Nicolas et Thierry,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Guy SERRES,
survenu à l'âge de *soixante-seize ans*, le 7 mai 1983.
Les obsèques religieuses ont eu lieu le lundi 9 mai, à 14 h 30, en l'église de Caissargues (Gard).
L'inhumation a suivi au cimetière de Garons (Gard).

— La famille de
Léo SONNTAG
a la douleur de faire part de son décès, survenu le 8 mai 1983 à Vernon, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
Il a mis son énergie et son enthousiasme au service de la diffusion de la pensée du philosophe Constantin Brunner (1862 Altona - 1937 La Haye).
Les obsèques ont eu lieu le 11 mai à Cantiers dans l'intimité.
Sonntag, 27420 Cantiers.
Chademony, 43 rue Gazan, Paris.

— Le capitaine Philippe Trohel,
son époux,
Véronique, Sandrine, Alexandre et Thomas, ses enfants,
Le docteur et Mme Joseph Orvoën,
ses parents,
M. et Mme Georges Trohel,
ses beaux-parents,
Le docteur et Mme Guy Frija,
M. et Mme Jean-Bernard Orvoën,
Mlle Dominique Orvoën,
M. Jacques-Joseph Orvoën,
M. et Mme Jacques Trohel,
M. et Mme Michel Trohel,
M. et Mme Gubetti,
M. et Mme Rivereau,
Ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
Et *toute la famille*,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Philippe TROHEL,
née Maryvonne Orvoën,
survenu à Paris, le 13 mai 1983, à l'âge de trente-quatre ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-du-Prés au Mans (72), le mardi 17 mai, à 14 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Rémond Vulser,
leurs enfants et petits-enfants,
Ses sœurs, beau-frère, neveux et nièces,
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Marius VULSER,
née Marie-Antoinette Chassat,
survenu le 14 mai 1983 dans sa quatre-vingt-onzième année, à Versailles.
Une messe sera célébrée le mardi 17 mai, à 15 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc à Versailles, *suivie de* l'inhumation au cimetière de Saint-Louis.
76, rue de Rennes,
75006 Paris.

Remerciements

— Le grand rabbin Alain Goldmann
Et sa famille, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors de la disparition de
M. Szylem GOLDMANN,
prient toutes les personnes qui se sont associées à leur grand deuil de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

Avis de messes

— Un messe de requiem sera célébrée le mardi 17 mai, à 18 h 30, par le R.P. Carré, O.P., en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7e, à la mémoire de
M. Olivier MOREAU-NÉRET,
rappelé à Dieu le 20 avril 1983.

Communications diverses

— Le groupe n° 8 d'Amnesty International organise, le 3 juin 1983, en l'église de Notre-Dame-des-Ardents, à Lagny (Seine-et-Marne) un concert de musique baroque avec la participation de J.-L. Vieille-Girardet (orgue), E. Aubier (trompette), P. Neuranter (hautbois), O. Papillon (clavecin) et A. Le Bourdennec (violoncelle). Au programme : Vivaldi, Tartini, Torelli, etc. Prix : 40 F et 20 F.



Le Monde

ECONOMIE

Quelles conditions réunir pour un nouveau Bretton-Woods ?

A supposer que la proposition de M. François Mitterrand de préparer un « nouveau Bretton-Woods » pour réformer le Système monétaire international soit prise en considération, quelles seraient les conditions à réunir pour créer enfin les bases d'une stabilité durable après les échecs essayés par toutes les expériences tentées jusqu'à maintenant pour l'obtenir ?

S'IL est une initiative internationale du président Mitterrand qui s'inscrit dans la tradition laissée par ses prédécesseurs, c'est bien celle qu'il a prise le lundi 9 mai, devant les ministres des affaires étrangères et les ministres des finances des vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E., de proposer un *« nouveau Bretton-Woods »* pour réformer le système monétaire, ou plutôt pour en créer un puisque depuis 1973 le monde vit sous un régime de change qu'on a raison de qualifier de « non-système ».

« Ce que le monde appelle la crise du capitalisme est en réalité une crise monétaire », avait dit M. Valéry Giscard d'Estaing en juillet 1975, et c'est pour discuter de ce thème qu'il avait convié le président des États-Unis et les chefs de gouvernement de la R.F.A., de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Canada et du Japon, à participer avec lui à une conférence qui allait se tenir en novembre de la même année à Rambouillet, inaugurant la pratique des sommets annuels à sept.

Un peu plus de dix ans auparavant, le général de Gaulle avait demandé, au cours d'une conférence de presse qui avait fait beaucoup de bruit, le rétablissement des disciplines de l'étalon-or pour empêcher la dérive du système or-dollar institué à Bretton-Woods vers un système dollar pur (ce qui s'est produit par la suite, sans qu'il soit prouvé que cette malheureuse évolution ait servi les intérêts bien compris des États-Unis eux-mêmes).

Il serait trop simple d'opposer la constance d'une doctrine française attachée à la fixité des taux de change (ô paradoxe pour un pays qui pratique de si fréquentes dévaluations !) à la volonté américaine de faire confiance aux forces du marché pour déterminer la valeur du dollar par rapport aux devises européennes et au yen et d'expliquer par l'allergie des États-Unis à toute action concertée dans ce domaine l'instabilité régnante. C'est en termes plus subtils et plus appropriés que s'est exprimé le chef de l'État français : *« Retrouver,* a-t-il dit, *les conditions d'un système monétaire stable, avec des monnaies fixes de valeur économiquement raisonnable... »* Retrouver les conditions... et non pas instituer d'emblée. Et d'ajouter : *« Ce n'est pas hors de portée, à condition de le vouloir. »*

Aucun progrès ne pourra effectivement être réalisé avant que ne soient clairement posées les conditions à réunir pour assurer une stabilité des changes, souhaitée par tout le monde, mais qui s'est révélée impossible à obtenir aussi bien sous le système dit des taux de change fixes, qui s'est pratiquement effondré dès 1971 (suspension de la convertibilité du dollar en or par le président Nixon) pour disparaître en 1973 (flottement du dollar), que sous celui des taux de change flottants.

Il ne suffira pas de le vouloir pour atteindre un objectif apparemment aussi insaisissable. Il faut faire des propositions concrètes propres à en rendre la réalisation enfin possible. Les responsables français se félicitent de l'adoption unanime par les Sept des conclusions du groupe de travail sur les « interventions sur les marchés des changes », le 29 avril dernier à Washington (tout en déplorant qu'aussitôt après avoir approuvé ce document M. Donald Regan a réaffirmé la position traditionnelle de Washington sur l'opportunité de laisser flotter librement le dollar sans essayer de corriger artificiellement les tendances fondamentales du marché). Dans quelle mesure le texte élaboré par le groupe de travail constitué à la suite du sommet de Versailles constitue-t-il ou non une bonne base de départ pour une réflexion sur l'éventuelle réforme à entreprendre ?

C'est un fait que les partisans les plus déterminés des changes flottants, ceux qui proscrivaient toute intervention de la part des banques centrales sur les marchés des changes, estimaient eux aussi que leur solution était la plus apte à assurer une véritable stabilité. Leur raisonnement, accepté pour argent comptant par la majorité des experts à la fin des années 60 et au début des années 70, reposait sur une interprétation superficielle de la vieille loi (formulée dès le dix-huitième siècle en Angleterre) dite de la parité des pouvoirs d'achat. Selon cette loi, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre est à son point d'équilibre lorsque ce taux égalise leurs pouvoirs d'achat respectifs. Le franc vient-il à perdre de son pouvoir d'achat en France, où l'inflation est plus forte qu'en Allemagne, la monnaie française tendra à se déprécier par rapport au mark, parce que les Français auront intérêt à vendre leurs francs pour acheter des marks aussi longtemps qu'en se livrant à cette opération ils pourront acquérir davantage de biens et de services outre-Rhin qu'en dépensant leurs revenus sur leur propre territoire. Le processus de dégradation prendra fin lorsque *globalement* aura cessé l'écart entre le pouvoir d'acquisition des deux monnaies sur les deux marchés (ce qui ne veut pas dire qu'il ne restera pas avantageux d'importer d'Allemagne certaines marchandises et pour les Allemands d'acheter tel ou tel produit en France). Toute intervention, sinon pour de faibles montants et dans des circonstances particulières, des banques centrales sur les marchés des changes aura pour seul effet de retarder le moment où le taux d'équilibre sera atteint. A supposer, ajoutaient encore les théoriciens des changes flottants, que les politiques économiques et financières tendent à « converger », les taux de change, quoique établis librement sur le marché, tendraient aussi à se stabiliser, en dehors des interventions, arbitraires par nature, des autorités monétaires.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'expliquer dans ces colonnes (*le Monde* du 23 mars), les théoriciens en question ne se sont pas donné la peine (on pourrait citer maints autres exemples d'erreur de ce genre commise par les économistes contemporains) de se demander quelles étaient les hypothèses – très strictes – retenues par ceux qui avaient les premiers formulé la loi de la parité des pouvoirs d'achat. Jacques Rueff les avaient pourtant mises en lumière il y a aujourd'hui plus de cinquante ans... La loi en question ne vaut qu'à la condition que le système bancaire, entendu au sens large (banques commerciales plus la Banque centrale d'émission), n'accepte dans ses actifs que des effets de commerce liés par définition à la vie économique.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 23.)

Endettement et équilibrage de la balance des paiements

DANS une note confidentielle écrite à la fin de l'année dernière, le directeur de la Prévision du ministère de l'économie et des finances – bienheureux pays qui telle l'Égypte des pharaons entretient tout un service de fonctionnaires rompus à une tâche aussi périlleuse ! – écrivait : *« A partir de 1985, le poids de la dette (intérêts et amortissements) risque de compromettre toute perspective de redressement de la balance des paiements. »* Il entrait effectivement dans le devoir de l'auteur de ce texte d'attirer l'attention du gouvernement sur les conséquences de sa dispendieuse politique d'emprunts à l'étranger, mais n'hésitons pas à dire que sa façon de prévoir les conséquences en question dénote de sa part une méconnaissance du problème posé par l'équilibre extérieur.

Pour payer ses créanciers étrangers, la France sera obligée d'acheter sur le marché des changes un montant croissant de dollars et de toutes autres devises, marks ou yens, en lesquelles elle s'est endettée. Les francs qu'elle cédera en contrepartie seront nécessairement utilisés par leurs acquéreurs pour acheter des produits français de toutes sortes, marchandises et services, mais aussi des actifs immobiliers (usines, appartements, etc.) ou financiers, actions ou obligations et titres de la dette publique (bons du Trésor). C'est seulement dans la mesure où les non-résidents accepteront de dépenser les francs dont ils seront devenus possesseurs pour souscrire à des obligations et autres titres d'emprunt émis par des sociétés françaises ou par le Trésor français qu'on pourra dire que la France rembourse ses dettes passées en en contractant de nouvelles. Pour tout le reste, le remboursement s'effectuera par cession d'une fraction de plus en plus importante du produit annuel de la « maison France » ou de son patrimoine.

Tel sera le véritable impact du fait qu'aujourd'hui la France vit à crédit : demain, elle devra travailler davantage pour l'exportation, c'est-à-dire renoncer à consommer une part plus grande des fruits de son effort, ou consentir à aliéner une portion plus ou moins importante de ses actifs. La question se posera en termes de sacrifices (relatifs) du bien-être collectif, non pas en termes d'équilibre de la balance des paiements, tant il est vrai que l'obligation de remboursement, de par les conséquences qu'elle entraînera sur le fonctionnement du marché des changes, tendra à susciter les ressources en devises propres à la satisfaire. Autrement dit, de puissantes forces joueront en faveur du rééquilibrage automatique de la balance des paiements, comme le montre une expérience constante, tant française qu'étrangère (la Grande-Bretagne et l'Italie n'ont pas remboursé autrement les emprunts qu'elles avaient dû contracter vers le milieu des années 70), mais ce sera au détriment de l'augmentation du niveau de vie.

Quant à l'hypothèse du défaut de paiement, nous n'avons aucune raison de la retenir pour la France. Elle se réalisa quand l'effort de contraction de la demande intérieure qu'il serait nécessaire d'exiger de la population excède les limites du supportable, compte tenu des facultés d'adaptation de l'appareil productif national. L'état actuel de l'endettement du pays n'implique pas que ces limites doivent être atteintes.

P. F.

Luxembourg : des banques hyperdynamiques dans un pays aux prises avec le déclin de l'acier

Petit pays d'atmosphère bourgeoise, presque oublié aux confins de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, le Luxembourg a une économie originale, voire démesurée qui, à intervalles réguliers, attire l'attention sur elle d'une manière qui contraste étonnamment avec les habitudes d'aimable discrétion d'une population de seulement 365 000 habitants. Ses traits caractéristiques sont une sidérurgie surdimensionnée, dont le repli constitue le principal casse-tête national, et une place bancaire et financière hyperdynamique qui s'est développée en moins de vingt ans. Le souci de préserver sa prospérité a conduit les dirigeants grands-ducaux, voici un peu plus d'un an, à des audaces dont on se remet à peine à Bruxelles : irrités de la désinvolture dont les autorités belges avaient fait preuve à leur égard, en février 1982, au moment de la dévaluation du franc, n'ont-ils pas menacé de séparer le franc luxembourgeois du franc belge ? La ville de Luxembourg, l'un des trois sièges « provisoires » des institutions européennes, est en passe, malgré ses efforts, de perdre le Parlement européen, qui tient ses sessions plénières à Strasbourg et agrandit progressivement ses installations de Bruxelles. Elle abrite aussi la C.L.T., la Compagnie luxembourgeoise de télévision, la maison mère de R.T.L. ; situation privilégiée qui, à l'heure du câble et de la télévision par satellite, conduit les responsables luxembourgeois plus souvent que le poids de leur pays pourrait le faire penser, à la table de négociations avec les gouvernements belge ou français.

« *LE Luxembourg vivait de l'acier comme l'Égypte vivait du Nil* », raconte M. Pierre Werner, président du gouvernement. L'image correspond toujours à la réalité, sinon que la sidérurgie est entrée en décadence. L'Arbed, le tout-puissant groupe luxembourgeois, a été durement frappé par la crise. Le second semestre 1982 a été catastrophique. Dans la déclaration du gouvernement sur la situation économique, sociale et financière de la nation qu'il a présentée devant la Chambre des députés le 8 mars 1983, M. Werner parle *d'« évolution désastreuse des exportations sidérurgiques en fin d'année »* et note qu'au cours des deux premiers mois de 1983 la production a diminué de 23,4 %. Le gouvernement ne peut pas laisser les choses aller : la sidérurgie représente encore 50 % de la production industrielle, 12 % de l'emploi, près de 60 % des échanges extérieurs. Des pans entiers de la vie économique, depuis la Sécurité sociale jusqu'aux chemins de fer, dépendent de la survie de l'industrie de l'acier. Quel que soit le dynamisme des autres secteurs, la sidérurgie n'est pas remplaçable du jour au lendemain. Dans sa déclaration gouvernementale, le chef du gouvernement parle encore *de « l'impact colossal que la crise sidérurgique... a sur l'état économique du pays »*. L'objectif prioritaire de la nation est donc de sauver l'Arbed, de lui éviter la faillite. Comment faire ? Les décisions sont préparées au sein d'une « tripartite sidérurgique » créée en 1977 pour gérer la crise et où se retrouvent les représentants de l'Arbed, des pouvoirs publics et des syndicats. Au cours des cinq dernières années, cette instance de concertation a joué son rôle avec efficacité. Son premier titre de gloire est d'être parvenue à éviter toute tension sociale sérieuse. *« Un des avantages de l'exiguïté, c'est que tout le monde se connaît »*, commente à ce sujet M. Henri Ahlborn, le directeur de la chambre de commerce.

Une sagesse précoce ?

Aujourd'hui, compte tenu de l'importance des obstacles à vaincre, le « consensus » au sein de la tripartite sera peut-être plus difficile à atteindre. Parmi ces obstacles figure en bonne place la nécessité, Europe oblige, de faire approuver le nouveau plan de restructuration par la Commission de Bruxelles. Or, apparemment, le courant ne passe guère entre Luxembourg et les services du vice-président Davignon. Pour guider leurs travaux, les pouvoirs publics, les syndicats et les industriels du Grand-Duché disposent d'un rapport rédigé à la demande du gouvernement par M. Jean Gandois, ancien P.-D.G. de Rhône-Poulenc et de Sacilor. Une expertise qui a mis du baume au cœur des dirigeants grand-ducaux car elle souligne le caractère très efficace d'une partie des installations de l'Arbed sans dissimuler pour autant l'ampleur des difficultés. L'opération de sauvetage comporte trois volets – industriel, financier et social, – étroitement liés entre eux.

Le schéma industriel d'abord. Les Luxembourgeois essaient de résister à la pression exercée par Bruxelles pour qu'ils réduisent, à l'image de ce qui est demandé aux autres pays membres, leur capacité de production d'environ 20 %.

Ils font valoir qu'ils ont agi plus tôt que la plupart de leurs voisins. Ils n'ont pas accordé de subventions publiques pour maintenir en vie des exploitations condamnées. Ils estiment légitime que compte soit tenu de leur sagesse précoce. *« Entre la fin 1974 et la fin 1982, la production d'acier au Luxembourg a baissé de près de 42 % contre une moyenne communautaire de 20 %... Il ne nous paraît pas raisonnable de fixer des normes de réduction globale pour toutes les sidérurgies européennes »*, déclare M. Werner. Quoi qu'il en soit, la chute des commandes, conjuguée au peu de moyens financiers disponibles pour de nouveaux investissements, oblige à programmer des fermetures d'usines supplémentaires. L'Arbed a des atouts : la « phase liquide », c'est-à-dire la fonte de l'acier, est très performante, ainsi que la fabrication de produits longs, lourds et moyens. En revanche, ses laminoirs pour produits plats, situés à Dudelange, sont vétustes. A terme, ils semblent menacés. Une négociation complexe est engagée avec les Belges. L'objectif est d'opérer des « cynergies », de parvenir d'un commun accord, par des échanges de quotas de production, à une meilleure spécialisation.

La plus grande faiblesse de l'Arbed

Cette négociation comporte un volet financier. *« La plus grande faiblesse de l'Arbed est sa situation financière ; son endettement réel, fin 1982, est de l'ordre de 55 milliards de francs luxembourgeois... Les charges financières, qui ont atteint près de 5 milliards en 1982, vont encore augmenter en 1983... Il s'agit là d'une fragilité mortelle. Le niveau annuel maximal de charges financières supportable par l'Arbed, pour maintenir un équilibre, est de 3,5 milliards de francs luxembourgeois »*, écrit M. Gandois. Le gouvernement luxembourgeois s'apprête à consentir un effort considérable pour aider l'Arbed. Mauvaise affaire pour le citoyen, dont les impôts vont sérieusement augmenter, il vient d'en être prévenu. Néanmoins, il n'y a pas de relations entre les besoins considérables de l'Arbed et les possibilités financières limitées de l'État. Conséquence, le groupe luxembourgeois sera probablement contraint de céder des actifs qu'il possède à l'étranger, notamment une partie du capital qu'il détient dans Sidmar à Gand. L'acquéreur final pourrait être le gouvernement belge.

Les crédits rassemblés par le gouvernement serviront en particulier à financer les conséquences sociales du programme de restructuration. En 1974, à la veille de la crise, l'Arbed employait 27 000 personnes. Aujourd'hui, les effectifs atteignent à peine 17 000. D'après les prévisions de M. Gandois, reprises comme hypothèse de travail par le gouvernement, ils devraient tomber à 10 500 en 1987. Un « dégraissage » que la tripartite souhaite opérer dans des conditions aussi peu douloureuses que possible, comme elle a réussi à le faire jusqu'ici. Rappeler ce succès conduit à évoquer une expérience originale, celle de la DAC (division anticrise de l'Arbed). La formule a été conçue en 1977 comme un recours provisoire, quand on croyait que la crise ne durerait que quelques années. Il y a une tradition dans la sidérurgie. Les ouvriers étaient attachés à leur métier et à leur entreprise, d'autant plus que l'Arbed payait mieux que quiconque. Lors des fermetures d'atelier, au lieu de les licencier, ils furent transférés à la DAC et restèrent ainsi formellement membres du personnel de l'Arbed. Une partie d'entre eux travaillaient dans d'autres usines de l'Arbed. Certains suivaient des stages de formation, d'autres encore étaient « prêtés » par la DAC à des entreprises extérieures.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 22.)

Le poids croissant des dépenses militaires dans l'économie mondiale

par ALAIN COTTA

EN dépit des espoirs et des prévisions qui courent maintenant depuis plus de dix-huit mois, le dollar ne baisse pas. Il est indiscutablement surévalué, quelles que soient l'année de référence choisie et les normes de pouvoir d'achat adoptées, de 15 à 20 %. C'est un fait que le président Reagan aura réussi à faire beaucoup mieux que le président Carter ne l'eût jamais rêvé et n'avait osé le proposer. Que l'on en juge (1). Les dépenses publiques auront augmenté de 2 % du P.N.B., en même temps que les recettes. La croissance de l'endettement public aura égalé 50 % en deux ans, passant de 1 000 à 1 500 milliards de dollars de 1980 à fin 1983. Et toute la politique économique, dont l'objectif est de sortir de la plus longue récession connue par les États-Unis depuis la seconde guerre mondiale, est désormais clairement inspirée par de bonnes vieilles recettes keynésiennes. La politique budgétaire s'est infléchie dans sa volonté de bâtir la reprise sur la reviviscence de la demande, stocks et consommation notamment, alors que la politique monétaire a régressé dans son importance et est modifiée dans son contenu. La nécessité d'une croissance plus élevée de la masse monétaire a finalement été imposée par la Maison Blanche aux banquiers et au Système fédéral de réserve.

(Lire la suite page 24.)

(1) Sur ce point, cf. W. Heller, « M. Reagan is a Keynesian now », *Wall Street Journal*, 23 mars 1983.

Luxembourg : des banques hyperdynamiques dans un pays aux prises avec le déclin de l'acier

(Suite de la page 21.)

Le noyau le plus difficile à « caser », un bon millier en 1981-1982, était occupé à des travaux dits d'intérêt national : nettoyer les forêts, refaire les sentiers... Ils sont aujourd'hui 2 500 à la DAC, dont des ouvriers belges et français. Le système qui a permis d'atténuer les effets de la crise a suscité des critiques et est appelé à disparaître. C'est qu'il crée des rigidités : les travailleurs de la DAC hésitent souvent à la quitter pour aller tenter leur chance ailleurs, là où des emplois sont créés. Le coût pour l'Arbed, et de plus en plus pour l'État, est trop élevé. Ce dernier y engouffre plus d'un milliard de francs luxembourgeois par an.

Ainsi, davantage de mobilité va être exigée. La partie est jouable car il se crée des emplois au Luxembourg, y *compris dans* l'industrie, même si elle ne représente plus que 30 % du PIB contre 45 % en 1973. L'effort de diversification a commencé dans les années 60, alors surtout pour donner du travail aux agriculteurs qui quittaient la terre. Il s'est en particulier déployé autour de la ville de Wiltz, dans le nord du pays. C'est là que s'est installé, puis a grandi Goodyear, le fabricant de pneumatiques, au point de devenir la deuxième industrie nationale.



Un contrepoids

La politique de diversification a eu pour principal objet de créer un contrepoids à la sidérurgie. Elle a connu quelques échecs mais au total ce sont près de quatre-vingts entreprises nouvelles qui ont été créées au Grand-Duché au cours des vingt dernières années. Ce zèle prend sa source dans une grande préoccupation. *« Nous ne voulons pas devenir entièrement une économie de services »*, commente M. Paul Helminger, le secrétaire d'État aux affaires étrangères. Les principaux axes de la diversification sont outre la chimie (Goodyear, Dupont de Nemours), l'aluminium, le verre, et ce qu'on appelle ici les services industriels : engineering, laboratoires de recherches dans des techniques nouvelles, distribution, etc. Les quarante-sept entreprises nouvelles implantées avec l'aide de l'État depuis 1976 ont permis d'offrir deux mille cinq cents emplois nouveaux. Au total, il s'est créé au Luxembourg, durant cette période, plus d'emplois qu'il n'en a disparu. Paradoxalement, cet apport n'a pas empêché le chômage de surgir. Il y a dans le pays une inadéquation entre la *formation*, les *mentalités* aussi, et les emplois offerts. Déjà 26 % de la population sont des étrangers (surtout des *Italiens et des Portugais*) mais, s'agissant de la main-d'œuvre industrielle on atteint le taux extravagant de 35 %. *Le gouvernement* a freiné l'immigration portugaise. Elle a été remplacée par des ressortissants de la communauté, Français, Allemands et Belges. L'appel a été parallèlement nécessaire pour assurer le démarrage, puis le développement du secteur bancaire voici une quinzaine d'années.

Une belle aventure

Superbe aventure que celle de la place financière de Luxembourg, la troisième d'Europe après Londres et Paris. On y compte maintenant cent vingt-quatre banques au lieu d'une petite quinzaine il y a moins de vingt ans. Le secteur emploie huit mille cinq cents personnes, soit 6 % de la population *active*, et crée près de cinq cents emplois chaque année. Il représente 18 % du PIB du pays. Le boom *bancaire a été progressif* ; chacune de ses étapes correspond à des restrictions décidées ailleurs. Le coup d'envoi a été l'instauration aux États-Unis en juillet 1963 de l'Interest Equalization Tax, qui était un prélèvement à la source pour les émetteurs étrangers d'obligations sur le marché américain. C'est alors que se sont développées en Europe les émissions d'obligations libellées en dollars. Ce fut ensuite le tour des banques allemandes de s'installer massivement au Grand-Duché pour y mener leurs opérations internationales, après l'introduction en R.F.A. du « bar depot », qui faisait obligation aux banques de constituer des réserves auprès de la banque centrale sur les dépôts des non-résidents. L'assujettissement à la T.V.A. des transactions sur l'or en Suisse, en Allemagne et au Royaume-Uni, a joué également un rôle.

Un paradis fiscal ?

Les raisons de ce succès sont multiples. A la faveur de l'existence d'un double marché des changes, la Belgique et le Luxembourg assurent une liberté absolue aux mouvements de capitaux internationaux. Le Grand-Duché est-il un paradis fiscal ? Les Luxembourgeois s'en défendent. Cependant la législation est assurément très favorable. Les intérêts sur les dépôts des clients étrangers de même que les revenus des coupons encaissés par des non-résidents sont exempts de tout impôt, y compris de toute retenue à la source. Certes les banques sont imposées à plus de 50 % sur leurs bénéfices nets (30 % en Suisse) mais, disposition bien pratique, les opérations bancaires ne sont pas taxées. Le *marché* de l'or, exempt de T.V.A. et protégé par l'anonymat, alors qu'il est étouffé à Paris, progresse ici peu à peu.

Le régime favorable appliqué depuis l'avant-guerre aux sociétés holding est propice *au développement* de l'activité bancaire. Sociétés purement financières à qui il est interdit d'avoir des activités commerciales, elles ne payent pas d'impôts sur le revenu mais acquittent une simple taxe d'abonnement établie en fonction du capital. Elles sont ainsi cinq mille installées au Luxembourg. La plupart étrangères, domiciliées auprès de banques, d'avocats ou de sociétés spécialisées, elles procèdent à des opérations financières s'adressant au marché des capitaux pour reprêter à leurs maisons mères...

« Une place où l'on peut faire beaucoup de choses mais avec sérieux », observe M. Jacques Poos, ancien ministre des finances, P.-D.G. de l'établissement luxembourgeois de *Paribas*. M. *Albert* Dondlinger, le président du directoire de la banque internationale de Luxembourg, insiste, lui aussi, sur le caractère à la fois *« strict et souple »* du contrôle. Le secret bancaire a été renforcé par une loi récente. Bref une place qui se veut éminemment respectable, où le phénomène de concentration, de voisinage, contribue au succès. *« La collaboration bancaire est excellente ici, on réunit comme un rien deux milliards de francs belges pour un débiteur important »*, note M. Poos.

L'installation à Luxembourg des institutions financières de la Communauté, en particulier de la Banque européenne d'investissements, joue dans le même sens. Le succès est impressionnant. Luxembourg traite environ 10 % des euro-monnaies ! Certes, la place ne s'agrandit plus au même rythme qu'il y a quinze ans. On compte désormais une ou deux banques nouvelles par an alors qu'il en surgissait entre dix et vingt chaque année, de 1968 à 1973. Mais l'activité s'élargit. Luxembourg développe ainsi la gestion de portefeuilles. Elle déborde sur les services : consultants juridiques, expertises techniques et comptables, et assurances ; deux grandes compagnies de réassurances se sont récemment installées.

Le gouvernement est bien décidé à faire le nécessaire pour que rien ne vienne porter atteinte à cette nouvelle source de prospérité : *« La compétitivité et l'attraction financière, qui reposent tant sur des facteurs matériels que sur un climat psychologique, ne doivent en aucun cas être mises en cause »*, a souligné M. Werner dans sa déclaration de mars sur l'état de la nation. Nulle menace ne semble venir de la Communauté, qui a renoncé à venir enquêter ou réglementer les diverses activités financières grand-ducales. M. Dondlinger ne croit pas à une harmonisation restrictive des législations des Dix. *« Si, par hasard, il y a une harmonisation, elle se fera dans le sens de la libéralisation, et alors* — observe-t-il — *c'est celui qui a de l'avance qui est le bénéficiaire. »*

La querelle du franc

Ce souci de conserver intactes toutes ses chances à la place financière explique en partie la grogne des autorités luxembourgeoises à l'encontre du gouvernement de Bruxelles en *février* 1982 lors de la dévaluation du franc commun. Les Luxembourgeois étaient furieux d'avoir été placés devant le fait accompli. Mais, au-delà de la susceptibilité, leurs réactions avaient des *fondements* bien réels : renchérissement des importations, accélération de l'inflation, et surtout difficultés accrues pour *la place financière*. Une fraction très importante des dépôts au Luxembourg est placée en devises fortes. *La dévaluation* a donc entraîné une réévaluation de ces devises dans les bilans des banques, ce qui leur a posé un difficile problème de recapitalisation. *« Il est mauvais pour nous d'être liés à une devise faible ; tout dérapage supérieur à 5 % par rapport au mark est dangereux ; la péripétie de l'année dernière ne pourrait se reproduire »*, commente M. Dondlinger. On a évoqué à l'époque avec beaucoup de sérieux la possibilité d'un divorce entre le franc luxembourgeois et le franc belge. Théoriquement du moins, toutes les dispositions techniques ont été prises pour permettre, le cas échéant, de décrocher. Le gouvernement l'a-t-il vraiment souhaité ? *L'économie* du pays a-t-elle une dimension suffisante pour posséder une monnaie qui naviguerait plus ou moins seule ? Sinon, à quelle devise ou à quel panier de devises rattacher le franc luxembourgeois ?

Autant de questions auxquelles les Luxembourgeois donnent des réponses différentes. Une cacophonie qui n'est pas gênante car le problème pour l'instant est dépassé. Les Belges ont fait amende honorable et promis-juré de traiter avec moins de désinvolture leurs partenaires du *Grand-Duché. Surtout*, le gouvernement chrétien-libéral en place à Bruxelles mène une politique dont l'*ambition* est de *faire du franc* belge l'une des monnaies les plus stables du système monétaire européen. Le franc belge et son annexe, le franc luxembourgeois, sont redevenus des monnaies fortes, le calme est revenu sur ce front, le gouvernement peut se concentrer sur le seul mais gigantesque problème national : sauver la sidérurgie. Engagé dans une course-poursuite pour gagner ce pari, le Grand-Duché fait preuve, on s'en rend compte, d'une vitalité exemplaire.

PHILIPPE LEMAITRE.



LE COLLOQUE DU BISCHENBERG

Savoir désinvestir est souvent aussi indispensable que savoir investir

« *LE désinvestissement est parfois aussi indispensable que l'investissement (...). La crise économique, pour reprendre les thèses de l'économiste Schumpeter, c'est la liquidation des investissements qui n'ont plus leur marché (...). L'aide de l'Etat pour sauver les entreprises faibles est une erreur, sur le plan économique et social ; il faut, au contraire, aider les forts, les gagneurs...* » Telles sont les fortes paroles qui ont pu être entendues au cœur des Journées d'études du Bischenberg, près d'Obernai, les 6 et 7 mai 1983. Dans un site admirable, sur les premières pentes des Vosges, face à la plaine d'Alsace et à la Forêt-Noire, M. Théo Braun, président du conseil de surveillance de la Banque fédérative du crédit mutuel et de la Confédération, accueillait rituellement, comme chaque année – sauf la dernière, – de nombreux représentants de la banque et du monde des affaires français et étrangers, allemands notamment. Le thème du colloque, présidé par M. Yves le Portz, président de la Banque européenne d'investissement, était « Mutations industrielles et financement ».

Sur la nécessité absolue de ces mutations, tout le monde est tombé d'accord. Elles sont d'abord commandées par l'évolution des marchés et le progrès des technologies, terriblement rapides. Venu en voisin, M. Henri Lachmann, P.-D. G. des Forges de Strasbourg, a pu montrer comment, en neuf ans, une entreprise régionale a pu passer de cinq mille sept cents personnes à six mille quatre cents, en abandonnant une activité sidérurgique (laminoirs) et mécanique (machine-outil et charpente) pour devenir un des premiers fabricants européens de mobilier métallique et de cloisons.

Pratiquer simultanément et de façon progressive l'investissement et le désinvestissement, devenir chef de file dans les activités où l'on est fort, au besoin grâce à l'achat de licences, et sortir ou se contracter dans les métiers où on ne peut plus faire le poids : nul ne peut plus éluder ce choix. C'est ce qu'a exprimé, avec brio, M. Robert von Kunitzki, membre de l'état-major du groupe sidérurgique luxembourgeois Arbed, selon lequel « *des dirigeants d'entreprise devraient non pas chercher à prouver à tout prix qu'ils ont raison dans chaque projet qu'ils entreprennent, mais se rappeler que le désinvestissement est aussi honorable, et souvent plus profitable, que l'investissement* ».

Le guet-apens intellectuel

Il a saisi l'occasion pour dénoncer « *l'énorme guet-apens intellectuel* » qui consiste à penser que, avec l'inflation et avec le temps, tout investissement finit par être rentable. Sidérurgiste, M. von Kunitzki parlait d'or... Il s'est taillé un franc succès en évoquant la différence essentielle entre un train et un ingénieur : lorsque le train déraille, il s'arrête... M. Georges Besse, président du géant nationalisé Pechiney-Ugine-Kuhlman (PUK), a rencontré le même succès en parlant de « *l'élimination des secteurs à génération de liquidités négatives* », métaphore pudique pour qualifier les filiales lourdement perdantes (Ugine-Acier, PUK-Chimie, etc.) qui ont coûté à PUK 8 milliards de francs depuis 1972. Abandonnant toute retenue polytechnicienne, il a fini par les appeler « *incinérateurs à cash flow* », dont il faut se débarrasser le plus vite possible, ce qu'il est parvenu à faire pour la chimie tout récemment.

En ce qui concerne le financement – l'un des deux thèmes du colloque, – M. Besse devait répondre que, pour lui, président d'entreprise publique depuis longtemps, il « *avait toujours considéré qu'il fallait gagner le plus d'argent possible, et en demander le moins possible à l'actionnaire (l'Etat)* ». « *L'autonomie ne se conçoit que pour ceux qui gagnent vraiment de l'argent.* » Voilà qui devrait satisfaire M. Delors !

Les gagneurs, les forts... Il faut les aider, les renforcer encore, et non pas continuer à porter à bout de bras les « canards boiteux », dont le soutien pèse sur les entreprises viables, le budget des Etats, et retarde les ajustements au préjudice, finalement, des travailleurs, qui, au bout du compte, n'en perdent pas moins leur emploi. Ce thème, développé par M. Franz Andriessen, membre de la Commission de la C.E.E., a réuni un large consensus. L'argent est rare et cher, il faut donc l'employer à bon escient (que l'on pense à la sidérurgie). M. Andriessen a tout de même concédé que, temporairement, des entreprises pouvaient être faibles, et qu'il fallait les aider, au besoin, dans le cadre communautaire.

Dans quelles conditions et à quel rythme ? Tout est là. M. Tokuda, membre de l'état-major de la Long Term Credit Bank of Japon, a fait rêver les Européens lorsqu'il a décrit la prodigieuse rapidité avec laquelle l'industrie nippone a changé de cap après le premier choc pétrolier, abandonnant des pans complets d'activité, comme l'aluminium, pour se concentrer sur la haute technologie. Evoquant cet exemple, M. Jean Saint-Geours, président du Crédit national, a pu montrer que, même en France, de nombreuses entreprises profitent de la mutation générale dans l'industrie pour progresser très vivement. Hélas ! l'écart s'accroît avec celles qui régressent, vouées à une mort plus ou moins prochaine.

Un autre consensus a été réalisé sur le fait que, en dépit de toutes les difficultés, le protectionnisme n'est qu'un anesthésiant, et, qu'en définitive, rien ne remplace l'art du chef d'entreprise. Aucun accord n'a été réalisé, en revanche, sur le rôle du banquier vis-à-vis de l'entreprise : simple fournisseur qui n'a pas à se mêler de la gestion, ou partenaire à part entière associé aux décisions à caractère industriel ? Cette indécision en dit long si on la rapproche de la progression vertigineuse des engagements des banques : combien de crédits bancaires ont-ils été accordés sans garantie à des monstres sacrés, des « porte-avions incoulables » ? Venu en voisin par-dessus le Rhin, le spectre d'A.E.G., le géant allemand tombé en faillite l'année dernière, est venu planer sur l'assemblée.

FRANÇOIS RENARD.

Quelles conditions réunir pour un nouveau Bretton-Woods ?

(Suite de la page 21.)

On comprend intuitivement (une démonstration rigoureuse est possible) que dans ces conditions la valeur des devises (créances offertes sur le marché des changes) tende à être déterminée par des facteurs de nature exclusivement économique, tel le niveau général des prix dans les pays dont les monnaies sont échangées.

Mais dans la réalité les systèmes bancaires achètent d'autres actifs, et en particulier des bons du Trésor. La valeur respective des monnaies tend alors à être déterminée par des facteurs de nature plus financière qu'économique. C'est une première et puissante raison pour mettre en échec la loi de la parité des pouvoirs d'achat. Aujourd'hui, les Etats-Unis et la R.F.A. sont parvenus à réduire considérablement l'inflation de leurs prix intérieurs. On pourrait s'attendre que le taux de change entre le dollar et le mark se stabilise progressivement à un niveau correspondant à l'« équilibre ».

Pourtant le dollar est manifestement surévalué par rapport au mark (et à d'autres monnaies européennes). Le fait qu'attirés par des taux d'intérêt élevés les investisseurs étrangers achètent d'énormes quantités de bons du Trésor américains (contribuant ainsi à financer le déficit budgétaire des Etats-Unis) n'est évidemment pas étranger à ce phénomène.

Bien qu'il donne lui aussi plus qu'un simple coup de chapeau à l'idée selon laquelle les taux de change refléteraient l'évolution des « données économiques fondamentales sous-jacentes », le rapport auquel il vient d'être fait allusion est bien obligé d'admettre que les faits ne se conforment pas toujours aux conclusions d'une théorie admise sans examen approfondi. « *On estime en général*, écrivent ses auteurs, *que les mouvements des taux de change tendent à refléter à long terme les taux respectifs d'inflation, bien que ceux-ci ne se soient pas révélés être des indicateurs fiables de ces mouvements dans le court terme.* » Quel est le long terme ? Quel est le court terme ? Les auteurs du rapport sont incapables de nous le dire avec précision, de même que dans un autre passage ils avouent leur impuissance à proposer une « *définition claire des données économiques fondamentales et, partant, de l'existence d'une relation entre les niveaux de taux de change et les données fondamentales* ».

Au moins à titre implicite, le rapport fournit une première critique – fondée sur des arguments hélas exclusivement empiriques – du postulat qui a été responsable de tant d'erreurs de jugement depuis une bonne quinzaine d'années (sous l'influence en particulier de Milton Friedman et de son école), à savoir que le marché avait toujours raison. Or ce sont des arguments tirés d'une interprétation correcte des phénomènes de marché qui permettent de dénoncer l'illusion des « monétaristes » modernes. Les Américains devraient y être sensibles si toutefois ils ne se laissent pas obnubiler (comme on peut le craindre à la lecture du rapport) par les pseudo-conclusions des théories à la mode sur les « anticipations » et « l'efficience du marché » ; mais laissons de coté ces arguties pour spécialistes.

Débarrassés de l'illusion en question, les négociateurs éventuels d'une réforme monétaire feraient un grand pas en avant s'ils essayaient d'établir :

1) Des règles de conduite communes s'appliquant aux banques centrales en matière d'intervention non pas seulement sur les marchés des changes mais d'abord, et surtout, sur leurs marchés monétaires respectifs, dont l'évolution commande en dernier ressort l'évolution des marchés des changes. Le rapport contient dans ce domaine quelques excellentes choses. Quand une banque centrale intervient sur le marché des changes pour soutenir sa monnaie (en vendant par conséquent des devises qu'elle avait en réserve), son intervention se révèle vite inefficace si elle neutralise simultanément l'effet de contraction sur la masse monétaire intérieure, que cette perte de réserve entraîne automatiquement, par des opérations en sens contraire sur le marché monétaire (achat de titres libellés en monnaie nationale par la Banque centrale pour remplacer dans son actif les devises perdues). On doit se féliciter que le rapport, pour la première fois depuis longtemps, dénonce l'effet négatif de ces opérations de « stérilisation ». Ce faisant, il fait plus pour le rétablissement éventuel, dans un avenir plus ou moins lointain, des disciplines de l'étalon-or que maints zélateurs de l'orthodoxie monétaire.

2) Des règles communes s'appliquant aux différents Trésors publics qui devraient strictement limiter l'accès aux investisseurs étrangers des bons et obligations qu'ils émettent. Le système de Bretton-Woods des taux de change fixes s'est effondré à cause de l'accumulation indéfinie par les banques centrales d'Europe occidentale et du Japon de bons du Trésor américains. Le même phénomène se reproduisant aujourd'hui sur une échelle beaucoup plus large provoque l'effet contraire : il pousse à la hausse du dollar, mais tôt ou tard l'accumulation des actifs libellés en dollar finira sans doute par jeter une nouvelle fois un doute sur la valeur à long terme de ces actifs, provoquant une baisse exagérée du dollar aux conséquences non moins malsaines (quoique évidemment différentes) que sa surévaluation actuelle.

Bien d'autres questions sont soulevées par la proposition française, et notamment celle-ci : suppose-t-elle ou non une nouvelle modification des statuts du F.M.I., déjà modifiés de fond en comble il y a cinq ans ?

D'un strict point de vue juridique la réforme n'est pas devant nous mais derrière nous. En janvier 1976 ont été signés entre les principaux intéressés d'importants accords portant amendement des statuts du F.M.I. : légalisation des taux de change flottants, mais faculté ouverte aux pays membres d'en revenir à un système de taux de change « *fixes mais ajustables* » – une expression pleine d'ambiguïté, – à condition que la décision soit prise par 85 % des suffrages, procédure qui donne aux États-Unis un droit de veto (ce qui est normal puisque toute l'affaire repose sur la question de savoir si le dollar doit être stabilisé ou non). Une autre disposition fondamentale des accords de la Jamaïque entrée en vigueur en 1978 (1) est qu'ils proscrivent le rétablissement de l'or en tant qu'étalon ; en conséquence de quoi les pays membres du F.M.I. ont pour le présent et l'avenir perdu le droit de définir par un poids d'or la valeur de leur monnaie. Une interdiction qui, à la lumière de l'expérience (sans parler du raisonnement) acquise en la matière depuis un bon demi-siècle, laisse planer un sérieux doute sur la possibilité effective d'instaurer un système de parités fixes à l'échelle internationale.

PAUL FABRA.

(1) Ils n'ont pas été ratifiés par le Parlement français, mais s'appliquent à la France puisque le quorum prévu a été atteint.

Le poids croissant des dépenses militaires dans l'économie mondiale

(Suite de la page 21.)

Ajoutons, enfin, que l'épouvantail le plus craint des milieux financiers, le déficit budgétaire, a étendu ses bras toujours plus longs et agités sur *une économie longtemps atone*. En 1983, ce déficit atteindra 210 milliards de dollars, soit 6,6 % du P.N.B. américain. Visiblement, aucune de ces évolutions n'aura eu le moindre effet. Il est, pourtant, facile d'imaginer à quel point elles eussent *été* invoquées pour expliquer une chute du dollar de grande ampleur.

Un seul phénomène peut être retenu, aujourd'hui, pour justifier la surévaluation de cette monnaie : le taux d'intérêt réel américain, bien qu'ayant baissé depuis 6 mois, reste le *plus élevé du monde : 5 %. Il est* indissociable d'un déficit budgétaire qui lui-même tire son existence de la seule volonté à laquelle le président Reagan n'aura pas renoncé : la reconquête par les États-Unis de leur suprématie militaire. La planète tout entière vit aujourd'hui – *et vivra demain* – une condition dominée par des préoccupations purement militaires.

L'ampleur des dépenses militaires, en valeur absolue et, plus encore, relative, apparaît d'autant plus qu'elles sont comparées au P.N.B. et au déficit budgétaire. Celles-ci représentent, désormais, plus de 6 % du P.N.B. La reprise de l'économie *américaine en 1983 ne diminuera* pas leur importance. Au contraire, puisque les décisions d'ores et déjà prises assurent leur croissance jusqu'au terme de la décennie. En 1988, elles atteindront 7,5 % du P.N.B., soit le niveau le plus élevé depuis la *fin* de la seconde guerre mondiale. Fait plus significatif encore, les dépenses militaires équivalent à peu près au déficit budgétaire. La reprise actuelle ne fait que ramener les dépenses militaires au niveau *du déficit. Mais la poursuite* d'une croissance voisine de 3 % ne devrait pas empêcher que ces dépenses ne dépassent à nouveau le déficit budgétaire.

Budget militaire et déficit

Certes, il est toujours quelque peu artificiel d'imputer une quelconque fraction des dépenses *publiques* au déficit. On eût pu choisir les dépenses sociales ou celles de fonctionnement d'une administration publique, aux États-Unis comme ailleurs, en hausse relative. Mais la nature particulière des dépenses militaires, surtout *lorsqu'elles atteignent une* telle ampleur, autorise la mise en correspondance directe de ces deux entités. Les dépenses militaires sont consacrées pour leur plus grande part – 50 % au moins – à la création de biens qui ne sont pas destinés *à la consommation ou, plus généralement*, à la demande globale, d'origine privée ou publique. Elles conduisent même à des biens dont la *justification* ultime est *précisément* qu'ils ne seront jamais utilisés.

Cet emploi très particulier du produit national que sont la création *puis l'entretien d'actifs* collectifs de défense correspond à un « investissement » qui ne serait jamais suivi d'une production justifiant l'épargne qui n'en reste pas moins nécessaire à son financement. La comparaison des dépenses militaires et du déficit, *en l'occurrence leur quasi-*équivalence, suggère qu'ils sont, actuellement, financés aux États-Unis par appel intégral à l'épargne forcée. Le taux d'épargne net américain aura baissé de plus de deux points depuis 1973. Aujourd'hui, il n'excède pas 7 % du P.N.B. (en 1982, 206 milliards d'épargne nette pour un P.N.B. de 3 000 milliards de dollars environ), soit une importance à peu près équivalente, elle aussi, à celle des dépenses militaires.

*Le financement des dépenses mi*litaires par des voies autres que le déficit condamnerait l'économie américaine à une stagnation, puis à une régression économique qui condamnerait toute ambition militaire.

La seule solution de conciliation passe donc bien par l'épargne forcée, qui, d'ailleurs, n'en met pas moins en cause l'existence d'un vo*lume d'investissement net compati*ble avec une croissance soutenue. En 1983, les dépenses militaires auront été cinq fois supérieures à l'investissement net ! En 1984, même si la croissance retrouvée se poursuit, le rapport devrait rester égal à 2,5.

Le voile monétaire entoure de ses *plis* ondoyants la réalité de l'évolution de la stratégie militaire américaine. Une épargne forcée d'une *telle* ampleur *(7 % à 8 % du P.N.B.)* est, dans une démocratie, généralement réalisée de façon durable par une inflation d'ailleurs de plus en *plus* difficile *à maîtriser*. Il n'est qu'une autre solution au maintien d'un effort militaire aussi intense : la réduction de l'importance de l'épargne forcée, c'est-à-dire l'accroissement de celle de l'épargne volontaire, qui passe par le maintien d'un *taux d'intérêt réel élevé*.

Au demeurant, un taux de 5 % (réel) permet d'appeler à la rescousse l'épargne extérieure et de lui *faire* financer *la défense* « intérieure », ainsi qu'en témoigne le solde positif de la balance des capitaux américains depuis quelques années.

La simple logique n'est pas étrangère à ce dernier processus puisque la force militaire américaine est à usage *occidental* et *que la plupart* des autres pays de l'alliance atlantique, notamment des pays européens, vivent, depuis 1945, sous l'emprise d'un consensus politique tacite selon lequel ils refusent d'assurer le coût de leur *propre défense, s'en remet*tant à un parapluie lointain. Le concours d'une épargne extérieure (européenne, voire arabe) au financement de *l'effort militaire améri*cain reconstitue une solidarité de fait dans des conditions finalement assez conformes à une répartition de ces charges proportionnelle aux revenus. Ce sont les plus riches qui, allant au dollar, assurent, aussi, la dé*fense de leurs nations respectives*, par pouvoir interposé il est vrai. Mais l'accord n'est-il pas unanime pour qu'il en soit *ainsi* ?

La course

Restent, néanmoins, les consé*quences mondiales d'une telle situa*tion, qui, toutes, procèdent de l'imposition à l'ensemble de l'humanité d'un effort militaire devenu comparable à celui dévolu à l'obtention de nos ressources énergétiques d'origine pétrolière. La dissuasion dyar*chique qui nous gouverne conduit* l'U.R.S.S. à suivre le mouvement. Or l'équilibre stratégique implique des efforts comparables dans l'absolu. Le P.N.B. de l'U.R.S.S. étant la moitié de celui des États-Unis, les dirigeants du Kremlin se trouvent dans l'obligation de consacrer désormais de 14 à 15 % de leur P.N.B. à l'entretien d'une dissuasion effective. Aussi, par effet de contagion *périphérique inévitable, les dépenses* d'armement devraient représenter, pour longtemps, plus de 5 % du P.N.B. *mondial*, soit une importance presque analogue à la production pétrolière mondiale.

La situation actuelle n'est pas très différente de celle connue aux moments historiques de l'équilibre dyarchique (Rome et Carthage, Charles Quint et François Ier...). *Une part de notre travail est consa*crée à aménager notre agressivité. L'étonnant est que nos démocraties parviennent, de sommets inutiles en dogmes oiseux, à *réaliser cet usage* ancestral des ressources humaines aussi bien, en définitive, que les régimes totalitaires.

ALAIN COTTA.

ÉVOLUTION DES DÉPENSES MILITAIRES DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE, DE L'ÉPARGNE NETTE ET DE L'INVESTISSEMENT AUX ÉTATS-UNIS

	1973	1982	1983	1984	1988
P.N.B.	1 310	3 058	3 266	3 580	4 878
Déficit budgétaire	6	128	210	212	284
Dépenses militaires	73	187	213	242	358
Épargne nette (1)	125	206	254	312	nd
Investissement net (2)	113	65	44	100	nd

(1) L'épargne nette est définie comme la somme de l'épargne individuelle et des profits non distribués après déduction des amortissements et corrigée des réévaluations de stocks ainsi que des excédents (ou déficits) des collectivités publiques.

(2) Investissement net privé intérieur corrigé des variations de stocks.

Source : O.M.B., Budget of the United States Government, Fiscal Year *1984*, et, pour les prévisions, *C.B.O.*, Baseline Budget Projections for Fiscal Years 1984-1988.

ÉVOLUTION DES DÉPENSES MILITAIRES AMÉRICAINES EN POURCENTAGE DU P.N.B., DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE, DE L'ÉPARGNE NETTE ET DE L'INVESTISSEMENT NET

	1973	1982	1983	1984	1988
D. Militaires/P.N.B.	5,6 %	6,2 %	6,7 %	6,9 %	7,5 %
D. Militaires/déficit budg.		146 %	100 %	114 %	120 %
D. Militaires/épargne nette	58 %	90 %	83 %	77 %	nd
D. Militaires/Invest. net.	65 %	287 %	484 %	242 %	nd

هكذا من الأصل

A travers les revues étrangères

Le ralentissement des progrès de productivité

par DANIEL VITRY (*)

L'*ECONOMIC JOURNAL* a consacré une grande partie de sa dernière livraison à l'analyse de la productivité. Trois articles au moins doivent retenir l'attention.

Le premier, écrit par Assar Lindbeck, s'intéresse au « Ralentissement récent de la croissance de la productivité » (1). Le taux de croissance de la productivité du travail a été divisé par un peu moins de deux entre les périodes 1960-1973 et 1973-1979 aux Etats-Unis et en Europe, et par un peu plus de deux au Japon. Quatre causes permettent d'expliquer ce ralentissement ; la première est l'inflation, à la fois par ses effets directs propres et par les conséquences des politiques économiques menées pour la combattre. La deuxième est la baisse des taux de profit ; la troisième est le mauvais fonctionnement des marchés, en particulier le marché financier et le marché du travail ; la quatrième cause enfin est une modification des comportements traditionnels des agents économiques. A ces quatre causes s'ajoutent les perturbations de 1972-1974 puis de 1979-1981 que constituèrent la hausse des prix des matières premières et la réduction de la demande et de l'utilisation des capacités de production. D'autre part, il y a eu en 1970-1971 une très forte hausse du coût de l'heure de travail, puis une seconde hausse en 1974-1975 et une chute des investissements.

Par quels canaux les forces ralentissant la croissance de la productivité se manifestent-elles ? L'auteur en distingue cinq pour lesquels il peut calculer combien ces forces ont pesé dans les pays de l'O.C.D.E. La substitution du capital au travail entraîne automatiquement un ralentissement de la croissance de la productivité du facteur travail, ralentissement évalué de 0,5 à 1 point. La hausse du prix de l'énergie et des matières premières contribue pour 0,1 à 0,2 point au ralentissement, par les effets de substitution qui ont suivi. La sous-utilisation du capital a fait perdre environ un demi-point de croissance, et la mauvaise répartition du travail entre les secteurs de l'activité économique est responsable de 0,5 à 0,7 point de croissance en moins. Enfin, les pays de l'O.C.D.E. ont été moins capables de tirer avantage du progrès technique, ce qui explique environ 0,5 point de moins de croissance de la productivité. Au total, c'est donc une perte de 2,1 à 2,6 points de croissance de la productivité du travail qui se trouve expliquée.

Herbert Giersch et Franck Wolter ont recherché « Une explication de la baisse de la productivité en faisant une hypothèse d'accélération-décélération » (2). Selon cette hypothèse, une accélération de la productivité a pris fin au cours des années 60 dans l'ensemble des pays occidentaux. Pendant toute la période antérieure, l'écart entre les taux de profit réalisés et les taux d'intérêt réels sur le marché financier a stimulé les investissements productifs. Comment s'expliquent l'arrêt puis le retournement de la tendance ?

Les auteurs soulignent l'importance du phénomène de désaffection de la croissance quantitative et de la recherche d'une croissance plus qualitative, terme vague s'il en est. Or, autant la croissance quantitative avait donné confiance aux producteurs et aux investisseurs, autant la croissance qualitative les a rendus pessimistes, car elle implique des ajustements constants. D'autre part, les efforts de recherche ont diminué : aux Etats-Unis, la part du produit national brut consacrée à la recherche a baissé de 3,14 % à 2,41 % entre 1964 et 1979. Cette part est restée stable en France, autour de 1,8 % ; elle a augmenté en Allemagne de 1,41 % à 2,27 %, mais a globalement baissé dans les pays de l'O.C.D.E. de 2,4 % à moins de 2,1 %.

Les auteurs recommandent une accélération de l'investissement stimulé par des coûts salariaux plus faibles que maintenant, une meilleure localisation de l'investissement et un effort de rationalisation dans l'utilisation du capital déjà installé. Tout ceci permettrait d'améliorer l'emploi, mais n'est possible qu'à trois conditions : un changement dans le fonctionnement institutionnel du marché du travail, la disparition des obstacles à l'exercice de l'initiative des entreprises, et une clarification des rapports entre les Etats et les marchés.

Edward Denison, enfin, a analysé « L'arrêt de la croissance de la productivité aux Etats-Unis » (3). Les performances de l'économie américaine se sont détériorées depuis la guerre. Le revenu national n'augmente plus que de 2 % après 1973 au lieu de 3,7 % avant et le revenu par tête de 0,1 % au lieu de 2,2 %.

En utilisant une méthode d'analyse des sources de la croissance mise au point il y a longtemps déjà et qui l'a rendu célèbre, Denison parvient à dégager des résultats intéressants, en excluant de son champ d'analyse le secteur de la construction. Il s'agit alors d'expliquer pourquoi le revenu national américain a tellement ralenti sa croissance.

Le taux de croissance des facteurs de production aux Etats-Unis est – malgré la crise – passé de 1,6 % par an en moyenne avant 1973 à 2,13 % après. Avant 1973, ce taux de 1,6 % se décomposait en 1,03 point pour la croissance du travail, 0,15 point pour la croissance des stocks et 0,42 point pour la croissance des investissements. Après 1973, le taux de croissance des facteurs de production de 2,13 s'explique pour 1,67 point par la croissance du travail, 0,18 pour les stocks et 0,38 pour l'investissement. Mais la croissance plus forte des facteurs de production s'est accompagnée d'une baisse de la productivité (voilà la crise) : la production par unité de facteur augmentait de 1,99 % par an avant 1973, elle baisse de 0,33 % par an depuis. La méthode de Denison ne permet d'expliquer que le tiers environ de la chute. Les facteurs principaux sont : une mauvaise répartition de l'emploi entre les secteurs, du fait surtout de l'agriculture, l'évolution de la réglementation *concernant en particulier* la pollution, et enfin la diminution des économies d'échelle.

Pour remédier à cette évolution défavorable, Denison estime qu'un effort d'investissement serait sûrement utile, à condition que son coût ne soit pas trop élevé ; mais il ne faudrait pas en attendre une stimulation très importante de la croissance économique. En effet, étant donnée la structure de l'économie américaine, un point de plus de croissance du capital ne conduirait qu'à 0,115 point de plus de croissance de la production.

L'équilibre de concurrence

L'article de E. Roy Weintraub publié dans le *Journal of Economic Literature* sur « L'existence d'un équilibre de concurrence, 1930-1954 » (4) vise à montrer comment s'est élaboré et mis au point un concept central de la théorie économique : l'équilibre. L'auteur ne suit pas la tradition qui conduirait à partir des écrits de Walras, mais débute avec Gustav Cassel qui publia en 1918 une *Théorie de l'économie sociale*, en allemand. A la différence de Walras, Cassel construit un système d'équilibre sans faire référence à la théorie de l'utilité, mais en recherchant directement les conditions de formation des prix des produits. Il pose que l'offre et la demande de chaque bien dépendent non seulement du prix de ce bien mais aussi du prix de tous les autres biens ; les prix d'équilibre sont ceux qui permettent d'égaliser l'offre et la demande de chaque bien dans ce système d'interdépendance. Cassel s'intéresse aussi aux situations de croissance économique d'une période à l'autre, ce qui lui permet de faire apparaître le taux d'intérêt.

Karl Schlesinger fit faire dans les années 30 un progrès décisif à ces théories et contribua au bouillonnement intellectuel du Cercle de Vienne (il se suicida quand les nazis entrèrent en Autriche). Il souligne que le prix d'un bien ou d'un facteur de production rare doit nécessairement être positif (puisque le chiffre d'affaires doit au moins couvrir les charges). Le système d'équations de l'équilibre général doit comporter des inégalités à la place d'égalités (le profit faisant la différence). Sur un point, Schlesinger diffère de Cassel ; ce dernier, en effet, exprimait que les quantités demandées dépendent des prix des biens, alors qu'au contraire Schlesinger fait dépendre le prix des biens demandés des quantités. C'est une inversion des fonctions analogue à celle qui permet d'opposer Walras et Marshall.

C'est à Abraham Wald que revint le mérite d'apporter la preuve que la solution d'équilibre général est unique, sous certaines conditions découlant du principe de l'utilité marginale, c'est-à-dire qu'il n'y a qu'un seul système de prix qui permet de réaliser l'équilibre.

En liaison avec la recherche de l'équilibre général se développe à la même époque la théorie des jeux, sous l'impulsion de von Neumann. C'est von Neumann qui a approfondi l'analyse d'une économie en croissance et qui démontre que le taux d'intérêt d'équilibre est égal au taux de croissance. Il publia de nombreux articles avec Morgenstern sur ces sujets, mais c'est John Nash qui, après la guerre, a généralisé à *n* agents les résultats obtenus par von Neumann et Morgenstern dans l'analyse de l'équilibre d'un jeu à somme nulle opposant deux agents. Le pont entre la théorie des jeux et celle de l'équilibre général était définitivement établi.

A la fin des années 30, John R. Hicks publie son ouvrage *Valeur et Capital* dans lequel il développe la théorie de l'équilibre général à partir d'une théorie du comportement des ménages et des entreprises. Il y distingue nettement deux questions, celle de l'existence de l'équilibre et celle de sa stabilité.

A la fin des années 40 fut organisée à Chicago une conférence qui réunissait tout le gotha de l'économie mathématique de l'époque. C'est à partir de là que s'est développée l'analyse d'activité, avec Koopmans. L'idée est d'aller en amont des techniques de production que les économistes considèrent comme des données ; il faut analyser ces techniques comme le résultat de décisions des entrepreneurs. Le dernier thème important de la fin de cette période, c'est celui de l'optimum. C'est à Gérard Debreu et à Kenneth Arrow que l'on doit d'avoir démontré que l'équilibre de concurrence, se traduisant par un système de prix, est efficace au sens de Pareto, c'est-à-dire qu'il n'y a plus aucun autre choix possible, une fois trouvé l'équilibre qui permettrait d'améliorer la satisfaction d'un individu.

La fonction de consommation

Tournons-nous enfin vers l'analyse de la consommation, avec un article *de John Muellbauer portant sur* « Les surprises dans la fonction de consommation » (5). Les surprises portent sur les développements récents de la vieille hypothèse du cycle vital. Selon cette hypothèse, les ménages décident de leur consommation non pas en fonction de leur revenu courant, mais en fonction des perspectives d'évolution de ce revenu pendant toute leur durée de vie. On détermine la richesse d'un individu en actualisant ses revenus futurs et les éléments de sa richesse financière ; la consommation est proportionnelle à cette richesse, et le facteur de proportionnalité dépend des prévisions d'évolution du taux d'intérêt. Les difficultés d'estimation de la richesse sont considérables ; mais la référence à la richesse plutôt qu'au revenu donne à penser que la consommation des périodes passées pourrait en définitive assez bien expliquer celle de la période étudiée, tout simplement parce que la richesse varie peu d'une période à la suivante. Si l'on combine cette hypothèse avec celle des anticipations rationnelles, la consommation d'une période devient alors parfaitement expliquée et déterminée par celle de la période antérieure, à l'élément de surprise près (d'où le titre de l'article). Il y a un moyen simple pour vérifier le raisonnement : il suffit d'ajouter une variable explicative dans la fonction de consommation ; si l'hypothèse tient, l'introduction de cette variable supplémentaire ne doit pas améliorer l'explication de la consommation.

Le but de Muellbauer est d'approfondir cette thèse et de pratiquer quelques tests complémentaires. Il raisonne sur des données anglaises trimestrielles de 1955 à 1979 ; cette période est intéressante, car elle est marquée par l'abandon des changes fixes et le début de la période de flottement de la livre en 1972. Il s'agit d'un événement tout à fait inattendu au sens de la théorie des anticipations rationnelles. Les résultats de l'étude sont les suivants : si l'on s'intéresse à la période 1955-1979 dans son ensemble, les tests confirment les résultats de Hall ; si au contraire, on divise la période en deux, avant et après 1972, et que l'on considère le flottement de la livre comme un événement imprévisible, les tests conduisent à rejeter les hypothèses de Hall. Une analyse approfondie montre que ce n'est pas seulement l'hypothèse de la stabilité du taux d'intérêt, hypothèse difficile à admettre sur cette longue période, qui conduit au rejet.

(*) Professeur à l'Université de Paris-II.

(1) A. Lindbeck : « The recent slowdown of productivity growth », *The Economic Journal*, mars 1983.

(2) H. Giersch et F. Wolter : « Towards an explanation of the productivity slowdown : an acceleration-deceleration hypothesis », *The Economic Journal*, mars 1983.

(3) E.F. Denison : « The interruption of productivity growth in the United-States », *The Economic Journal*, mars 1983.

(4) E.R. Weintraub : « On the existence of a competitive equilibrium : 1930-1954 », *Journal of Economic Literature*, mars 1983.

(5) J. Muellbauer : « *Surprises in the consuption function* ». *Conference papers ; selected papers from the annual conference of the Royal economic society ;* publié comme supplément à l'*Economic Journal* par Cambridge University Press.

LES AUTEURS CITÉS :

Assar Lindbeck est diplômé de l'université d'Uppsala et professeur à l'université de Stockholm en Suède. Herbert Giersch est professeur à l'université de Kiel, en République fédérale. Frank Wolter travaille dans la même université que H. Giersch. Edward F. Denison est directeur adjoint du Bureau d'analyse économique du département du commerce aux Etats-Unis. Il a publié de nombreux travaux sur les sources de la croissance, dont le dernier en 1979. E. Roy Weintraub est professeur à Duke University aux Etats-Unis. C'est un spécialiste de la théorie de l'équilibre général.

INFORMATIONS « SERVICES »

Honni soit ce « troisième âge »

Cela a été dit et redit aux dernières assises nationales des personnes âgées. Aucune commission n'a échappé au leitmotiv : *« Nous ne voulons plus de cette appellation de « troisième âge ! »* M. Daniel Benoist, secrétaire d'État chargé des personnes âgées, avouait lui-même en installant la commission de terminologie (1), le 13 janvier dernier : *« Moi qui refuse les termes de troisième et quatrième âge, je me trouve embarrassé pour parler de ces personnes qui, sans être vieilles, ne sont plus jeunes alors je dis « les retraités » et pour ceux qui sont un peu moins jeunes encore, « les personnes âgées ».*

Il est vrai qu'une connotation un peu bouffonne évoquant les couches-culottes et les petits pots, en référence au « premier âge », se profile derrière ces mots et suscite l'irritation. Et pourtant, né dans les années 60, porteur d'une image de la retraite jeune, dynamique, et plutôt nantie, le « troisième âge » a été tout de suite à la mode, adopté sans guère soulever de réticences. Aujourd'hui, son rejet provient surtout de la réputation des jeunes retraités et préretraités, que le simple passage du statut de travailleur à celui de non-travailleur ferait basculer de l'âge adulte dans le « troisième âge », sans crier gare. Ceux-là n'ont aucune envie d'être des « vieux » avant d'avoir été âgés.

Il va donc falloir trouver un autre terme, susceptible lui aussi de cerner cette population complexe et qui comme « troisième âge » n'inspire ni pitié ni compassion, s'éloigne de la rigidité des définitions administratives et s'auréole d'une certaine neutralité (et qui convenait bien aux médias et... à la rédaction du « Monde »).

La commission de terminologie, dont M. Benoist a hérité en succédant à Mme Dufoix au secrétariat d'État, va devoir proposer une formule neuve et satisfaisante. Elle figurera dans le futur lexique – « scientifique et grand public » – de cinq cents termes gérontologiques, actuellement en préparation, afin de « faciliter la communication entre les partenaires de l'action en gérontologie ». Le lexique, composé de rubriques médicales, sociologiques, démographiques, administratives (Sécurité sociale, aide sociale, etc.), devrait être disponible avant la fin de l'année. Les usagers y trouveront des définitions utiles pour déterminer s'ils sont « ressortissants » ou « ayants droit » ou quand commence « leur entrée en jouissance ». Chaque terme sera accompagné d'un historique et fera l'objet d'un commentaire.

Mais, en plus de l'« analyse et de la critique » la commission est en charge d'une deuxième mission : « veiller à la correction et à l'enrichissement de la langue française dans le domaine concerné ». La gérontologie ne succombe pas sous les anglicismes. La plupart ont déjà leur traduction. « senior » n'a pas fait mouche. Quant à « nursing », il devrait se traduire par « soins courants » et non « maternage » qu'une certaine pratique tend à généraliser.

En matière de nouveauté, la commission va donc proposer des « mots issus des sciences humaines et sociales », à reprendre si besoin est. On s'interroge déjà sur « gérescence », qui désignerait le processus de vieillissement d'une population – en opposition à « sénescence », le vieillissement individuel – et sur « gérité », l'état de vieillissement de la population.

La commission souhaite, également, trouver la bonne expression pour signifier les « classes creuses », journalistiquement efficaces, mais, semble-t-il, peu rigoureuses démographiquement.

Quant au « troisième âge » son tour viendra d'être examiné. Mais, en attendant, toutes les suggestions pour son remplacement seront bienvenues, car si la commission n'a pas pour attribution « de légiférer, d'interdire ou d'autoriser », ses propositions seront autant de recommandations.

CHRISTIANE GROLIER.

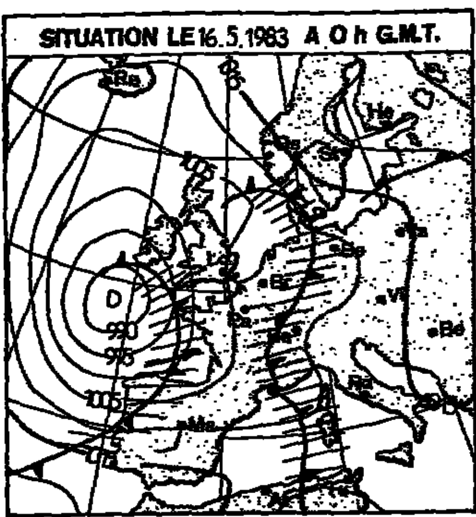
(1) Secrétariat de la commission de terminologie – Secrétariat d'État chargé des personnes âgées – 61-65, rue Dutot, 75015 Paris.

★ Arrêté de création du 17 février 1983. J.O. du 8 mars 1983.

LA VILLE DE PARIS RECRUTE DES BÉNÉVOLES. – Afin d'aider les personnes âgées qui se trouvent isolées pendant la période des vacances estivales, la Ville de Paris, dans le cadre de son opération annuelle « Spécial troisième âge », fait appel au concours de personnes bénévoles.

Le travail de ces bénévoles consiste à visiter les personnes âgées isolées, à les accompagner dans leurs déplacements, à les aider dans leurs démarches administratives, etc. Il suffit de prendre contact avec le service social de la section du bureau d'aide sociale de leur arrondissement.

MÉTÉOROLOGIE


SITUATION LE 16.5.1983 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 17. 5 DÉBUT DE MATINÉE

Évolution probable du temps en France entre le lundi 16 mai à 0 heure et le mardi 17 mai à minuit.

La France restera sous l'influence d'un courant de sud-ouest instable apportant encore de l'humidité. Mais l'atténuation de la dépression du proche-Atlantique apportera une relative accalmie dans le mauvais temps.

Mardi matin il fera environ 10 degrés au lever du jour. Les régions à l'est du Rhône et de la Saône, ainsi que le Nord-Est, seront encore sous les pluies ou les orages localement violents. Sur les autres régions, temps très variable avec pas mal de nuages et des ondées locales assez fréquentes.

Au cours de la journée, le mauvais temps s'éloignera vers l'Allemagne et la Suisse. Le ciel sera très changeant en toutes régions, de belles éclaircies pourront par place se développer. Une menace d'ondées orageuses planera sur l'ensemble du pays. Sous les grains, il y aura encore de fortes rafales de sud-ouest.

La température atteindra au meilleur moment de l'après-midi 17 degrés à 18 degrés sur le quart sud-est et 14 degrés à 16 degrés sur les autres régions, suivant la durée des éclaircies.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 16 mai, à 8 heures, de 1003,8 millibars, soit 752,9 millimètres de mercure.

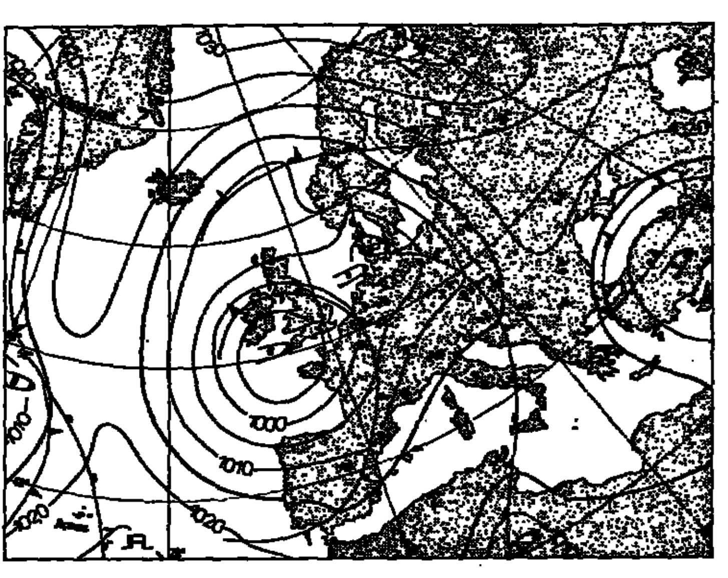
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 mai ; le second le minimum de la nuit du 15 mai au 16 mai) :

Ajaccio, 27 et 17 degrés ; Biarritz, 20 et 14 ; Bordeaux, 19 et 10 ; Bourges, 17 et 9 ; Brest, 13 et 8 ; Caen, 17 et 7 ; Cherbourg, 14 et 9 ; Clermont-Ferrand, 18 et 6 ; Dijon, 15 et 10 ; Grenoble, 17 et 11 ; Lille, 16 et 6 ; Lyon, 16 et 11 ; Marseille-Marignane, 22 et 13 ; Nancy, 18 et 10 ; Nantes, 16 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 14 ; Paris-Le Bourget, 17 et 7 ; Pau, 19 et 7 ; Perpignan, 21 et 8 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 16 et 12 ; Tours, 17 et 8 ; Toulouse, 17 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 10 degrés ; Amsterdam, 17 et 6 ; Athènes, 28 et 20 ; Berlin, 21 et 15 ; Bonn, 21 et 10 ; Bruxelles, 16 et 7 ; Le Caire, 32 et 16 ; îles Canaries, 23 et 16 ; Copenhague, 16 et 10 ; Dakar, 25 et 20 ; Djerba, 30 et 20 ; Genève, 17 et 10 ; Jérusalem, 22 et 11 ; Lisbonne, 17 et 10 ; Londres, 15 et 6 ; Luxembourg, 16 et 10 ; Madrid, 17 et 9 ; Moscou, 26 et 12 ; Nairobi, 25 et 16 ; New-York, 17 et 14 ; Palma-de-Majorque, 23 et 14 ; Rome, 27 et 16 ; Stockholm, 18 et 7 ; Tozeur, 34 et 20 ; Tunis, 27 et 16.

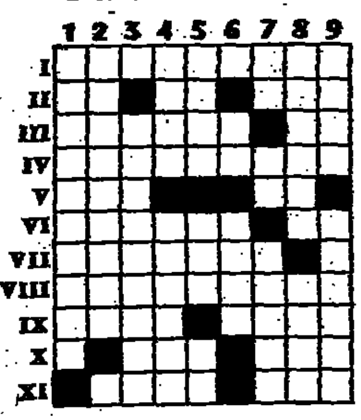
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 17 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3450



HORIZONTALEMENT

I. Font partie des très bons fromages. – II. Article. Déchiffré. Ne rumine plus. – III. Comme un temple dépourvu de colonnades latérales. Deuxième d'une série. – IV. Des femmes qui doivent savoir bien taper. – V. Sur le Danube. Article. – VI. Perdu quand tout est noir. Abréviation précédant un numéro. – VII. Les petites annonces. – VIII. Utile pour mettre de l'ombre. – IX. Rome aurait été fondée par ses descendants. Iles de l'archipel britannique des Hébrides. – X. Un étranger. Pic des Pyrénées. – XI. Jourdain dans le Gers. Circule en Suède.

VERTICALEMENT

1. Certaines sont remplies de vers. – 2. Un mouvement en arrière. – 3. Pas trop crues. – 4. Qui a donc trop attendu. Un doigt. – 5. Dans le Bassin parisien. Mot qui s'adresse souvent à un bâtard. Au monde. – 6. En France. Qui n'avait peut-être pas été bien digéré. – 7. Pas acquitté. Possessif. Port de la République d'Irlande. – 8. N'attend, pour se glisser, qu'un moment d'inattention. Avoir un certain front. – 9. Ville de l'Orne. Sert parfois pour l'observation.

Solution du problème n° 3449

Horizontalement

I. Excédentaires. – II. Lentigo. Brasure. – III. Are. Moteurs. Tas. – IV. Gemme. Anse. Mûre. – V. Asie. Giletière. – VI. Dur. Terre. – VII. Epeler. Enorme. – VIII. Ise. Car. Ur. – IX. Enterré. Ci. Col. – X. Mi. Ruelles. Huer. – XI. Pesées. Assiette. – XII. Ire. Oisans. Al. – XIII. Ille. Sabots. – XIV. Elne. SOS. Roue. – XV. Rasée. Recéleurs.

Verticalement

1. Elagage. Empiler. – 2. Xérès. Panier. La. – 3. Cnémide. Seins. – 4. Et. Meulière. Lee. – 5. Dîme. Ré. Rueil. – 6. Ego. Rires. Es. – 7. Notait. Sel. Or. – 8. Enlevé. Laisse. – 9. Abuser. Cessa. – 10. Irrétrécissable. – 11. Ras. Iéna. Ino. – 12. Es. Me. Orchestre. – 13. Suturer. Out. Sou. – 14. Rare. Mulets. Ur. – 15. Lèse. Ver. Relues.

GUY BROUTY.

BREF

EXPOSITIONS

CONNAISSANCE DES ABEILLES. – La Maison de la nature des Hauts-de-Seine organise jusqu'au 3 juillet une exposition intitulée « Reportage au rucher », qui traite les thèmes suivants : la société des abeilles, les ennemis des abeilles, l'apiculture d'hier et d'aujourd'hui...

★ Maison de la nature, 9 quai du 4-Septembre, 92100 Boulogne. Tél. : 603-33-56.

FORMATION

LES NOUVEAUX MAIRES. – Le Centre de formation permanente de l'Université Paris-II et le Centre de formation des élus locaux (Cefel) organisent, le samedi 25 juin à l'amphithéâtre 1 (12, place du Panthéon, 75005 Paris), un séminaire sur « Les nouveaux maires » (nouvelles prérogatives des communes ; rapports État-communes ; nouvelles compétences en matière d'urbanisme, etc.).

★ Tél. : 325-15-25 ou 329-21-40, postes 445 et 538.

L'ANGLAIS PAR LE THEATRE. – Le service des échanges universitaires et scolaires du Centre culturel canadien organise des cours d'anglais pour adultes les 16 et 30 mai, de 18 h 30 à 21 h 30, et pour adolescents les 11, 14, 18, 25 et 28 mai, de 14 heures à 17 heures. Ces cours visent à l'apprentissage ou au perfectionnement de l'anglais à l'aide du jeu théâtral et de l'improvisation dramatique.

★ Tél. : 551-35-73, poste 222.

CONNAITRE LE ROUERGUE. – Dans le cadre de ses week-ends en ville, Connaissance du Rouergue méridional propose trois jours autour de Rodez, les 13, 14 et 15 mai. La vieille ville de Rodez, l'Aubrac et la vallée du Lot de la route de Compostelle, Conques, sont au programme de ces circuits animés par une historienne de l'art.

★ *Connaissance du Rouergue méridional, Vabres-l'Abbaye, 12 400 Saint-Affrique.*

LE TRAVAIL DU BOIS. – Le Centre des arts et techniques appliquées organise à l'intention des amateurs de travaux manuels des cours d'initiation au travail au bois : menuiserie, ébénisterie, restauration de meubles, le mercredi soir et en semaine.

★ CATA, 121, rue de Charonne, 750011 Paris, tél. : 371-61-43.

LÉGION D'HONNEUR

DÉFENSE

Nous achevons la publication de la liste des nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur (*le Monde* des 13 et 14 mai).

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Henri Le Ninte, Jean Lespitaou, Paul Leterrier, Charles Lévy, Raymond Lévy, Jean Lima, Serge Lipfeld, Pierre Llense, Fernand Loubeau, André Lourme, Rodolphe Maintier, André Malmartel, Jean Maury, Marcel Mejean, Robert Meunier.

MM. Jacques Néry, Georges Neuter, François Pace, Léon Pairis, René Pellissier, Robert Pernin, Robert Peyrouse, Yves Phelep, Pierre Philippon, Paul Pierre, Paul Pietri, Ulysse Piquet, Joseph Ploteau, Henri Poulain, Florent Preux, Eugène Quervarec.

MM. Vincent Rago, Paul Remicourt, Jean Rieussec, Albino Rizzo, Edouard Rogino, Michel Rouby, Denis Roussel, Camille Rousset, Jean Sabatier, Honoré Salaün, David Santa Eléna, Marcel Segui, Antoine Sérès, Roger Servole, Jean Simon, Valère Sorokine.

MM. Charly Thommeret, Roger Tochon-Ferdollet, Michel Touzard, Jaurès Turlais, Robert Varie, Robert Warryn.

MM. Guy Abenoist, Jean Adobati, Timothée Affanni, Fernand Barrachet, Jean Barranque, Jean Batut, René Baudart, Antonin Beauvy, Jacques Bertrand, Florian Béthencourt, Gilbert Beurier, Marie Bignon, Lucien Bigoni, Georges Boilegaud, Bénédict Boiteux.

MM. Ernest Bonacoscia, Guy Bouchaud, Jacques Bonde, André Brana Lopez, Adolphe Bresson, Marcos de Brito, Jacques Buchart, Maxime Bugnot, René Cabley, Sauveur Camus, Didier Carbot, Robert Cassagnes, Jacques Castenble, Charles Cavaillès, Louis Centofanti.

MM. Pierre Césari, Léon Chambon, Roger Charlat, Robert Chassagniol, Joseph Chica, René Chollet, Jean Clément, André Cochet, Robert Cohen, Daniel Compernolle, François Crémona, Lucien Cros, Joseph de Cruz, Jean Cuny, Georges Curie.

MM. Gaston Dandet, René Delalleau, René Deliot, François Delmas, Marcel Demoulinger, Marcel Dothier, Jean-Pierre Dreyfus, Antoine Duchon, Jean Dufau, André Duguet, Pierre Duleau, Martial Durand, Alphonse Dutertre, Henri Duval.

MM. Jean Fall, Albert Ferrer, Léopold Figuères, Augustin Fiorese, Victor Folmer, Louis Francillon, Joseph Fringuello, Joseph Garcia, Ramon Garcia, Roger Gaulard, Auguste Gillot, Raymond Ginovart, Roger Grange, Jean Grosseret, François Guegnen.

MM. Auguste Guerchoux, Paul Guerite, Louis Guern, Julien Haag, Robin Hiva, André Hochschiller, Ernest Huttard, Alfred Imbert, René Jacques, Toussaint Jacquier, Gérard Jaquet, Karol Kuchcinski, Richard Lafond, Amédé Lahaye, Jacques Lamblin.

MM. Marie Laraque, Henri Laurent, Gaston Lebarbier, René Lebeigle, Pierre Le Bris, Camille Leddé, Joanny Legrand, Eugène Le Guédard, Georges Le Meur, Albert Le Mouel, Aimé Léonetti, Manuel Lopez, Charles Lothy.

MM. Pierre Marcelin, Jean Marcenac, Antoine Maroselli, Paul Mascaret, Albert Masson, Jean Mathieu, Georges Mattheus, Henri Monin, Robert Morel, Jacques Mougeot, Jean Munier, Jean Mur, Aron Naj, Jean-Marie Nicolay, Emile Orengo, Daniel Ott.

MM. André Palchine, André Parat, Marcel Pasquier, Jean-Marie Pellegrin, Léonce Peloux, André Pierron, Louis Pillet, Albert Potier, Vénério Previdi, Robert Quintero, Gérard Renard, Robert Renaud, Jean Ricaud, René Robert, René Rossat.

MM. Jean Roth, Alphonse Rougeron, Maxime Ruffe, Julien Ruis, Alfred Saint-Dizier, Amaury-Jehan Saladin, Roger Salaün, Antoine Salcedo, Louis Schwalm, Jean Seignolles, Raoul Silvestre, Georges Simandirakis, Daniel Sommer, Max Soubrié, Prosper Soulé.

MM. Abdelkader Tahar, Roger Taillefer, Menahem Teboul, Serge Thiery, René Tomezzoli, Doménico Tomio, André Vairelles, Robert Vassalo, Georges Vaubourg.

MM. Antoine Beille, Jacques Boivin, Mme Simonne Cardoit, épouse Boulnguet, Monique Dumont, épouse Barberot, M. Michel Feintuch, Mme Marie Giboin, épouse Guiol, M. Jean Gilbert, Mme Juliette Langier, veuve Duvauchelle, M. Raymond Le Belicard, Mme Odette Le Page, Renée Paillot, épouse Sifantus, M. Gilbert Philippe, Mme Madeleine Vincent, épouse Ducoloné.

Mme Paulette Bagot, épouse Lapointe, MM. Paul Becker, Marcel Béhue, Roger Bigou, Marcel Bosnière, Raymond Bourlean, Mme Alice Casanova, épouse Thomas, MM. Marie Cheyrou-Lagrèze, Jean Dubois, Pierre Ducheix, Mme Yvonne Dumont, MM. François Fydrych, Amédée Hurtade, Mme Claudine Jullien, épouse Seligmann, Odette Lecland, épouse Nilès.

MM. Gabriel Legrous, Mme Juliette Menestrey, épouse Taillefer, MM. Pierre Ondarsuhu, Pierre Pauli, Mme Angèle Raffenne, épouse Ruggeri, M. Maurice Roara, Mme Rosetta Robert, Gilberte Roux, veuve Duclos, MM. Antoine Straboni, André Vanbouche.

FIN.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 15 mai :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 10 juillet 1968 relatif à l'organisation et à l'encadrement des services de la Caisse des dépôts et consignations ;

● Portant promotions, nominations et affectations (enseignements supérieurs et inspection générale de l'administration).

UN ARRETE

● Portant interdiction de la vente de certaines espèces de gibier de montagne (chamois, isard, lièvre).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 18 MAI

« L'art de la tapisserie et du tapis raconté aux jeunes », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Mme Brossais (Caisse nationale des monuments historiques).

« Manet », 18 h 15, Grand Palais (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

17 h 30, 6, rue Ferrus, A. Finkielkraut : « Israël parmi les nations », (IFRI).

18 heures, 11, rue Copernic, J. Potelet : « Bolivar à partir des archives historiques françaises » (Ambassade du Venezuela).

18 h 30, Centre Pompidou, salle d'actualité : « Shakespeare, la scène au présent ».

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	681 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

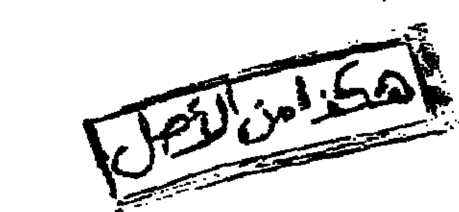
Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



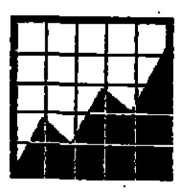


	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

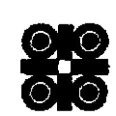
Fonctions Nationales et Internationales

Nous sommes une Société de l'Ouest de la France
170 personnes - 60 millions C.A.
axée sur la fabrication de produits d'emballages nouveaux.
Nous offrons poste de

DIRECTEUR GENERAL

pour remplacer notre Directeur actuel appelé à de plus larges fonctions

Il prendra en charge l'Entreprise, définira en commun les orientations et objectifs, les fera appliquer sur le terrain, gèrera et dynamisera l'ensemble.
Ce poste s'adresse à un homme de 32 ans minimum H.E.C. - INSEAD - ou équivalent, ayant eu des responsabilités élevées, dans une entreprise de transformation de moyenne importance.
Il doit être autonome avec de l'ambition, être animateur, dans une optique de développement.



Merci d'adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions s/réf. 1973 à Mme A. GARRET
11, rue Manvoisins 44200 NANTES
Discrétion assurée.



Chef de département comptabilité - fiscalité — 300.000 F

Toulouse - Un important groupe industriel français (7 milliards de francs de chiffre d'affaires), leader européen sur son marché, recherche son chef de département comptabilité-fiscalité. Rapportant au directeur administratif et financier du groupe, il aura sous sa responsabilité trois centres comptables principaux répartis en France et couvrira les domaines suivants : comptabilité générale, analytique, recouvrement, contrôle filiales, méthodes et organisation comptable, fiscalité, soit 50 personnes dont 10 cadres. Sa mission consistera à donner les grandes lignes de l'organisation et du projet comptable et à veiller à l'application uniforme des procédures. Nous recherchons un professionnel de haut niveau de la comptabilité, âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'études supérieures et possédant, si possible, le niveau expertise comptable. Il devra justifier d'une expérience approfondie de la fonction acquise en entreprise ou en cabinet. Une bonne connaissance du droit commercial et des affaires sera appréciée. Le poste est basé à Toulouse. La rémunération annuelle, de l'ordre de 300.000 francs, sera fonction de l'expérience du candidat retenu.
Ecrire à D. DELRIEU. Réf. A/T7010M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur administratif — 280.000 F

Un organisme social privé, interprofessionnel de la région parisienne, employant plus de 900 personnes et gérant un nombre important d'entreprises adhérentes, crée le poste de directeur administratif. Rapportant au Directeur Général, et assisté des différents chefs de service, il aura autorité sur une quarantaine de personnes. Il aura notamment la responsabilité de l'informatique (IBM 34, temps réel), de la gestion administrative des adhérents, et de certains services généraux (immeubles, assurances, travaux neufs et entretien, matériel, mobilier, parc automobile, courrier, routage...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, possédant une formation supérieure (école de gestion, sciences politiques, droit, sciences économiques...). disposant d'une solide expérience de l'animation de services administratifs importants, et familiarisé avec la gestion informatique de gros fichiers (banques, assurances, caisses de retraite, mutuelles, etc...). Une forte autorité personnelle et un sens aigu de l'organisation sont indispensables. La rémunération, qui pourra atteindre 280.000 francs par an, sera essentiellement liée à l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à Neuilly. Ecrire à J.A. DENNINGER.
Réf. A/2346M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

DIRECTEUR MARKETING

300 000 F +

Notre société (C.A. + 200 Millions de F. + 600 personnes), en progression constante depuis 20 ans, filiale d'un grand groupe Nord Américain, est spécialisée dans la fabrication et la vente de produits chimiques d'hygiène et d'entretien en agriculture, industries alimentaires, et collectivités.

Nous confierons à un candidat de valeur, motivé par ce type de marchés :
- la définition des stratégies,
- la gestion d'une gamme de produits très diversifiée,
- les études et lancements de nouveaux produits.

Placé sous l'autorité de la Direction Générale, vous animerez une équipe de 8 personnes.

Issu d'une Grande Ecole, vous êtes âgé d'au moins 35 ans, vous parlez l'anglais et pratiquez les techniques de Marketing depuis 7 ans.

Vous exercerez cette fonction avec de réelles et sérieuses possibilités d'évolution au sein d'une société à forte rentabilité.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 5318 M, à Henry LANG, à qui nous avons confié cette recherche.

bac **Personnel conseil**
86, rue de Lille 75007 PARIS
CSNCR

AFFLUENTA

CLUB DE PRÉVENTION DANS L'ESSONNE
recherche
DIRECTEUR
Devant assumer en partie une fonction d'éducateur.
Référence C.C.N. 66
Poste à pourvoir rapidement.
Ecrire sous le n° T 040.354 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Secteur tourisme
cherche
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
30 ans environ. H.E.C. ou équivalent + D.E.C.S., complète expérience souhaitée.
Ecrire sous le n° T 040.296 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Filiale de deux très importants groupes Français de plusieurs Milliards de C.A., nous exploitons des complexes commerciaux de standing. Nous avons démarré en 80 et réalisé plus de 150 M.F. en 82 ; nous atteindrons les 200 M.F. en 83. Ces résultats nous permettent d'aller plus loin. Aujourd'hui, nous recherchons, pour PARIS, un

directeur financier

Sous l'autorité de la Direction Générale, vous êtes responsable du contrôle de gestion et des services comptables. Vous concevez, mettez en place et gérez l'ensemble des systèmes, procédures et travaux de votre direction. Vous dirigez une équipe d'une dizaine de personnes, dont 3 cadres, au siège et en exploitation. Vous avez 32 ans minimum, un diplôme Grande Ecole Commerciale, option Finances + DECS et vous avez déjà exercé cette fonction de préférence dans le secteur des Services, vous avez particulièrement fait vos preuves en contrôle de gestion. Le choix de votre candidature et votre réussite seront liées à vos compétences certes, mais surtout à vos qualités personnelles : rigueur, sens de l'organisation, esprit d'équipe, passion du métier et goût d'une gestion qui prépare l'avenir. (Réf. 50 LM)

responsable développement

Sous l'autorité du Directeur Commercial vous êtes chargé de prospecter, d'étudier, de coordonner et de mener à bien de nouvelles affaires, de nouveaux produits sur de nouveaux sites, en France et à l'Etranger. Après un diplôme d'études supérieures axées sur le commercial et la gestion, vous avez pratiqué le terrain, exercé des responsabilités du type chef de produits ou adjoint marketing, de préférence dans les secteurs des biens de consommation ou dans la distribution moderne. Votre profil concilie les qualités d'un homme entreprenant, innovateur, audacieux, avec celles du gestionnaire rigoureux, méthodique, et ayant le sens de la rentabilité. Par ailleurs, vous possédez de l'aisance dans les contacts, et une excellente pratique de l'anglais. (Réf. 50 MM)

Adressez votre dossier (lettre man., C.V. dét., sal. act., tel. pers.) en précisant la référence à :

HLB **Hervé Le Baut-Consultants** 11, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 265.38.39

DIRECTEUR DE ZONE

180 - 200 000 F — **Centre-Ouest** — **Pièces détachées automobiles**

Une société française spécialisée dans la commercialisation de pièces détachées pour l'automobile, recherche UN DIRECTEUR DE ZONE pour l'une des filiales de son réseau de grossistes. Sous l'autorité du Directeur de cette société et dans le cadre d'un budget et d'objectifs qu'il aura fait approuver, il sera entièrement responsable des résultats de sa zone considérée comme centre de profit. Dans cette optique, il animera et contrôlera les activités de plusieurs magasins de vente, d'un atelier poids lourds et d'une équipe de représentants chargés de suivre une clientèle traditionnelle (garagistes, électriciens «auto»...). Il mènera les négociations les plus importantes. Il veillera particulièrement à la gestion des stocks des différents points de vente (40 000 références). Il aura autorité sur une cinquantaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation type ESC ou équivalent, possèdera une expérience professionnelle analogue de plusieurs années acquise dans le secteur des pièces détachées «auto». La connaissance de la langue anglaise constituerait un atout supplémentaire.
Ecrire sous référence 594/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Matériel de levage

Dans ses deux usines, la Société (160 personnes) fabrique des matériels de levage. L'une de ses lignes de produits spécialisés a acquis une réputation internationale.
Pour développer ses ventes en France et à l'étranger, elle crée le poste de Directeur Commercial dont le rôle sera de coordonner l'activité des trois Chefs des Ventes en France, de visiter les clients les plus importants et de prendre personnellement en charge la partie exportation.
40 ans environ. Formation ESC ou niveau équivalent. Anglais courant impératif. Expérience de la vente de biens d'équipement industriels. Connaissances souhaitées des matériels de levage. Le cadre recherché sera membre du Comité de Direction et pourra accéder à des responsabilités plus importantes. Résidence ville région Rhône-Alpes.
Adresser CV détaillé s/ref. 232/19M à:

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

CSNCR

DIRECTEUR D'AGENCE

16 - 17 millions CFA — **Afrique Equatoriale** — **Bâtiment T.P.**

Une société française de Bâtiment-T.P. (CA 350 millions de F - effectif 1 200 personnes), qui exerce ses activités en France et à l'étranger, recherche UN DIRECTEUR D'AGENCE pour l'une de ses filiales (CA 35 millions de F - effectif 400 personnes) implantée en Afrique Equatoriale. Sous l'autorité du Directeur Général «Afrique» de la Société, il sera chargé de la gestion financière (budgets - trésorerie - comptabilité), commerciale (suivi et développement de la clientèle), technique (réponse aux appels d'offre, devis, études, travaux), et humaine de son Agence. Il assurera les relations avec les administrations, les banques et les assurances. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation Ingénieur, possèdera plusieurs années d'expérience de la conduite de chantiers de bâtiment - TP ou constructions industrielles. L'expérience de l'expatriation, si possible en Afrique, est très fortement souhaitée.
Ecrire sous référence 595/M à :

GRH conseils
3 avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

précision mécanique **labinal**

7200 personnes, 20 Usines, C.A. 1,8 Milliard de F.
recherche pour son Siège Social
situé à BOIS D'ARCY

LE FUTUR DIRECTEUR DE SES SERVICES COMPTABLES

De formation supérieure (Expertise Comptable - Grandes Ecoles de Gestion), le candidat devra obligatoirement posséder une expérience d'au moins 8/10 ans dans un Groupe industriel à un poste de responsabilité dans les Services Comptables et de Gestion.

Engagé dans un premier temps au sein de la Direction Administrative et Financière, il devra se préparer à remplacer à moyenne échéance l'actuel Directeur lors de son départ en retraite.

Pour ce poste, une connaissance de l'anglais est souhaitable.

Adresser C.V. et prétentions à PM LABINAL
Direction des Affaires Sociales 5, avenue Newton
78390 BOIS D'ARCY.

BANQUE POMMIER

BANQUE POUR L'INDUSTRIE ET LES SERVICES

PARIS 8ème
recherche un

directeur de succursale confirmé

pour développer à partir de structures existantes une clientèle d'ENTREPRISES MOYENNES.

Ce poste implique :
- Une très bonne connaissance des produits et services bancaires.
- Une expérience réussie de plusieurs années en clientèle d'entreprises.

Ecrire en joignant C.V. détaillé, photo et prétentions à L. CLAVEL
86 rue de Courcelles - 75008 PARIS

Important Groupe Mécanique Français
cherche
pour sa filiale dans le **JURA**
PRODUITS DE SERIE, HAUT DE GAMME, A USAGE PROFESSIONNEL ET PUBLIC

directeur

Le titulaire, âgé d'au moins trente cinq ans devra :
- avoir une formation Grande Ecole ou équivalente,
- présenter des références de premier plan en matière de fabrication mécanique de grande série et être capable de concevoir et de conduire tout programme de réorganisation industrielle et d'automatisation,
- avoir une bonne pratique de la gestion d'entreprise,
- maîtriser la langue anglaise.

Le titulaire habitera sur place et aimera la vie à la campagne.

En cas de réussite il sera appelé à succéder d'ici deux ans au Président lors de son départ à la retraite.

Ecrire avec C.V. et photographie à
YVES BOSSARD
INGENIEUR CONSEIL
8, avenue de Verzy - 75017 Paris



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Filiale du C.E.A. recherche

Jeune ingénieur « recherche appliquée et développement »

Il devra assurer le développement expérimental de produits et procédés (mesure .... contrôle) en vue de leur qualification industrielle ou de leur amélioration technique ainsi que la surveillance de procédés spéciaux en production.
Rattaché au Directeur Technique il doit être à même de travailler de manière autonome en utilisant les compétences des différents services concernés.
Nous recherchons pour ce poste un ingénieur diplômé (IEG, INSA ...) option génie physique matériaux - quelques années d'expérience dans le domaine des contrôles non destructifs et certification COFREND appréciées. Anglais indispensable.
Lieu de travail : **15 km de Grenoble**
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73676M à Mme CLERE Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publivel

100 km au Nord-Est de Paris

RESPONSABLE RELATIONS SOCIALES

Cette importante entreprise du secteur agro-alimentaire emploie plus de 1000 personnes dans 4 unités de production et réalise un Chiffre d'Affaires de 1,2 Milliard de Francs. A la suite de la promotion au siège de l'actuel titulaire, elle recherche le Responsable des Relations Sociales de son établissement industriel principal qui occupe plus du tiers des effectifs.

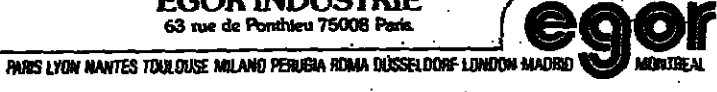
Rattaché au Chef d'Etablissement et en liaison fonctionnelle avec la Direction Centrale des Relations Humaines, sa mission est d'étudier et de mener toutes les actions relatives à l'amélioration du climat social. Il assiste et conseille les hiérarchies opérationnelles et prend en charge la gestion dynamique de l'emploi. Il assure les liaisons avec les partenaires sociaux (CE, DP, CHSCT...). Parallèlement il anime et contrôle les services généraux, en particulier sur le plan de l'organisation et de l'administration.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé de la fonction personnel *ayant acquis au moins une partie de son expérience en milieu industriel. Il est particulièrement motivé par la perspective d'un poste sur le terrain*, susceptible d'évoluer rapidement vers des responsabilités plus larges.
Les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.
Ce poste est basé dans une ville agréable à 100 km au Nord-Est de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 9765 B, à :

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system





créent dans leur Centre Technique *situé à* CHATEAU-THIERRY (02)

le poste de

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE

Le titulaire du poste aura à concevoir les règles de contrôle de la *qualité de l'ensemble* des produits de la Société, de les mettre au point, d'en rédiger les spécifications.

Il aura, également à préparer le programme d'Audit aux différentes phases de fabrication et de distribution du produit et d'en *contrôler le respect*.

Si vous avez déjà une expérience dans un poste *similaire*, une formation type E.N.S.I.A.A., une bonne connaissance de la législation sur les produits alimentaires et une parfaite maîtrise de *la langue anglaise*, adresser votre C.V. et prétentions à J.B. JOUVE rue Henri Petit - 02400 CHATEAU THIERRY



Filiale Française *d'un grand groupe* Américain
42.000 pers. dans 135 pays
Notre vocation : la RECHERCHE orientée vers l'AGRICULTURE.

Tous les produits de la division phytosanitaire sont en premières places au hit parade de la profession.
Vous avez une formation supérieure, et une première expérience du marché agricole (produits phytosanitaires, engrais, semences ...) que vous voulez valoriser.
Nous vous proposons pour Est ou Sud-Ouest le poste

ingénieur commercial marché agricole

Autonome, à la fois manager et homme de marketing, vous aurez la responsabilité de l'analyse du marché de votre région ainsi que l'animation des réseaux de distribution. Possibilité d'évolution : France ou Etranger. Voiture de fonction.

Si cette proposition retient votre attention, contactez Patrice CAUMON qui nous assiste dans cette recherche :

EXPERIENCE
10, rue de Rome
75008 PARIS
522.21.70

Louis Tournay

FAMICREDIT

Nous sommes un établissement financier spécialisé dans le crédit à la consommation; nous faisons partie d'un groupe bancaire privé international et *nous recherchons immédiatement*

pour notre division distribution un

Responsable national du réseaux de correspondants

Ce département, basé à notre siège social est en plein développement.
Son responsable devra animer et compléter un réseau national de distributeurs agréés, distinct des agences traditionnelles.
Ce poste *suppose une bonne connaissance des produits de crédit aux* particuliers, d'excellentes qualités commerciales et de manager. De fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir.
Il s'agit d'un poste d'avenir pour un candidat faisant preuve des qualités requises.

pour notre division crédit un

Chef du service risques emprunteurs

Le candidat retenu pour ce poste devra *joindre* à une formation de base de haut niveau une expérience réelle des évaluations de risques en matière de crédit à la consommation ainsi que de la conception et de la mise en œuvre *des outils statistiques d'aide à la décision* (crédit scoring). Ceci *suppose une* bonne aptitude à travailler au contact de l'informatique sur des projets complexes ainsi que la capacité de communiquer en particulier avec les *services de la distribution.*
La réussite conditionne une évolution des responsabilités vers de plus haut niveau. Anglais courant indispensable.

Ces 2 postes sont à pourvoir à Dijon. Les niveaux de rémunération proposés seront attractifs, de plus s'y attacheront les avantages traditionnels de la *profession.*

Adresser candidature manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à Franck de Bucy - Service du Personnel, BP 449, 21000 Dijon.

média-system



DIRECTIONS

Nationales et Internationales

directeur export
240 000 F/an – Franche-Comté

Notre PMI, l'un des trois leaders mondiaux sur son marché, fabrique et distribue des produits destinés au grand public. Nous avons une bonne croissance à l'export et y réalisons en 1983, 40 MF. Notre *volonté est d'intensifier cette croissance.*

Nous cherchons notre directeur export pour animer et dynamiser le réseau existant des filiales, des partenaires et des agents implantés aux USA, en Extrême-Orient, en Afrique, et, bien sûr, en Europe.

Homme de terrain, vous êtes aussi un homme de politique. Vous dépendez du *D.G. auquel vous proposez une stratégie à l'export*; vous la *mettez ensuite* en œuvre. Vous avez nécessairement plusieurs années d'expérience d'animation d'un réseau à l'export et parlez couramment anglais et allemand.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire (réf. 856 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

SOCIETE SECTEUR ENERGIE
recherche

2 ingénieurs thermiciens

LYON et NANTES **180.000 F +**

- Assistance clientèle et usine.
- Contact avec organismes professionnels.

Une expérience d'une dizaine d'années dans le secteur énergie est requise.
Pour ces diplômés d'une école nationale d'ingénieurs, *de réelles perspectives d'avenir* sont offertes.

Prière d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 70536 à CONTESSE PUBLICITÉ *20, avenue de l'Opéra* - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société de renommée internationale, filiale d'un groupe anglais, 200 Km Ouest Paris, recherche son

responsable administratif et financier

Mission : rattaché au Directeur Général, il devra
- intervenir au niveau du contrôle de gestion
- régler divers problèmes financiers, juridiques, contentieux
- prendre en charge l'organisation administrative
- établir les dossiers de tarification et les négocier auprès des administrations.

Profil : formation supérieure (Droit, Sciences Eco, DECS ...)
- 5 ans minimum dans une fonction similaire
- anglais indispensable.

Adresser lettre de candidature + CV + photo sous référence 556/M à Jocelyne TOBIE

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, Bd René Levasseur
72000 LE MANS



LE MANS - ANGERS - LIMOGES

COFAP

CONSTRUCTION EQUIPMENT MANUFACTURER

Notre client est une importante société industrielle, spécialisée dans le matériel de construction, implantée en France et à l'étranger. Des facteurs conjugués de restructuration et d'expansion lui permettent de pouvoir proposer à des professionnels qualifiés et motivés des postes de tout premier plan.

DIRECTEUR pour les ventes à l'exportation, réf. RP 101.
Nous cherchons une personnalité bilingue français/anglais (autres langues bienvenues), qualifiée ou montrant un réel intérêt pour le domaine technique, pouvant justifier d'expérience dans les ventes à l'exportation de matériel de construction, soit par l'intermédiaire d'un *réseau de distribution ou directement. Le candidat devra également* savoir diriger et motiver une équipe restreinte mais en plein développement et se sentir très concerné par les résultats. Basé initialement à Paris, il devra être prêt à faire de fréquents déplacements et sera au bénéfice *d'une grande autonomie d'action dans son travail dès le début de son engagement.* Géographiquement parlant, son expérience doit couvrir les exportations en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Rémunération de départ environ **FF 500 000** à négocier.

DIRECTEUR DIVISION, *unités mobiles de concasseurs, réf. RP 102.* Basé à Lyon, le *candidat idéal doit connaître plusieurs* langues (au minimum français et anglais), avoir une bonne qualification technique, de solides connaissances dans la vente et le management et connaître parfaitement l'industrie concasseurs mobiles, française et étrangère. Agissant de manière autonome, il dirigera l'équipe *existante et sera chargé du développement du chiffre d'affaires*, tout particulièrement en ce qui concerne les marchés d'exportation. Rémunération **FF 400 000** à négocier.

Pour une information confidentielle, veuillez contacter Lach Thorburn **au téléphone 021/26 10 28, télex 24 159**
ou adressez votre C. V. et photo récente en rappelant la référence à:



PLANTMEN

Case postale 3967, 1002 Lausanne, Suisse

BANQUE REGIONALE DE L'EST
cherche

le responsable de sa direction inspection

Une parfaite connaissance des techniques et circuits bancaires est indispensable.

Le poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire actuellement au moins en classe VII.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous référence 70214, CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Vendre du service et du matériel de forage dans le Golfe Persique ...

C'est ce que vous propose cette société française en pleine expansion, spécialisée *dans le forage directionnel.* Les clients : les milieux pétrolier et minier. L'objectif : s'emparer du marché du golfe Persique et de la mer d'Oman. Les moyens : à vous de les définir et de les mettre en œuvre. Vous souhaitez une assistance ? Le chef de base d'*Abu-Dhabi et ses collaborateurs* vous attendent de pied ferme ! Vos principales responsabilités seront d'évaluer le marché potentiel, de définir la position de la société face à ses *concurrents*, de mettre en place votre structure commerciale, d'établir les prévisions annuelles de besoins en services et en produits, de suivre toutes les activités de forage dans la région afin de vous tenir informé Et bien sûr, vous devrez prendre en charge le suivi de vos affaires jusqu'à leur réalisation.
Si vous êtes *prêt* à vous *installer* près de Dubaï, *si vous êtes un «mordu» de l'offshore* après y avoir passé quelques années dans une fonction d'ingénieur d'affaires et si vous avez envie de trouver une société *qui* vous donne les moyens de réaliser vos ambitions, écrivez vite sous réf. 344 à Françoise Meyer qui vous assure de toute sa discrétion.

Meyer & partenaires *100, cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94.*

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
recherche
pour gestion station aquacole

UN TECHNICIEN AQUACOLE

Titulaire BTS ou équivalent. Première implantation en Côte-d'Ivoire. Bonne formation polyvalente en aquaculture requise. Sensibilisation aux problèmes de développement et expérience préalable régions tropicales souhaitées.
Ecrire ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

Petit restaurant de la banlieue Sud de Londres cherche

SERVEUSE/FILLE

de comptoir et assistant cuisinier pour entrée immédiate. Adresser vos offres à Denyse Schwaab, Moorlands, Lunghurst Road, Woldingham, Surrey-England.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



I.N.R.S. NANCY

recrute

RESPONSABLE LABORATOIRE PHARMACOLOGIE

Ce sera de préférence un pharmacien titulaire d'un C.E.S. ou d'une thèse dans cette discipline.

Assisté de 6 Techniciens, il sera chargé de la conception et de la réalisation d'études méthodologiques et ponctuelles dans le domaine de la toxicologie expérimentale des produits chimiques industriels.

Une expérience de quelques années de l'expérimentation animale, une aptitude à la rédaction de rapports scientifiques et la maîtrise de la langue anglaise sont considérées comme indispensables.

PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL

pour le laboratoire « analyse des accidents ». Titulaire d'un D.E.S.S. de psychologie industrielle ou sociale et possédant quelques années d'expérience en psychologie appliquée.

Pour ces postes, faire offre de candidature par lettre manuscrite + c.v. à Monsieur BARTOLI.



12, place Croix-de-Bourgogne, 54042 Nancy Cedex.



Jeune responsable comptable 180.000 F

Comptabilités générale, analytique - informatique - Lyon - La division installations-chantiers (chiffre d'affaires : 450 millions de francs dont 75% à l'export) d'un groupe industriel français de tout premier plan recherche son responsable comptable. Dépendant du directeur administratif et assisté de 4 collaborateurs qu'il supervisera, il prendra en charge les comptabilités analytique et générale de la division, ainsi que la trésorerie des chantiers. A terme, il devra s'occuper de l'informatique pour assurer la maintenance du système, mais aussi en gérer les modifications de programmes. Ce poste s'adresse à un professionnel de la comptabilité, âgé d'au moins 32 ans, *diplômé de l'enseignement supérieur de gestion et/ou DECS, possédant au* minimum 5 années d'expérience dans un poste similaire acquise de préférence dans le secteur bâtiment, travaux publics et idéalement à l'exportation. Ce poste sédentaire est basé à Lyon. La réussite dans ces fonctions devraient ouvrir à son titulaire de nombreuses opportunités au sein du groupe notamment pour un candidat mobile géographiquement. La rémunération ne sera pas inférieure à 180.000 francs. Ecrire à M. FOBY. Réf. A/3736M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune ingénieur électromécanicien Centre

Adjoint chef d'agence contrôle technique - L'un des principaux organismes français spécialisé dans le contrôle et le conseil aux entreprises, fortement implanté et reconnu sur toute la France, recherche l'adjoint de son chef d'agence région Centre. Il devra, dans un premier temps, prendre en charge et superviser toutes les activités de contrôle électrique aux niveaux technique, administratif et commercial. Puis, progressivement, ses responsabilités s'étendront à des prestations plus variées faisant appel à des techniques diverses et multidisciplinaires pour, enfin, recouvrir l'ensemble des missions *(levage, appareils à pression, prévention accident et incendie, actions de formation...).* Cette opportunité s'adresse à un jeune ingénieur électromécanicien diplômé, âgé d'au moins 28 ans, possédant déjà 3 ou 4 années d'expérience industrielle acquise de préférence en production électrique et/ou mécanique. De réelles perspectives de carrière existent à terme pour un élément de valeur. La rémunération de départ sera de l'ordre de 150.000 francs. Ecrire à M. FOBY. Réf. A/3735M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



INGENIEUR GRANDE ECOLE

(A.M. ou équivalent)

BESANÇON

BOST (260 personnes, 60 millions de C.A.), filiale du groupe FACOM, est le plus grand fabricant français de pinces destinées aux industries et au bricolage.

Dans le cadre de notre développement nous créons un poste d'organisation industrielle, qui sera rattaché au Directeur Technique.

Il mettra en œuvre les changements de méthodes, de planification et de gestion de production dans le but d'accroître la productivité de notre outil industriel, déjà performant.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur débutant (dégagé des O.M.) ou ayant une première expérience. Il a le goût des contacts humains, une grande rigueur intellectuelle, une forte capacité de travail et de la disponibilité.

Nous assurons sa formation initiale.

Sa personnalité de premier plan et sa motivation doivent lui permettre d'évoluer, en fonction de ses performances, vers un poste de responsabilité.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) à :

BOST S.A.
Direction du Personnel
25820 LAISSEY.

V.V.T. JEUNES
recherche
pour cet été dans centre
15/17 ans à caractère
sportif

UN DIRECTEUR

bonne expérience
et des

ANIMATEURS

SPÉCIALISÉS
(canoë, kayak, spéléo, escalades).
Écrire V.V.T. JEUNES,
12, rue du Plat, 69002 LYON.

FRANLAB consultants

Bureau d'études
de gisements pétroliers

recherche
pour son département
Développement de modèles
numériques

INGÉNIEURS DÉBUTANTS ET/OU EXPÉRIMENTÉS

Dans la réalisation de modèles de simulation de gisements d'hydrocarbures.

Adresser C.V. et prétentions à :
FRANLAB Consultants
B.P. 14, 06561 Valbonne

La FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE A.D.M.R. (aide à domicile en milieu rural) de Rouen recherche un (e) permanent (e) chargée (e) des relations avec les Associations locales, compétences administratives, motivations sociales, travail en équipe, disponibilité (réunions en soirée deux fois par semaine en moyenne).
Adresser C.V. détaillé + lettre man. à M. Benoît ROUSSIER,
A.D.M.R.,
20, rue de Fontenelle,
76000 Rouen.

Bull

renforce son potentiel industriel



Plus de 100 Millions de Francs par an sont investis dans l'établissement industriel d'Angers pour nous permettre de rivaliser avec les plis grands constructeurs mondiaux d'informatique et rester maître de nos technologies.



A Angers, **3500 personnes**, dont 1000 ingénieurs et techniciens supérieurs assurent, en liaison étroite avec les équipes de développement de la région parisienne, l'industrialisation, la production et la mise au point des moyens et grands systèmes d'informatique.



utilise des technologies avancées : • Microélectronique à haute ou très haute densité d'intégration • Connectique par T.A.B. (développement - fabrication) • Tests dynamiques des chips (Analyse d'image électrique) • Techniques de commutation rapide C.M.L. (et leurs applications) • Circuits couches épaisses à très haute densité • Soudure par équipements laser • Assemblage automatisé de circuits hybrides • Circuits imprimés multicouches professionnels (150 μ>10 couches) • Testeurs de plaques logiques - Analogiques de hautes performances • Techniques CAD - CAM (et leurs applications).



étudie et met au point des machines spéciales qui mettent en oeuvre : • Micromécanique • Optique, • Automatisme - Robotique • Pilotage/Ordinateur, etc...

Vous êtes : **Ingénieur Grandes Ecoles** : X, Centrale, Sup. Elec., Télécom., ENSAM ou équivalent, débutant ou avec une première expérience industrielle réussie.

Nous vous offrons :

* A court terme :
Toute votre place dans nos équipes de haut niveau pour nous apporter vos compétences, enrichir votre expérience et participer à l'amélioration continue de nos procédés de fabrication :
Qualité, Fiabilité, Testabilité, Industrialisation de technologies de pointe, Ordonnancement central de production...

* A moyen terme :
De multiples possibilités de développement de carrière au sein du groupe **BULL** (+ de 20.000 personnes).

Adressez votre Curriculum Vitae avec lettre manuscrite, photo et prétentions à :

Cii Honeywell Bull
Direction du Personnel
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX



THOMSON-CSF

D.A.S.M. CAGNES-SUR-MER (06)

recherche pour son nouveau département en pleine expansion, chargé des études et fabrications de composants et modules acoustiques haute fréquence, un

INGÉNIEUR

pour créer puis développer son **SERVICE QUALITÉ.**

Expérience industrielle indispensable.

Adresser curriculum vitae à THOMSON-CSF, Service du Personnel, B.P. 53, 06801 CAGNES CEDEX.



THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

HAVAS CONTACT

ingénieur responsable d'un service technique

Leader sur son marche, notre Société conçoit, fabrique et distribue du materiel scientifique pour l'enseignement et les laboratoires. Notre responsable du service technique venant d'être promu, nous recherchons aujourd'hui son successeur. Celui-ci fera partie de l'équipe de Direction et, à la tête d'un Service comprenant 30 personnes et représentant 40 % de notre Chiffre d'Affaires, il sera responsable non seulement de la production actuelle mais aussi de la création de nouveaux modèles. Nous souhaitons recruter un jeune ingénieur, ayant une première expérience professionnelle acquise au sein d'un bureau d'études ou d'un atelier de montage et ayant déjà encadre une équipe. Pour réussir a ce poste, il faut avoir le sens de l'organisation et de réelles qualités de contact. Le poste est basé à 1 heure de Paris et à 1 heure de la mer, dans une ville de Normandie.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature sous référence 266.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

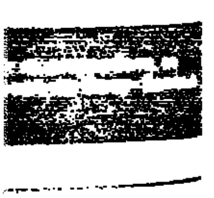
Responsable organisation et méthode

Un organisme bancaire en pleine expansion recherche son responsable organisation et méthode.
Il sera chargé de l'étude et de la mise en place des procédures d'organisation, et assurera la liaison avec le bureau d'études et le centre de traitement informatique.
Ce poste conviendrait à un candidat ayant une première expérience de responsable dans un secteur similaire, et attiré par les problèmes de communication.
Lieu de travail : CAEN, fréquents déplacements régionaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à notre Conseil qui étudiera votre candidature en toute discrétion sous référence M/S012.



MEDIA PA





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Responsable des Services Comptabilité, Contrôle de Gestion et Informatique

270 000 F +

Nous sommes un groupe industriel de taille internationale. Nous pratiquons une politique de décentralisation et nous cherchons, pour une unité industrielle dont le chiffre d'affaires est de l'ordre d'un milliard de francs, un responsable des services comptabilité, contrôle de gestion et informatique.

Sa fonction:

– Mettre au point et faire appliquer des procédures liées à un système de gestion informatisé, en pleine évolution.
– Superviser l'informatique ; ce service comprend quinze personnes dont trois ingénieurs. Les applications sont traitées sur IBM 4341.
– Former son personnel, cadres et employés et ses interlocuteurs dans les unités opérationnelles, à l'utilisation des outils de gestion.

Ce poste, rattaché directement au directeur de l'usine, convient à un homme de 33 ans minimum, diplômé d'une école de commerce ou équivalent + DECS, ayant déjà l'expérience de la direction d'un service comptabilité, de contrôle de gestion et d'informatique d'une usine importante.

Le poste est situé dans une ville de province, proche d'un centre universitaire. Notre groupe offre de réelles possibilités de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Mme Catherine de la ROCHE, sous la réf. 301 LM.



jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris

membre de syntec

CHEF COMPTABLE

recherché pour P.M.E. FILIALE GROUPE IMPORT.
8 – Formation niveau D.E.C.S.
– Age minimum : 30 ans.
– Rém. selon exp.
Lieu : SARTHE
Écr. C.V. + ph. ss réf. 3.550 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS, Cedex 09, qui tr.

VENDÉE
IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

RÉVISEUR

DE HAUT NIVEAU
avec expérience, 3 ans Audit. Formation supérieure (Universitaire ou Grandes Écoles). Disponible rapidement.
Fournir C.V. man. et photo.
Écr. s/nº 8.236 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Lycée technique privé Saint-Sauveur, 16, place Saint-Sauveur, 35600 Redon
recherche pour la rentrée scolaire 1983 :

1 professeur en informatique à temps complet (*maîtrise en informatique, MIAGE, INGÉNIEUR, École supérieure, etc.*) pour enseigner en B.T.S. et/ou en *lycée*.

1 professeur en gestion à temps complet (maîtrise, École supérieure de commerce, Institut supérieur de gestion, etc.) pour enseigner en B.T.S. et/ou en lycée.

Env. C.V. dét. av. ph. d'ident. à M. Georges Migaud, directeur.

HAVAS CONTACT

Degrémont

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DE L'EAU

recherche afin de poursuivre le développement de son activité conditionnement dans le Nord de la France

Ingénieur Technico-Commercial

Basé à notre agence de Lille, il sera responsable du développement d'une activité commerciale et d'appui technique auprès d'une clientèle d'utilisateurs de produits chimiques destinés au conditionnement d'eau.

Ce poste s'adresse à un un ingénieur chimiste, ayant quelques années d'expérience industrielle et désireux de s'investir dans une activité technico-commerciale le conduisant à accéder à des responsabilités plus larges.

Adresser C.V. photo et prétentions à :
Laurence MALCORPI - Relations du Travail
183 Avenue du 18 Juin 1940 - *92500 RUEIL MALMAISON*

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

L'EFFICACITÉ PASSE AUSSI PAR L'AUDIT OPÉRATIONNEL

Vous êtes à un carrefour de votre carrière. Vous cherchez maintenant un poste d'Etude et de Conseil auprès de sociétés très différentes, par leur taille et par leurs activités.

Votre diplôme de commerce et votre première expérience réussie, vous permettent de prendre en charge des missions complexes.

Au sein du holding, vous intégrerez notre équipe Audit (opérationnel). *Vos domaines d'intervention* seront variés. Ils couvriront *toutes les sociétés du groupe* (La Redoute, Prémaman, Editions Rombaldi...). *Sous la responsabilité* du Directeur de l'Audit, vous rendrez compte de vos activités au Directoire. Il attend de vous, que vous dépassiez le simple constat, pour que, par vos conseils et le suivi des résultats concrets, vous participiez à l'efficacité de notre Société.

Vous intégrerez un groupe qui, par son dynamisme (progression du C.A.), vous offrira des possibilités de carrière.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 83.55.06, à Marie-Agnès CAVANIOL – LA REDOUTE – Direction des Affaires Sociales – 57, rue de Blanchemaille – 59100 ROUBAIX.

HAVAS CONTACT

La Redoute

PONTICELLI *frères* S.A.

recherche

pour assurer la responsabilité de la coordination, de la réalisation des travaux neufs *et entretien de ses activités dans la région* de DUNKERQUE, un

INGENIEUR TRAVAUX DIPLOME

Age limite 40 ans.

Sera également responsable de l'établissement *des études de prix et du suivi commercial des dossiers.*

Connaissance antérieure des travaux de tuyauterie et de montage, nécessaire.

Effectif actuel à encadrer : 100 personnes.

Basé à BOURBOURG (59630), il dépendra du Directeur du centre Nord.

Ecrire avec C.V. à l'attention du Secrétaire Général
Etablissements PONTICELLI Frères
BP. 22 - 94401 VITRY Cedex.

HAVAS CONTACT

Jeune Ingénieur Agro, E.N.S.I.A.A....

Nous avons en commun la passion de la qualité. Vous avez une première expérience du contrôle qualité et nous vous proposons d'être à **NOYON (Oise)**

RESPONSABLE QUALITE

Rattaché au Directeur de Production, vous animez un service de six personnes et assurez :

- le contrôle qualité des matières premières et des produits finis de nos usines de NOYON et NIMES ;
- la coordination de la RECHERCHE pour l'amélioration des produits ;
- le suivi et l'application des dispositions *législatives.*

Si vous souhaitez avoir une fonction très opérationnelle au sein de la filiale (500 personnes) d'un important groupe européen,

merci de nous écrire en joignant C.V. détaillé en précisant votre rémunération actuelle, sous *réf. 367 M à Denis JOUSSET*



plein emploi
10 Rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en Ressources humaines

Laboratoire de produits pharmaceutiques, nous créons à notre siège de Lyon, un poste d'

Audit interne

au sein de la direction financière, avec comme principales fonctions :
- de mettre en place et de suivre les procédures administratives du groupe,
- d'intervenir ponctuellement auprès des filiales sur des problèmes *spécifiques* dans les *domaines financiers et comptables,*
- d'assurer la liaison avec nos commissaires aux comptes et nos audits externes.

Le candidat sera âgé de 28 ans minimum, aura une formation de type ESC + DECS, quelques années *d'expérience* et une bonne connaissance *de l'anglais.*

Adresser votre candidature sous réf. 315 M à *notre Conseil qui* la traitera confidentiellement.

SRC
57 rue Edouard Herriot
69002 Lyon.

média-system

L'EFAB joue, au sein du GIAT - Groupement Industriel des Armements Terrestres, rattaché au Ministère de la *Défense - un rôle moteur dans le secteur* Armes et Munitions.

Pour conduire son action il recherche des

Ingénieurs Mécaniciens

qui seront *intégrés* dans une équipe, dans le *secteur études et développement d'armes* et de systèmes d'armes, ou dans le secteur production.

Profil requis :
- jeunes ingénieurs diplômés grande école, formation de base mécanique,
- intéressés par les études et développements *ou le secteur production*
- expérience de quelques années souhaitée.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération souhaitée à :
Monsieur le Directeur de l'EFAB
6, route de Guerry 18015 Bourges Cedex

Lévi Tournay

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN

implantation internationale

Recherche pour Région Ouest

CONTROLEUR DE GESTION

- Formation supérieure de gestion
- Pratique de l'anglais
- Connaissance de l'outil informatique
- 3 ans d'expérience au moins dans la mise en place et le suivi d'un contrôle de gestion
- Il sera rattaché directement au Chef de Service

Ecrire à : H.A.P. hall des petites annonces nº 951157
7 X - 44040 NANTES CEDEX

Importante Industrie en expansion
Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg
recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

ESCE - ESC + *formation* export ou similaire
Disposant d'une experience de l'exportation de 1 à 2 ans, parlant bien l'anglais + l'allemand ou l'espagnol

- **Mission :**

– Développement et gestion *des marchés d'Europe de* l'Ouest + Scandinavie, Grèce, Proche Orient.
– Missions ponctuelles dans le monde entier.

- Voiture de fonction type R9
- Larges possibilités d'avenir liées à la volonté exportatrice de la DG.

Adr. CV dét. ss réf. 1007 à
SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

Centre d'Handicapés recrute une infirmière D.E. ou Psy. à partir de juin 1983.
S'adr. : HOME NATHALIE
27240 Gouville par Damville.
Tél. : (16-32) 32-85-90

Banquier en Bretagne

La banque, votre métier. *Passionnante en elle-même : par ses techniques, ses produits* et par le pouvoir qu'elle donne. Mais, de plus en plus, vous êtes sensible au rôle qu'elle peut et doit aussi jouer dans une économie locale. Banque régionale à caractère mutuel, nous sommes particulièrement convaincus de cette responsabilité. Et nous vous proposons d'y prendre votre part. Dans le Sud Finistère.

Une double mission vous attend. D'abord, l'animation d'un groupe d'agences (avec une trentaine de collaborateurs); le fonds de commerce est important, il se développe bien, on peut faire mieux encore. Et aussi un mandat de la direction générale pour la représenter auprès des organisations professionnelles très actives du secteur. C'est, bien entendu, *à un praticien du réseau*, qui a déjà dirigé une agence ou un groupe d'agences, que nous voulons donner cette double responsabilité, auquel sa formation supérieure économique ou bancaire et sa personnalité bien assise donneront par ailleurs le poids nécessaire.

Les consultants de SIRCA, qui nous aident pour ce recrutement, vous en diront davantage, en vous recevant sur notre activité. Faites-leur part, sous réf. 812 925M, de votre expérience bancaire (cinq à dix ans), de votre intérêt pour les problèmes économiques (*notamment sous l'angle coopératif et mutualiste*) et de votre goût pour tout ce qui touche à la mer...

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

TOURNAY

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE *DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES*
TOURS

recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

- Vous aimez l'organisation.
- Vous souhaitez acquérir une première expérience sur IBM 43/31, CICS, VSAM.
- Vous avez des idées d'avant-garde proches de la bureautique.

Alors, nous vous proposons d'étudier en détail les *réalisations informatiques au sein de notre service* commercial : commandes clients, tarifs, stock, import-export.

Vous profiterez de notre expérience pour mener à bien l'analyse et la réalisation d'un nouveau projet.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous référence 8.232 à : PIERRE LICHAU S.A., B. P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

LA SOCIÉTÉ DE BANQUE DE L'ORLÉANAIS
BANQUE PRIVÉE RÉGIONALE
recherche pour son Siège d'Orléans

RESPONSABLE DU SERVICE TITRES

Le candidat devra :
- avoir 30 ans minimum et plusieurs années d'expérience au sein d'un service Titres ;
- être apte à animer une petite équipe de collaborateurs ;
- élaborer, en liaison étroite avec le service informatique, toutes les procédures d'organisation des travaux de son service.

Adresser C.V. manuscrit avec photo et prétentions à S.B.O., Département de l'Administration Générale, 35, rue de la Bretonnerie, 45000 ORLÉANS.

ORGANISME D'EXPANSION
Région VOSGES
offre un poste de

Secrétaire général

à JEUNE DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES
(H.E.C. - ESSEC - E.S.C.A.E., Maîtrise de Sciences Economiques ou équivalent) ayant quelques années de pratique en entreprise industrielle ou commerciale.

Pour détails téléphonez au (8) 335.42.63 ou écrire sous référence P.340 au Cabinet Claude BLIQUE B.P. 3097 - 54013 NANCY Cédex

---

Importante Industrie en expansion Produits Modernes pour le Bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE EXPORT

ESCE - ESC – formation *export ou similaire*

Disposant d'une première expérience de l'exportation de 3 à 5 ans, parlant bien l'anglais + une seconde langue (espagnol ou italien, ou *allemand*).

Mission:
- Développement et gestion de marchés d'exportation.
- Missions ponctuelles dans le *monde* entier.

Voiture de fonction type R9.
Larges possibilités d'avenir liées à la volonté exportatrice de la DG.

Adr. CV dét. ss réf B à
SELETEC Conseil
67000 STRASBOURG CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

1983, et après...

Professionnels de la vente informatique "Votre avenir, nous y croyons."



Ingénieur Electronicien ou Informaticien ou diplômé d'une Ecole de Gestion, vous parlez anglais et avez maintenant une expérience réussie d'au moins 3 ans de la vente de systèmes informatiques, qui vous permet de participer avec succès à la commercialisation de notre informatique scientifique ou de gestion; alors vous avez tout à gagner à évoluer avec nous.

Nous vous offrons:

- Une formation technique et commerciale de 6 à 9 mois, qui vous familiarisera avec le H.P. WAY (car pour nous, vendre, c'est avant tout jouer un rôle de conseil, analyser les besoins du client, et proposer des solutions spécifiques).
- Une rémunération très attractive, une voiture de fonction.
- Et surtout la perspective d'une évolution rapide à Paris et en Province, notre croissance en est le meilleur garant.

- 2 200 personnes réparties dans 24 bureaux de vente et une unité de Recherche et Fabrication à Grenoble.
- Une très forte croissance du chiffre d'affaires.
- Un programme d'investissement de 300 Millions de francs.
- La maîtrise des technologies de pointe (9 % du CA consacrés à la Recherche et Développement).
- Une gamme complète, de l'ordinateur personnel au méga-mini, permettant une véritable stratégie de réseau de productivité industrielle.
- Des équipes restreintes qui évoluent dans un contexte professionnel sympathique.
Voilà quelques uns des atouts de H.P. France, 3e exportateur français de matériel informatique (Source MOCI).

media-system

HP, un partenaire de la vie économique française.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en précisant la référence 052 à Gérard Kloppel, Directeur des Ressources Humaines, Hewlett-Packard France 91947 Les Ulis Cédex, qui vous contactera personnellement et vous convoquera confidentiellement.

Une IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE FRANCAISE appartenant à un GROUPE AMERICAIN souhaite confier le lancement d'un NOUVEL ISOLANT THERMIQUE à un

chef de produit

Le poste s'adresse à un candidat de 35 ans minimum ayant une connaissance du marché français, si possible européen, de l'isolation thermique de presses (compression, injection, presses à plateaux) et disposant d'une expérience commerciale ou technico-commerciale dans le marketing ou la vente de produits similaires.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo s/réf. 264 à
SODERHU
22, rue St-Augustin 75002 Paris

Membre de Syntec

Soderhu

Une **société agro-alimentaire** recherche pour une de ses usines **en pleine expansion**, hautement mécanisée et automatisée, son

Responsable relations sociales
170 000 F 70 km Nord de Paris

Directement rattaché au directeur de l'usine et en liaison fonctionnelle avec le directeur des affaires sociales, il :
- **conseille le directeur de l'usine** et les opérationnels en matière de législation sociale et de droit du travail ;
- maintient, par ses actions, un bon climat relationnel ;
- participe aux **négociations** avec les syndicats, les délégués du personnel et le comité d'établissement ;
- suit les problèmes de **qualification** de poste et de rémunération ;
- prend part aux actions mises en place dans le cadre du C.H.S.C.T. ;
- assure la **gestion administrative du personnel** ; organise la formation (2 %).

Il aura, à moyen terme, la charge des services généraux et entretiendra des rapports avec les sociétés extérieures implantées sur le site.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans. De formation supérieure (droit du travail), il possède une première expérience similaire réussie de 3 à 5 ans dans une **unité de production**. Habitué à traiter avec les syndicats, il a de solides connaissances en matière de **droit du travail**, le sens de l'organisation et celui des **relations humaines.**

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5061/LM.

MEDIA PA

argos Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

Préparer l'avenir à long terme

LABORATOIRES DE MARCOUSSIS

- TELECOMMUNICATIONS
- TECHNIQUES DE L'INFORMATION
- OPTRONIQUE
- ROBOTIQUE ET PRODUCTIQUE
- ENERGIE

techniciens expérimentés

- Dépôt de couches minces pour composants opto-électroniques, expérience en technique du vide souhaitée. Réf. T/2934/TV
- Technologie de montage de composants opto-électroniques, expérience en micromécanique souhaitée. Réf. T/2933/MM
- Réalisation de bancs de mesures pour caractérisation de fibres optiques. Réf. U/455/FO

ingénieur praticien ou technicien expérimenté

Pour études et mise en route d'appareillages spécifiques de caractérisation de composants opto-électroniques. (Electronique analogique et digitale). Réf. T/1346/EJ

Adresser lettre manuscrite et CV, en indiquant la référence choisie, au Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS, Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.

CENTRE DE RECHERCHES DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

CABINET DE CONSEIL JURIDIQUE CENTRE DE PARIS

offre à collaborateur (trice) niveau 3e cycle de droit des affaires

- La connaissance et l'accès à une profession passionnante.
- Une formation pratique de haut niveau.
- Un travail varié et une réflexion en équipe.
- L'assurance d'une évolution de carrière privilégiée.

Écrire Me Benayoun, 44, rue Étienne-Marcel, Paris-1er (C.V. + photos et prétentions) ou téléph. au 261-58-38.

Vous souhaitez développer votre carrière et assumer un poste de responsabilité

VOUS ÊTES INTÉRESSÉ PAR LA DIRECTION COMMERCIALE

Une telle activité dans UN IMPORTANT CABINET DE COURTAGE représente pour vous un projet personnel qui rejoint votre projet professionnel.

– La prise en charge effective : d'un plan d'action négocié avec vos collaborateurs ;
– l'animation d'une équipe expérimentée de chargés de clients ;
– le développement d'une activité commerciale dans un créneau clientèle de haut niveau, vous paraissent du domaine du possible.

Alors, envoyez votre C.V. avec prétentions (lettre manuscrite et photographie) sous no T 040 299 M à RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
Discrétion assurée



LES CAFES JACQUES VABRE

C.A. 2 Milliards

recherchent

ASSISTANT CHEF DE SERVICE TRESORERIE

AVEC :
- gestion des comptes bancaires en valeur,
- contrôle des frais financiers,
- participation à la mise en place d'un nouveau système informatique de trésorerie,
- «reporting».

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé HEC, ESSEC, SUP de CO, disposant si possible d'une première expérience dans le domaine de la finance (1 à 2 ans) et qui occuperait ce poste avant de prendre d'autres responsabilités au sein de la société.

Anglais indispensable.

Env. C.V., photo et prétentions aux CAFES JACQUES VABRE
Département du Personnel - Z.I. des Petites Haies - 5, rue Charles Martigny
94701 MAISONS ALFORT.

GROUPE

SLIGOS

Direction Technique

Le Département « Techniques et Méthodes » est chargé de l'étude, de la conception et de la mise en place des moyens ou techniques nouvelles pour l'ensemble du groupe (évaluation, validation des matériels et logiciels..., transfert de technologie, maquettes d'exécution). Matériels : IBM 43xx, 308x, DEC, PDP 10, PDP 11, VAX, CII mini 6. Terminaux : Vidéotex, TPV, ordinateurs personnels... Réseaux : Transpac, Tymnet, SNA. Systèmes : MVS/TSO, TOPS 20, VMS... Langages : Assembleur, APL, ...
Il recherche

Jeunes Ingénieurs ou Universitaires

pour assurer le développement technique des applications monétique et télématique.

Plusieurs postes sont à pourvoir dans les domaines suivants :
- développement d'interpréteur APL,
- développement d'outils et de spécifications de protocoles,
- mise en place de moyens homogènes sur de gros centres de traitement IBM ou DEC,
- développement de logiciel de base sur grands systèmes IBM.

Certains postes conviennent à des ingénieurs débutants, d'autres seront confiés à des ingénieurs ayant acquis une première expérience de 2 à 3 ans chez un constructeur, un utilisateur ou une SSCI.

Nous recherchons des candidats susceptibles d'assumer rapidement des responsabilités dans le cadre de projets importants. Une formation aux techniques spécifiques de l'activité sera assurée. Connaissance de l'anglais appréciée. Lieu de travail : PUTEAUX.

Nous avons demandé à Madame CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous la référence 73678/M à Mme CLÈRE, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Publival

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

La Direction EXPLORATION de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION
recherche

2 INGENIEURS INFORMATICIENS

1 Basé à BORDEAUX, vous serez responsable d'un centre de calcul (HP 3000 + CONTROL DATA) et aurez en charge la conception, le développement et l'exploitation d'applications dans différents domaines : géologie, gestion de mesures de laboratoire, gestion documentaire, gestion de données administratives et financières internes...
Vous êtes issu d'une école d'ingénieur et avez acquis une première expérience d'au moins 2 - 3 ans en informatique scientifique et technique. Vous recevrez une formation préalable de 3 à 6 mois au service informatique correspondant de Paris.

2 Basé à PARIS, vous serez responsable de projets en informatique scientifique et technique, développerez des systèmes d'information dans les domaines de la géologie et de la géophysique, piloterez des centres de calcul HP 3000, effectuerez des expertises en bases de données et systèmes de connaissances...
Vous êtes issu d'une grande école (Mines de préférence) et avez acquis une expérience d'une dizaine d'années en gestion de données et informatique scientifique.

Tous deux serez intégrés à des équipes de haut potentiel, œuvrant dans le monde entier. Une réelle mobilité tant géographique que fonctionnelle sera le gage de votre évolution de carrière.

Si l'une ou l'autre de ces perspectives vous intéresse, veuillez adresser une lettre manuscrite + CV + photo au Service Recrutement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION - Tour Vendôme - 204 Rond-Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, sous la référence 3MOD8.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

La SEFT (600 personnes), établissement dont le rôle essentiel est la satisfaction de besoins de l'armée de terre en équipements et systèmes électroniques, recherche pour son Service Technique un

INGÉNIEUR DÉBUTANT

pour animer et assurer la conduite de programmes, de leur conception à leur réalisation, par le biais de contrats avec l'industrie privée.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur de formation Electronique/Automatismes de préférence. Il sera chargé de :
- l'élaboration de spécifications techniques,
- la préparation et le lancement dans l'industrie des études et des fabrications,
- l'animation et la coordination des travaux,
- le suivi et l'analyse des résultats des essais sur le terrain.

Le goût du travail varié, l'aisance dans les contacts et l'esprit de synthèse, sont des qualités indispensables. Le lieu de travail se situe en proche banlieue parisienne, des déplacements de courte durée seront à prévoir.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 8323 M à EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.

MEMBRE DE SYNTEC

HAVAS CONTACT



PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

EUREQUIP
Departement Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS Tél. 553.84.73

ingénieur

PARIS

vous avez acquis une expérience (5 à 10 ans) complète et diversifiée du monde industriel dans les domaines :

DEVELOPPEMENT, INDUSTRIALISATION, PRODUCTION

Venez donc tirer profit de cette expérience en vous joignant à nous pour piloter et animer notre effort de

productivité

Nous sommes un Important Groupe Industriel Français, en expansion constante, et déterminé à continuer à jouer les premiers rôles sur le marché mondial.

Nos produits s'adressent aux milieux industriels et professionnels et font appel à des technologies avancées en constante évolution.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 70349 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Jeunes diplômés HEC - ESSEC - IEP...

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES, dans le cadre de sa mission légale de contrôle des banques et établissements du Groupe, offre à des jeunes diplômés HEC - ESSEC - IEP ou équivalent (double diplôme...) dégagés des obligations militaires, la possibilité de débuter leur carrière dans son

Inspection

Après une première période de formation, ils auront pour mission de porter un diagnostic sur les divers aspects de la gestion d'établissements du Groupe : sécurité, rentabilité, développement, perspectives.
Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ trois / quatre mois chacun (deux ou trois par an) alternant avec des séjours plus brefs à Paris.
Ces fonctions, qui nécessitent une forte personnalité caractérisée par de bonnes facultés de synthèse, le sens de la rigueur, l'aptitude à la négociation et à l'expression, peuvent conduire à terme à d'importantes responsabilités au sein du Groupe.
Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo et numéro de téléphone si possible, sont à adresser sous réf. M2 à M. CASTETS.



Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17

Publival

GROUPE SNECMA

SNECMA - Centre de Villaroche près Melun

UN INGENIEUR D'ETUDES
Expérimenté responsable de l'unité mesures et circuits électriques bancs d'essais

UN INGENIEUR
Expérimenté spécialisé en mesures physiques chargé d'animer l'unité méthodes de mesures nouvelles.

HISPANO-SUIZA - Bois-Colombes

UN INGENIEUR ELECTRICIEN
qui participera aux études d'automatismes et de systèmes d'acquisition de mesures sur bancs d'essais.

UN INGENIEUR
Responsable du bureau d'études électriques spécialisé basse et moyenne tension, automatismes et instrumentation.

SNECMA - Siège social à Paris

UN INGENIEUR
Chargé des études et réalisations des installations électriques liées au réseau de distribution industriel, aux procédés et moyens de fabrication.

Les candidats retenus seront diplômés d'une grande école d'Ingénieurs.

Merci d'adresser lettre et C.V. à SNECMA - Département Encadrement
2, boulevard Victor - 75724 PARIS CEDEX 15

une fonction stratégique pour un médecin...

Laboratoires SANDOZ (Rueil-Malmaison)

Notre notoriété s'appuie sur le développement de produits majeurs, dans les principaux axes thérapeutiques suivants : cardio-vasculaire, neurologie, gériatrie, gynéco-endocrinologie, rhumatologie.

Associé au développement, le Médecin que nous cherchons contribue à optimiser la connaissance clinique des produits commercialisés.

Il suit et gère les essais cliniques, mais il a aussi un rôle relationnel et pédagogique dans lequel une large place est donnée au conseil, à l'animation de réunions, à l'information du corps médical et à la formation des visiteurs médicaux.

Homme ou femme, 28 ans minimum, vous avez une première expérience de cette fonction dans l'industrie pharmaceutique ou une pratique de la clientèle en cabinet ou une expérience hospitalière. Votre réussite dépend surtout de vos qualités de rigueur, de votre sens relationnel et de votre volonté de travailler en équipe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à notre Conseil, sous la réf. 307 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris

membre de syntec

HAVAS CONTACT

Analyste Programmeur Confirmé

Responsable de la cellule informatique

De formation niveau D.U.T. Informatique de Gestion, âgé d'au moins 27 ans, vous avez une réelle expérience de la mise en place et du maintien d'applications administratives. Vous voulez maintenant valoriser cet acquis en animant une petite cellule informatique.

Dans ce cas, nous vous proposons d'intégrer, près du R.E.R. Saint-Maur Créteil, une entreprise d'aménagement et de construction en croissance rapide mettant en place une gestion par objectifs.

En liaison étroite avec tous les services utilisateurs, vous maintiendrez et ferez évoluer les applications existantes - paie, comptabilité, gestion locative, ... Dans le cadre du plan informatique et bureautique, vous développerez la plupart des nouvelles applications.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 9201 M à notre Conseil, qui traite confidentiellement cette recherche.



EQUIPES ET ENTREPRISES
33, rue Vivienne 75002 PARIS - Tél. 233.18.72

IMPORTANTE SOCIETE
DE LA BANLIEUE SUD
recherche

le responsable de son service assurance qualité des composants électroniques

L'intéressé sera chargé :
- de développer les moyens d'essais et de tests,
- d'animer la recherche au niveau de l'analyse des défaillances,
- de prospecter, évaluer et négocier chez les fabricants au niveau européen et aux Etats Unis.

Le candidat retenu, de formation Ingénieur Electronicien (grandes écoles) devra avoir une solide expérience dans le domaine de l'utilisation des composants électroniques.

Cette fonction nécessite une forte personnalité, un réel intérêt pour l'encadrement et la prospection, ainsi qu'un goût prononcé pour la recherche technologique.

Ce poste comporte des déplacements courts et fréquents en France et à l'étranger.

Adresser C.V., photo et prétentions
ss réf. 69755, CONTESSE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.



HACHETTE

Juriste

Juriste, vous l'êtes par votre formation (maîtrise au minimum), mais vous ne l'êtes pas vraiment dans l'âme... Ce qui vous intéresse, c'est l'entreprise, particulièrement industrielle, sa complexité, sa dynamique.

La Branche Industrielle d'HACHETTE devrait vous convenir (1.900 personnes, 500 millions de CA). Grâce à d'importants investissements, elle est promise à un bel avenir.

Vous serez le second du Secrétaire Général de la Branche. Vos 2 ou 3 années d'expérience en entreprise vous rendent capable d'organiser Conseils d'Administration et Assemblées Générales, d'étudier certains aspects de droit des affaires, de droit du travail, de fiscalité, de gérer un patrimoine immobilier, etc...

Si cette offre vous intéresse, écrivez à HACHETTE, Service Gestion des Cadres - 12, rue François 1er - 75008 Paris, sous réf. 169

management et innovation

SOCIETE DE CONSEILS EN O. D.
recherche

consultant senior

Une expérience de formateur et une bonne connaissance de l'entreprise sont nécessaires.

Nous intervenons sur l'ensemble du territoire en milieu industriel (grandes entreprises).

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à J. CHAPELLE 36, rue des Etats Généraux 78000 VERSAILLES.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES



COMSIP ENTREPRISE — Contrôle Bailey

2700 ingénieurs - 38 filiales à l'étranger
12 milliards de commandes en 1982 (dont 7 à l'export)

Nous recherchons des :

Ingénieurs informaticiens

pour développer les logiciels du contrôle industriel : régulation - automatisation - optimisation des procédés.

Ingénieurs de développement

en électronique industrielle et en électrotechnique pour participer à la conception et la réalisation des automatismes dans les grands contrats du contrôle industriel, en France et à l'étranger.

Nous vous invitons à contacter le :

Service des Ressources Humaines : 13 rue Antonin Raynaud 92309 Levallois Perret.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

RICHIER

Importante Société de fabrication et de distribution de Biens d'équipement, recherche un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF EXPORT

MISSION :
- Seconder le Directeur Export dans toutes les questions administratives export.
- Relations avec les Vendeurs, les autres Services de l'entreprise, les Administrations, les Banques (COFACE et BFCE), les Ambassades.
- La préparation des statistiques de Vente du Service.

Il sera responsable de l'exécution des marchés à l'exportation (de la prise de commandes à la livraison du matériel).

PROFIL .
- Excellente connaissance de l'anglais impérative et si possible d'autres langues.

Le candidat recherché aura une bonne connaissance de l'Administration d'un Service Export.

Il devra faire preuve d'autorité naturelle mais aussi de diplomatie.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD.



Adresser lettre manuscrite,
C.V., photo et prétentions à
la Direction du Personnel
Distribution Internationale
RICHIER S.A.
4, Bd Arago - Z.I. de Villemilan -
91320 WISSOUS

SOCIETE FORTEMENT EXPORTATRICE
BANLIEUE SUD, recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

D.E.C.S. - ANGLAIS NECESSAIRE
5 ANS D'EXPERIENCE

Dans un premier temps, il aura pour mission de s'occuper des prix de revient et de la consolidation de plusieurs sociétés, pour préparer le reporting à la maison mère.
Dans un deuxième temps, il sera amené à encadrer l'ensemble de la comptabilité générale.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 3143 à PIERRE - MULOT PUBLICITE - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS.

pmp

Conseiller et développer la clientèle de particuliers et d'entreprises dans une banque réputée

Fort d'une première expérience de cette fonction, exigeante mais passionnante, vous aspirez à rejoindre une Banque où vous vous sentirez véritablement responsabilisé : tout en assurant notre croissance, nous avons su rester à taille humaine et la souplesse de notre structure implique autonomie plus large, prises de décisions plus promptes... et évolution de carrière plus rapide.

Vous êtes également sensible à la qualité de votre environnement : vous aurez à développer des **contacts personnalisés avec des interlocuteurs de haut niveau**, vous bénéficierez d'un cadre de travail particulièrement agréable, à Paris, ainsi que d'une rémunération fixe attrayante.

Assisté d'une logistique efficace, vous serez avant tout un homme de terrain, de conseil, dont les objectifs seront qualitatifs autant que quantitatifs.

Nous avons confié cette recherche à notre Conseil, Raymond Poulain Consultants, qui traitera votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) et ne nous le fera connaître qu'avec votre accord (réf. 7/BPE/LM7).



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Société internationale recherche

JEUNE ANALYSTE COMPTA/INDUSTRIELLE

La fonction :
- Recherche, exploitation et analyse de données relatives à des coûts de revient.
- Intervention dans des entreprises de taille très diverses.

Le poste :
- Au sein d'une société spécialisée, relation directe avec la clientèle, impliquant quelques déplacements.

Le candidat :
- Formation : grande école de commerce, Sc. Eco, DECS apprécié.
- De préférence ayant 1 ou 2 années d'expérience.
- Dynamique. Sens de la relation. Disponible de temps et d'esprit.

Ecrire avec c.v., photo et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, N° T 040.335 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SETEX

Société de promotion et d'exploitation d'ouvrages recevant du public, filiale d'un des premiers groupes français, recherche un

Cadre technique

Rattaché au Directeur Technique, il sera responsable de la maintenance d'équipements variés (réseaux de distribution électrique, ordinateurs industriels, machines tournantes, etc...).
Il participera en outre à la programmation et au suivi des travaux de renouvellement. Il aura à animer 40 professionnels encadrés par 4 chefs d'équipe, à coordonner et contrôler les prestations sous-traitées et à assurer les relations commerciales correspondantes.
Ce poste peut intéresser un candidat ayant une première expérience d'au moins 3 ans comme conducteur de travaux ou chef de chantier électrique.
Une formation BTS DUT ou équivalente est souhaitée.
Ce poste requiert des qualités de coordination dynamique et de négociation.
Lieu de travail : La Défense.

Merci d'adresser CV manuscrit, photo et rémunération actuelle à SETEX, Direction Technique, 18 avenue Parmentier 75011 Paris.

média-system

INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

Dans le cadre de l'expansion de ses activités informatiques,
recherche
pour sa Direction des Études :

INGÉNIEURS LOGICIELS

Réf. DE-26

ayant une expérience de 1 à 4 années dans l'informatique.

Ces ingénieurs participeront à la conception et à la réalisation de logiciels de base dans les domaines concernant :
- les systèmes d'exploitation ;
- les systèmes de télétransmission et réseaux ;
- les systèmes de gestion de base de données et langages;
- bureautique.

La rémunération tiendra compte de l'expérience des candidats.

Le développement de la société leur assurera de bonnes perspectives de carrière.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.
Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

STÉ D'INFORMATIQUE ET D'ÉLECTRONIQUE
EN PLEINE EXPANSION
recherche

COLLABORATEUR (TRICE) COMPTABLE

Niveau D.E.C.S. ou équivalent. Exp. souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions à : I.E.F.,
228, rue Lecourbe, 75015 PARIS.

U-BIX FRANCE
Filiale de MITSUBISHI et KONISHIROKU
recherche



Ce cadre s'intègrera à l'équipe existante qui accueille 700 stagiaires par an.

Il participera à l'établissement du plan de formation, au choix des supports pédagogiques, à l'organisation des sessions et assurera l'animation de stages destinés aux nouveaux vendeurs et aux techniciens approchant la clientèle.

Salaire : 110 000F.

Adresser CV et lettre de motivation à

U-BIX FRANCE - Service Développement Humain
15 rue des Sorins - 92000 Nanterre

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour son
Département Développement

des animateurs consultants

Vous aurez pour mission :
- l'animation des séminaires de techniques commerciales
- le suivi pratique des formations
- ponctuellement, une participation à la création ou à la mise à jour des programmes de formation.

Il vous est demandé :
- un diplôme de l'enseignement supérieur (Sup de Co ou équivalent)
- une expérience de 2 ou 3 ans en matière de techniques bancaires et/ou d'animation commerciale.

Ce poste, basé à Paris, nécessitera de fréquents déplacements en province.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. CC 35/74 à
CNCA Gestion des Personnes 75710 Paris Brune

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

FILIALE D'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANCAIS, LEADER DANS SA BRANCHE AUTOMATES PROGRAMMABLES, OFFRE PLUSIEURS POSTES D'INGENIEURS

Pour laboratoire d'application au Plessis-Robinson (92)

INGENIEURS DEBUTANTS

Réf. LA.0

de formation électronique, automatique ou systèmes. Pratique anglais si possible.

Pour bureau d'études à Castres (81)

INGENIEUR MECANICIEN

Réf. BE.1

pour conception mécanique et plastique - expérience souhaitée dans les équipements d'automatismes industriels.

INGENIEUR D'EXPLOITATION DE SYSTEME INFORMATIQUE

Réf. BE.2

dont le rôle sera de gérer et d'exploiter le système informatique du bureau d'étude et de rédiger les procédures d'utilisation.

INGENIEUR COMMUNICATIONS

Réf. BE.3

pour la conception et la mise en œuvre de réseaux de communications intersystèmes. Connaissance des systèmes de commande de processus industriels en temps réel souhaitée.

INGENIEUR SURETE DE FONCTIONNEMENT

Réf. BE.4

connaissances électroniques et informatiques temps réel, sûreté, fiabilité et disponibilité de systèmes numériques.

INGENIEUR LANGAGES PROGRAMMATION

Réf. BE.5

pour la conception et la mise en œuvre de langages de programmation pour les automatismes industriels.

Ecrire en rappelant la référence à VALENS CONSEIL - n° 9943 - BP 359 75064 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

MONACO
Laboratoire pharmaceutique rech. pour participer à la mise en œuvre et au développ. de ses moyens bureautiques un

ORGANISTEUR EN BUREAUTIQUE

Le candidat souhaité possède des compétences en organisat. + en bureautique et/ou en informatique. Un c.v. détail. avec prét. est à adresser à la Direction du Personnel, Laboratoires Wellcome, BP 151 B, 98000 MC MONACO.

P.M.E. PARIS-20e, recherche

COMPTABLE 2e ÉCH.

DACTYLO
Connaissance compta-décalque – paye – déclarations sociales et administratives.
Expérience souhaitée plus 5 ans. Tél. pour r.-v. 358-13-19.

ALGÉRIE
Technicien sur rectiligne tricotage logement assurée. Ecr. s/nº 1.316 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE DE GESTION

ADJOINT AU CHEF D'UN ÉTABLISSEMENT DE RECHERCHE situé à MARNE-LA-VALLÉE

Formation supérieure souhaitée (Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion).

Expérience de plusieurs années nécessaire.

Adresser C.V. et prétentions à C.S.T.B.
4, av. du Recteur-Poincaré
75016 PARIS.

L'ENTREPRISE LÉON GROSSE (2.000 pers., 800 M. de C.A.) recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

SUP de CO, ESSEC, ESCAE. Tenue de plans de charges et gestion prévisionnelle. Connaissances en informatique indispensables.
Lieu de travail : VERSAILLES
Adr. C.V. et prét. à M. Léon Grosse 28, r. Sainte-Adélaïde, 78000 VERSAILLES

Assistante Direction du Personnel

EDITION, PRESSE, COMMUNICATION

Nous proposons à une jeune candidate, ayant acquis au cours d'une première expérience une bonne technicité dans tous les aspects de la gestion administrative du personnel, de prendre en charge de façon autonome les activités liées à cette fonction dans *une PME -suivi des dossiers de recrutement, de rémunération,* de *prévoyance* et d'absence, services généraux, etc...Le dynamisme de notre groupe est un gage d'évolution pour une candidate alliant à la compétence des qualités humaines certaines, notamment *d'ouverture, d'aisance dans les contacts,* d'adaptabilité et de diplomatie. Un niveau DUT en gestion du personnel serait apprécié pour ce poste de cadre basé à Paris Centre. Une bonne pratique de la dactylographie (20% du temps maximum) devra lui permettre de *gérer complètement son domaine de responsabilités.*

Merci d'adresser lettre manuscrite motivée, *CV détaillé, photo et prétentions sous* référence 305242 M à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris qui vous garantit réponse et discrétion.





DUMEZ, l'un des plus grands groupes français du bâtiment et des travaux publics, recherche pour l'une de ses filiales :

l'Adjoint du Directeur Financier

Agé de 30 ans environ, votre formation supérieure commerciale et de gestion complétée par un DECS, vous a permis de maîtriser tous les aspects de la fonction comptable, *financière et juridique d'une grande entreprise ou d'un cabinet d'Audit.*
DUMEZ vous propose d'assister le Directeur Financier de sa filiale GIEDAS, dans tous les domaines qui relèvent de sa responsabilité.
Pour assumer efficacement ces fonctions, la maîtrise de l'anglais est indispensable.
Vous serez basé au siège du groupe, à Nanterre, et bénéficierez de tous les avantages du groupe DUMEZ.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions *sous réf.* LM 128 à Dumez, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau 92022 Nanterre Cédex.

média-system

COGEMA première société mondiale du cycle du combustible nucléaire, avec un Capital Social de 5 milliards de Francs et un CA de 7 milliards de Francs, recherche pour sa DIRECTION FINANCIERE à VELIZY

2 cadres financiers H/F

ASSISTANT DU CHEF DE SERVICE CONTROLE DES FILIALES

qui aura pour mission le contrôle financier et comptable des diverses Sociétés du Groupe (comptabilité, budget, trésorerie, fiscalité), ainsi que la coordination d'ensemble du contrôle des filiales du Groupe.
Le candidat idéal sera diplômé d'une Grande Ecole, et aura au moins 10 ans d'expérience de la gestion financière et comptable, ainsi qu'une connaissance *approfondie du Droit des Sociétés.*
Il parlera Anglais couramment.
Ce poste s'adresse à un candidat de valeur, susceptible d'évoluer rapidement vers de plus hautes responsabilités. (Réf. 337 M)

JEUNE DIPLOME FINANCES - COMPTABILITE

pour renforcer l'équipe en place.
Il devra assurer le suivi concret et quotidien d'un certain nombre de Filiales du Groupe.
Titulaire d'un Diplôme de l'Enseignement Supérieur, le candidat devra posséder des connaissances solides en Comptabilité et en Droit des Sociétés, *ainsi que l'usage courant de l'Anglais.*
Environ 2 ans d'expérience de Gestion seraient appréciés. (Réf. 338 M)

Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite de candidature, C.V., photo et prétentions, sous la référence correspondante, à :
Gisèle AUFFRET - SAP/RECRUTEMENT
2, rue Paul Dautier - B.P. 4 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

Cogema Compagnie Générale des Matières Nucléaires



Société internationale, leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs recherche pour sa filiale française, (CA 400 MFF, 120 personnes), son

CHEF COMPTABLE

Sous l'autorité du Finance Manager, il aura la responsabilité
- de la comptabilité générale et analytique, française et U.S.
- du reporting mensuel
- de l'établissement des budgets et prévisions mensuelles,
- de la préparation de la paie et des déclarations sociales et fiscales.

Nous souhaitons rencontrer un(e) candidat(e) âgé(e) de 28/30 ans, possédant *une formation Ecole Supérieure de Commerce complétée par un DECS,* intéressé(e) par les techniques comptables et l'utilisation des moyens informatiques. Il justifie d'une expérience réussie de 3/4 ans des différents aspects de la comptabilité française et anglo-saxonne en qualité d'assistant ou responsable d'un département comptable.
La maîtrise de l'anglais est essentielle.
L'évolution de la société et les perspectives de carrière sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.
La rémunération est liée à l'expérience et aux capacités du candidat.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et salaire actuel sous référence M.25005 à
Rudolph von Raesfeldt
TEG
18, Place Henri Bergson
75008 PARIS.

Lyon Strasbourg — division SYSTEMA



Desseln

TECHNICIENS SUPERIEURS

INGENIERIE 110.000 F +

Société en forte croissance, spécialisée dans l'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendies recherche Jeunes Diplômés IUT ou BTS en ELECTRICITE, TUYAUTERIE, INSTRUMENTATION ou AUTOMATISME (ou non diplômés avec expérience *acquise soit en B.E. soit sur Chantiers d'installation d'équipements).*
Affectés à un Responsable de département, ils seront chargés de définir le matériel au niveau du projet, de négocier et de passer les commandes auprès des fournisseurs et de contrôler les délais et la qualité des équipements livrés.
Connaissance de l'ANGLAIS indispensable et de l'ESPAGNOL souhaitée.
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. 1159 MO à notre Conseil

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche
pour sa direction organisation et informatique

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

(Réf. DOI-27)

Titulaires d'un diplôme d'étude supérieures (écoles d'ingénieurs, Miage, ...)

Au sein d'une équipe jeune, chez un constructeur, ils participeront, après avoir reçu la formation adéquate, à la conception, à la réalisation et à la mise en œuvre de vastes projets de gestion en temps réel développés sur les ordinateurs IN 5000. Les projets ont recours aux bases de données relationnelles, aux réseaux et à la bureautique.

La diversité et l'originalité de ces projets ainsi que leur intérêt dans le domaine de l'informatique nouvelle permettront aux candidats de développer leurs connaissances et leurs compétences et d'être à même, ultérieurement, d'assumer d'importantes responsabilités.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.
Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

Jeune responsable finance/comptabilité en agence de publicité

Vous avez déjà élaboré, réalisé et mis en place des systèmes de gestion efficaces et performants pour lesquels vous avez utilisé avec compétence l'outil *informatique.*
Sous l'autorité du Directeur *Général,* nous vous confierons la responsabilité de nos comptabilités générale et analytique, des plans de trésorerie, de nos relations avec les banques, et de la mise au point des outils prévisionnels et de contrôle de gestion.
Nous souhaitons rencontrer de jeunes éléments de formation *supérieure* (ESC + DECS ou équivalent) avec le sens de l'organisation, le goût du dialogue et un enthousiasme pour la publicité.
Nous parlerons ensemble de votre rémunération.

Bernard Julhiet Psycom vous garantit étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 173/1M, 55 av. Bugeaud - 75116 Paris.



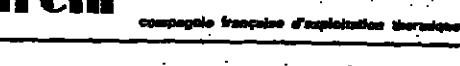
Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

ORGANISME PUBLIC DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
spécialisé dans études à l'étranger recrute un élève, puis chargé de recherches, pour programme futur sur les politiques, pratiques, institutions de science dans le monde.

INGÉNIEUR OU DEA SOCIOLOGIE

Envoyer C.V. à :
WAAST-ORSTOM, 24, rue Bayard,
75008 PARIS avant le 22 mai.



cefreth

compagnie française d'exploitation thermique



Filiale de la Lyonnaise des Eaux, une des plus *importantes entreprises* françaises spécialisées dans la maintenance et l'exploitation d'installations thermiques (2 500 personnes, CA 1 milliard), recherche pour son *département «Grands Projets»*

UN COORDINATEUR D'OPERATIONS

Il prendra en charge d'importants projets (récupération d'énergie pour *des Z.I., grosses chaufferies,* etc...) de l'ordre de 1 à 100 millions, dont la société sera maître d'ouvrage et en assurera *ensuite l'exploitation.* Il aura à participer aux négociations avec les différents partenaires (collectivités locales, industriels), en assurer le montage juridico-financier et coordonner l'action des services techniques de la société.

La personne recherchée, ayant de préférence de 30 à 35 ans, diplômée d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion, ou ingénieur avec *un complément de formation en gestion,* devra posséder plusieurs années d'expérience dans le montage et la coordination d'opérations importantes (immobilières, industrielles ou autres). Il devra avoir l'esprit ouvert, capable d'appréhender les différentes techniques et être un homme de contact, apte à négocier au plus haut niveau.

Le poste peut déboucher sur d'importantes responsabilités au sein d'un *puissant groupe.*

Adresser CV et photo sous réf. M305 à Charles RAYNAUD



SOLARA *recrutement*
17 Quai de Grenelle - 75015 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

IBM IBM IBM IBM IBM

Recherche pour sa Direction Générale de l'Administration et du Support aux Opérations

DES JEUNES CADRES DE GESTION

Les candidats doivent être diplômés d'une école de commerce et de gestion (HEC - ESSEC ESCP - ESCAE - IEP Paris + DECS) ou titulaires d'un doctorat de troisième cycle de gestion.

Possédant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, ils devront être motivés par l'utilisation de systèmes informatisés de gestion, et avoir le goût du management. Ils auront de préférence une expérience professionnelle de la gestion administrative d'une entreprise commerciale.

Nous attendons d'eux de bonnes connaissances en **anglais**, et l'acceptation du principe de la mobilité géographique. Nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Adresser lettre de candidature et C.V. à IBM France Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 Paris, en mentionnant la référence DGAMI.

MASH

IBM IBM IBM IBM IBM

CHEF DE SECTION TRÉSORERIE FRANCS

usinor **Une nouvelle sidérurgie est en train de naître et se dote de moyens modernes en Production, Recherche, Marketing et Gestion.**

Pour participer à ce mouvement, nous recherchons le **Chef de Section Trésorerie Francs,** au niveau du groupe.

Au sein d'un service à taille humaine :
- il animera une équipe de 5 personnes chargées de l'ensemble des opérations classiques de trésorerie,
- il participera à l'amélioration des procédures et de leur informatisation.

Ce poste conviendrait à un candidat de bonne formation générale (BP banque, DUT, BTS...) ayant 3 ans minimum d'expérience en gestion de trésorerie, acquise soit en entreprise (de préférence industrielle), soit dans une banque.
Poste d'Agent de Maîtrise (assimilé cadre en matière de retraite et de prévoyance), ouvrant de réelles possibilités de promotion à un candidat qualifié, motivé, ayant de bonnes connaissances en informatique.

Poste : La Défense.
Écrire sous référ. FU 564 AM.

4, rue Massenet 75016 Paris **etap**

GENERAL MOTORS FRANCE

Usine de Gennevilliers

recherche pour
LIAISON CONTROLE - QUALITE

ingénieur mécanicien

Intégré au service «component sales», il assurera les contacts commerciaux et sera chargé du suivi de la clientèle, négociera notamment les réclamations, contrôlera les normes de qualité et le fonctionnement du matériel. Il repèrera la faute technique et apportera la solution adéquate.
Ingénieur diplômé, c'est un homme de terrain et de contact qui aime voyager.
Anglais courant + notions d'espagnol (et éventuellement italien ou allemand).

Adresser C.V. et prétentions — Service des ressources humaines — GENERAL MOTORS FRANCE



56-68, avenue Louis-Roche 92231 Gennevilliers Cedex sous réf. YM.

SINTRA Alcatel

INGENIEUR DEVIS

Notre société en expansion, spécialisée dans la réalisation de matériels électroniques de haute technicité, recherche pour son

SERVICE METHODES

son

FUTUR RESPONSABLE DE L'EQUIPE DEVIS

De bonne formation universitaire, le candidat sera chargé d'établir les prix de revient prévisionnels de fabrication des matériels de notre Département Détection Sous-Marine.

Une première expérience industrielle dans un Service Méthodes sera appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV et niveau de rémunération sous réf. 16/11 à SINTRA ALCATEL - Martine BIALOBOS - Service des Relations Sociales et de l'Emploi - 1, avenue Aristide Briand 94117 ARCUEIL.

EB



Dans le cadre de la mise en place de son Schéma Directeur Informatique (Réseau de Mini-Ordinateurs et base de données)

recherche

Ingénieur système

(2 à 3 ans d'expérience)

Spécialiste Mini-Ordinateurs connaissant de préférence l'un des domaines suivants :
TRANSACTIONNEL - TELECOMMUNICATIONS - VIDEOTEX.

Il participera :
- au support technique des Etudes (conseil et développement d'outils systèmes).
- à l'assistance et à la formation du personnel d'exploitation, et proposera des améliorations aux procédures existantes.

Ingénieur analyste

(2 à 3 ans d'expérience)

pour prendre la responsabilité de la conception et de la réalisation de projets.

Une première expérience dans le domaine bancaire serait un atout.

Merci d'adresser votre candidature à :
L'EUROPEENNE DE BANQUE, à l'attention de Madame DUCLOUX.
21 rue Laffitte 75009 Paris.

média-system

Adjoint au responsable de la comptabilité

Direction étranger

Les **ASSURANCES GENERALES DE FRANCE** recherchent, pour leur Direction Etranger, **l'adjoint au responsable de la comptabilité.**

Vous avez une formation initiale de type BTS en comptabilité renforcée obligatoirement par le DECS.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Vous avez pu, pendant votre expérience de 3 ans minimum, prouver vos qualités d'animation et d'organisation.

Nous vous proposons de seconder, pour l'ensemble de ses activités, le responsable de la comptabilité.

Notre système comptable étant en cours d'informatisation, vous réaliserez les études portant sur la réorganisation de votre service (18 personnes).

Lieu de travail : **Paris-2e** (siège social).

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions aux **A.G.F. - Service Recrutement - 33, rue Lafayette - 75009 PARIS.**

MEDIA PA



ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ÉTAT A CARACTÈRE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

RECRUTE

INGÉNIEUR OU UNIVERSITAIRE (niveau maîtrise) possédant une excellente connaissance et une excellente pratique des méthodes de traitement mathématique, statistique et informatique de résultats de mesure.

En outre des connaissances de la théorie de la mesure seraient appréciées.

Le collaborateur aura à participer à la définition et à la réalisation de systèmes d'acquisition, de centralisation, de stockage et de traitement des mesures obtenues sur les réseaux de surveillance de la pollution atmosphérique.

La formation propre au domaine de la pollution de l'air pourra être assurée.

Faire acte de candidature, adresser un curriculum vitae détaillé, accompagné d'une photo et mention des prétentions.

AGENCE POUR LA QUALITÉ DE L'AIR
Tour Gan, Cedex 13, 92082 PARIS LA DÉFENSE 2.

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

- pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

▶ ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. C

▶ ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. NT

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en **rappelant la référence du poste,** à **LCT** - BP 40 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.

ENTREPRISE SECTEUR TERTIAIRE
recherche pour PARIS

ORGANISATEUR *HF*

LE ROLE :
- organiser et contrôler les circuits administratifs
- concevoir les procédures internes et suivre leur application
- bureautiser la gestion administrative
- dialoguer avec le centre informatique.

PROFIL :
- expérience (10 ans) en organisation et informatique dans société de services (assurance, banque, etc...)
- formation universitaire ou École d'Ingénieurs ou ISTO

Poste évolutif pour élément privilégiant l'action à long terme.

Adresser C.V., photo et prétentions à N. 3064 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Masoneilan

Spécialiste mondial des vannes de régulation recherche pour son Service Marketing

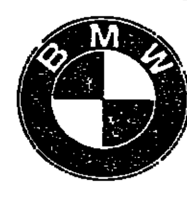
jeune ingénieur diplômé

Nous demandons :
- de bonnes connaissances en mécanique générale et mécanique des fluides ;
- un homme de contact (liaison Services Techniques/Production et Services Commerciaux ;
- une bonne maîtrise de l'anglais (indispensable).

Nous sommes une entreprise performante et offrons :
- une période d'initiation à nos produits ;
- des déplacements en France, épisodiquement à l'étranger ;
- un poste à évolution : après la période d'initiation, ce jeune ingénieur assistera le Directeur du Marketing.

Envoyer Curriculum Vitae, lettre manuscrite et prétentions à Monsieur J.L. MACHINO, MASONEILAN, 10[illegible], avenue Charles de Gaulle, 92521 NEUILLY Cedex

publiale



UN ORGANISATEUR

Dans le cadre de son expansion rapide BMW France, filiale de BMW AG recherche un homme d'étude et de terrain.
Après recensement des besoins, il mettra en œuvre les projets qu'il suivra jusqu'à leur complète réalisation en matière de techniques de bureau performantes (bureautique), de modification ou d'implantation de locaux.
En outre il centralisera la gestion du programme des définitions de fonctions, des procédures internes, du parc de voitures.
Connaissance de l'allemand ou de l'anglais nécessaire.
Adressez votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

BMW France
J.F. GUTHMANN. Direction du Personnel
3, avenue Ampère - 78390 BOIS D'ARCY

LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour sa

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DE L'ORGANISATION

des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES

ou de formation universitaire équivalente ayant de 3 à 6 ans d'expérience

Ils auront déjà participé à des développements de systèmes ou d'applications utilisant des techniques avancées (réseaux, SGBD) sur grands systèmes IBM ou sur mini et micro-ordinateurs en temps réel.

Les postes offerts concernent :

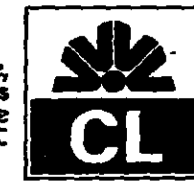
– soit des activités d'assistance technique, méthodologique ou de formation, nécessitant une expérience de conduite de projet et une bonne pratique de méthodologies, telles que MERISE et AXIAL ou de programmation structurée.

– soit la responsabilité d'études, de développements ou d'encadrement de projets qui représentent un état très avancé dans la technologie et les applications :

– RÉSEAU DE TRANSPORT X25 - ISO
– SYSTÈME DE GESTION DE BASES DE DONNÉES RELATIONNELLES
– SYSTÈMES ET RÉSEAUX LOCAUX D'INFORMATIQUE DISTRIBUÉE ET DE BUREAUTIQUE.

Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'Étranger. Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice des responsabilités d'encadrement.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et **prétentions** sous *référence M/02C*



à Crédit Lyonnais
Direction de l'Informatique et de l'Organisation
Secrétariat Général
CEDEX N° 10 - 92081 PARIS-LA DÉFENSE.

HAVAS CONTACT



LEADER INTERNATIONAL DE LA MICRO-INFORMATIQUE

recherche

CHEF DE PRODUIT 200 KF +

MICRO-EXPO

Premier Salon International de la micro-informatique

Fonction : élaboration stratégie marketing et commerciale, recherche des marchés, vente des produits et services.

Profil souhaité : notre préférence irait à un(e) candidat(e) de 28 à 35 ans ayant l'expérience de la vente de produits et services liés à l'informatique. Très motivé, négociateur émérite, rigoureux dans son organisation, parlant très bien l'anglais.

Adresser C.V. + photo à SYBEX,
4, place Félix-Eboué, 75583 PARIS CEDEX 12.

ASEA

FILIALE FRANÇAISE DU GROUPE SUÉDOIS DE CONSTRUCTION ÉLECTROMÉCANIQUE
C.A. 26 MILLIARDS FF – 55.000 EMPLOYÉS

recherche son

CHEF DE SERVICE GESTION PRODUCTION ET ACHATS

150.000 F

Ingénieur, 30 ans, ayant une première expérience de gestion de production informatisée, vous prendrez en main l'ensemble de la logistique industrielle :

lancement atelier, gestion des stocks (en temps réel), achats.

Vos meilleurs atouts pour ce poste : sens de l'organisation et du service rendu aux utilisateurs, capacité à négocier et à mener une politique d'achat dynamique.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. et rémunération actuelle au service du personnel.
ASEA, B.P. n° 5, 95340 PERSAN



Chef de service achats 200.000 F

Une importante centrale d'achats, spécialisée en papeterie, et agissant pour le compte d'une centaine de papetiers répartis dans toute la France, traitant un volume d'achats de l'ordre de 200 millions de francs recherche un acheteur de haut niveau, responsable de son service achats. Directement rattaché à la direction générale, il prendra en charge un service composé de 5 personnes. En liaison avec les affiliés de la centrale, il participera à la politique d'achats et de vente, en suivant de très près le marché. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, d'un bon niveau de formation générale, possédant une très solide expérience d'acheteur de préférence en papeterie générale et fourniture de bureau notamment. Il devra posséder une excellente connaissance des différents circuits de distribution (vente en magasin, vente à l'extérieur, etc). Le sens de l'organisation et du marketing sont nécessaires. La rémunération sera de l'ordre de 200.000 francs environ. Elle sera surtout fonction de l'expérience du candidat. Le poste est situé à Paris. Il comporte des déplacements en province. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2394M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



BANQUE PRIVEE
PARIS 8ème,
recherche pour son Service Organisation

jeune diplômé(ée)

Ecole de Commerce ou Ecole d'Ingénieurs

2 ans d'expérience environ, de préférence dans le secteur bancaire.

Il (elle) participera dans un premier temps à l'analyse puis à la mise en place d'un système automatisé de traitement de la compensation.

(Référence 1040 M)

BANQUE PRIVEE
PARIS 8ème, recrute

gradé classe IV bourse étrangère

justifiant de plusieurs années à ce poste.

Connaissance de l'anglais.

(référence 2010 M)



Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 Paris s/réf. du poste choisi.

UCC

LE LEADER INTERNATIONAL DES PROGICIELS D'EXPLOITATION ET DE MIGRATIONS IBM
recherche des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX INGÉNIEURS SUPPORT-PRODUITS

Responsables de la vente et de l'installation d'outils logiciels performants sur un large marché en forte expansion.

Les candidats retenus :

- Posséderont 2 à 5 années d'expérience proches de l'OS/IBM et des impératifs d'exploitation.
- Auront de solides motivations commerciales et/ou techniques (aptitudes à la formation appréciées).
- *Disposeront de l'anglais informatique.*



Adresser C.V. détaillé et prétentions
60, rue de Javel 75015 PARIS

Jeunes diplômés HEC-ESSEC-ESCP Sciences Po Paris (Eco-Fi)

Des opportunités dans le secteur bancaire... ... à des postes de Direction d'Agence.

Un dossier d'information et de candidature vous sera retourné sur simple demande.

Ecrivez en précisant votre diplôme et son année d'obtention s/réf. 4912 à

PIERRE LICHAU S.A.
BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02.
qui transmettra.

technicien supérieur

Votre domaine, c'est l'électronique bien sûr, mais également la micro informatique, l'électricité et la petite mécanique. Vous êtes bilingue anglais, titulaire BTS ou DUT électronique, nous vous offrons comme mission la prise en compte et la qualification du système bureautique, ainsi que la définition de la politique de maintenance et la préparation de la logistique correspondante.

Un grand Groupe Français, leader dans le domaine de la bureautique, vous offre une opportunité d'intégration dans sa filiale basée à **Paris Nord Ouest 92.**

Elle s'adresse à un jeune Technicien désirant faire une **carrière réellement évolutive** dans un groupe performant.

Merci de faire parvenir votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. **9971** *à notre agence* **L.T.P.** **31,** Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 *qui transmettra*

Importante société industrielle recherche pour son siège situé à Paris

L' ADJOINT DU CHEF DU SERVICE ACHATS-APPROVISIONNEMENTS MATIERES 1ères

Dans un contexte international, ce jeune collaborateur, 25 ans minimum, devra seconder le responsable de ce département et prendre en charge rapidement la gestion de toutes les opérations de stockage et d'acheminement des matières premières vers leurs destinations finales. Il contrôlera la bonne réalisation des contrats, le respect des coûts, des facturations et des délais.. Ce poste implique de très nombreux contacts avec les transitaires, transporteurs, stocks et usines du groupe...

Nous souhaiterions rencontrer un candidat ayant un DUT gestion des Entreprises ou équivalent, connaissant la langue anglaise et pouvant justifier d'une première expérience en entreprise (1 an minimum), où il aura su développer des compétences en organisation, comptabilité, gestion...

De réelles aptitudes aux contacts, beaucoup d'aisance téléphonique, un esprit rapide, adaptable et très méthodique ainsi qu'une bonne mémoire permettront à ce futur collaborateur d'agir avec initiative et autonomie dans cette fonction.

Une connaissance de l'outil informatique sera un atout.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo + rémunération actuelle sous référence 143 M à:



DENEB CONSULTANTS
6, rue Lincoln 75008 PARIS
qui garantit le secret des candidatures.

CSNCR

Important groupe bancaire recherche dans le cadre de son activité **AFFACTURAGE**

ATTACHE DE DIRECTION

FONCTIONS :

- COMMERCIALE
- Il établira des relations personnalisées avec les banques régionales du Groupe afin de favoriser la diffusion du produit.
- En outre, il sera chargé de l'approche des prospects (PME) et de la négociation des contrats.
- Résidant à PARIS, il interviendra régulièrement en province.
- ANALYSE DU RISQUE.
- Il sera responsable de l'étude et du diagnostic de ces prospects.

PROFIL :

- Agé de 28 ans environ, il aura une formation supérieure en gestion (sup. de Co. ou équivalent) et de bonnes connaissances comptables.
- Il fera preuve de dynamisme commercial et sera un négociateur confirmé.
- Il justifiera d'une expérience de 3 à 5 ans soit dans l'affacturage, soit en exploitation bancaire ou en gestion financière d'entreprise.

Position CADRE et STATUT BANCAIRE.
Discrétion assurée.

Envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 10349 à PIERRE LICHAU S.A. BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



Le Cabinet PANISSOD-SUHNER

Conseil - Diagnostic - Formation - Recrutement
bien implanté dans le secteur de la *grande distribution* recherche pour faire face à son expansion

UN FORMATEUR DE HAUT NIVEAU

Responsable à part entière des stages de Relations Humaines qu'il prépare et anime, il en assure également le suivi, il participe à la mise en place de réseaux de communication au sein d'entreprises de tailles diverses. Il est amené à être le conseil des différentes directions.

Il travaille en collaboration avec l'ensemble de l'équipe et à toutes les qualités humaines pour s'intégrer à celle-ci : notamment son dynamisme et sa capacité à se remettre en cause.

De formation supérieure, il a au minimum 30 ans, avec, entre autres, l'expérience de l'entreprise à un poste proche d'une Direction des Relations Humaines lui ayant permis d'aborder la gestion de personnel et la législation sociale.

Disponibilité appréciée. Anglais souhaité.

Les conditions de rémunération seront déterminées en fonction des compétences acquises.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et vos *prétentions) sous la référence 1605 M au :*

Cabinet **PANISSOD SUHNER** - 109, rue de Turenne 75003 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IBM IBM IBM IBM IBM

La Direction des Relations Humaines de la Compagnie Recherche

UN CADRE CHARGÉ D'ÉTUDES TITULAIRE D'UNE MAÎTRISE DE DROIT SOCIAL

possédant, si possible, une pratique de 2 ou 3 ans du droit du travail dans une fonction "personnel" d'entreprise.
Une bonne connaissance de l'**anglais** est souhaitable.
Ce poste est à pourvoir à Paris.

Adresser lettre de candidature et curriculum vitæ détaillé à: Compagnie IBM France, Département Recrutement - 2 rue de Marengo - 75001 Paris, en mentionnant la référence RHM 1.

MASH

IBM IBM IBM IBM IBM

Equipements électro-mécaniques

Banlieue Sud de Paris

Responsable service après-vente

Agé de 30 ans minimum, mécanicien ou électro-mécanicien, titulaire d'un diplôme d'Ingénieur de préférence, vous avez acquis une solide expérience de l'après-vente ou de la production et vous maîtrisez l'allemand.

Filiale d'un groupe international, nous bénéficions d'une grande notoriété dans la fabrication de matériels très spécialisés pour l'industrie et les centres de recherche scientifique. Pour accroître encore les performances de notre service après-vente, nous vous confions la gestion complète de ce centre de profit. Rattaché au Directeur Commercial, vous animez une équipe de 10 personnes, décidez des priorités, coordonnez les interventions, en attachant une grande importance à la qualité de nos relations avec les clients et en travaillant en liaison étroite avec notre maison mère.

Nous vous remercions de bien vouloir écrire, sous référence 3903/M, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

CONSEIL ET CONTROLE DE GESTION

Cette importante société de Caution Mutuelle renforce l'équipe de son département «engagements et contrôle des risques», et crée deux nouveaux postes :

● **Région parisienne** ● **Nord et Est France (15 départements).**

Sous l'autorité du directeur de service, il intervient chez les adhérents de sa région afin de détecter et apprécier les risques en contrôlant les comptabilités et le respect de la réglementation applicable à la profession. Il contribue par ses recommandations à conseiller l'adhérent dans sa gestion comptable.

De niveau D.E.C.S., ce candidat est, soit un jeune diplômé ayant une première expérience acquise dans un service financier ou en cabinet d'expertise comptable, soit un professionnel de la comptabilité.

Les premiers entretiens se dérouleront dans votre région.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 7324 AD, en précisant la région, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

---

cogema Vélizy

La COGEMA (9000 personnes, 8,6 Milliards de francs de C.A.), première Société mondiale sur son secteur d'activité, le cycle complet du combustible nucléaire, recherche pour son secteur Convention de la Métallurgie (6000 personnes) son.

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Dépendant du Directeur des Relations Sociales de la Société et dans le cadre d'une large délégation, il assure une double mission :
- D'une part, il prend en charge, depuis l'étude jusqu'à la négociation un certain nombre de dossiers très importants pour l'Entreprise : gestion prévisionnelle des carrières, amélioration des conditions de travail, travail posté, formation, réglementation, etc... Sur ces dossiers, il est le conseil de l'ensemble des hiérarchies opérationnelles.
- D'autre part, il assume la responsabilité complète de la Fonction Personnel du Siège (700 personnes) : recrutement, formation, relations sociales, gestion administrative et financière. Il est entouré d'une équipe de 15 personnes, dont 4 Cadres.

Pour ce poste de haut niveau, nous souhaitons rencontrer un professionnel de la Fonction Personnel très expérimenté (40 ans au moins) diplômé de l'enseignement supérieur, dont l'expérience s'est déroulée dans un contexte industriel, en partie à un niveau de poste similaire. La taille et l'expansion de l'Entreprise, où la politique du personnel est partie intégrante de la politique générale, permettent de prévoir une évolution de carrière.
Le poste est basé à Vélizy (78).
Les conditions offertes sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 14416 K à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Systèmes électroniques appliqués aux Sciences de la Vie

SPECIALISTE PRODUITS OPERATIONNEL

Cette Société conçoit et réalise des systèmes électroniques sophistiqués et possède un leadership mondial sur des créneaux bien définis, notamment médical. La structure française est légère et polyvalente, sur le plan technique et commercial. Le Directeur de cette filiale recherche le Responsable du Département Médical.

Sa mission est multiple. D'une part, il assure la vente et la promotion de deux gammes d'équipements sur la moitié Nord de la France, auprès des centres hospitaliers et des praticiens spécialisés, participe à leur congrès et tire parti des références acquises et de la qualité des prestations. Egalement spécialiste produits, il travaille en relation étroite avec le service Développement et contrôle l'assistance technique. Il coordonne aussi les activités de ce département : études de marchés, logistique, gestion...
Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur électronicien à fort tempérament commercial E.S.E. ou équivalent... ayant acquis une première expérience en laboratoire d'études ou dans un domaine similaire. Basé à Paris (Sud-Ouest), il est mobile et disponible, se déplaçant 50 % de son temps. Les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur. Véhicule de fontion.

Merci d'envoyer CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 7393 C. à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Chef des services COMPTABILITE GESTION INFORMATIQUE

Nous sommes une Société d'Edition et de Documentation Commerciale en expansion (effectif 60, C.A. 35 M; **produit leader : "le MOCI"**). La politique de développement menée par notre Direction Générale exige un aménagement de nos structures et l'intégration de collaborateurs capables de suivre notre évolution.
Le poste que nous vous proposons implique non seulement d'assumer des fonctions relativement classiques en comptabilité et en gestion, mais aussi d'innover, d'optimiser, de développer.

Directement rattaché au Directeur Général, le cadre que nous recherchons devra diriger et animer un service d'une dizaine de personnes. Il sera responsable de la comptabilité générale, analytique, de la fiscalité, de la gestion financière et de la trésorerie, du contrôle de gestion. En informatique, il gérera le matériel et les applications existantes (traitement des commandes, suivi d'une clientèle VPC...) et s'occupera du renouvellement et de l'extension du système informatique.

Une solide formation de base **ESC, DECS...** ainsi qu'une expérience d'environ 5 ans de la fonction acquise en PME sont indispensables pour réussir dans le poste.

Lieu de travail : **Paris 16e.**

CORT
Paris - Lille - Strasbourg

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence 2926 M à Danielle Jalbert.

65, avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Banque Populaire

BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT

recherche pour Paris

SECOND D'AGENCE

- **Il assistera le Chef d'Agence aussi bien pour le suivi de la clientèle que pour l'encadrement du personnel (20 personnes, ressources : 175 M.F., emplois 60 M.F.).**
- **Il animera l'équipe commerciale et poursuivra l'action de développement engagée auprès d'une clientèle d'entreprises.**
- **Exploitant confirmé, il assure déjà une fonction d'encadrement et possède une bonne expérience d'animation.**

Position cadre classe V ou VI.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : Pascal REGIS
Direction des affaires générales et sociales B.P.F.D.
78, rue Olivier de Serres
75739 PARIS Cédex 15

---

digital

N° 1 de l'informatique interactive

Venez nous aider à gérer notre croissance: notre population double tous les 3 ans, notre chiffre d'affaires tous les 2 ans. Nous sommes aujourd'hui 1200 personnes en France.

Responsable de formation

Au sein de la Direction du Personnel, vous imaginez, proposez et réalisez les actions de formation en sciences humaines et management.
Intervenant sur le terrain, vous assistez les responsables opérationnels dans la conduite d'actions aidant au développement de l'organisation.

Psychologue praticien, votre expérience du milieu industriel est d'au moins 5 ans. Vous voulez concrétiser vos idées et réaliser des projets.

Ecrivez sous REF. M 35 à la Direction du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
2 rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.

Telemecanique

LES SOLUTIONS DE PROGRÈS

12300 personnes dont 26% à l'Etranger · 22 Usines en France
6 Usines à l'Etranger
Filiales Commerciales dans 28 pays
C.A. 3,9 milliards en 1982

Un des leaders européens des constituants pour automatismes industriels utilisant des techniques avancées dans les domaines :

ÉLECTROTECHNIQUE — ÉLECTRONIQUE
AUTOMATISME — PNEUMATIQUE

recherche

INGENIEUR BREVETS confirmé

Formation Grandes Ecoles + CEIPI (Référence 1 F 8303)

INGENIEUR BREVETS

Pour études de liberté d'exploitation et de documentation brevets étrangers.

Formation Grandes Ecoles (le CEIPI constituerait un avantage). (Référence 1 F 8304).

Pour ces 2 postes langues : Anglais - Allemand.

Lieu de travail : banlieue Ouest de PARIS.
Déplacements Province à prévoir.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétent. à la Direction du Personnel des Directions Fonctionnelles en rappelant la réf. TELEMECANIQUE ELECTRIQUE, 33 bis, Avenue du Maréchal Joffre, B.P. 204, 92002 NANTERRE CEDEX.

Nous sommes une importante Société de Construction de matériel de manutention, périmètre MARNE LA VALLEE
Nous venons de créer une équipe informatique industrielle, pour asseoir notre compétence et faire face aux besoins du marché.

Nous recherchons un

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

SON ROLE :
Sous la responsabilité directe du Chef de Service :
— participera aux analyses fonctionnelles
— pilotera la part informatique industrielle de projets depuis l'analyse organique jusqu'à la mise en service.

SA FORMATION :
Ingénieur diplômé grande école ou école informatique.

SON EXPERIENCE :
2 à 5 ans dans le domaine informatique industrielle (mini et micro-informatique) si possible dans le domaine de la manutention.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous ref. 69757 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra
75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

GROUPE SPÉCIALISÉ DANS LES LOISIRS

recherche le collaborateur qui deviendra à moyen terme

ADJOINT A SON DIRECTEUR FINANCIER

Ce poste sera confié à un débutant, diplômé d'École Supérieure de Commerce (option comptabilité, finances).

Sa mission sera de :
– Mettre en place tous les éléments financiers nécessaires aux opérations de développement (prévisions, planning trésorerie).

– Superviser les comptabilités de certaines Sociétés du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et C.V. (avec Tél.) à PROWAY, 27, rue de Marignan 75008 PARIS en précisant la référence 1579.

HAVAS CONTACT

proway

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

5000 personnes, forte expansion : + 30% l'an
Dans le cadre de l'extension des moyens de sa DIRECTION INFORMATIQUE actuellement plusieurs 4341 sous MVS, 200 terminaux, 3083 - IBM attendu, *recherche*

• ingénieur système

Réf. S.1

Expérimenté MVS et logiciels de base IBM
Pour assister son
Responsable Système.

• programmeur système

Réf. S.2

Première expérience système MVS souhaitée.

• concepteurs informatique

Réf. D.1

INGENIEURS MIAGE ou IUT
Expérience d'applications de gestion administrative et/ou industrielle.

• ingénieurs-analystes

Réf. D2

MIAGE ou IUT
COBOL, CICS et Base de données

• analystes programmeurs

Réf. D.3

Niveau IUT, COBOL exigé, CICS souhaité.

Lieu de travail : PARIS SUD ou PROCHE BANLIEUE SUD-OUEST.

Adresser C.V. *détaillé, photo et prétentions en précisant* la référence du poste choisi sous no 70042 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---

jeune ingénieur électromécanicien

AM - INSA - SUDRIA...

Implantée en proche banlieue Est de Paris, notre Société leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire, recherche un JEUNE INGENIEUR ELECTROMECANICIEN pour assurer l'animation du service, la *mise au point*, l'*optimisation* et les études de matériels nouveaux de fabrication et de conditionnement.

Dépendant directement du Chef de Division, il assurera les liaisons avec le Service Entretien pour la réalisation et le suivi des Travaux demandés.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur, débutant ou non, ayant *outre ses compétences techniques, le goût des contacts*, du travail en équipe, de l'innovation et de la responsabilité.

De larges possibilités d'évolution et une rémunération motivante existent pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions sous réf. 8833-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville *75010 Paris, qui transmettra.*

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Cadre confirmé dans l'emploi de bureau, la distribution, le tourisme.

Vous avez environ 35 ans, une *formation commerciale ou économique* supérieure (niveau Maîtrise ou grande école) et une expérience professionnelle d'au moins 5 années. Vous exercez aujourd'hui une fonction d'organisateur, de gestionnaire ou de Conseil en formation dans une entreprise du Tertiaire. Vous avez vécu l'introduction et le développement des méthodes *modernes de travail telles que l'informatique*, la bureautique...

L'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes vous propose de

participer à sa politique d'évolution des formations

en intégrant le Service Central de sa Direction de la Formation.
En liaison étroite avec les professionnels spécialisés et en collaboration avec les autres secteurs professionnels, vous assumerez un rôle essentiel dans l'élaboration et la mise en œuvre de modernisation des formations concernant *ces 3 secteurs d'activité. Cette mission fera* appel à vos compétences techniques et à votre créativité.

afpa

Si cette offre vous intéresse, adressez votre C.V. détaillé en mentionnant votre salaire actuel à Madame CRETE - A.F.P.A. 13, place de Villiers - 93108 MONTREUIL CEDEX

General Foods France

Filiale du groupe alimentaire multinational
(HOLLYWOOD, KREMA, MAXWELL, LEGAL, TANG, MALABAR...)
renforce son équipe d'ingénieurs et recherche

Ingénieur développement process

Génie alimentaire (ENSIA ou analogue)

Dans le secteur Recherche et Développement une équipe dynamique d'une dizaine de personnes a pour mission d'améliorer l'outil et les procédés de fabrication de produits leaders sur leur marché. Vous aurez à :

- imaginer et tester des équipements nouveaux faisant appel aux technologies de pointe,
- contribuer à l'automatisation des procédés (stade pilote et industriel),
- *participer avec l'Engineering à la sélection des équipements industriels.* (Réf. 1/IDG/LM)

Ingénieur projets industriels

Généraliste et/ou mécanicien

Nous vous proposons d'intégrer notre secteur industriel dans le département chargé d'aider les usines à optimiser le fonctionnement des installations et à en améliorer la productivité. Vous aurez à :

- définir les normes d'utilisation des équipements nouveaux,
- promouvoir des actions de réduction des coûts,
- étudier les besoins en moyens de production dans la ligne du plan à 5 ans. (Réf. 1/IPG/LM)

Ces deux postes, à la fois techniques, novateurs et concrets vous ouvrent les portes d'une carrière au sein d'un groupe multinational performant.
Anglais indispensable. Première expérience industrielle nécessaire. Lieu de travail : **Montreuil (93).**
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) en indiquant la référence choisie à notre Conseil

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Ingénieurs

de formation physico-chimie, textile, papetière ou équivalent.
Vous voulez être associés à la création d'un Laboratoire de

Recherche et développement

spécialisé en produits d'hygiène ?

A vos qualités de méthode, de rigueur, de sens du concret s'associent de fortes capacités créatives ? Celles-ci pourront *s'exercer* dans l'étude de **textiles, fibres plastiques, celluloses et dérivés ?**
Vous êtes intéressés par le **développement** de nouveaux produits depuis la création de **prototypes** jusqu'à **la mise en production ?**
Vous avez une bonne connaissance de l'anglais et souhaitez travailler en proche banlieue parisienne ?
Si oui vous pouvez nous adresser votre dossier : lettre manuscrite, CV et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. *7354 LM*, à *Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.*

média-system

Grande entreprise industrielle française située à la Défense recherche pour son département

ÉVALUATION D'AFFAIRES

Ingénieur

ENSAM, ICAM..., vous possédez une expérience professionnelle technico-commerciale ou aux achats, dans des *entreprises fournissant des usines clés en main* (pétrole, chimie, nucléaire de préférence).

Nous vous confierons, au sein de projets France ou export, l'analyse et l'évaluation des coûts d'achat de matériel pour de très importants marchés de travaux.
Ce poste de coordination-estimation implique de nombreux contacts avec divers secteurs de l'entreprise (commercial, projets, études...), et avec ses fournisseurs.
Il suppose une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser un dossier de candidature sous référence 80088 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



Export

Maison renommée de parfums de prestige, nous fabriquons et commercialisons dans le *monde entier.*

Des promotions internes nous amènent aujourd'hui à rechercher deux

Inspecteurs des ventes

Hémisphère Nord

Bons négociateurs et hommes de terrain avant tout, ils contrôleront, animeront et dynamise*ront nos distributeurs sur cette* zone et développeront la diffusion de nos produits à travers le réseau des Duty-Free Shop. Les déplacements n'excéderont pas 30 à 40 % du temps.

Les atouts qui vous permettront de réussir : un bon sens commercial, des qualités opérationnelles.

Votre expérience peut être courte (2 à 3 ans) si elle a été riche et *acquise dans les milieux* de produits de consommation.

Les langues nécessaires selon les zones seront soit l'anglais, soit l'anglais et l'allemand.

Merci de prendre contact avec Elisabeth GREFF *qui* vous parlera plus longuement de cette opportunité, sous référence 683 M.

KEY MEN
Cabinet KEY MEN
10, rue de Rome
75008 PARIS

MEDIA BA

Construction - Recrutement

GROUPE FINANCIER DIVERSIFIE (notamment Immobilier de Loisirs) recherche un

responsable de programmes

pour seconder le Directeur de Programmes.
Il sera chargé de la gestion d'opérations **Immobilier - Loisirs** (administratif, financier, juridique, technique et suivi commercial).
Agé d'une trentaine d'années, vous êtes diplômé d'une grande *école* (ESSEC, HEC, SUP DE CO, ...), vous venez de l'*immobilier et possédez* une expérience réussie dans des fonctions similaires.
Nous vous proposons pour ce poste une rémunération de l'ordre de 150.000 francs, et attendons votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) *adressée sous référence 6054 à* CONSTRUCTION RECRUTEMENT
145, avenue Malakoff - 75016 PARIS
qui traitera votre candidature confidentiellement.

Nous sommes le département de recherche clinique d'un des premiers groupes pharmaceutiques français. Vous êtes

ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRME *HF*

Vous êtes familier avec le matériel HP 3000.
Vous avez une solide connaissance des problèmes relatifs aux bases de données (la connaissance du langage SPL et du logiciel ASK serait un atout supplémentaire).

Venez nous rejoindre au sein d'un environnement médical de recherche. Vous travaillerez sur les données recueillies au cours d'essais cliniques menés sur de nouveaux médicaments, tant en France qu'à l'étranger.
Vous serez intégré à l'équipe informatique du groupe Biométrie et vous participerez au développement de nouvelles bases de données et de nouveaux logiciels.

Lieu de travail : Paris.

Envoyer *CV avec photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence* 4397 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Institut Pasteur Production
recherche
pour son unité de production en Normandie (100 km de Paris)

TECHNICIEN SUPERIEUR OU MAITRISE ES-SCIENCES

Expérience souhaitée en expérimentation animale. (souris, cobayes, lapins).

ADJOINT AU RESPONSABLE DE L'EXPERIMENTATION ANIMALE.

- *Animation d'une équipe de 5 techniciens.*
- *Contrôles biologiques sur animaux de vaccins et sérums.*

Adresser Curric.-Vitae détaillé et photo à :
Institut Pasteur Production
Service du Personnel
Parc Industriel d'Incarville
B.P. 101 - 27100 Le Vaudreuil

P.R.B.

Chef Comptable

Notre nom, bien connu dans le monde des jeux éducatifs, regroupe plusieurs sociétés réalisant un chiffre d'affaires de 230 millions. Nous souhaitons confier à un candidat d'une trentaine d'années environ la responsabilité de l'ensemble des activités comptables : supervision des travaux comptables (fournisseurs, clients, trésorerie, comptabilité générale et analytique), déclarations fiscales et sociales, arrêté de bilans de fin d'année, préparation des dossiers de consolidation et relations avec les commissaires aux comptes. Il sera assisté par une équipe de 7 à 8 personnes qui attendent un animateur ouvert et dynamique, dont la compétence est justifiée par un DECS complet et 3 ans d'expérience réussie dans la fonction. Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence **305241 M** à **ORION** 35, rue du Rocher 75008 Paris, qui vous garantit réponse et discrétion.







	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIETE EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES
recherche
pour son laboratoire CAPTEURS

UN INGENIEUR expérimenté

- Dynamique.
- Esprit d'équipe.

Pour recherche, mise au point et contacts technico-commerciaux dans le domaine des capteurs (pression, temps, déplacements, etc...) pour l'aéronautique.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions au Service du personnel
MORS - BRION LEROUX
2 et 4, rue Newton
93155 LE BLANC-MESNIL

emp

URGENT
SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE RP/LORRAINE RECHERCHE

INGÉNIEURS INFORMATIQUE - AUTOMATISME

Trois à cinq ans d'expérience.

Connaissance : BASIC, ASS., PL16 matériel SOLAR.

Adresser C.V. et prétentions Mme GIRARDEAU, 50, rue de Miromesnil, 75008 PARIS. Téléphone : 268-08-78.

---

*annonce parlée**

Jeunes diplômés d'Etudes Supérieures Economiques ou Commerciales

Pour réussir votre entrée en scène

Formation pratique et liberté d'action

En structures régionales.

Les jeunes diplômés que nous engageons dans nos directions régionales ont vocation à devenir des managers. Ils ont les idées claires, le tempérament de la décison et la volonté d'exercer une influence : ils en font la preuve par des actions dans lesquelles ils s'impliquent et qui leur permettent de mesurer leur impact ; nous les y préparons méthodiquement, leur réussite est considérée partout comme un « diplôme » d'efficacité.
Nous sommes la filiale française d'un groupe multinational leader dont les techniques de formation et les méthodes d'action sur le marché sont considérées comme l'un des meilleurs passages de la théorie à la pratique.

** Prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre en appelant SVP Information Carrière 763.11.15. aux heures de bureau, réf. 1349, vous serez informé immédiatement, en toute discrétion et nous conviendrons, le cas échéant, d'un prochain rendez-vous.*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

SOCIETE D'INGENIERIE
250 personnes
FILIALE DE LA SOCIETE NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS
recherche

ingénieurs de projets CONFIRMÉS

(diplômés)

pour assurer la conception et la réalisation :

- soit d'atelier de fabrication de type chimique,
- soit d'atelier de fabrication de type mécanique.

Expérience en ingénierie souhaitée.
Des déplacements de courte durée en France sont à prévoir.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS 12ème.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec photo sous réf. 70063 à CONTESSE PUBLICITÉ - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transm.

Filiale d'un des premiers Groupes industriels français leader dans sa branche automates programmables offre à

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS

Formation électronique ou électrotechnique.

UNE CARRIERE DANS LA VENTE

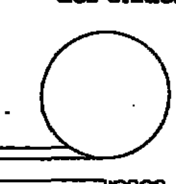
Notre progression rapide et votre réussite vous permettront d'atteindre rapidement des responsabilités de Chef d'Agence.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 70220 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

IPSOS

recherche dans le cadre du développement de NATIONALE 1

enquête nationale quotidienne deux chargé(es) d'étude diplômé(es) de HEC, ESSEC, SUP. DE CO, SCIENCES PO, avec 2 ans d'expérience minimum des études de marché.



Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle à : Jean d'ORGEVAL – IPSOS 33, rue des Jeûneurs, 75002 PARIS.

ipsos

HAVAS CONTACT

INGENIEUR AUTOMATICIEN

Un bureau d'études, filiale d'un important groupe industriel français, chargé de la conception, de l'expérimentation et des applications des groupes motopropulseurs (terrestres et marins) recherche un ingénieur automaticien. Il aura pour missions essentielles, la définition de l'appareillage de contrôle et de conduite du groupe motopropulseur (logigramme) ; de la rédaction des spécifications techniques et des nomenclatures des équipements pour approvisionner les matériels ; de la liaison technique entre les fournisseurs, la production et le client final. Agé de 28 ans minimum, de formation ingénieur, il aura 4 - 5 années d'expérience qui lui auront permis d'acquérir la maîtrise des circuits électriques - connectique, capteurs et actionneurs - Rigoureux et imaginatif, il aura un sens aigu de l'organisation.
Lieu de travail : Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et NUMERO DE TELEPHONE sous référence 635 M à Pierre Lichau s.a. - B.P. 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Groupe leader dans ses spécialités
300 personnes, 2 usines, C.A. 100 millions
Siège : région Pontoise

recherche

CHEF DE PRODUIT

Films polypropylène et profils spéciaux

Expérience souhaitée de la vente en milieu industriel de films plastiques destinés au complexage et machines de conditionnement.
Esprit d'analyse pour études de marché et actions ponctuelles de promotion.
Chargé de missions particulières sur autres produits.

Poste rattaché directement à la Direction commerciale.

Résidence souhaitée région parisienne.

Envoyer C.V. sous nº T 040.300 M
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Un groupe nationale important du secteur tertiaire pour le développement de son activité de conseil auprès des collectivités territoriales, recherche pour la Région « Ile-de-France » :

- Un ingénieur-conseil organisation informatique de haut niveau.
- Un ingénieur- conseil en techniques de communication (télématique, bureautique, réseau).

Notre groupe très dispersé sur l'ensemble du territoire offre des possibilités de carrière intéressantes. D'autres postes sont à pourvoir à Bordeaux, Nantes et Montpellier.
Envoyez lettre et C.V.
Ecr. s/nº 8251 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Les guides « L'Après — Bac » recherchent pour piges :
JEUNES JOURNALISTES
Envoyer C.V., lettre manusc. et photo, à : La Rédaction de « L'Après-Bac » Presse Inter 20-22, rue Richer, 75009 PARIS

STÉ D'ÉTUDES ET DE DOCUMENTATION
recherche

UN INGÉNIEUR

ou assimilé pour son département REDACTION.
Le candidat de formation électromécanique, mécanique, hydraulique devra :

- Rédiger des notices techniques des dossiers d'entretien ;
- Développer cette spécialité au sein du département.

Tél. pour R-V-S 546-27-22.

Le Centre d'informations Financières rech. pour PARIS ou VERSAILLES
FUTURS CADRES COMMERCIAUX (H. ou F.)

- dynamiques et ambitieux,
- goût contact haut-niveau,
- très bonne présentation,
- sens des responsabilités.

Ecrire C.I.F. 5, rue Dosne, 75116 PARIS.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE MICRO-ORDINATEURS
recrute

UN CHEF DES VENTES ET 2 VENDEURS

La formation micro-informatique sera assurée par le constructeur.

Envoyer lettre manuscrite C.V. + photo à BREF PROSPECTIVE 9, rue Villebois-Mareuil, 75017 Paris.

CADRE COMMERCIAL HEC
29 a. exp. gd. public et produits industriels actuellement chef de produits, cherche poste de Direction Commercial ou marketing (– de 140.000 par an s'abstenir)
Ecrire sous le nº T 40274 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Organisme Bancaire de tout premier plan

recherche

Comptable Decs

Responsable d'une petite équipe qu'il aura à animer, le candidat devra prendre en charge la comptabilité de filiales dont la gestion est informatisée.

Une expérience professionnelle de 2 à 3 ans minimum et des qualités d'animateur sont donc indispensables.

Nous vous remercions d'adresser CV et prétentions sous référence 76209/LM à HAVAS CONTACT – 1, place du Palais-Royal – 75001 PARIS qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

CNOF

Un des premiers Organismes de Formation Continue
souhaite renforcer son équipe en engageant un

conseiller de formation HF

RESPONSABLE DE LA LIGNE DE STAGES

RELATIONS HUMAINES

il aura pour mission de gérer et développer les stages inter. de négocier et monter des programmes de formation intra, d'entretenir et développer les relations avec les entreprises.

Il doit donc avoir environ 30 ans, une formation supérieure orientée vers les Sciences Humaines, une pratique de la négociation commerciale, une connaissance des techniques de Formation aux Relations Humaines.

Une expérience de la vie d'entreprise est indispensable.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous réf. 2215-M) précisant le niveau de rémunération actuel seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

SCHNEIDER RADIO TELEVISION

recherche pour sa *Division* Produits Ménagers LADEN

jeune assistant

Chargé d'analyser et de contrôler les informations concernant les différents éléments du plan marketing.
Ce poste conviendrait à un jeune diplômé titulaire d'un DUT ou d'un BTS dans les options techniques de commercialisation ou action commerciale.
Débutant accepté.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prét. Service du Personnel
12, rue Louis Bertrand - B.P. 210
94200 IVRY SUR SEINE Cedex.

SIPHARMEX
Leader de l'informatique d'Officine
recherche

CADRE ADMINISTRATIF

140.000 F +

Adjoint du Directeur Financier, il aura la responsabilité :
– de la Gestion Administrative du Personnel et des Approvisionnements,
– du suivi de l'ensemble des polices d'assurances de la Société et,
– de l'administration générale des locaux.

Pour réussir la création de ce poste, le candidat retenu aura une formation supérieure (Écoles de Commerce, Gestion, Droit), une trentaine d'années et justifiera de 3 à 5 ans d'expérience dans un poste similaire, recouvrant tout ou partie des fonctions précitées.
Envoyer CV, lettre manuscrite et rémunération souhaitée à SIPHARMEX, 8-12, rue Victor-Hugo - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

HAVAS CONTACT

---

analyste temps réel

sema informatique

La Division informatique de **sema metra**, société de conseil, d'études et d'ingénierie (800 MF de CA, 2200 personnes) recherche un

analyste futur chef de projet

Le candidat recherché a une formation d'ingénieur et 3 ans d'expérience dans la réalisation d'applications en informatique de gestion et a une très bonne connaissance de l'assembleur IBM et de IMS/DL1.

Il participera en rejoignant nos équipes de spécialistes à la conception et au suivi de réalisation de systèmes de gestion temps réel dans le secteur tertiaire. Une rapide progression de carrière peut être assurée aux candidats de valeur.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 10407 M à J Hapage. Sema Selection. Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Important organisme de conseil

recherche

UN(E) JURISTE CONFIRMÉ(E)

Ayant acquis une expérience de plusieurs années en informatique juridique pour créer et gérer un service de documentation juridique générale.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS-8e (QUARTIER EUROPE).

Adresser curriculum vitae, prétentions et photo à : Mlle MERAT, 334, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Société spécialisée dans l'éclairage scénique, recherche d'urgence pour la région parisienne

1 technicien électronicien

niveau BTS ou équivalent pour laboratoire de maintenance.
Le candidat devra maîtriser la langue anglaise, être disponible, accepter de fréquents déplacements de courte durée, posséder une expérience des systèmes à micro-processeur.

1 agent technico-commercial

Le candidat devra être disponible, accepter de fréquents déplacements de courte durée, maîtriser la langue anglaise, posséder une bonne expérience de la vente.

La connaissance du matériel d'éclairage scénique est souhaitable.

Envoyer C.V. et prétentions, s/réf. 3406 à :
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE PARIS
recherche pour seconder le Directeur Adjoint, un

Cadre de gestion

30 ans minimum, formation supérieure type Sciences Eco. Droit, afin de participer à d'importantes tâches de gestion, en particulier dans le domaine des activités sociales de la Caisse : supervision du service des prêts, suivi des actions sociales individuelles et collectives, supervision de la gestion des résidences sociales.

Pour ce poste évolutif qui demande un goût réel pour les problèmes administratifs une expérience dans un organisme d'assurance ou de prévoyance serait très appréciée.

Veuillez écrire en précisant prétentions, sous la réf M 4505 à
INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

Pour son Département
VENTE PAR CORRESPONDANCE
LAROUSSE
recherche un (e)

assistant (e)

d'un niveau minimum BAC + 2, il (elle) sera rattaché (e) au responsable opérationnel et sera chargé (e) du contrôle et du suivi :
- des plannings de fabrication des matériels publicitaires.
- des campagnes VPC (*messages + annonces presse*).
- des procédures de traitement des remontées.

Expérience VPC appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et prét. à : Librairie LAROUSSE - Direction du Personnel
17, rue du Montparnasse 75298 Paris Cedex 06.

LA SOCIETE DES AUTOROUTES DU NORD ET DE L'EST DE LA FRANCE,
recherche pour la Direction d'Exploitation à SENLIS (60)

UN INGENIEUR

de formation travaux publics (INSA-ENSAIS, ETP) débutant ou avec 1 à 2 ans d'expérience en travaux voirie.

Placé sous les ordres du chef des services techniques, il aura notamment pour mission la conduite :
- d'opérations de réparation de voirie, de *réseaux ou d'ouvrages d'art,*
- d'opérations d'amélioration et de travaux neufs.

Le poste est à pourvoir pour le 3ème trimestre 83
Salaire brut annuel toutes sujétions incluses, compris entre 109.000 et 125.000 francs.

Adresser C.V. photo, à S.A.N.E.F.
B.P. 73 - 60304 SENLIS

IMPORTANTE SOCIETE MULTINATIONALE
recherche

AUDITEUR INTERNE
DEBUTANT

— Il devra participer au contrôle des Sociétés Françaises du Groupe
— Il sera de formation supérieure (école supérieure de commerce, etc...)
— Il aura de sérieuses connaissances comptables et il sera apprécié des connaissances *informatiques.*

Lieu de travail : REGION PARISIENNE.
Déplacements Province.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 70.316 Contesse Publicité
20, Avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui tr.

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ d'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
PRÉPARANT AU BTS
« ACTION COMMERCIALE »
recrute

PROFESSEURS VACATAIRES

d'action commerciale
de comptabilité
de droit
de Français
de mathématiques
EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE SIMILAIRE EXIGÉE
Ecr. s/nº 6496 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

Laboratoire photo recherche

ÉLECTROMÉCANICIEN

NIVEAU BTS
Libre de suite
Tél. pr RV. 242-79-89

IMPORTANTE CENTRALE *D'ACHAT*
Métro Galliéni, recherche

ACHETEUR

Jouets - sport - camping

Titulaire BTS ou DUT + quelques *années d'expérience dans* la fonction et connaissances de la distribution.
Disponible pour déplacements de courte durée France et étranger.
Devra suivre et gérer les collections.
Anglais indispensable.

Adresser C.V. et prét. à Nº 70.330 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

Service de Documentation agronomique recherche : Documentaliste 1/2 temps, pour remplacement d'un an, licence *biologie végétale, anglais,* allemand.
Adresser C.V. : Unité centrale de Documentation, CNRA, route de Saint-Cyr, 78000 Versailles

---

DOO

78, Champs-Elysées
recrute pour son activité

CONTROLE DE PROCESSUS INDUSTRIELS

Plusieurs

INGÉNIEURS TEMPS RÉEL

— LOGICIEL.
— HARD/SOFT.
sur MICROS et MINIS.
Langages évolués apprécié.
Précisions au 359-17-86.

STYLISTE cherche jeune femme ayant sens responsabilité pour tenir boutique exp. vente non obligatoire mais PERSONNALITÉ demandée. Se présenter 47, quai des Grands-Augustins de 11 à 14 h et 17 à 19 h.

Notre Société est mondialement connue pour sa compétence dans le contrôle quantité et qualité des produits agricoles et alimentaires, elle recherche pour son siège social à PARIS CHATELET

JEUNE DIPLOMÉ (E)

Chargé (e) du secteur commercial ALLEMAGNE, qui aura pour mission de développer notre part du marché Allemand et de coordonner les opérations de contrôle qui y sont liées. C'est de préférence un (e) diplômé (e) de l'enseignement supérieur agricole et/ou agro-alimentaire débutant ou justifiant d'une courte expérience, désireux d'optimiser ses compétences au service de notre groupe. Parfaitement bilingue Allemand il (elle) possède également de bonnes notions en anglais.

Merci d'adresser c.v. et prét.
Nº 8470 à PARFRANCE
4, rue Robert-Estienne, Paris-8e qui transmettra

INGÉNIEURS électronique
DUT électronique
DUT génie mécanique
Sté L.E.R.T. 7 ter, cour des Petites Écuries. 10e. 770-15-10.

Office public d'H.L.M. d'Asnières-sur-Seine *(Hauts-de-Seine), recrute un rédacteur* expérimenté pour administration générale, la connaissance comptable et l'expérience d'un service technique (passation et suivi de marchés) seront appréciées.

Adresser candidature + curriculum vitae + photo, A M. le Président de l'O.P.H.L.M. d'Asnières-sur-Seine, 12, rue du Château, 92.600 Asnières-sur-Seine.

Importante société
PARIS-XVIIe
recherche

COMPTABLE

Pour son service de comptabilité générale, B.T.S., références exigées, dégagé O.M., poste stable à pourvoir rapidement.

Envoyer C.V., photo et prét. à Nº 70.507 Contesse Publicité, 75040. Paris cedex 01 qui trans.

Si vous êtes

ASSISTANT (E) SOCIAL (E)

diplômé (e) d'État, si vous avez acquis une expérience en travail social pendant au moins 10 ans, si vous désirez aujourd'hui utiliser cette expérience pour un travail d'étude et de synthèse, adressez votre curriculum vitae au : S.S.A.E. qui souhaite compléter son équipe de cadres chargés, aux niveaux national et international, de contribuer à l'action sociale auprès des étrangers. Anglais, lu et parlé, vivement souhaité pour l'un des postes à pourvoir.
C.V. à adresser au Service Social d'Aide aux émigrants. A l'attention de Mme FOURNERIE. 72, rue Régnault. 75013. Paris. (Lieu de travail).

Banque privée (Paris 8ème)
recherche son Responsable du Service

Conservation des titres HF

pour gestion administrative et comptable d'un important portefeuille.
Ce poste requiert :
- une expérience de plusieurs années dans la fonction ;
- la capacité de gérer avec efficacité et dynamisme un portefeuille en croissance rapide.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo + prétentions à SOGENOR Sélection, 13 Bd Haussmann, 75009 Paris, sous réf 510 D. Discrétion assurée.

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS
recherche

JURISTE HF

Maîtrise de Droit Public
35 ans minimum

Expérience professionnelle pour un poste de Consultant et Chargé d'Études (Droit des Marchés Publics, dommages des travaux publics).

Envoyer C.V., lettre manuscrite, mention du salaire souhaité au Chef du Service "Marchés et Prix"
F.N.T.P.
3, rue de Berri 75008 PARIS

bleu

---

contrôle de gestion
NEUILLY

Un Groupe américain ayant une importante activité de production en Europe (CA Europe 75 millions de $, 180 au niveau mondial) recherche son **Contrôleur de Gestion Europe.**

Dépendant du Vice-Président celui-ci, après une période de formation aux procédures du Groupe, sera chargé d'assister les sociétés dans la préparation de leurs plans et budgets et de contrôler le bon déroulement de leurs opérations.

Les candidats auront de préférence une ou deux années d'expérience au sein d'un cabinet d'audit anglo-saxon et parleront couramment anglais.

Envoyer C.V. et salaire actuel, sous référence 8848-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

---

représentation offres

BOUVET BRUT
CRÉMANT SAUMUR

constitue équipes de vente pour Paris et région parisienne

recherche

bien introduits et motivés :

V.R.P. MULTICARTES

Agents commerciaux ou distributeurs pour particuliers, comités d'entreprise C.H.R., traiteurs, Dury Free, bases militaires, mairies, ministères, etc.

Réception le 17 mai de 14 h à 18 h
58, boulevard Gouvion-Saint-Cyr (1er étage)
Bureau Société du Louvre
(Concorde-Lafayette).

---

secrétaires

GRUNDIG FRANCE

recherche pour son Directeur Général

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

BILINGUE ALLEMAND

Si possible de langue maternelle allemande.
Possédant une expér. d'environ 5 ans dans un poste similaire.
Poste à pourvoir rapidement.

Adressez votre lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions à GRUNDIG FRANCE, 107/111, avenue Georges-Clemenceau, 92005 NANTERRE.

Mission popul. évangélique de France rech. secr. 36 h/sem. expér. associative. Connaiss. protestantisme. Adresser C.V. 47, rue de Clichy, 75009 Paris.

Association loi 1901 rech.

STENODACTYLO

CONFIRMÉE
— *Petit secrétariat ;*
— plusieurs années d'expérience ;
— 28 ans minimum.
Env. lettre de candid., C.V. et ph. (retournée) à M. le Chef du Personnel AURA, 26, rue des Peupliers, 75013 PARIS.

Impte Société, 8e
recherche pour sa Direction Générale

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE

Qualifiée et expérimentée. Libre très rapidement. Bac G1 - BTS secrétariat ou niveau.
25 ans minimum.
Sténodactylo, 5 ans d'expérience professionnelle dans secrétariat administratif. Salaire annuel : 90.000 F environ. Possibilité d'évolution. Status collectif intéressant.

Adressez C.V., photo sous nº 69.891 à Contesse Publicité, 20, avenue Opéra 75040 PARIS Cedex 01
qui transmettra.

Société d'importation de vêtements d'enfant grande diffusion, recherche pour Paris :

COLLABORATRICE DE DIRECTION

Pour sélection et préparation de collection. Expérience professionnelle exigée.
Adresser C.V. à Nº 3.062 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Cabinet Conseil en stratégie d'entreprise et études marketing dans les domaines de l'informatique télécommunications et bureautique.
recrute

2 CHARGES D'ÉTUDES

Expérience dans les domaines précisés de 2 à 5 ans.

Env. lettre manuscrite C.V. + photo à BREF PROSPECTIVE 8, rue Villebois-Mareuil, 75017 Paris

---

ORGANISME FORMATION CONTINUE D'INGÉNIEURS
recherche

CHARGÉ (E) DE MISSION

Diplomé (e) d'une maîtrise pour l'organisation pédagogique et matérielle de sessions de formation dans le domaine des *transports*

Adr. C.V. *photo,* prétentions à : M. MAMONTOFF — D.F.C.A.I. 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT EST PARISIEN
Recheche

CHARGÉ (E) D'OPÉRATIONS

Connaissances procédures et financement aménagement, expérience maîtrise d'ouvrage, logement social.

Adresser C.V. et prétentions.
Ecrire sous le nº T 40.273 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RABIALL

Sté DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
Leader européen dans sa branche
recherche

TECHNICO-COMMERCIAUX

— Formation technique ;
— 25 ans minimum ;
— *2 ans d'expér.* min. ventes.
Envoyer C.V. et prétentions à : 101, rue Ph.-Hoffmann, 93116 ROSNY-SOUS-BOIS.

BUREAU VERITAS
recherche

1 BTS-DUT

ÉLECTROTECHNICIEN
ÉLECTROMÉCANICIEN
CONFIRMÉ
pour *inspections techniques* en usine, contrôles d'essais de machines tournantes et statiques, surveillance des essais physiques s'y rapportant.
Bilingue anglais souhaité.
Libre rapidement.

Adress. C.V. et prétentions sous *référence nº 14* à BUREAU VÉRITAS
Direction du Contrôle des matériaux industriels
35, *rue Paul-Vaillant-Couturier,* 923000 LEVALLOIS-PERRET.

GROUPE AMÉRICAIN

ING. SYSTÈMES

4 ans d'expérience dans l'un des systèmes :
DOS — V.S.E. — V.M. — OS — *M.V.S./V.M. — C.I.C.S.*
Salaire 205.000 F. par an.

ANALYSTES-PROGR.

COBOL — I.B.M. 8100
Salaire 130.000 F. par an.

INGÉ. TÉLÉPHONIE

expérience en logiciel temps *réel appliquée à la téléphonie.*

ING. SYSTÈMES

pour projets de PROCESSUS *INDUST. MITRA — SOLAR —* P.D.P. — MICRO.

INGÉNIEURS RÉSEAUX

expérience des télécommunications pour projets TELECOM 1 H.D.L.C. — S.N.A. — TRANSPAC — X 25.
INFORMATIS SÉLECTION
28, rue Daubenton. Paris-5e.
Téléphone : 337-89-22.

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL

QUARTIER ÉTOILE

Recherche pour son

SERVICE FORMATION PROFESSIONNELLE

JURISTE

Maîtrise ou DESS
Droit social
ou droit du travail

8 années d'expérience min.

pour analyse des textes concernant la formation, rédaction de circulaires à l'intention des adhérents, information écrite et orale, participation à des réunions, etc.

Écrire avec C.V. photo et prétentions à nº M. 60730 BLEU 17 rue *Label* 94307 Vincennes cédex qui transmettra

---

ORGANISME
recherche
pour SERVICE TECHNIQUE

INGÉNIEUR TRAVAUX PUBLICS

ESTP - ARTS et METIERS ou formation équivalente

Minimum 5 ans de pratique du bâtiment et des travaux publics et expérience des chantiers.

SPECIALITES :
Travaux de routes et terrassements, gestion et entretien des engins.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 69924 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transm.

ENTREPRISE BANLIEUE SUD
recherche

ACHETEUR
EN SOUS-TRAITANCE MÉCANIQUE

(Réalisations sur plans, constructions mécaniques et équipements industriels)

Niveau B.T.S., expérience de plusieurs années et bonnes *connaissances techniques indispensables.*

Les candidats devront être libérés des obligations militaires et de nationalité française.

Horaires de travail : 38 heures par semaine.

Avantages sociaux : Restaurant d'entreprise, transport.

Adresser C.V. détaillé ss nº 8.224 à *le Monde* Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA DISTRIBUTION DE COMPOSANTS INDUSTRIELS - PARIS-18e
recherche pour département
HAUTE TECHNOLOGIE

INGÉNIEUR COMMERCIAL

niveau école Violet, Breguet, IDN ou similaire.

Sous l'autorité directe du Directeur Commercial, il aura la *responsabilité du marketing et des ventes de nos produits* de pointe.
Pour la clientèle, il sera à la fois vendeur et conseiller technique, en contact régulier avec les services techniques de nos fournisseurs.

Poste évolutif. Anglais indispensable.
Déplacements fréquents en France.

Adresser c.v. et *prétentions nº* 03588 AMEP P.A. 37, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

ENTREPRISE BANLIEUE SUD
recherche

ACHETEUR

Pour secteur Electronique et Electrique
(Composants - Appareillages instrumentation et mesure - Matériels diversifiés)

Niveau *BTS* - Connaissances Techniques et expérience indispensables.

Les candidats devront être libérés des obligations militaires et de nationalité française.
Horaires de travail : 38 h par semaine.
Avantages sociaux :
Restaurant d'entreprise, transport.
Adresser curriculum vitae sous le nº 8.225
Le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Organisme de formation
Paris-8e
recherche

RESPONSABLE COMPTABLE

niveau D.E.C.S.

5 années d'expérience minimum.
Connaissant bien la paie.
Chargé de l'ensemble des comptabilités.
Toutes déclarations *sociales et fiscales.*

Envoyer C.V. et prét. sous nº 8.208 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

COMPTABLE DE BANQUE

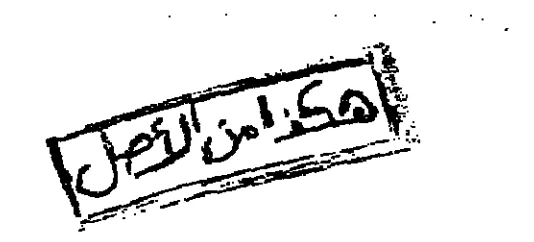
EXPERIMENTE

Pour comptabilité générale, suivi budgets et résultats, situations et bilans, paye, déclarations *fiscales et sociales,* mise en place d'une comptabilité analytique.

BP - DUT - DECS ou expérience équivalente.
Esprit ouvert et créatif.
30 ans *minimum.*

Adresser lettre manuscrite, CV, *photo et prétentions* à Sogenor Sélection 13 boulevard Haussmann 75009 Paris, sous réf. 301 D.
Discrétion assurée.

média-system



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DEMANDES D'EMPLOIS

COTE-D'IVOIRE ABIDJAN

CADRE DIRIGEANT 48 ANS, FRANÇAIS EXPATRIÉ BIEN INTRODUIT SUR MARCHÉ IVOIRIEN, AU TOGO,

cherche poste RESPONSABILITÉS

Formation expertise comptable, 15 ans direction, audit, bonnes connaissances anglais, espagnol, italien. Gestion financière, comptable, organisation. Aptitude contrats commerciaux haut niveau. Expérience RESTRUCTURATION.

Disponible rapidement.

Ecrire sous n° 8.234, « LE MONDE » Publicité, SERVICE ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

J.H. 30 ans, anglais, bilingue, parf. formation univ. G.-B., France, Canada. Expérience enseign. étud. ttes propositions. Ecr. s/n° 1.311 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre de banque, spécial. P.M.E./P.M.I. ch. poste de responsabilités. Exploitation classe VI. Ecrire sous le n° 10.763 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 25 ans. Thèse de 3e cycle en chimie nucléaire (étude de solides) ch. emp. imméd. disp. FOYENTIN, 20, rue du Loup-Pendu, Chatenay-Malabry, 92.290 ou Téléphone : 632-27-19.

Comptable H. 31 ans, D.E.C.S. + 8 ans exp. Ch. place stable Paris, banl. Sud. Téléphone : 852-58-38.

INGÉNIEUR CONSEIL 44 ans C.N.A.M., directeur de bureau d'études d'engineering construction industrielle et bâtiment, anglais courant, forte expérience commerciale et technique rech. emploi salarié ou honoraires. Etud. tte proposition. Ecrire sous réf. 8246 à P. DICHAU S.K.A. B.P. 220, 75063 PARIS. Cedex 02 qui transmettra.

Docteur 3e cycle de physique des gaz et des plasmas. Format. électrotechnique, nationalité tunisienne, 31 ans. Ch. emploi dans un établissement français ou international. Étudie toutes propositions. Ecrire sous le n° T 040.285 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 22 ans, dipl. code esthétique Jean-d'Estrées, certificat de maquillage prof., dipl. de manucure et épilation. Anglais, not. allem. ch. emploi sur Paris. Tél. : 250-54-10 avant 10 h. ou de 17 h à 22 h.

Jeune femme, 28 ans, ESC + 3 ans d'expér. en recrutement d'informaticiens rech. un poste à responsabilités au sein d'une direct. du personnel. Ecr. s/n° 1.320 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR + I.A.E.

H., 31 ans, expérience ingénieur conseil pour les P.M.E. + direction S.A. Bonne connaissance informatique. Recherche poste à responsabilités. Libre rapidement. Ecr. s/n° 6495 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dr ing/ing. chimiste Franç. cadre H. 40 ans interprète traducteur Français-Alld. 14 ans dans sidérurgie RFA, recherche et appplications, tôles minces, fer-blanc, revêtements, corrosion, étudie ttes propositions en France. Écr. à Guinomet Y., – Liezstr. 7. D–4670 LUENEN.

H. 36 a., ingénieur + économie/gestion, expér. électromécan., gest. de projet, création entrep., étudie toutes propos. PONS, 93, rue Jules-Guesde, 92300 Levallois.

CHEFS D'ENTREPRISE
RECHERCHE + SÉLECTION RIGOUREUSE DE VOS
CADRES
PAR SPÉCIALISTES GARANTIE 1 AN
CABINET D.G.
DISCRÉTION ASSURÉE
236-00-33

Jeune ingénieur allemand, bon contact commercial, dynamique, disponible, anglais-français courants recherche emploi dans industrie : W. Lopau, 9, rue de la Ferme, 95230 Soisy/Montmorency.

RECHERCHEZ-VOUS

un collaborateur sérieux et efficace en Allemagne, Suisse, Autriche ? Français, + de 10 ans en R.F.A. Bonne présentation, exc. référ., allemand, anglais. Ecrire sous n° 365 à Runte KG-Blumenstr. 7 D-6000 Frankfurt/Main 1.

ORGANISAT. INFORMATICIEN 37 ans, C.N.A.M. + IESTO 15 ans d'expérience, meneur d'hommes, excel. gestionnaire recherche hautes responsabilités dans SOCIÉTÉ FRANÇAISE décidée à se battre (rég. parisienne sud de préférence). Ecr. s/n° 1.308 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Animateur nature ch. emploi pour mois d'été, possibilité encadrement photo, organisation. Animation. T. : 270-90-37.

10 ANNÉES DE RÉUSSITE COMME **FORMATEUR** Haut niveau, nbreuses réf. en **GESTION** FINANCES, PRODUCTION, MANAGEMENT. Je mets mon expérience et ma compétence à votre service. Collaboration souple, selon besoin. Vaccat., temps partiel...

Ecrire sous le n° T040.286 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE COMMERCIAL, 42 ans. Célib. Agent plusieurs compagnies, bon négociateur, large expér. commerce international, ach./vente text. luxe, ch. top management sur Hong-Kong, Taiwan. Mobilité géographique. Ecr. s/n° 8.207 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre jur., 35 ans, D.E.S. droit privé, 8 ans expérience notariat (successions, ventes, soc.), allemand courant, dactylo, libre sans préavis, étudie toutes propositions même remplacement, préférence cab. jur., entrep., activité diversifiée. Téléphone (soir) (93) 74-10-84. Ecr. s/n° 8.243 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE BANQUE, 36 ans, expérience démarche, exploitation, direction agence, goût relations, contact clientèle, sens des responsabilités, cherche poste comptable, étudie ttes propositions. Écr. M. Pereira, 2, Rés. du Parc, 93120 La Courneuve.

Ing. A.M. dipl. I.S.A. opération clés en main, réhabilitation remake usine, réussite dans situations difficiles. Rech. responsabilités niv. Direction ou Commercial LEIS. Tél. : (3) 898-07-94.

Homme 35 ans. Formation supérieure (D.E.S. droit public) + expertise comptable. 10 ans expérience banque analyse financière, haut niveau. Étudie ttes propositions offrant réelles responsabilités et développement. Ecr. s/n° 1.312 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Vends cause départ retraite VW Polo N 1981, 31.000 km. Révision récente, 1re main. Prix 22.500 F. Tél. après 18 h. 893-87-23.

plus de 16 C.V.

CAUSE DÉCÈS **BMW 635 CSI, 0 KM** Non immatriculée Tél. (73) 79-11-41.

boxes - parking

MÉTRO GAMBETTA **PARK. COUVERTS,** BOXES Tél. MIL 362-09-37, sf samedi.

Représentation demandes

RÉSIDANT A LONDRES

J.H. 30 ans. Études sup. de commerce ayant excellentes connaissance et expérience du marché britannique

CHERCHE

à représenter société française désireuse d'établir ou d'élargir contacts en Grande-Bretagne. (Courtes missions aussi envisagées) Veuillez envoyer propositions au/n° 6499 *LE MONDE PUB.* service annonces classées 5, rue des Italiens – 75009 PARIS.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

Tuileries-Vendôme charme, 130 m². 4e étage, asc., soleil, calme, balcon, service. DE VILERS. 527-86-69.

Cause départ, part. vnd 130 m² TUILERIES. Pour R.V 260-67-35, ce jour, à partir midi.

2e arrdt

HALLES FORUM Original, dern. ét., à aménager, 60 m², autres surf., 272-40-19.

3e arrdt

MARAIS, 125 m² TRÈS BEL RESTAURATION MAGNIFIQUE LIV. + 2 CHBRES, cuis., s. à manger 2 bains. Parking. 562-16-40.

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES 1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE 2-3-4-5 PIÈCES et DUPLEX Vis. témoin ts jours 14-19 h. sauf mercredi et dimanche.

GRAND STUDIO VUE Val-de-Grâce. 354-95-10.

6e arrdt

11, R. DE L'ÉCHAUDÉ appt luxe et charme, gd living, 3 fenêtres + chbre + dressing, s. de bns moderne, cuis. équipée, chf. centr. individuel, visite mardi 14/18 h. 730.000.

LUXEMBOURG 6 P. Duplex, divisible, asc., park. 170 m². Terrasse. 354-42-70.

7e arrdt

CHAMP-DE-MARS BEAU SÉJOUR + CHAMBRE tt cft, état IMPECCABLE s/jard. Bel imm. Px 650.000 F Visite lundi, mardi 14 h-18 h. 133, R. SAINT-DOMINIQUE.

AV. LA BOURDONNAIS Beau 6 P. en duplex, magnifiques terrasses, dernier ét., imm. récent park., soleil. 4.250.000 F. 567-01-22.

8e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES SÉJ. + CHBRE, entrée, cuis., w.-c., s. d'eau, calme, soleil. Px 375.000 F. Vis. lundi, mardi 13 h-18 h. 19, RUE DE BERRI.

9e arrdt

2 PCES EN DUPLEX Tt cft, impeccable, vue Paris, 450.000 F VERNEL 526-01-50.

Centre, superbe studio équipé confort, 3e étage, bas prix vue urgence. Tél. 878-45-41.

LA BRUYÈRE APPT DE RÉCEPTION 3e étage, 240 m², PARFAIT ÉTAT, POSSIB. LIBÉRALE. PARKING. 562-16-40.

10e arrdt

Gare du Nord immeuble P. de T. en angle **5 P. ÉTAT NEUF** dble séj. 3 chbres, gde cuis., office, s.de b., chauff. indiv. 780.000 F. ABC 208-08-14.

11e arrdt

MÉNILMONTANT 2 à 5 p. gd stand. tt cft PRÊT CONVENTIONNÉ Imm. nf - Livraison immédiate RÉSIDENCE « LES COURTILLES » PRIMM. Tél. 788-11-23.

12e arrdt

REUILLY-DIDEROT, bel imm. Pierre de t., superbe 2 poss cuis., bains refaits. 190.000 F. Crédit 100 % poss. 347-57-07.

REUILLY-DIDEROT, rue Crozatier à saisir, 2/3 P. Tt cft, 60 m² vue dégag., soleil, imm. ravalé. 390.000 F. Tél. 347-57-07.

13e arrdt

PLACE D'ITALIE, 55 m² 7e asc., double living, 1 chambre. 525.000 F - 522-05-96.

RARE MAISON CAMPAGNE A PARIS BEAU JARDIN FLEURI Living + 4 chbres, qq. travaux, charme fou. Prix 1.350.000 F à débattre si paiement cash, SERGE KAYSER, 329-60-60.

MAISON INDÉPENDANTE clair, calme, 100 m² env. parf. état, dble liv., 3 ch., s. de bns, jdin aménagé. Tél. 325-33-08 après 19 h : 326-13-00.

15e arrdt

EXCEPTIONNEL Réc., près parc de Vaugirard Liv. + 2 chbres, gde cuis. équip., 8e ét., 720.000 F - 577-74-38.

Mº CONVENTION 8e et dernier étage. Immeuble récent. TRÈS BEAU 100 m² + 2 park. 12.000 F LE m² TRÈS BELLE AFFAIRE. **DE MICHELI 873-50-22 — 47-71.**

ISSY. PTE DE VERSAILLES, 5 p., confort, 4e ét., ascens., 699.000 F - 577-96-85.

Mº PLAISANCE Récent, vue dégagée, soleil, 95 m², séj. + 3 chbres, tt cft. Prix 900.000 F, 522-13-09.

ATELIER + 2 chbres, 97 m², terrasse, pl.-pied, 80 m², tt cft, sans vis-à-vis, 550-34-00.

VUE EXCEPTIONNELLE PARIS TOUR EIFFEL CONVENTION. Récent, stand., 4 p., 8e ét., balcons, 2 park., 1.235.000 F - 542-40-90.

29, BD DE GRENELLE Beau 5 pièces, 2 bains, lundi, mardi, 14-18 h.

16e arrdt

CHARDON-LAGACHE gd 2 pces, tout confort. 1er étage, clair, 64 m². 550.000 F. GARBI. 567-22-88.

DAUPHINE-MAILLOT 6e ét., terrasse, soleil, 5 P., 180 m², service, box, dble. 553-31-32.

AV. MOZART, 2 P., cuis., bains refait neuf. 420.000 F. GARBI. 567-22-88.

17e arrdt

VILLIERS **STUDIO** douche S/RUE 150.000 F. 387-71-55.

Rue Levis, beau studio tt cft. 1er ét., sur rue 195.000 F. Tél. 526-00-35.

45 BIS, AV. DE VILLIERS Mº MALESHERBES DUPLEX avec MEZZANINE de 2-4-5 P. et STUDIOS LUXUEUSE RÉHABILITATION Visites lund., mard., 13 h-18 h.

BOULEVARD PEREIRE, 100 m² séjour double, 2 chambres cuis., bains, 3e ét., ascenseur. GARBI. 567-22-88.

18e arrdt

BAS DE LA BUTTE **LOFT** 250 m² verdure 620.000 F. 387-71-55.

MONTMARTRE, rue Berthe, imm. ancien, studio, cuisine, w.-c., salle d'eau, refait neuf. **130.000 F.** Immo Marcadet. 252-01-82.

Près pl. Clichy, imm. ancien. 2 pces, entrée, cuis., w.-c. 173.000 F. IMMO MARCADET. Téléphone : 252-01-82.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT 29-31, rue de Crimée 3 p., balc. ou terr., cave, park. **A P. DE 600.000 F FINANC. EXCEPT. : 1) PRET CONVENT. 2) PRET VENDEUR** 60.000 F s/10 ans à 2 % 3) PR. 1 % PATRON. POS. Tél. MIL 362-09-37, sf sam.

Près nouveau parc-musée. **RÉCENT 5 PIÈCES** Dble séjour, 3 chbres, 2 s. de bains, park., à saisir 890.000 F. ABC 208-08-14.

20e arrdt

MÉTRO GAMBETTA Dans 2 petits imm. neufs, standing, studios, 3 et 4 pièces, balcon, cave et parking. Livrables immédiatement **FINANC. EXCEPT. : 1) PRET CONVENT. 2) PR. VENDEUR POS.** (jusqu'à 10 % du px de vente à 2 % sur 10 ans). **3) PR. 1 % PATRON. POS.** Bur. de vente s/place, 7, r. des Rondonneaux. Ts les jours de 14 h à 19 h dimanche compris, fermé vend. et samedi. Tél. PRIMM. 788-11-23, 636-70-56.

78-Yvelines

ST-GERMAIN-EN-LAYE RÉSIDENCE STANDING PISCINE, 5 PCES 115 m² Proximité LYCÉE INTERNATIONAL **VUE** CALME SOLEIL 532-47-10.

92 Hauts-de-Seine

PORTE VERSAILLES/ISSY Rue VOISEMBERT, ascenseur. 3-4 pces, cft, belle cuis. 550.000. 577-96-85.

PARTICULIER, NEUILLY, Maurice-BARRES, vend duplex, très grand standing. 350 m² environ + 2 superbes jardins, plein sud, 784-74-47, poste 1.114.

NANTERRE UNIVERSITÉ face au R.E.R. de résidence de quatre étages. Part. vend : 1er étage plein sud, appt 43 m², 2 P., cuis., s. de bains + w.-c., cave. Tél., vide-ordures s/palier, chff. centr. collectif, ant. télé, parking de résidence. Prix 300.000 F. Téléphone : 622-55-63.

MAIRIE ISSY, RÉCENT Tr. beau 3 p., cuis., bs, gd, balc., park., 730.000 F, 734-36-17.

Dans immeuble style **HOTEL PARTICULIER** beau 4 P., calme, soleil terrasse, limite Neuilly-Levallois. Px intéress. Direct pptaire. 329-58-65, apr. 19 h. 328-13-00.

94 Val-de-Marne

PRÈS DE CRÉTEIL **BONNEUIL-sur-MARNE** Particulier vend 5 pièces. Tout confort. Prix : 385.000 F. Téléphone : 339-68-21

3 pièces tout confort. Prix : 290.000 F. Téléphone : 339-78-29.

Province

EST DE TOULON, 1 km mer centre vends F 4 (71 m²) grand balcon, survitrages cumulus, cave, parking garage individuel. 520.000 F. Libre. Tél. (94) 21-22-36, h.r.

VDS F5, 105 m² TOULON EST belle copropriété arborée commodités, dern. étage. Fr. not. 3 %. Prêt 8 % à reprendre Tél. h.r. (94) 27-67-17.

maisons individuelles

A VENDRE CENTRE CHARTRES 5 minutes à pieds de la gare « Maison individuelle » 3 pièces principales + grande entrée, cuisine. Petite cour. Eau, gaz, électricité, tout à l'égout. Pas de chauffage mais cheminée existante dans chacune des pièces principales. PRIX A DÉBATTRE Tél. (37) 36-01-35

La Garde-Freinet, 20 km St-Tropez, maison village, rest. int. à term. 320.000 F à déb. Tél. : (94) 43-64-21.

villas

LES LOGES-EN-JOSAS Bien exposée, constr. qualité 1969, r.-de-ch., plain-pied, s/jard., entrée, cuisine, office, séjour 46.50 m² (cheminée), 1 chbre, bns + s. d'eau, w.-c., 1er ét., 5 chbres, bains + s. d'eau, w.-c., tt cft, jardin 1.000 m², garage 2 voitures. Prix 1.700.000 F. LA JOSASIENNE, 956-45-50.

appartements achats

EMBASSY-SERVICE 8, av. de Messine, 75008 PARIS recherche URGENT APPART **180 A 220 m²** ACHAT ou LOCATION 16e/8e ou 7e. Tél. 562-16-40.

Recherche 1 à 3 pces, Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

Jean FEUILLADE, 54, avenue de La Motte-Picquet (15e). 566-00-75 rech. pour clients sér. 15e et 7e arrdt, appts ttes surf. et imm. Paiement compt.

LIBANAIS recherche APPT., HOTEL PART., quartier résidentiel. 260-10-24.

MALESHERBES 73 522-05-96 Pour consulats ou ambassades, recherche appartements **TOUTES SURFACES** Hôtels particuliers et bureaux

P. DUFFOUX - 522-20-92 ACHAT PARIS BANLIEUE DU STUDIO AU 6 PIÈCES

locations non meublées demandes

Paris

DIRECT A PARTICULIER Locations Paris, banlieue pour cadres et personnel. Importante Cie d'assurance française mutés. Demandons APPT 3 à 8 P. ou VILLAS 504-48-21, poste 216.

EMBASSY-SERVICE 8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et Diplomates. APPTS HOTELS PARTIC. et BUREAUX LOCATION ou ACHAT. **562-78-99**

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav. ttes banl. Loyer garanti. 10.000 F. 283-57-02.

locations meublées offres

Paris

OPÉRA. Partic. loue direct. gd appt, séjour, 4 chambres, s. de bains, douche, cft, sol., 3e étage, sans asc., 6.000 F c.c. Tél. : 297-46-65.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appartem. de standing. 4 pièces et plus, 281-10-20.

Cause santé, à céder chaîne matrimoniale nationale. Téléphone : (16-56) 98-01-99.

immeubles

Achète IMMEUBLE PARIS. Même important. Mme BECKLEY, 19, clos Emile-Zola. 77500 CHELLES.

fermettes

Vends fermette + terrain boisé vallonné Gers, pour camping Hara. Agrément cent. vac. Tél. après 18 h. (16-49) 46-11-87.

propriétés

VAUCLUSE. Vends maison bourg. 9 P., 2 gar., jard. ombragé, bassins. Px : 750.000 F. Tél. (16-94) 93-58-67 soir H.R.

MAISON A SAMONAC Près Blaye (Gironde). Deux grandes pièces. S.E., chauff. central mazout (neuf). Téléphone. Terrain de 2 535 m² planté d'arbres fruitiers, fleurs. Caves, chai. Prix très intéressant. Renseignem. (57) 42-12-93.

immobilier information

Sud France, choix mais., commerces. Catalogue grat. sur demande. Groupe Le TUC Immobilier. B.P. 14, 84100 ORANGE.

HIVERNAGE Bateaux-caravanes, petites remorques-bagages, entre La Rochelle et Royan. Tél. : (46) 07-04-09.

boutiques

Ventes

BOUL. BATIGNOLLES Murs de bout. 33 m², bijoux, cadeaux, occupé bail ocial bon emplacement. Tél. 500-54-00.

locaux commerciaux

Ventes

Trois emplacements à concéder (112, 30 et 39 m²) en gare de PARIS-AUSTERLITZ (côté cour arrivée et bâtiment frontal). Rens. : S.N.C.F. Service du Domaine. Concessions commerciales dans les bâtiments voyageurs, 5, rue de Florence, 75008 PARIS: 285-63-54.

BOULOGNE IDEAL PLACEM. RENDEMENT 11,25 % locat. pl. expansion **MURS RÉCENTS** A SAISIR 1.800.000 F Mutation 4,80. EXCLUSIVITÉ Etude Bosquet, 705-06-76.

Locations

AV. FOCH (PRÈS) Bel imm. pierre de t., gde boutique angle + appt + ss-sol aménagé bureaux ou activités. **300 m² 15.000 F mens.** sans reprise. EXCLUSIVITÉ, Étude Bosquet, 705-06-76

CONVENTION Electroménager ou ts comm. ss reprise 2.000.000 F C.A. **150 m² imm. réc.** 15.000 F mensuel Etude Bosquet, 705-06-76.

locaux industriels

Ventes

(78) CLAYE-SS-BOIS 1967 m², entrepôt, burx, logt 4.500 m² de terrain. SARI. 776-44-88.

(93) AUBERVILLIERS Terrain viabilisé 9.000 m² **SARI 776-44-88.**

Locations

92 PUTEAUX Proche Défense 2.000 m² entrepôt-bureaux SARI. 776-44-88.

fonds de commerce

Ventes

A vendre dans petite ville touristique du Midi LIBRAIRIE-PAPETERIE SCOLAIRE et BUREAU. Gros chiffre d'affaires. Bon rapport. Agence s'abstenir. S'adresser au bureau du journal qui transmettra. Ecr. s/n° 8.119 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FERNEY-VOLTAIRE VENDS PAS DE PORTE 50 m² 800 m DOUANE GENÈVE Bureau transitaire publicité, immobilier, assurance bail 3-6-9. Ecr. s/n° 8229 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

bureaux

Ventes

VOUS CHERCHEZ DES BUREAUX 300 m² ET PLUS N'HÉSITEZ PAS APPELEZ SARI 776-44-88.

Locations

Domiciliations : 8e-2e. SECRÉTARIAT. TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, ttes démarches, pour constitution de sociétés. **ACTE S.A. 359-77-55.**

PARC MONCEAU Hôtel particulier 670 m² utiles. **SARI 776-44-88.**

BUSINESS BURO UNE ANTENNE A PARIS BUREAUX OU DOMICILIATIONS 296-36-74.

14e, Mº PTE-DE-VANVES 2.000 m² divisibles. Immeuble récent. **SARI 776-44-88.**

VOTRE SIÈGE SOCIAL **DOMICILIATIONS** SARL - R.C. - R.M. Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanence téléphonique **355-17-50.**

PARIS 17e 500 m² sur 1 niveau cloisonné - disp. début avril. **SARI 776-44-88.**

LA DÉFENSE R.E.R. Nanterre-Préfecture. Immeuble neuf, 1.500 m², divisibles/étage **SARI 776-44-88.**

PORTE-DE-BAGNOLET 7.500 m², divisibles. Tél., restaurant, parking. Métro + périphique + A 3. **SARI 776-44-38.**

92-PUTEAUX 1.000 m², divisibles Tél. + perkgs + clois. en pl. **SARI 776-44-88.**

PARVIS DÉFENSE 167 m², en r.-de-ch. **SARI 776-44-88.**

AV. D'ITALIE 500 m² sur 1 niveau cloisonnés, bon état. **SARI 776-44-88.**

EMBASSY-SERVICE 562-62-14. **RECH. 150 A 200 m²** Bureaux quartier affaires.

BOULOGNE burx équipés, domiciliations avec secrét., tél., télex. Loc. courte ou longue durée. ACTE (92) 603-38-32.

BUREAUX MEUBLÉS à Paris 8e 9e ou 15e **SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS** télex secrétariat tous services **CONSTITUTIONS STÉS,** prix compétitifs délais rapides **ASPAC, 293-60-50 +**

cours et leçons

RÉVISIONS du BAC Stages intensifs, du 4 au 11/6 MATHS, PHYSIQUE, SC. ECO 6 élèves maximum par groupe **MATH CONTACT** 16, rue du Mail, 75002 PARIS. Téléph. : 236-31-63. M. LEVI Mº Sentier, Halles, Montmartre.

propositions diverses

Recherchons PERSONNES DE PROFESSION LIBÉRALE, pour possibilité de recyclage ou diversification. Ecrire à M. MEDINA, B.P. 27, 95400 VILLIERS-LE-BEL.

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon 75428 PARIS CEDEX 09.

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

Le Monde

régions

Ile-de-France

GRANDS TRAVAUX : STOP !

« *En matière de transports, l'époque des réalisations très lourdes et de vaste ampleur est aujourd'hui pratiquement révolue* ». Ainsi parlait M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil régional de l'Ile-de-France, en décembre 1982. Une époque qui a duré une trentaine d'années s'achève : celle pendant laquelle, dans une agglomération parisienne qui n'en finissait pas de s'étaler, on a construit abondamment des autoroutes, des voies ferrées et des lignes de métro. Il s'agissait d'organiser les déplacements d'une population qui ne cessait pas de grossir et de revendiquer le droit à la mobilité. On a donc tenté à la fois de rattraper les retards et d'accompagner un mouvement apparemment irréversible.

La prospérité permettait de dépenser sans compter pour accomplir ces modernes travaux d'Hercule. L'Ile-de-France est aujourd'hui l'une des « régions-capitales » du monde les mieux équipées en moyens de transport variés. La Seine, ses canaux et ses ports, trois aéroports, sept autoroutes, treize nationales, 200 kilomètres de métro, un réseau ferré régional tissent sur la région une impressionnante toile d'araignée.

Il y *manque, sans doute, quelques maillons mais l'ensemble paraît solide, cohérent et pour l'essentiel bouclé. En tout cas, le temps des* songes grandioses est passé. La baisse de l'activité économique, les restrictions budgétaires, l'arrêt de l'expansion démographique (la population de l'Ile-de-France n'a augmenté que de 0,3 % entre les deux derniers recensements) *imposent désormais la circonspection. C'est bien ce sentiment qui domine partout : à l'Hôtel de Ville comme au conseil régional, à la R.A.T.P. comme à la S.N.C.F. en passant* par le Port autonome et l'Aéroport de Paris.

LES PROPOSITIONS DU CONSEIL RÉGIONAL POUR LE IXe PLAN

Mieux tirer parti des investissements déjà réalisés

Dans quelques jours, les cent soixante-quatre conseillers de l'Ile-de-France auront à prendre une décision de portée considérable. Ils devront approuver les termes du contrat que la région va proposer à l'État pour la durée du IXe Plan. Ce document définit les priorités de l'action régionale de 1984 à 1988, en chiffre le coût (une vingtaine de milliards de francs) et propose une clé de répartition des dépenses entre l'Ile-de-France et le ministère des finances. A partir de ces propositions s'engageront d'âpres marchandages devant se conclure, au finish, par la signature du contrat en février 1984.

Les sept secteurs qui devront mobiliser les énergies et les capitaux régionaux sont le développement économique, l'eau (opération « Seine propre »), l'environnement, les villes nouvelles, le logement, l'Exposition universelle et, bien entendu, les transports.

Dans ce domaine, le conseil régional affirme qu'il ne souhaite pas stopper ses efforts : le voudrait-il qu'il ne le pourrait guère, car nombre d'opérations sont engagées qu'il faut bien achever. La région y consacre, bon an mal an, 2 milliards de francs dont une moitié pour les routes, l'autre pour les transports en commun. Pour les cinq prochaines années, elle maintiendra ses engagements à ce niveau, mais — la nuance est d'importance — en francs courants. Cela signifie que les travaux effectivement réalisés vont diminuer au rythme de l'inflation, soit, si l'on se réfère aux cinq années passées, de 11,5 % par an.

Voilà qui ne va pas accélérer les chantiers de la fameuse A-86, cette rocade de 80 kilomètres qui devrait ceinturer l'agglomération et faciliter la circulation automobile entre banlieues. Lorsque l'idée fut lancée, il y a plus de vingt ans de cela, on assurait que ce « super-périphérique » serait bouclé en 1985. On en est loin puisqu'il n'est actuellement réalisé qu'à 40 %.

Au nord, à l'est et au sud de la capitale, quatre tronçons (35 kilomètres) tentent désespérément de se rejoindre. Tout le monde est d'accord pour achever au moins la partie orientale afin que les poids lourds puissent passer de l'autoroute du Nord vers celle du Sud, sans encombrer Paris.

La région y consacre un demi-milliard par an, l'État 200 millions. Il faudrait encore y engloutir au moins 2 milliards de francs pour achever cette liaison en 1988 à la veille de l'Exposition universelle. Or, les coûts et les difficultés techniques ne cessent d'augmenter.

« *Cet ouvrage a quelque chose de désespérant*, dit un fonctionnaire régional. *Nous y mettons beaucoup d'argent, mais la date d'achèvement recule au fur et à mesure que les chantiers avancent. D'abord parce qu'on a réalisé en premier les tronçons les plus faciles, ensuite et surtout parce que les habitants n'acceptent plus les nuisances des autoroutes. Il faut les protéger contre le bruit, enterrer l'ouvrage, alors que ce n'était pas prévu.* »

Au rythme actuel, il faudra encore dix ans pour boucler la A-86 au nord et au sud de la capitale. Quant à la partie ouest, personne n'y croit plus vraiment. Dans les collines boisées et résidentielles, les élus font barrage. C'est à peine s'ils accepteraient l'autoroute en tranchée couverte ou en souterrain. Mais on en imagine alors le prix : totalement dissuasif.

Au reste, il n'y a pas que cette terrible A-86. Une rocade encore plus éloignée était projetée : la A-87. On y a renoncé et on se rabat sur le simple aménagement des grandes routes existances. Grâce à ce bricolage et avec 700 millions de francs seulement, l'Ile-de-France aurait sa troisième boucle. Au conseil régional, les élus ruraux — que l'on n'entendait guère jusqu'ici — commencent à se manifester. Ils font remarquer que les nationales tranchent sauvagement leurs villages, et que, pour les dérivations, la région est en retard.

L'effacement des « points noirs »

Dès cette année, il a bien fallu affecter 100 millions de francs à ces opérations. Reste aussi le rattrapage de toutes les bévues commises dans le passé : défense des riverains contre le bruit des voies rapides, aménagements pour les piétons, sans parler des mille trois cents « points noirs » qui constellent l'Ile-de-France. On s'efforce de les effacer à raison de 80 millions de francs par an. Mais, à cette cadence, en aura-t-on fini en l'an 2000 ?

Bref, l'ambiance n'est pas au lancement de nouveaux chantiers cyclopéens, loin de là. C'est ce que constatent les entreprises de travaux publics. Celles qui ont leur siège en Ile-de-France (elles sont six cent quarante) se plaignent d'une baisse de 7 % de leur chiffre d'affaires en 1982 et, ce qui les préoccupe encore davantage, d'une chute de 14 % des marchés conclus.

Aussi la fédération régionale des travaux publics multiplie-t-elle les actions de relations publiques pour tenter de convaincre les pouvoirs publics (avec lesquels sont conclus les trois quarts des marchés) qu'il ne faut pas renoncer. En novembre 1982, les dirigeants de la fédération mettaient l'accent sur la résorption des points noirs. Ils proposaient rien de moins que de faire passer les investissements destinés à les effacer de 80 à 400 millions par an pour en finir en sept ans. On ne les suivra pas.

Petite et grande ceinture

Actuellement, c'est sur l'insuffisance des liaisons ferroviaires en Ile-de-France que les professionnels braquent leurs projecteurs. Des infrastructures existent qui sont insuffisamment utilisées. Témoin : la grande ceinture, sur la plus grande partie de laquelle ne roulent que des convois de marchandises.

Le raisonnement des professionnels est simple : on compte chaque jour 12 millions de déplacements de banlieue à banlieue. Comme la grande couronne est la seule à voir sa population grossir encore, et comme les activités économiques ne suivent pas la population, celle-ci sera appelée dans l'avenir à se déplacer davantage. Or ces va-et-vient sont assurés à 70 % par la voiture particulière, et à 5 % seulement par le train. Il existera donc une demande potentielle de trafic ferroviaire. Si on ne veut plus ouvrir de rocades autoroutières, alors réveillons les voies ferrées qui dorment !

La fédération des travaux publics a dressé la liste des équipements qui pourraient être réalisés : petite et grande ceinture, voies radiales nouvelles, liaisons de correspondance, élargissement de lignes anciennes, prolongement des voies vers les aéroports, etc. Cela supposerait un investissement d'une dizaine de milliards dans les quinze ans qui viennent, au rythme de 620 millions par an. Il faudrait donc doubler le rythme des investissements actuels.

Au conseil régional, on fait observer que la S.N.C.F. a déjà reçu beaucoup d'argent pour électrifier la plupart de ses lignes en Ile-de-France, moderniser ses vieilles gares, rajeunir le matériel roulant et augmenter sa capacité. Celle-ci est passée de 360 000 à 670 000 places en vingt ans. « *Terminons d'abord ce qui est entrepris* », dit-on. Exemple : la ligne qui sur 20 kilomètres reliera la vallée de Montmorency à la gare des Invalides. Le premier tronçon entre Ermont et Argenteuil vient d'être mis en service sur 7 kilomètres. Mais il faudra encore quatre à cinq ans pour parvenir jusqu'au bord de la Seine. Et 1,2 milliard de francs, valeur 1983.

A moindres frais, on peut améliorer certaines correspondances. Ainsi entre la gare de l'Est et la gare du Nord, une sorte de funiculaire horizontal permettra aux voyageurs d'économiser leur temps et leur peine pour franchir en souterrain les 250 mètres séparant les deux stations. Il n'en coûtera que 170 millions de francs.

Au chapitre des opérations plus importantes, le conseil régional propose à l'État de financer, avec d'autres, la réouverture au trafic voyageurs de quelques kilomètres de grande ceinture entre Saint-Germain et Achères, à l'ouest de l'agglomération. Il souhaite aussi que les habitants de l'Oise puissent accéder plus facilement au centre de Paris. Cela suppose le doublement des voies entre Orry-la-Ville et Creil, sur une dizaine de kilomètres.

Équipements ou industries ?

On rêve encore de rouvrir au trafic voyageurs un autre tronçon de la grande ceinture sur 33 kilomètres entre Sartrouville (Yvelines) et Val-de-Fontenay (Val-de-Marne). Cette voie ferrée décrivant un vaste arc de cercle au nord de la capitale pourrait transporter 40 millions de voyageurs par an, sans déficit. Mais il faudrait la doubler sur une partie de son parcours, construire quatre gares et travailler pendant cinq ans au prix de 1,8 milliard de francs.

A-86, déviations sur les nationales, réduction des points noirs, ouvertures de lignes ou améliorations de liaisons ferroviaires : même en restreignant ses ambitions, on ne pourra tout faire. Les conseillers régionaux savent qu'ils n'en auront pas les moyens. Ils n'espèrent aucune augmentation des recettes alimentant leur budget. Les emprunts seront de plus en plus difficiles à trouver, car l'argent sera réservé aux industries. On ne tient pas non plus à augmenter les impôts locaux.

Tout cela se traduit par la formule : « *Nous ne nous laisserons pas imposer de trop vastes projets par les ingénieurs.* » Au nom de ce principe, on met en doute l'utilité du tramway de Saint-Denis, le prolongement du métro jusqu'à Montrouge et même le système Aramis pour l'Exposition universelle.

M. Michel Giraud a donné le ton en affirmant : « *L'un des objectifs du IXe Plan sera d'exploiter au mieux les possibilités offertes par les très lourds investissements qui ont été réalisés depuis quinze ans.* »

Il faudra donc se faire une raison : l'épopée des grands chantiers de travaux publics est en train de s'achever en Ile-de-France.

MARC AMBROISE-RENDU.

LA R.A.T.P. A L'HORIZON 1990

Imaginer d'autres transports que le métro

Il y a quelques semaines, M. Claude Quin, président de la R.A.T.P., présentait les projets de son entreprise à l'horizon 1990. « *Les moyens nous seront encore plus comptés qu'auparavant*, disait-il. *Nous devons donc développer des transports collectifs financièrement avantageux pour la collectivité et économiquement efficaces.* » En un mot comme en cent, il s'agit de gérer le fonds de commerce en bon père de famille.

Le métro, d'abord. En une douzaine d'années, la R.A.T.P. vient d'ouvrir 25 kilomètres de lignes et vingt stations nouvelles. Ce bond en avant porte le réseau parisien à 200 kilomètres. Poussera-t-on les terminus encore plus loin, jusqu'aux confins des banlieues les plus peuplées ? Certainement pas.

Les ambitions se font modestes. Certes, dans les deux ans à venir, on va prolonger la ligne 7 au nord jusqu'à La Courneuve et au sud vers Villejuif. La ligne 5 gagnera encore Bobigny. Et peut-être, si les habitants de Neuilly l'acceptent, la ligne 1 franchira-t-elle la Seine pour toucher la Défense. Au total 9 kilomètres supplémentaires.

Mais les prolongements de la ligne 13 à ses deux extrémités, vers Gennevilliers d'une part et vers l'Université de Saint-Denis d'autre part, comme l'extension de la 8 vers le parc de Bonneuil ne sont plus considérés comme « prioritaires ». Quant à ouvrir des voies et des stations dans les quartiers mal desservis du XIIIe arrondissement, il n'en est plus question.

Aramis

Le Réseau express régional ? Il est achevé pour l'essentiel. Terminés les 62 kilomètres de la ligne A entre Saint-Germain et Marne-la-Vallée, comme les 128 kilomètres de la voie C entre Etampes et Versailles via Paris. Pour les 82 kilomètres séparant Saint-Rémy de Roissy (ligne B), on pourra les parcourir sans changer de rame à la fin de l'année. Reste un grand dessein : unir d'un trait Orry-la-Ville, dans le nord de la capitale, à Melun, au sud-est en passant par la gare du Nord, le Châtelet et la gare de Lyon, soit 90 kilomètres (ligne D). Mais il faudrait creuser à grands frais un nouveau tunnel entre le Châtelet et la gare de Lyon. « *Des études approfondies vont être menées dans ce sens* », dit M. Quin avec humour. Décision éventuelle ? Pas avant deux ans.

La vérité est qu'il est très coûteux de forer des tunnels ou de lancer des voies à travers le tissu urbain. Un kilomètre de tunnel de métro revient à 300 millions de francs. Or ces lignes sont de moins en moins rentables au fur et à mesure que l'on s'éloigne des quartiers denses où les clients sont légions. « *Nous nous demandons*, dit M. Quin, *si d'autres modes de transport ne répondent pas mieux aux besoins exprimés à un coût moindre.* »

D'où l'idée de faire rouler Aramis et ses menues cabines automatiques sur l'ancienne voie S.N.C.F. de la petite ceinture pour desservir d'est en ouest l'Expo Universelle et le sud de la capitale. A la R.A.T.P., on croit dur comme fer à l'utilité et à l'avenir de ce métro ultra-léger. Mais rien n'est joué (*le Monde* du 25 avril). Aramis n'a pas fait ses classes, le gouvernement tarde à se décider, et le conseil régional reste sceptique. Il demande des délais et fait faire à son compte des études comparatives avec d'autres modes de transport.

Il est vrai que, même réduit à sa plus simple expression, Aramis n'est pas donné. Pour relier sur 9 kilomètres les deux sites de l'Expo, il en coûterait plusieurs années de travaux et 1,3 milliard de francs. Poussera-t-on ensuite des antennes d'Aramis vers les gares de Lyon et d'Austerlitz puis vers les banlieues sud ? Ces perspectives sont repoussées au-delà de 1990, vers les horizons brumeux de l'an 2000. Pour établir une autre liaison transversale, cette fois au nord, entre Saint-Denis et Bobigny, la R.A.T.P. propose de recourir au bon vieux tramway. Le conseil général de la Seine-Saint-Denis est pour, mais, là encore, le conseil régional renâcle. Un simple bus ou un trolley ne feraient-ils pas aussi bien l'affaire et à moindres frais ?

Devant tant de difficultés et une telle barrière de méfiance à l'égard des « innovations », la R.A.T.P., sagement, songe à tirer un parti maximum de ce qui existe. Faire fructifier le capital en somme. Autrement dit, il s'agit de mieux lier entre eux les différents moyens de transports actuels.

Aux Invalides, par exemple, pour franchir les 200 mètres séparant le métro du R.E.R., les ingénieurs proposent un trottoir roulant à grande vitesse. Un peu partout on va s'efforcer de rapprocher les stations de bus des gares du métro, du R.E.R. et de la S.N.C.F. A Bobigny et à Villejuif, des parcs de stationnement accueillant les voitures particulières vont être ouverts à proximité immédiate des voies. A Nanterre, on projette de relier la ligne A du R.E.R. avec une ligne S.N.C.F. Au bas du boulevard Saint-Michel, à Paris, l'interconnection entre les lignes B et C sera chose faite en 1986.

Nouer plus étroitement les mailles du réseau, c'est faire gagner aux voyageurs du temps et éviter de la fatigue. Mais il y a d'autres moyens d'unifier ces cheminements divers. Généraliser la carte orange, associer les différents transporteurs publics. Voilà quelques idées que propose le patron de la R.A.T.P. La parole, on le voit, n'est plus aux ingénieurs de travaux mais aux gestionnaires.

M. A.-R.



X 1897

PUBLICIS

Si

Si IBM France emploie 21.000 salariés et fait travailler 200 PME et PMI en sous-traitance représentant plusieurs milliers d'emplois, c'est grâce à ses clients.

Si IBM France est le 5e exportateur* et l'un des tout premiers contribuables français, c'est grâce à ses clients.

Si IBM France réinvestit 15 % de son chiffre d'affaires en France, c'est pour ses clients.

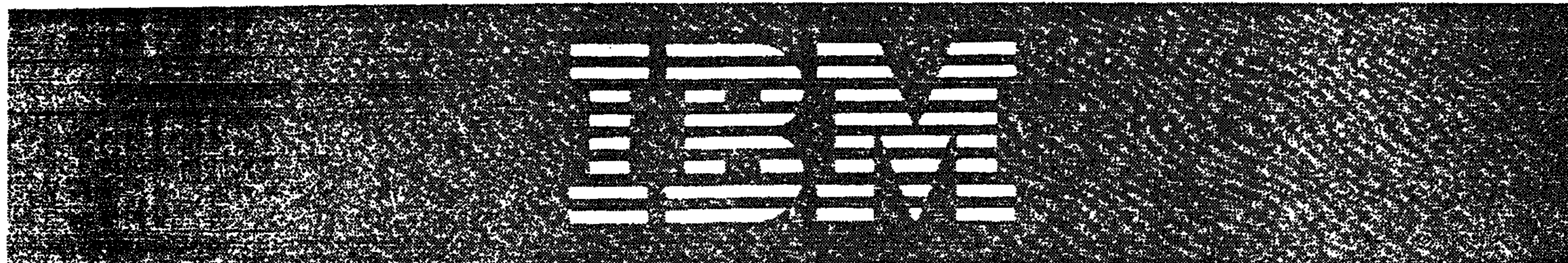
Si IBM France a 4 usines et 2 laboratoires sur le territoire français, c'est pour ses clients.

Merci à tous nos clients de nous avoir aidés à participer efficacement à l'essor économique de la France.

IBM FRANCE

*classement MOCI entreprises.

Compagnie IBM France. 5, place Vendôme. 75001 PARIS. tél. 296.14.75



Le Monde

économie

MARCHÉ COMMUN

L'allégement de la contribution britannique au budget de la C.E.E.

Gymnich, 15 mai. – L'allégement de la contribution britannique au *budget de la C.E.E.* va être cette année encore une source de tension entre les Dix.

C'est ce qui ressort de la réunion informelle *qu'ont tenue samedi 14* et dimanche 15 mai, au château de Gymnich près de Bonn, les ministres des affaires étrangères de la Communauté.

Le ton monte

De notre envoyé spécial

Malgré la réserve qui sied dans ce genre de rencontre, les différentes *déclarations font apparaître* que le déficit du Royaume-Uni entre ce qu'il reçoit et ce qu'il verse au budget de la C.E.E. et le financement futur des politiques communes ont dominé les travaux des responsables européens.

De toute évidence, les positions sont à ce stade très divergentes entre les capitales européennes. Pour M. Pym, le secrétaire d'Etat au Foreign Office, il n'est pas possible de régler l'ensemble du problème en quelques semaines. Il faut fixer dans un premier temps, *a-t-il* expliqué, le montant de l'allégement de la contribution de la Grande-Bretagne pour *1983 et* ensuite *s'atteler à la* révision des mécanismes financiers de la Communauté. Le ministre britannique *a même précisé* que la difficulté devait être surmontée avant le conseil européen de Stuttgart des *6 et 7 juin*. Dans ces conditions, le conseil des ministres des affaires étrangères les 24 et 25 mai à Bruxelles revêt une importance capitale pour Londres.

Interrogé au sujet des rumeurs selon lesquelles Mme *Thatcher pourrait* ne pas venir à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement en cas *d'échec* des pourparlers de la semaine prochaine, M. Pym n'a pas exclu cette éventualité.

La France a une approche tout à fait différente. M. Cheysson a ainsi déclaré : *« M. Pym ne doit avoir aucune illusion. Le Royaume-Uni n'aura pas de réponse sur sa demande pour 1983 si la perspective à long terme n'est pas tracée. »* M. Gensher, le ministre allemand et président des travaux des Dix, a *tenu des propos* allant dans le même sens, en indiquant qu'il ne considérait pas comme une date limite le sommet de Stuttgart pour régler la question britannique.

Il semble bien que plusieurs Etats membres estiment le *moment* venu de mettre le dossier financier « à plat » tout en étant conscients de la nécessité de corriger rapidement les déséquilibres existants.

Selon les prévisions des experts *européens*, le déficit de la Grande-Bretagne pourrait atteindre 14 milliards de francs, au terme de cette *année*. C'est sans doute ce qui explique que M. Cheysson ait parlé de *« déficit britannique redoutable »*. Mais, afin de bien marquer que la Communauté ne posait pas des difficultés immédiates au *seul* Royaume-Uni, il a aussitôt enchaîné sur la négociation agricole qui commence ce *lundi 16 mai* à Bruxelles : *« Si on ne se met pas d'accord sur les prix pour la nouvelle campagne, la tension va être telle en Europe que rien ne sera possible. »*

La crise polonaise

Cela dit, personne ne s'est vrai*ment prononcé*, la jugeant trop récente, sur la proposition de la Commission européenne demandant un relèvement du 1 % de T.V.A. versé par les Dix au budget communautaire, avec l'objectif de faire porter le fardeau, plus qu'aujourd'hui, *« aux pays riches et agricoles »*. Outre l'Allemagne fédérale et le Royaume-Uni, qui sont *a priori* hostiles à un déplafonnement du taux de T.V.A., la Belgique et les Pays-Bas seraient très réticents quant à la création de nouvelles ressources. Pour sa part, M. Cheysson s'est montré ouvert, tout en considérant qu'il devait être aussi tenu compte – critère *qui a été écarté* par *Bruxelles* – des soldes positifs enregistrés par certains Etats membres (Benelux, Danemark, Italie).

S'agissant du sommet économique des sept pays occidentaux les *plus industrialisés* (Etats-Unis, Canada, Japon, France, R.F.A., Royaume-Uni, Italie) qui doit se te*nir les 29 et 30 mai* à Williamsburg, les Dix sont convenus d'éviter que le commerce est-ouest, comme on *prête* l'*intention* au président Reagan, soit au centre des discussions. Ils souhaitent, en revanche, que Washington accepte une réactivation des relations Nord-Sud.

Interrogé sur l'appel de M. Mitterrand concernant la réforme du système monétaire international, M. Cheysson a déclaré que les quatre pays de la C.E.E. représentés marqueraient leur volonté d'ouvrir la *voie* à une plus grande coopération entre les monnaies européennes, le dollar et le yen.

Les Dix ont consacré la *journée* de samedi à la coopération politique. C'est ainsi qu'ils ont longuement *évoqué* la *crise* polonaise. *Comme* l'a expliqué le ministre français, il n'est pas question pour l'Europe d'accepter *« le sytème actuel »*, et rien ne doit être fait qui puisse compromettre la visite du pape en Pologne.

Les ministres ont ensuite *« salué l'accord israélo-libanais »* et l'initiative du Mexique, du Venezuela, du Panama et de la Colombie pour rechercher *« une solution régionale et politique »* en Amérique centrale.

MARCEL SCOTTO.

LA NÉGOCIATION SUR LES PRIX AGRICOLES

« La plaisanterie a assez duré ! »

déclare M. Guillaume au « Grand Jury R.T.L.-le Monde »

Invité dimanche soir 15 mai du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », M. François Guillaume, pessimiste sur le déroulement des négociations agricoles qui reprennent ce lundi 16 mai à Bruxelles, a justifié les manifestations paysannes qui se déroulent dans l'attente d'un compromis européen sur les prix : *« A force de prévenir les pouvoirs publics et de constater qu'ils ne réagissent pas, il faut comprendre les réactions des agriculteurs sur le terrain. »* Ces manifestations se poursuivent et s'intensifient.

Le président de la F.N.S.E.A., évoquant dimanche soir au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », ces manifestations et celles des derniers jours en Bretagne, a mis en cause le comportement des forces de l'ordre : *« S'il y a des excès*, a-t-il déclaré, *ce sont le résultat de provocations et notamment de consignes qui ont été données à la police de réprimer sévèrement. Je pourrais en fournir de multiples exemples. »*

Tout en reconnaissant qu'en France quelque chose avait changé avec l'arrivée rue de Varenne de M. Rocard (*« Les contacts sont plus faciles, parce que nous avons rencontré en face de nous un homme de dialogue »*), M. Guillaume s'est montré pessimiste sur le déroulement des négociations européennes :

« La plaisanterie a assez duré. En effet, nous retrouvons les mêmes conditions, les mêmes difficultés que par le passé : des ministres incapables, des gens qui, en dernière minute, réclament quelques sucettes pour donner leur accord à une fixation de prix que huit millions d'agriculteurs européens attendent. Et pendant ce temps, c'est une perte non seulement de temps mais aussi d'argent ; on a calculé que les producteurs de lait et les producteurs de viande – qui, eux, sont toujours piégés dans cette opération car leur campagne commence le 1er avril – ont déjà perdu 1,2 milliard de francs, ce qui représente trois points de leurs revenus. C'est tout de même considérable ! (...).

» Le gouvernement français, à notre demande, a réclamé une suppression des montants compensatoires monétaires de deux points seulement. (...) La demande n'a même pas été jusqu'au conseil des ministres, parce que la Commission a refusé. Et le gouvernement français n'a même pas protesté ! Je trouve l'attitude de la Commission tout à fait scandaleuse. Elle, par définition technocratique, n'a pas à prendre le pas sur les politiques. Je crois que le général de Gaulle n'aurait pas laissé passer une affaire comme celle-là parce que, véritablement, c'est donner à la Commission un rôle d'arbitrage des politiques qui n'est pas le sien. »

M. Guillaume reproche encore au gouvernement français de ne pas avoir tenu compte de l'agriculture dans ses négociations monétaires avec la R.F.A.

« Au printemps 1981, avec l'Allemagne, nous avions trois points de pénalisation de nos exportations. Aujourd'hui, pour certains produits, nous en avons dix-huit et pour d'autres vingt et un, tout cela parce qu'il y a eu trois dévaluations successives au cours desquelles, pour des raisons plus politiques qu'économiques, on a contraint les Allemands à réévaluer le deutschemark sans doute plus que nécessaire pour s'éviter de dévaluer le franc et, comme l'on sait que les montants monétaires compensatoires allemands, pour simplifier, sont plus difficiles à démanteler que les montants compensatoires monétaires français, on s'est créé des difficultés supplémentaires que l'on retrouve aujourd'hui dans la négociation. »

Du gouverernement qui a limité à 8 % la hausse maximum des prix agricoles, alors que la F.N.S.E.A. demande 11,7 %, M. Guillaume attend *qu' « il considère le retard déjà enregistré, le rythme d'inflation »* et surtout le problème *« de l'équilibre des exploitations agricoles »* (...)

« Les exploitations qui sont de plus en plus en difficulté, ce sont celles qui ont investi, ce sont celles qui sont généralement les plus dynamiques, ce sont aussi, bien sûr, celles des jeunes agriculteurs qui, dans cette période de démarrage, ont les plus grandes difficultés. (...) Aujourd'hui, sur l'ensemble du territoire français, 5 % environ des exploitations agricoles sont recensées parce qu'elles demandent des aides (...) et elles sont dans des difficultés tellement grandes que je ne vois pas comment on va les en sortir. »

Le président de la F.N.S.E.A. a encore déclaré : *« Nous fiant à ce qu'ont obtenu les salariés qui, pour 1983, ont contracté une augmentation de leurs salaires d'un niveau généralement supérieur à 8 %, nous demandons exactement la même chose, c'est-à-dire être protégés contre les accès de fièvre de l'inflation. »*

Dans la négociation en cours à Bruxelles, *« Il appartient au gouvernement français de réclamer, puis d'obtenir la suppression de tous nos M.C.M. Par ailleurs, le gouvernement français a – c'est sa responsabilité – une certaine maîtrise des coûts de production. Il n'est pas obligé d'augmenter le fuel pour les paysans, il n'est pas obligé de faire de même, ainsi qu'il le prévoit, pour les cotisations sociales. »*

En cas d'échec à Bruxelles, il indique : *« Nous n'avons jamais jeté la pierre à personne car nous savons qu'une négociation est difficile. Il n'en demeure pas moins que celle qui va s'engager a été préparée – M. Rocard n'est pas en cause – dans des conditions déplorables. C'est ainsi que nous connaissons une situation de blocage. »*

Le leader de la F.N.S.E.A. a évoqué aussi la situation catastrophique des campagnes due à la pluie :

« Il existe un fonds de calamités auquel il faudra peut-être avoir recours. Le gouvernement devra consentir des prêts à taux d'intérêt réduit pour tenter d'éponger les difficultés. Cela fait partie des mesures habituelles. Si les choses s'aggravent, il faudra bien trouver d'autres solutions. »

Pressé de dire s'il fallait réformer la *politique agricole commune*, M. Guillaume s'est borné à répondre que *« chaque année qui passe, les choses se dégradent »*. A la question de savoir s'il se sentait plus proche *de la majorité que de l'opposition*, le président de la F.N.S.E.A. s'est réfugié derrière l'apolitisme du syndicalisme paysan : *« Ma position est d'ordre professionnel. Si des hommes politiques la rejoignent, j'en suis très heureux. »*

AFFAIRES

LE REGROUPEMENT DE L'INDUSTRIE HORLOGÈRE HELVÉTIQUE

Les grandes banques suisses fourniront 2,2 milliards de francs à l'ensemble formé par l'A.S.U.A.G. et la S.S.I.H.

L'annonce de la fusion des deux géants de l'industrie horlogère helvétique, l'A.S.U.A.G. et la S.S.I.H. *(le Monde* des 13 et 14 mai) a été bien accueillie en Suisse, nous indique notre correspondant Jean-Claude Buhrer.

A *Berne*, un porte-parole du département fédéral de l'économie publique a déclaré que cette décision représente *« un premier pas dans la bonne direction »*. Tout en déplorant d'avoir été tenus à l'écart des tractations, les syndicats ont également salué cette fusion *« à condition qu'elle permette de préserver l'emploi »*. De son côté, la *Bourse a également réagi positivement et semble* croire au succès de l'entreprise.

Si les modalités précises de ce rapprochement ne seront pas connues avant le 26 mai, certains détails commencent peu à peu à filtrer. Confronté à des difficultés croissantes, l'A.S.U.A.G., premier groupe *horloger suisse* et deuxième du monde, s'était adressé, au début de 1982, au bureau de conseil Nicolas Hayek de Zurich pour tenter de sortir de l'impasse. Le 30 juin, sur recommandation de M. Yayek, un comité de crise était constitué, comprenant notamment MM. Peter Gross, directeur général de l'Union des banques *suisses et président du conseil d'administration de* la S.S.I.H., et Walter Frehner, directeur général de la Société de banque suisse et également membre du conseil d'administration de la S.S.I.H. Ce comité a été le principal artisan de la fusion des deux entreprises au sein du nouveau groupe intitulé Industrie horlogère suisse S.A. (I.H.S.).

Les banques vont apporter un soutien massif au nouvel ensemble.

Six cents millions de francs suisses (environ 2,2 milliards de francs français) : c'est le montant *du concours financier que les principales* banques suisses envisagent d'accorder au nouveau groupe horloger *Industrie horlogère suisse* – I.H.S. – qui va résulter de la fusion des deux géants, l'A.S.U.A.G. (*marques* Longines et Eterna notamment) et S.S.I.H. (marques Omega et Thissot). *Jamais* dans l'histoire de la Confédération helvétique une pareille somme n'aura été consacrée à un renflouement industriel. Cet argent sera versé, partie en capital, partie sous forme de prêts ; enfin, des abandons de créances seront consentis.

L'Union de banque suisse (U.B.S.) sera le chef de file du *« pool bancaire »* constitué pour participer à cette opération de sauvetage de grande envergure, auquel adhèrent notamment la Société de banque suisse et la Banque populaire *Le Crédit suisse, troisième* établissement financier de la Confédération, a cependant fait savoir qu'il *ne s'y joindrait pas*.

Ce *n'est pas de gaieté de cœur* que l'A.S.U.A.G. se marie à la S.S.I.H. En 1981, quand ce groupe avait failli sombrer et que les banques avaient volé à son secours, celui qu'au temps de l'affaire Lip l'on *avait appelé le « dinosaure » milliar*daire de Bienne avait seulement accepté de signer un accord de recherche et de *coopération* avec sa rivale. Il lui avait livré les modules à quartz dont elle avait besoin pour sortir *précipitamment* sa nouvelle collection de montres nécessaire au maintien impératif de son image et *de sa présence sur le marché*.

L'A.S.U.A.G., dont le « tas d'or » avait fondu, comptait bien sur une reprise économique pour sortir des difficultés, les premières de son histoire, qu'il commençait tout juste à ressentir. Las ! La situation de la grande industrie horlogère mondiale, loin de s'améliorer n'a fait qu'empirer. Sur la pression croissante de la concurrence extrême-orientale, elle-même frappée par la crise, la production suisse de montres et mouvements (tous articles confondus) a littéralement chuté en 1982 *(– 32 %) pour atteindre moins de* 53 millions de pièces quand, quatre ans auparavant, elle s'élèvait à 82,7 *millions* ; les *exportations aussi* (– 39,6 %) avec 44 millions de montres (79 millions en 1978).

Certes, les ventes à l'étranger de montres électroniques ont légèrement augmenté d'une année sur l'autre *(17,3 millions de pièces* contre 16,2 millions). Mais le drame est venu de la désaffection brutale *des montres mécaniques. De* 26,1 millions en 1981, la production de montres à ancres est tombée à 12,7 millions seulement. Cela a été pris encore pour les montres Roskopf (montres mécaniques bon marché *montées sur pivots* métalliques) : 14 millions de pièces contre 30,5 millions.

Malgré sa « Swatch » (montre électronique bon marché), lancée en catastrophe, car trop longtemps jugée comme un gadget, l'A.S.U.A.G. n'a pas réussi à remonter le courant. Ses comptes pour l'exercice écoulé ne sont pas encore définitivement bouclés. Mais ils devraient se solder comme en 1981 au minimum par un déficit de 40 millions de francs suisses (144 millions de francs français) pour la seule holding. Le groupe n'a jamais publié ses résultats consolidés, sans doute plus mauvais encore. Après avoir dépensé une fortune en dix ans pour prendre le virage de l'électronique – (l'usine de Marin (Ebauches Electronique) lui a coûté plus de 800 millions de *francs suisses (3,3 milliards de* francs français) – et soutenu à bout de bras plusieurs de ses filiales en perdition, le groupe est exsangue.

La S.S.I.H., malgré le soutien bancaire obtenu (300 millions de francs suisses soit 1 milliard de francs français), ne l'est pas moins : elle a encore perdu 34 millions de francs suisses (*133 millions de* francs français) en 1982, ce qui porte son déficit cumulé depuis *1980* à 231 *millions* de francs *suisses* (832 millions de francs français).

Dans ces conditions, le rapprochement était devenu inévitable pour un pays qui entendait reprendre sa suprématie mondiale.

Il risque de se traduire par de nouvelles réductions d'effectifs. A Taiwan, les salaires sont de 89 % *moins élevés qu'en Suisse. Ils sont* inférieurs de 88 % à Singapour, de 86 % à Hongkong et encore de 20 % au Japon. Combien de personnes seront-elles touchées ?

Le chiffre sera sans doute connu *le 26 mai* après les *conseils d'admi*nistration des deux groupes qui feront connaître les modalités de la fusion.

ANDRÉ DESSOT.

● **Grève du zèle des douaniers à la frontière franco-belge.** – Les douaniers C.G.T. et C.F.D.T. de Lille et des environs observeront une semaine d'action du 16 au 20 mai, qui prendra la forme d'une grève du zèle lundi, mardi, mercredi et vendredi, et d'un arrêt de travail de vingt-quatre heures, jeudi. Les deux *syndicats de douaniers, qui protes*tent contre les répercussions du plan de rigueur sur le budget des administrations, demandent le *maintien* du pouvoir d'achat, le relèvement des bas salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –
$ E.-U.	7,3950	7,4000	+ 205	+ 265	+ 395	+ 485	+ 1250	+ 1390
$ can.	6,0170	6,0220	+ 140	+ 210	+ 285	+ 375	+ 920	+ 1065
Yen (100) ...	3,1695	3,1730	+ 160	+ 200	+ 315	+ 365	+ 985	+ 1060
DM	3,0085	3,0112	+ 195	+ 225	+ 365	+ 410	+ 1115	+ 1185
Florin	2,6715	2,6750	+ 155	+ 185	+ 300	+ 340	+ 915	+ 980
F.B. (100) ...	15,0350	15,0530	+ 230	+ 400	+ 430	+ 690	+ 1450	+ 1845
F.S.	3,6295	3,6335	+ 255	+ 305	+ 475	+ 530	+ 1450	+ 1545
L (1 000) ...	5,0505	5,0560	– 150	– 75	– 290	– 190	– 1125	– 960
£	11,5520	11,5660	+ 150	+ 285	+ 330	+ 510	+ 1300	+ 1565

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 3/4	9 1/8	8 3/4	9 1/8	8 3/4	9 1/8	8 7/8	9 1/4
DM	4 1/2	4 7/8	4 5/8	5	4 3/4	5 1/8	4 15/16	5 5/16
Florin	4 3/4	5 1/4	5 1/4	5 5/8	5 1/4	5 5/8	5 3/8	5 3/4
F.B. (100) .	10	11	9 7/8	10 1/2	9 3/4	10 5/8	10	10 3/4
F.S.	1 3/4	3 1/4	4	4 1/2	4 3/8	4 1/2	4 1/16	4 5/16
L (1 000) ..	13	15	14 1/4	15 1/2	15	16	16 3/4	17 3/4
£	10	10 1/2	10 1/4	10 5/8	10 5/16	10 3/4	10	10 5/8
F. franç. .	12 3/8	12 5/8	12	13	13	13 3/4	15 1/4	16 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





ÉNERGIE

LE SURÉQUIPEMENT NUCLÉAIRE DE LA FRANCE

Plusieurs producteurs d'énergie contestent les conclusions de groupe d'experts du Plan

La plupart des producteurs d'énergie et la C.G.T. ont vivement réagi à la publication des « premières conclusions » de groupe « long terme énergie », mis en place par le Plan et présidé par M. Noël Josephe, député (P.S.) du Nord-Pas-de-Calais. Ces conclusions faisaient état, pour 1990, d'un suréquipement en centrales nucléaires et de la difficulté d'écouler tout le gaz acheté contractuellement (*le Monde* du 14 mai).

La réaction des divers lobbies énergétiques n'est nullement étonnante. La note « transitoire » de ce groupe (qui doit continuer ses travaux sur les perspectives de demande d'énergie en l'an 2000) précisait d'ailleurs en parlant des membres qui la composent : « *Certains regrettent que l'on n'adopte pas des hypothèses de croissance économique plus forte. D'autres se demandent si la valeur des consommations spécifiques retenues n'a pas été systématiquement tirée vers le bas. Aucun cependant n'a contesté la méthode d'évaluation des demandes futures.* »

On serait tenté d'ajouter que nul ne conteste plus non plus que le programme nucléaire, dans les années à venir, répondra non à des besoins d'électricité, mais à la nécessité de maintenir une industrie électronucléaire puissante. Non seulement pour des exportations éventuelles, mais pour pouvoir – dès le milieu des années 90 – remplacer les réacteurs commandés au début des années 70 (comme Fessenheim) et dont la durée de vie devrait être de l'ordre de vingt-cinq ans. Est-il besoin de rappeler qu'en avril Framatome – le constructeur national de réacteurs avec Alsthom Atlantique – estimait devoir « *toucher à l'outil de travail, si le plan de charge tombe à moins de trois tranches par an* ». On est loin du réacteur par an pendant sept ans préconisé par le rapporteur du groupe « énergie long terme ».

La révision en baisse des estimations de demande d'énergie en 1990 – justifiée par le ralentissement de la croissance économique dans les premières années de la décennie 80 et par la réussite de la politique de maîtrise de l'énergie – repose aussi sur une évolution des structures du système productif français qui deviendra moins énergivore : la part des services marchands et non marchands (57,8 % du PIB en 1980) croîtra à plus de 65 % ; inversement, la part de l'industrie au sens strict (26,5 % en 1980) déclinera de trois points. Des hypothèses, souligne la note, « *qui coïncident avec les orientations du IXe Plan – récemment adopté en conseil des ministres – qui recommande une réorientation des activitées de base (sidérurgie, chimie lourde, papier, aluminium) vers des productions à plus forte valeur ajoutée* ».

Mécontents, les producteurs d'énergie se sont donc, par lettre, désolidarisés des conclusions du groupe. Ils leur reprochent d'être trop malthusiennes, d'être triées à un stade pas assez élaboré du travail du groupe quand ils ne défendent pas purement et simplement leur ressource.

La C.G.T. quant à elle se refuse à entrer dans les chiffres. Dans une longue déclaration publiée par M. François Duteil, secrétaire général fédéral, la C.G.T. affirme que « *si le parc nucléaire doit être adapté à la situation actuelle, par contre tout frein au nucléaire constitue un obstacle à la croissance* ».

Enfin, M. Quilès, secrétaire national du P.S., et naguère coauteur de la politique énergétique du parti, met en garde sur Radio Monte-Carlo contre un relâchement de la politique d'économie d'énergie qui pourrait résulter d'une surabondance peut-être temporaire.

« *Une politique énergétique se décide quinze ou vingt ans à l'avance, or personne ne peut dire aujourd'hui ce que sera la croissance économique dans les dix à quinze prochaines années. Donc, il faut s'efforcer, dans toute la mesure du possible, de dissocier la croissance de la demande énergétique de la croissance économique. Et pour faire cela il y a une solution, c'est d'augmenter les économies d'énergie, de les augmenter considérablement, c'est en cours depuis deux ans et je souhaite que dans le IXe Plan il apparaisse que les économies d'énergie sont véritablement une priorité nationale.* » – B. D.

SOCIAL

UNE ÉTUDE DU CREDOC

13 % des familles ont consommé en 1978 plus de la moitié des biens médicaux

Plus de 50 % des familles n'ont, en 1978, consommé que 11 % des biens médicaux (pharmacie, optique, appareillage, prothèses) et 48 % n'ont consommé que 10 % des honoraires pour la partie de ces prestations couverte par l'assurance-maladie.

A l'inverse, 13 % des familles ont consommé plus de la moitié des biens médicaux et 15 % ont consommé 50 % des honoraires.

C'est ce qu'indique une intéressante étude du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) (1), réalisée plus particulièrement à la demande de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés.

Ces conclusions sont à comparer à celles d'une autre étude, publiée en août 1982 (2) par la caisse, pour la période 1978-1980. 4 % des bénéficiaires consomment la moitié des dépenses de santé remboursées par la Sécurité sociale, avaient constaté les experts de la caisse. Le résultat avait étonné.

Le constat du Credoc est explicite : « *Le fait d'étudier les consommations au niveau familial entraîne une réduction de la concentration des remboursements relatifs aux prestations en nature* », lit-on dans le rapport. Mais « *il n'en subsiste pas moins d'assez fortes inégalités dans la répartition des masses consommées au cours de la période d'observation.* »

A suivre la consommation familiale en notant pour chaque cellule le nombre d'ayants droit, celui des assurés, l'âge du chef de famille, l' « *état de santé* », la composition de la famille et l'activité des conjoints, les « *revenus primaires* » et les retraites, on peut mieux déceler les facteurs qui influencent cette consommation moyenne de biens et d'honoraires médicaux.

« *De façon très schématique,* note l'étude, *la consommation de biens médicaux semble être liée à la morbidité et donc à tout ce qui lui est plus ou moins corrélé* (âge, niveau d'activités, revenus, etc.). *Quant aux honoraires, on voit s'ajouter à ce facteur « morbidité » l'influence due à la taille de la famille et à un certain statut social, qui apparaît par exemple de façon très nette dans les montants moyens consommés par ayant droit.* » Un exemple : celui d'un « *noyau* » familial comportant au moins un ayant droit. En 1978, par ayant droit, la dépense d'une famille où le responsable exerce une profession indépendante est de 156 F en biens médicaux, de 338 F en honoraires. Lorsque le chef de famille est manœuvre, ces dépenses passent à 162 F et 485 F. S'il est retraité, elles sont respectivement de 696 F et 819 F. S'il est cadre supérieur, de 225 F et 890 F. (Cf. tableau 20 du rapport Credoc).

Ceux qui ne consomment pas de biens médicaux sont aussi ceux qui n'ont pas recours aux honoraires, et vice versa.

« *L'influence de la morbidité* (et donc de l'âge) *est forte chez les gros consommateurs de biens médicaux. Le « statut social » s'ajoute à celle-ci pour qualifier les forts consommateurs d'honoraires.* »

Plus des trois quarts des indemnités pour 8 % des familles

Les indemnités journalières perçues en 1978 par les familles (à condition qu'elles aient au moins un assuré susceptible de percevoir cette prestation) obéissent à une loi nettement différente : « *8 % des noyaux susceptibles d'un bénéfice ont consommé plus des trois quarts de la masse de ces indemnités* », alors que 64 % n'en ont pas bénéficié du tout.

Ces derniers sont précisément en majorité ceux qui ne consomment ni biens ni honoraires médicaux. Chez les plus forts utilisateurs, l'effet de la morbidité est très net.

Enfin, notent les experts du Credoc, « *les prestations médicales contribuent à réduire l'éventail des revenus des différentes catégories de familles* ». Ce n'est pourtant pas leur objectif, « *ces consommations médicales étant précisément, par définition, inégalement réparties* ».

D. R.

(1) *Credoc : « Les prestations maladie par catégorie de familles »*, de MM. Hatchuel et Mannoni. Déc. 1982. 142, rue du Chevaleret, Paris (13e). L'enquête porte sur environ 40 % des prestations versées en 1978 par le régime général et le régime des indépendants.

(2) *Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés : « Qui consomme quoi ? Une approche à partir d'un échantillon régional de deux mille personnes. »* 66, av. du Maine, Paris (14e).

LOGEMENT

RÉUNIS EN CONGRÈS

Les agents immobiliers mettent en garde le gouvernement contre la disparition de l'épargne privée

De notre correspondant

Toulouse. – M. Roger Lemiale a été réélu samedi 14 mai président de la Fédération nationale des agents de l'immobilier par 77 % des voix des trois cent vingt-huit délégués présents au congrès de Toulouse. Ce congrès de la FNAIM, qui regroupe six mille trois cents agents immobiliers, mandataires en vente de fonds de commerce, administrateurs de biens, syndics de copropriété, experts, etc, s'est déroulé dans un climat relativement serein, bien que les responsables de cette organisation professionnelle restent très inquiets de l'état actuel du marché de l'immobilier où l'on constate tout de même une légère reprise.

Soulignant que l'écart de quarante mille logements environ entre les objectifs de construction affichés par le gouvernement et les logements effectivement commencés en 1982 « *correspond pour 80 % à la disparition de l'épargne privée* », M. Roger Lemiale a mis en garde les responsables politiques : « *Il n'est pas économiquement possible que l'État devienne le seul investisseur en immobilier locatif, que le secteur public devienne le seul bailleur des nouveaux logements sur le marché...* » Mais, dans son discours de clôture, le président de la FNAIM a fait état du bon climat régnant aujourd'hui entre les professionnels de l'immobilier et les pouvoirs publics, notamment avec le ministre de l'urbanisme et du logement, M. Roger Quilliot. Suivie par le gouvernement sur la réforme des plus-values immobilières, la FNAIM espère bien maintenant faire prévaloir ses vues dans le domaine de l'épargne-logement. Elle souhaite que la possibilité soit données aux ménages qui achètent leur première résidence dans l'ancien de bénéficier d'un PAP (prêt d'accession à la propriété) et propose que les déductions forfaitaires sur les revenus passent de 15 à 20 %.

La FNAIM a dénoncé au cours de ces deux jours de congrès certaines pratiques qui ont nom « *vente de listes, marché de particulier à particulier* », manifestations de ce que la fédération appelle « *le malaise de l'économie immobilière* ». Bien que satisfaite des actions engagées par les pouvoirs publics dans ces domaines, la FNAIM a cependant regretté qu'elles ne concernent encore que Paris et une ou deux grandes villes de province.

G.V.

TRANSPORTS

APRÈS UNE SÉVÈRE CURE D'AMAIGRISSEMENT

British Airways recommence à faire des profits

British Airways sera l'une des rares compagnies aérienne dans le monde à avoir fait des profits l'an passé : pour l'exercice se terminant le 31 mars 1983, elle annonce un bénéfice net de 45 millions de livres (520 millions de francs). Et ce résultat appréciable tient du miracle quand on sait que l'année précédente elle avait perdu 544 millions de livres.

Il est vrai que, sur cette somme considérable, 118 millions de livres « seulement » correspondaient aux pertes d'exploitation. Le reste était constitué de charges exceptionnelles, notamment 200 millions pour les indemnités de licenciement du personnel, et autant pour la modification du régime d'amortissement de la flotte et de certains équipements. Cet effort exceptionnel était destiné à assainir définitivement l'entreprise afin de la faire repartir sur des bases économiques mieux assurées, opération qui semble avoir réussi au vu du dernier exercice.

Pour en arriver là, British Airways ne se sera pas contentée de malmener son bilan. Il lui aura fallu aussi subir une sévère cure d'amaigrissement. de 58 200 employés en 1979, les effectifs sont tombés à 37 000 au début de cette année et ils devraient encore diminuer de 2 000 au cours des prochains mois. La flotte de son côté a été « dégraissée » d'une soixantaine d'avions : elle en compte encore 152, dont 36 moyen-courriers Trident qui devront être retirés du service en 1986 en application de nouvelles normes anti-bruit et antipollution. Les livraisons d'avions nouveaux (Boeing 757) ont été étalées. Plus de soixante lignes déficitaires ont été fermées, ainsi que quinze escales. Des biens immobiliers ont été vendus un peu partout, ainsi qu'une filiale spécialisée dans les télécommunications.

« *Pour assurer notre redressement, nous avions d'abord choisi de réduire nos coûts*, explique M. Andrew Gray, directeur de la compagnie pour la France. *Maintenant, il faut passer à la phase suivante, c'est-à-dire faire des affaires.* » Ce qui, sur un marché plutôt hésitant, nécessite des arguments. Aussi, British Airways a-t-elle fait de gros efforts de marketing et de publicité, et sensiblement amélioré son service en vol dans l'espoir d'attirer une partie de la clientèle d'affaires à laquelle les compagnies semblent, décidément faire les yeux doux en ce moment. Certaines parties du réseau enregistrent déjà des résultats encourageants, comme l'Atlantique Nord ou les Caraïbes, tandis que les bénéfices atteignaient l'an passé 60 millions de livres sur les vols européens.

La compagnie britannique connaît toutefois encore deux points noirs. Le premier concerne son endettement, supérieur à un milliard de livres et qui a occasionné des frais financiers pour 120 millions de livres en 1982. Le second est un danger venu de l'extérieur : une compagnie américaine, People Express, spécialisée dans les vols à bas tarifs à l'intérieur des Etats-Unis, vient d'obtenir des autorités aéronautiques américaines, l'autorisation d'ouvrir une ligne New-York-Londres en vendant des billets 149 dollars, et elle attend de l'administration britannique une décision qui pourrait bien, elle aussi, être favorable. Auquel cas, le concurrent américain pourrait faire cinq à six vols par semaine sur la capitale britannique à partir de la fin du mois, et il risquerait d'entamer sur cette ligne les positions de British Airways dont les tarifs les plus avantageux sont de 60 % plus élevés. Il est vrai que la compagnie en a vu d'autres : lorsque, il y a peu, un certain Laker prétendit casser les prix sur l'Atlantique Nord, elle était déjà au premier rang.

JAMES SARAZIN.

Oui au T.G.V. Atlantique... mais sans voie nouvelle

disent les élus du Val de Loire

Une cinquantaine d'élus et de représentants de l'agriculture, de l'industrie et du commerce du Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire, groupés au sein d'un « comité de coordination contre la ligne nouvelle T.G.V. », viennent de déposer au ministère des transports un mémorandum demandant que le projet du T.G.V.-Atlantique soit reconsidéré.

Selon le président du comité, M. Pierre Fauchon, vice-président du conseil général du Loir-et-Cher, aucune raison d'opportunité ne justifie une telle entreprise : l'investissement serait disproportionné au gain de temps attendu par les usagers (30 minutes sur Paris-Tours) et à sa rentabilité prétendue, les régions intéressées n'offrant qu'un potentiel économique et touristique bien plus modeste que le Sud-Est. Il conduirait de surcroît à un renforcement de la centralisation qui viderait un peu plus une région déjà déshéritée (1 000 des 9 000 emplois que compte Vendôme sont menacés d'ici à la fin de l'année).

Enfin, une nouvelle saignée de 340 kilomètres – alors que la saturation des voies prétextée par la S.N.C.F. ne concerne que les tronçons Paris-Orléans et Paris-Chartres – causerait des dommages à l'environnement et engloutirait 1 500 hectares de cette terre arable « *qui dans le monde, n'est pas une richesse infinie.* »

Le comité demande donc que la S.N.C.F. veuille bien prendre en considération la possibilité d'une solution alternative à une ligne entièrement nouvelle qui contribuerait à améliorer, au moins entre Orléans et Tours, les capacités et les performances des installations actuelles. Faire « *un T.G.V. sans ligne nouvelle* », pour reprendre la formule de M. Fauchon. Ainsi, en portant de deux à quatre voies certains tronçons (en tout 24 kilomètres) de la ligne « classique » sur le trajet considéré, le trafic quotidien de vingt-trois T.G.V. dans chaque sens serait assuré sans problème dans le Val de Loire. Quant à la vitesse, des aménagements de la plate-forme et de la signalisation permettraient de la faire passer à 200 kilomètre-heure entre Orléans et Tours, et Paris-Tours serait alors parcouru en soixante-dix-huit minutes, (au lieu de soixante-neuf minutes sur une ligne entièrement nouvelle de bout en bout).

Pour le comité, un écart aussi mince mérite réflexion. Ses représentants ont donc demandé à M. Pierre Perrod, directeur des transports terrestres au ministère des transports, que, avant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique relative au projet (prévue du 25 mai au 7 juillet), les régions intéressées soient consultées au sujet de tous les choix possibles et que la S.N.C.F. soit invitée à préciser le coût et les résultats d'exploitation d'un aménagement des lignes existantes.

banque centrale des coopératives et des mutuelles

bccm

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE du 2 mai 1983

La première Assemblée Générale Ordinaire de la BCCM depuis l'adoption, en juin dernier, du statut de société coopérative de banque s'est tenue, le 2 mai 1983, sous la présidence de M. René ÉTIENNE, au Siège Social, 12, Place de la Bourse, à Paris 2ᵉ.

Ce statut prévoit notamment pour les sociétaires une attribution des voix en assemblée générale et la possibilité de percevoir des ristournes de fin d'année, proportionnellement aux dépôts effectués et aux crédits obtenus à la banque au cours de l'exercice.

L'assemblée s'est tenue en présence de nouveaux sociétaires (Mutuelle Assurance Artisanale de France/MAAF, Mutuelle Générale de la Police/MGP, Union des Sociétés d'Étudiants Régionales Mutualistes/USEM, Confédération Générale des SCOP, Mutuelle Générale des Impôts/MGI, Mutuelle Générale des Cheminots/MGC). *Cet élargissement confirme la ligne stratégique tracée par les sociétaires initiaux* (COOP et GMF).

Le Conseil d'Administration a été entièrement renouvelé. Il comprend 15 membres, dont 5 élus par les salariés. La MAAF y est désormais représentée par M. THIRE. *Un poste de censeur a été attribué à la* Confédération Générale des SCOP, *représentée par* son Vice-Président, M. RINO.

Le total du bilan au 31.12.1982 progresse de 21,6 % sur l'année précédente, atteignant 4.643 millions de F. Le produit net bancaire est en augmentation de 26,6 % sur 1981. Malgré des provisions pour risques d'exploitation s'élevant à 21,06 millions de F., le résultat après impôts ressort à 5,27 millions de F. supérieur de 74,5 % à celui de 1981.

La répartition du résultat se présente de la manière suivante :

- Ristourne coopérative .... 3.000.000 F.
- Participation des salariés .... 696.920 F.
- Réserve légale .... 236.491 F.
- Réserve facultative .... 1.340.118 F.

Au cours de l'exercice 1982, la BCCM *a émis un emprunt obligataire de* 200 millions de F. Elle a *également* lancé deux fonds communs de placement (Coopmut 10 plus et Coopmut 25 plus).

L'*Assemblée a autorisé le conseil à émettre, en une ou plusieurs fois, un* montant d'emprunt obligataire pouvant *atteindre* 500 *millions* de F. et un montant de titres participatifs à concurrence de 100 millions de F.

Le Conseil d'Administration qui a suivi a constaté l'augmentation du capital, porté à 72.270.000 F. *Il a élu* M. *Jean* NOWAK *comme Président*, M. Michel BAROIN *étant réélu Vice-Président et* M. *Jean-Michel* REFFET Directeur Général. M. René ÉTIENNE *ne se représentait pas à* la présidence, car atteint par la limite d'âge. Le Conseil l'a *remercié* pour le rôle éminent qu'il a joué dans la gestion et le développement de la banque pendant douze années.



Dans la lettre d'information publiée par le groupe B.S.N. à l'intention de ses actionnaires, le président Antoine Riboud déclare :

L'année 1982 a été globalement une bonne année pour B.S.N.

En effet, notre chiffre d'affaires a atteint 21 890 millions de francs. A structure et taux de change comparables, la hausse atteint *19,8 %*.

Pour la troisième année consécutive, nos *résultats* consolidés ont connu un taux de progression de l'ordre de 30 %. Le bénéfice net du groupe s'établit en effet à 574 millions de francs contre 446 millions de francs en 1981 (+ 28,7 %).

Comme pour les exercices précédents, ces résultats « opérationnels » ne tiennent pas compte des plus-values réalisées à l'occasion de la cession des actifs « verre plat », lesquelles ont représenté *93 millions de francs en 1982.*

Le bénéfice opérationnel par action s'établit à 227 francs (contre 186 francs en 1981) dans l'hypothèse d'une conversion en actions de la totalité des obligations convertibles en circulation.

Toutes les branches alimentaires du groupe ont contribué à la croissance des résultats et plus particulièrement les branches « produits frais » et « boissons ». Seule la branche « emballage » a connu un recul sensible de ses performances en *raison essentiellement des effets du blocage des prix et des coûts* exceptionnels engendrés par certaines opérations de restructuration.

L'année 1982 a été marquée par l'achèvement des opérations de désengagement du groupe B.S.N. de ses activités « verre plat ».

Notre augmentation de capital de janvier-février 1983 a reçu le meilleur accueil de nos actionnaires et de l'ensemble du marché qui ont ainsi témoigné leur confiance dans le développement du groupe B.S.N.

La forte progression du bénéfice du groupe est le résultat d'un effort d'investissement et d'un travail en profondeur pour améliorer la qualité et la compétitivité de nos produits, la productivité de nos usines.

Ces progrès ont été rendus possibles par la coopération de tout le personnel dans le cadre d'une stratégie sociale parallèle à notre stratégie économique.

Pour le premier semestre de 1983, nos activités ont poursuivi leur développement d'une façon satisfaisante et nos résultats ont *marqué* un nouveau progrès conformément à nos prévision.

Le dividende proposé à l'assemblée générale du 9 juin prochain sera de 50 francs contre 45 francs (avant avoir fiscal).

A. RIBOUD.



SOFIREM

AUGMENTATION DE LA PLANIFICATION DANS GRUSON S.A.

La Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières (SOFIREM) a porté de 200 000 F à 300 000 F sa participation au capital de Gruson S.A. en souscrivant pour *100 000 F à l'augmentation de capital* de cette société, qui passe de 700 000 F à 1 120 000 F.

La SOFIREM est actionnaire depuis octobre 1981 dans cette entreprise d'abattage de volailles, installée à Courrières (Pas-de-Calais).

La SOFIREM a, par ailleurs, accordé un nouveau prêt de 200 000 F, portant ainsi à 500 000 F le montant des prêts accordés.

Le nombre de personnes employées par cette société passera de 80 à 115.

Pour financer les investissements des entreprises,

Locafrance

Premier établissement de Crédit Bail Mobilier

AUGMENTE SON CAPITAL

de F. 104.703.500 à F. 157.055.200
par émission de 523 517 actions de F. 100 nominal

Prix d'émission : F. 190.
Droit de souscription : UNE action nouvelle pour DEUX actions anciennes.
Jouissance : 1ᵉʳ Janvier 1983.
Délai de souscription : du 9 Mai au 9 Juin 1983.

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 83-113 en date du 26.04.1983 est mise à la disposition du public. B.A.L.O. du 02.05.1983.



GROUPE SCREG

La Société Chimique, Routière et d'Entreprise Générale « *S.C.R.E.G.* » et la Société Parisienne Raveau-Cartier « S.P.R.C. » annoncent que l'opération de transfert à S.C.R.E.G. d'une participation de 65 % dans la Société d'Investissements de Travaux Publics « S.I.T.P. », holding des Groupes Colas et S.A.C.E.R., est *intervenue le 9 mai* 1983.

La participation (35 %) de Shell Française dans le capital de la S.I.T.P. (Société d'Investissements de Travaux Publics) reste inchangée à la suite de cette opération.

Avant la procédure de maintien de cours qui doit s'ouvrir le 16 mai 1983, S.I.T.P. détient 58,16 % de la Société Colas et environ 50 % de la S.A.C.E.R.

Le Groupe S.C.R.E.G., ainsi renforcé, se situe désormais dans les premiers rangs des entreprises européennes et voit, en France, son impact régional encore augmenté.

COFIMEG

Au cours du premier trimestre 1983, les recettes de loyers de la société se sont établies à 39 509 000 F contre 36 182 000 F au cours de la période correspondante de 1982, progressant ainsi de 9,2 %.

L'ensemble des recettes du premier trimestre 1983 s'est élevé à 43 476 000 F.



L'ACIER DE DEMAIN, C'EST DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE





MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 5-5-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	352 445
dont :	
Or	247 037
Disponibilités à vue à l'étranger	25 054
ECU	67 926
Avances au Fonds de stabilisation des changes	12 415
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 812
dont :	
Concours au Trésor public	
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	198 186
dont :	
Effets escomptés	85 932
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	68 539
5) DIVERS	7 939
Total	632 923

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	179 361
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	9 703
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	12 782
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	60 035
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	13 711
5) ECU A LIVRER AU FECOM	67 372
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 863
8) DIVERS	12 124
Total	632 923

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	6 mai	13 mai
Valeurs franç. à revenu variable	1032,6	1046,7
Valeurs étrangères	3232,8	3287,5
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	149	150,9
Valeurs étrangères	437,4	444,8
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	128,7	130,3
Pétroles-Energie	114,5	116,1
Métallurgie	80,1	82
Chimie	131,9	132,8
Bâtim., mat. constr., trav. publics	112,4	114,9
Constructions mécaniques	108,3	107,4
Matériel électrique	151,4	153,6
Automobile et accessoires	116,4	113,7
Industr. de consom. non alim.	172,3	176,2
Agro-alimentaire	155,2	161
Distribution	89,9	89,8
Transports	132,9	131,2
Services	149	149,9
Assurances	101,8	102,4
Banques	151,7	154,5
Immobilier et foncier	131,7	133,3
Investissement et portefeuille	132,3	133,1
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	101,8	102
Emprunts d'Etat (*)	102,8	103,1
Emprunts garantis et assimilés (*)	101,5	101,9
Sociétés (*)	101,7	101,8
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	89,3	89,5
Sociétés (*)	96,7	96,8
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	123,8	125,5
Produits de base	112,2	113,9
Construction	109,4	111,8
Biens d'équipement	117,3	117,3
Biens de consom. durables	135,6	134,6
Biens de consom. non durables	161,1	163,5
Biens de consom. alimentaires	153,4	159,5
Services	108,5	109,8
Sociétés financières	138,5	138,3
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	94,7	104
Valeurs industrielles	128,5	128,5
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	108,7	109,7

(*) Indices provisoires.

BOURSE DE PARIS

Plus de 110 milliards de francs ont été négociés à fin avril soit la moitié du chiffre d'affaires réalisé en 1982

Selon les statistiques de la Chambre syndicale des agents de change, le volume d'affaires enregistré en avril à la Bourse de Paris a atteint 29,3 milliards de francs, en légère baisse (7 %) sur le mois précédent. Ce chiffre porte cependant à 111,5 milliards de francs le total enregistré durant les quatre premiers mois de l'année 1983, un chiffre en progression de 62,4 % sur la même période de l'année précédente, et qui représente, à fin avril, la moitié du total des transactions enregistré durant l'ensemble de 1982.

Toujours sur la base des quatre premiers mois, la plus forte augmentation est à mettre au compte du marché au comptant, où les transactions se sont accrues de 80,7 %, à 88,73 milliards de francs, alors qu'elles progressaient de 19,3 % sur le marché à terme, pour atteindre 21,2 milliards de francs. Une fois de plus, les obligations se sont taillé la part du lion (79,1 milliards de francs, en progrès de 72 %), tandis que les actions s'établissaient à 30,8 milliards de francs, en augmentation de 28 %, d'une année à l'autre.

A fin avril 1983, la capitalisation boursière ressortait à 238,3 milliards de francs contre 227,7 milliards le mois précédent, alors qu'elle avoisinait à peine les 200 milliards de francs au début de l'année, Elf-Aquitaine, L'Air liquide, l'Oréal, B.S.N.-Gervais-Danone et Moët-Hennessy figurant en tête des valeurs les plus capitalisées.

En ce qui concerne les plus fortes variations de cours constatées sur le marché à terme, Pétroles B.P. remporte la palme à fin avril, avec une hausse de 180 % par rapport à la fin décembre 1982, suivie par Sommer-Allibert (plus 87 %), A.D.G. (plus 81 %), C.E.M. (plus 66 %) et Signaux (plus 65 %). A l'inverse, Nobel-Bozel a perdu 19 % en quatre mois, Viniprix et Saulnes et Gorcy 18 %, tandis que Creusot-Loire régressait de 16 % et Poclain de 15,6 %.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	11 mai	13 mai
Valeurs françaises	126,5	
Valeurs étrangères	137	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	11 mai	13 mai
Indice général	125,3	125,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 16 mai .... 12 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13 mai	16 mai
1 dollar (en yens)	233,10	234

BOURSE DE PARIS — Comptant — 13 MAI

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	1 849
5 %	....	1 397
3 % amort. 45-54	71 20	2 351
4 1/4 % 1963	103	2 928
Emp. N. Eq. 6 % 67	115 50	5 704
Emp. 7 % 1973	8700	..
Emp. 8,80 % 77	107 50	8 583
9,80 % 78/93	85 90	8 216
8,80 % 78/86	87 90	3 689
10,80 % 79/94	89 65	7 456
13,25 % 80/90	89 10	12 524
13,80 % 80/87	100 80	7 940
13,80 % 81/99	100 65	4 499
16,75 % 81/87	108 35	11 289
16,20 % 82/90	108 20	5 370
16 % juin 82	107	14 880
E.D.F. 7,8 % 61	135 60	4 629
E.D.F. 14,5 % 80-92	99 30	12 514
Ch. France 3 %	162	..
CNB Bques janv. 82	100 36	5 686
CNB Paribas	100 40	5 865
CNB Suez	100 40	5 865
CNI janv. 82	100 45	5 865

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Interbail (obl. conv.)	187	....
Aciers Peugeot	45 10	46 90 d
A.G.F. (St Cent.)	335	334
A.G.P. Vie	3352	3352
Agr. Inc. Madag.	58 50	58
Air-Industrie	14 80	....
Alfred Herlicq	80 70	84
Allobroge	380	376
André Roudière	35 10	38 40 d
Applic. Hydraul.	240	240
Arbel	42 50	42 10
Artois	348	340
At. Ch. Loire	21 30	22 10
Ausedat-Rey	14	14
Bain C. Monaco	82	....
Banania	419	407
Banque Hypoth. Eur.	332	329
Blanzy-Ouest	315	303
B.N.P. Intercontin.	88	90
Bénédictine	1197	1185
Bon-Marché	64 50	64
Borie	344	344
Bras. Glac. Int.	450	450
Cambodge	163	....
C.A.M.E.	97	107
Campenon Bern.	153	150
Caout. Padang	210	211
Carbone-Lorraine	50	50 50
Carnaud S.A.	90 75	94 40
Caves Roquefort	609	....
C.E.G.Frig.	130	130
Centen. Blanzy	800	730 o
Centrest (Ny)	116 50	....
Cerabati	71	66 20
C.F.F. Ferrailles	110	113
C.F.S.	605	582 o
C.G.I.B.	....	....
C.G.Maritime	12	11 50 o
C.G.V.	80	....
Chambon (M.)	337	350
Chambourcy (M.)	1155	....
Champex (Ny)	120	120
Chim. Gde Paroisse	50 20	50 20
C.I. Maritime	310 50	310
Ciments Vicat	212	213
Citram (B)	126	126
Clause	307	307 –
Cl. MA (Fr.-Bail)	350	....
CMM-Mar Madag.	5 60	5 30 o
Cochery	69	....
Cofradel (Ly)	406	400
Cogifi	197 50	197 60
Comindus	324	320
Comiphos	154 50	154 90
Comp. Lyon-Alem.	158	155
Concorde (La)	260	260
C.M.P.	6 35	6 40
Conte S.A. (Li)	15 45	16 60 d
Crédit (C.F.B.)	206	212
Créd. Gén. Ind.	321	320
Crédit Univers.	428	431
Créditel	111 20	110 50
C. Sabl. Seine	116	....
Darblay S.A.	103	121 50 d

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
De Dietrich	300 50	305 10
Degremont	115	119 80 d
Delalande S.A.	138 50	138 50
Delmas-Vieljeux	502	500
Dév. Rég. P.d.C (Li)	119 30	119 50
Didot-Bottin	264	264
Dist. Indochine	335	337
Drag. Trav. Pub.	204	204
Duc-Lamothe	233	231
Dunlop	5 45	....
Eaux Bass. Vichy	849	....
Eaux Vittel	718	719
Ecco	2030	2060
Economats Centre	492	492
Electro-Banque	230	227
Electro-Financ.	405	400
Elf-Antargaz	168	169
E.L.M. Leblanc	640	640
Entrepôts Paris	250 20	254
Epargne (B)	1240	1235
Epargne de France	250	....
Epeda-BF	1165	1160
Escaut-Meuse	285	285
Eurocom	471	480
Europ. Accumul.	33	33
Eternit	250 50	250 50
Félix Potin	886	886
Ferm. Vichy (Ly)	113	117 d
Files-Fourmies	3	2 95
Finalens	80 50	81
FIPP	67 10	64 50
Fnac	220	229
Focep (Chât. eau)	1525	....
Foncière (Cie)	143 50	143 50
Fonc. Agache-W.	68	68
Fonc. Lyonnaise	1280	....
Foncina	135	136
Forges Gueugnon	12 95	13
Forges Strasbourg	133	132
Fougerolle	115 50	120
France I.A.R.D.	115	113
France (La)	500	482
Frankel	130	130
Fromageries Bel	472	470
From. Paul Renard	298	300
GAN	681	685
Gaumont	500	520
Gaz et Eaux	890	891
Gerveis	132 50	130
Gér. Arm. Hold.	31 20	31
Gerland (Ly)	645	645
Gévelot	83	85 o
Gr. Fin. Constr.	168 20	169
Gds Moul. Corbeil	101	105
Gds Moul. Paris	244	244
Groupe Victoire	385	396
G. Transp. Ind.	123	123
Huard-U.C.F.	43 70	42
Hutchinson	36	34 80
Hydro-Energie	80	82
Hydroc. St-Denis	50 30	....
Immindo S.A.	171	171 20
Imminvest	121	121
Immobail	225 10	....
Immobanque	381	381
Immob. Marseille	1359	1331
Immofice	306	312
Imp. G.-Lang	3	....
Industrielle Cie	595	605
Interbail (act.)	280	280 20
Jaeger	67	67 20
Kinta S.A.	583	....
Lafitte-Bail	226	227
Lambert Frères	34 60	....
Lampes	125	126
La Brosse-Dupont	59	....
Lebon Cie	395	395
Lille-Bonnières	242	251 80
Locabail Immob.	394	394
Loca-Expansion	145 50	145 20
Locafinancière	184	184 90
Locatel	340	335
Lordex (Ny)	116	115
Louvre	284	290
Luchaire S.A.	107	109 80
Magasins Uniprix	59 90	60
Magnant S.A.	49	49
Maritimes Part.	102	....
Marocaine Cie	30	....
Marseille Créd.	....	....
Métal Déployé	320	310
M. H.	64	....
Mic	225	....
Mors	340	340
Nodelle S.A.	22 30	23

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Naval Worms	107	107
Navig. (Nat. de)	55	....
Nicolas	310	310
Nodet-Gougis	62 10	61
OPB Paribas	97 30	99 50
Optorg	91	90
Origny-Desvroise	140	143
Palais Nouveauté	290	293
Paris-Orléans	102	101 70
Part. Fin. Gest. Im.	215	216
Pathé-Cinéma	151	157 d
Pathé-Marconi	98 90	....
Piles Wonder	93	90 20
Piper-Heidsieck	254 90	265
Porcher	180 10	182
Profils Tubes Est	7 10	6 80 o
Prouvost ex-Lain.R.	36	36 90
Providence S.A.	321	334
Publicis	825	840
Raff. Souf. R.	160	160
Ressorts Indust.	94 50	94 80
Ricqlès-Zan	120 60	....
Ripolin	52 50	55
Risle (La)	10 70	....
Rochefortaise S.A.	75 80	75 80
Rochette-Cenpa	21 30	21 20
Rosario (Fin.)	99 80	99
Rougier et Fils	53	55 d
Roussalot S.A.	398	398
Sacer	56 50	....
SAFAA	89	....
Safic-Alcan	160	161
SAFT	132	137 30 d
SGE-SB	130	130 10
Saint-Raphaël	77 90	75 20
Salins du Midi	233	238
Santa-Fé	163	163
Satam	52 50	52 50
Savoisienne (M)	91	90
SCAC	208	216
Sellier-Leblanc	210	208
Senelle Maubeuge	150	154
S.E.P. (M)	84	83 50
Serv. Equip. Véh.	44 80	43
Sicli	49 70	49 50
Sicotel	195 10	....
Sintra-Alcatel	581	581
Sinvim	127	128 60
Siph (Plant. Hévéas)	201	193
Slminco	362	360
SMAC Acieroid	173	173 80
Sofal financière	352	351
Soffo	175	170
Soficomi	341	341
S.O.F.I.P. (M)	90 60	90
Sofragi	679	688
Sogepal	220	220
Soudure Autog.	94	93 10
S.P.E.G.	95 70	94
Speichim	185	177 60
S.P.I.	160 20	152 10
Spie Batignolles	168 70	175
Stemi	232	241 30
Synthelabo	233 50	235
Taittinger	431	430
Testut-Aequitas	22	23
Thann et Mulh.	50	52
Tissmétal	30 90	30
Tour Eiffel	314	314
Trailor S.A.	200	200
Ufiner S.M.D.	118	118
Ugimo	164	162
Unibail	442	444
Unidel	100	101
U.A.P.	554	554
Union Brasseries	42	41 50
Union Habit.	212	205
Un. Imm. France	213	213
Un. Ind. Crédit	324	318
Vincey Bourget (Ny)	10 65	....
Virax	52	50 10
Waterman S.A.	172	175
Brass. du Maroc	138	138
Brass. Ouest-Afr.	23	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	280	....
Akzo	198	....
Alcan Alum	301	317
Algemeine Bank	1250	1289
Am. Petrofina	450	....
Arbed	190 60	....
Asturienne Mines	64	....
Banco Central	98	101
Bco Pop Espanol	90	90
B. N. Mexique	7 25	....
B. Régl. Internat.	38600	39700
Barlow Rand	110	113
Bell Canada	224	....
Blyvoor	164 50	....
Bowater	26 80	27
British Petroleum	59	59
Br. Lambert	348	....
Caland Holdings	102 30	106
Canadian-Pacific	364	355
Cockerill-Ougre	18 10	....
Cominco	386	420
Commerzbank	650	....
Courtaulds	13 20	....
Dart. and Kraft	700	699
De Beers (port.)	77	....
Dow Chemical	315	318
Dresdner Bank	714	734
Femmes d'Auj.	79	....
Finoutremer	240	241
Finsider	0 40	....
Foseco	21 50	....
Gén. Belgique	318 50	317 10
Gevaert	360	354 80
Glaxo	136 50	130
Goodyear	326	326
Grace and Co	450	450
Grand Metropolitan	51	51
Gulf Oil Canada	123	125
Hartebeest	850	840
Honeywell Inc.	1069	1100
Hoogoven	83 20	....
I. C. Industries	415	418
Int. Min. Chem	405	405
Johannesburg	1220	1250
Kubota	12	11 60
Letonia	232 70	237 50
Mannesmann	645	....
Marks-Spencer	32	....
Midland Bank Ltd	55	53 50
Mineral-Ressourc.	123 50	124
Nat. Nederlanden	495	....
Noranda	222	208
Olivetti	17 30	17 20
Pakhoed Holding	168	179
Petrofina Canada	950	....
Pfizer Inc.	811	802
Phoenix Assuranc.	36 30	....
Pirelli	10 80	....
Procter Gamble	582	587
Ricoh Cy Ltd	31 40	31
Rolinco	996	996
Robeco	1010	1009
Shell fr. (port.)	69	....
S.K.F. Aktiebolag	199	196
Sperry Rand	386	367
Steel Cy of Can.	186	....
Stilfontein	155	195
Sud. Allumettes	258	....
Tenneco	342	....
Thorn EMI	70	....
Thyssen c. 1 000	296 60	....
Toray indust. inc	16 60	16 50
Vieille Montagne	520	580 d
Wagons-Lits	383	380
West Rand	94 50	94 50

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	750	750
Far East Hotels	1 45	1 45
Merlin Immobilier	1700	1720
Métallurg. Minière	147	147 90
M.M.B.	325 50	324
Novotel S.I.E.H.	1200	1215
Sodexho	1652	1665
Sofibus	217	218
Rodamco	448	463

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	171	....
Cellulose du Pin	15 70	15 85
Coparex	330	330
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
Iena Industries	13	....
La Mure	61	....
Océanic	18	....
Petrofigaz	432	432
Pronuptia	165	161
Ratier Forest G.S.P.	12 90	....
Rorento N.V.	669	670
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F.(Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	114	117
Total C.F.N.	69	....
Ufinex	235	....
Voyer S.A.	1 35	....

SICAV

13/5	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	180 35	172 17
Actions-Investiss.	236 69	225 96
Actions sélectives	267 94	255 79
Audificand	298 88	285 33
A.G.F. 5000	206 33	196 97
Agfimo	310 04	295 98
Altefi	211 08	201 51
A.L.T.O.	171 93	164 13
Amérique Gestion	510 18	487 05
Bourse-Investiss.	238	227 21
Capital Plus	1149 98	1149 98
C.I.P.	747 12	713 24
Convertimmo	269 50	258 32
Cortexa	888 21	847 93
Credister	350 99	335 07
Croiss. Immobil.	311 12	297 01
Démeter	58577 50	58402 29 ◆
Drouot-France	241 16	230 22
Drouot-Investiss.	608 68	581 03
Drouot-Sécurité	172 31	164 50
Energie	229 83	219 41
Epercourt Sicav	5626 48	5598 48
Epargne Associations	21813 37	21748 13
Epargne-Croiss.	1274 72	1216 92
Epargne-Industr.	378 18	361 01
Epargne-Inter	607 67	580 11
Epargne-Oblig.	163 65	156 23
Epargne-Unie	768	733 17
Epargne-Valeur	306 90	292 98
Eurocic	7768 67	7406 75
Euro-Croissance	341 12	325 65
Financière Privée	762 64	728 05
Foncier Investiss.	553 40	528 31
France-Garantie	254 14	249 16
France-Investiss.	376 07	359 02
Fr.-Obl. (nouv.)	387 37	360 71
Francic	218 90	208 97
Fructidor	206 22	196 87
Fructifrance	361 76	345 36
Fructivar	54468 58	54332 75
Gestion Mobilière	488 10	476 51 ◆
Gest. Rendement	450 08	429 67
Gest. Sél. France	318 12	303 69
Haussmann Oblig.	1154 02	1101 69
I.M.S.I.	315 69	301 37
Indo-Suez Valeurs	580 34	554 02
Ind. française	11440 70	11440 70
Interoblig.	9984 82	9532 05
Intersélect France	234 16	223 54
Intervaleurs Indust.	350 13	334 25
Invest. Obligataire	11334 95	11312 33 ◆
Invest. St-Honoré	625 11	598 76
Laffitte-crt-terme	107813 01	107813 01
Laffitte-Expansion	561 56	536 10
Laffitte-France	165 38	157 87
Laffitte-Oblig.	129 38	123 51
Laffitte-Rend.	186 94	178 46
Laffitte-Tokyo	695 05	664 49
Lion-Associations	10167 97	10167 97
Livret portefeuille	427 52	408 13
Mondial Investiss.	292 27	279 02
Monecic	58377 11	58377 11
Multi-Obligations	422 85	403 68
Natio.-Assoc.	20746 94	20705 53
Natio.-Epargne	11257 26	11145 82
Natio.-Inter.	837 11	799 15
Natio.-Placements	55905 07	55905 07
Natio.-Valeurs	435 53	415 78
Oblisem	149 09	142 33
Pacifique St-Honoré	365 58	349 01
Paribas Epargne	10850 97	10807 74
Paribas Gestion	483 81	461 88
Patrimoine-Retraite	1034 62	1014 33
Phenix Placements	214 78	213 71
Pierre Investiss.	385 94	368 44
Province Investiss.	241 22	230 28
Rendem. St-Honoré	10801 33	10747 59
Sécur. Mobilière	370 85	354 07
Sél. court terme	10386 14	10305 10
Sélec. Mobil. Div.	295 56	282 19
Sélection-Rendem.	155 87	148 80
Sélect. Val. Franç.	171 63	163 85
S.F.I. fr. et étr.	397 80	379 78
Sicavimmo	434 74	415 03
Sicav 5000	176 70	157 73
S.I. Est	827 05	789 55 ◆
Slivafrance	293 43	280 12
Slivam	276 64	264 10
Slivarente	195 96	187 07
Slivinter	321 24	306 67
S.I.G.	702 90	670 28
S.N.I.	958 93	915 35
Soginvest	391 25	373 51
Sogepargne	311 03	296 93
Sogevar	765 13	730 43
Sogister	962 85	919 19
Soleil Investiss.	421 79	402 66
U.A.P. Investiss.	298 08	284 56
Unifrance	218 14	208 25
Unifoncier	574 11	548 08
Unigestion	545 01	520 30
Uni-Japon	876 72	836 85
Unirente	1672 34	1620 64
Univar	11990 35	11990 35
Valorem	351 07	335 15
Valrel	119940 58	119720 88
Worms Investiss.	659 15	629 26

Marché à terme

- Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1897	4,5 % 1973	2068	2080	2078	2082
3236	C.N.E. 3 %	3241	3292	3290	3280
580	Agence Havas	880	892	895	885
440	Air Liquide	475	475	475	470 10
325	Als. Superm.	303	303	303	303
58	A.L.S.P.I.	55 20	55 50	55 50	54 55
171	Alsthom-Atl.	171 20	171 90	171 90	170
780	Amrep	740	720	720	720
285	Applic. gaz	278	283 90	283 90	279
215	Arjom. Prioux	208	212	214 10	208 90
970	Aux. Entrepr.	975	960	980	950
440	Av. Dass.-Br.	458	440	440	435
205	Bail-Equipem.	202 50	203	203	203
430	Bail-Investiss.	437	441	441	435
335	Cie Bancaire	323 20	321 90	321 90	257 50
109	Bazar H.-V.	116 90	116 80	116 50	115 10
182	B.C.T. Midi B.	167	167	167	165 10
245	Béghin-Say	259	257	260	257
580	Bic	566	563	563	555
240	B.I.S.	285	285	285	280
610	Biscuit (Géné.)	700	695	695	708
1380	Bongrain S.A.	1490	1475	1479	1480
680	Bouygues	723	719	720	720
1870	B.S.N.-G.D.	1750	1760	1770	1760
1780	– (obl.)	1995	1990	1990	1950
1420	Carrefour	1395	1400	1400	1400
305	– (obl.)	302	299	299	295 10
1010	Casino	964	958	958	940
590	Cedis	581	560	560	570
34	CEM	36	36 50	36 50	38
245	Cetelem	248	250	250	201
480	C.F.A.O.	478	471	471	471
60	C.F.D.E.	58	58	58	57 05
9 80	Ch. France-Dunk.	9 10	9 70	9 70	9 55
181	Charg. Réunis	191	181	181	189
13 50	Chiers-Châtill.	12 60	12 70	12 80	12 50
191	Ciments franç.	198	195 50	195 50	195 50
1080	C.I.T. Alcatel	1155	1141	1143	1133
695	Club Méditerr.	798	810	810	800
110	Codetel	113 50	112	112	112
165	Cofimeg	162 80	163	163	163
215	Colas	218 50	....	....	....
130	Compt. Entrepr.	129 50	131 90	130 20	130
300	Compt. Mod.	278	289 50	289 50	285
455	Créd. Foncier	545	522	527	517
215	Crédit F. Imm.	232	225	228	221
380	Crédit Nat.	399	394	394	400
44	Creusot-Loire	45 90	45 50	45 50	45 60
160	Crouzet	148	145	145	147
250	C.S. Saupiquet	254	255	255	255 10
720	Damart-Servip	745	745	745	741
680	Darty	664	651	651	660
550	Docks France	560	545	545	545
36	D.M.C.	40 80	42	42	41 20
765	Dumez	765	765	764	750
205	Eaux (Gén.)	291 80	291 20	294	295 10
160	Elf-Aquitaine	171	172 80	173	171 30
149	– (certific.)	184 20	186 30	186 30	183
1080	Essilor	1379	1335	1335	1321
220	Esso S.A.F.	236	238	238	235
430	Eurafrance	430	431	431	429
800	Euromarché	821	815	815	821

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
660	Europe n° 1	620	612	612	602
670	Facom	705	695	695	700
910	Fichet-Bauche	870	877	877	880
165	Finextel	166 50	165	165	165
179	Fives-Lille	179	179 90	179 90	177
18	Fonderie (Gén.)	19 90	19 55	19 55	19 85
85	Fraissinet	85	85	85	84 90
310	Francarep	331	329	329	329 90
145	Gal. Lafayette	151 90	151 50	151 50	149
950	Gén. Géophys.	1040	1020	1020	1001
395	GTM-Entrepose	355	355	354	355
335	Guyenne-Gasc.	310	306	306	307 10
990	Hachette	1089	1080	1070	1060
350	Hénin (La)	337	331	331	325 10
63	Imétal	54 70	54 50	54 20	54 95
215	Imm. Plaine-M.	242	245	245	245
285	Ind. et Particip.	313 50	315	315 10	310
700	Inst. Mérieux	710	695	695	686
1080	Intertechnique	1190	1141	1148	1142
147	J. Borel Int.	153	154	154	151
163	J. Lefebvre	155	152	152	151
147	Jeumont Ind.	145	146	145	142 10
330	Lab. Bellon	322	321	321	315
280	Lafarge-Coppée	278 80	277	276	274 20
305	– (obl.)	298	298	298	298
1890	Legrand	2120	2130	2110	2080
950	Lesieur	1042	1032	1032	1012
250	Locafrance	256	260	259	240
530	Locindus	520	530	530	525
475	Lyonn. Eaux	512	508	508	515
40	Machines Bull	43	42 50	42 40	42 60
480	Mais. Phénix	442	451	451	448
765	Majorette (Ly)	770	770	770	762
245	Manurhin	233 10	233 10	233 50	232
58	Mar. Wendel	57 20	57 20	57 20	57
735	Martell	859	852	859	846
725	– (obl.)	859	846	846	846
780	Merlin-Gerin	749	780	780	764
1420	Matra	1340	1328	1330	1328
790	Michelin	760	749	745	745
605	– (obl.)	609	608	608	608
850	Midi (Cie)	910	895	899	883
112	Mines Kali (Sté)	118	117	117	117
48	M.M. Penarroya	44 90	44 50	44 50	44 80
1020	Moët-Hennessy	1168	1210	1212	1195
1280	– (obl.)	1400	1475	1475	1475
655	Mor. Leroy-S.	514	510	509	476
84	Moulinex	82 80	82 40	82	81
330	Mumm	321	329 80	330	336
179	Navig. Mixtes	192	190	194	190
11 50	Nobel-Bozel	10 65	10 60	10 60	10 70
48	Nord-Est	53 70	54 50	54 70	53 40
285	Nordon (Ny)	301	301	301	301
71	Nouvelles Gal.	73	74 50	77	73 10
510	Occident. (Gén.)	522	520	520	515
155	Olida-Caby	148	150	150	149 90
785	Omn. F. Paris	830	825	825	810
120	Opfi-Paribas	140	133 50	135 50	130 90
1500	Oréal (L')	1650	1694	1694	1661
48	Papet. Gascogne	50	50	50	50
140	Paris-France	148	147	134	145 10
480	Paris-Réescomp.	555	550	550	495

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
113	Pechelbronn	115	114	114 50	116 30
405	Penhoet	407	391	391	383
475	Pernod-Ricard	563	569	570	585
160	Pétroles (Fse)	176 50	177 80	178	177 80
198	– (obl.)	199	199 50	199 50	196 20
39	– (certific.)	42 10	42 05	42 05	42
93	Pétroles B.P.	106 10	107	109 50	105
187	Peugeot S.A.	192	192	193	188
320	– (obl.)	325 10	325 20	330 10	333
139	P.L.M.	136 50	135	135	135
82	Poclain	90	88 80	89	90 50
350	Polief	337	335	335	328 50
108	Pompey	116 60	115 50	115 50	113 50
280	P.M. Labinal	287	287	286	285 90
1050	Presses Cité	1071	1120	1120	1120
705	Prétabail Sic.	717	713	713	708
265	Primagaz	265	268 50	268 50	273 50
121	Printemps	119	119	118 20	117 10
1040	Promodès	985	1000	1000	981
360	Radiotechn.	348	348	349 50	346
110	Raffin. (Fse)	105 50	107	107	104 90
940	Redoute (La)	970	970	970	951
545	Révillon	550	560	560	560
305	Roussel-Uclaf	287	289	289	282 40
885	Rue Impériale	847	852	852	855
11	Sacilor	10 80	11 50	11 50	11 30
142	Sade	148	148	148	141 50
1300	Sagem	1265	1270	1270	1245
187	St-Louis B.	183	184	182 50	180 40
360	Sanofi	346	347	349	348
470	– (obl.)	470	465	466	468
315	S.A.T.	269 50	260	260	260
15	Saulnes	14 70	15 80	15 80	15 50
28	Saunier-Duval	25 05	25 30	25 30	25 30
120	Schneider	113	113	113	110 80
29	S.C.O.A.	26 50	26 50	26 50	26
125	S.C.R.E.G.	135	134	134	136 50
138	– (obl.)	142	142 80	142 80	142 80
360	Seb	353 50	362	351 50	352
200	Sefimeg	212	213 50	213 50	210
885	S.F.I.M.	731	730	728	720
131	S.G.E.-S.B.	130 80	130 10	130 10	130 10
700	Sign. Ent. El.	667	667	657	652
335	Silic	355	358	356	363
230	Simco	236	239 60	240	239 50
120	Simnor	109 50	111 30	111 30	109 30
770	Skis Rossignol	809	804	819	789
305	Sogerap	315	310 10	312 80	305 10
270	Sommer-Allib.	283	287	287	287
280	Source Perrier	298	300	305	300
290	Talcs Luzenac	335	329 30	328	323 30
1050	Tél. Elect.	1005	1005	1002	1005
139	– (obl.)	141	141 10	141 10	141 10
198	Thomson-C.S.F.	187	188 80	188 80	188 80
235	– (obl.)	240	240	240	235 30
1620	T.R.T.	1725	1710	1710	1719
185	U.F.B.	188	181 10	181 10	183
440	U.I.S.	438 50	438 50	438 50	430
190	U.C.B.	210	210	211	157 50
1 38	Usinor	1 46	1 47	1 47	1 49
205	U.T.A.	206	205	206	205
250	Valéo	298	299	302	293 50

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
93	Vallourec	91 70	91	91 50	90 10
1290	V. Clicquot-P.	1380	1410	1410	1384
660	Viniprix	657	657	658	650
920	Elf-Gabon	1045	1063	1065	1050
220	Amax Inc.	277	267 20	269	267
610	Amer. Express	650	636	639	645
595	Amer. Teleph.	641	638	638	635
205	Anglo Amer. C.	226 40	226 10	228 50	225 60
1130	Amgold	1200	1168	1160	1150
930	B. Ottomane	1000	960	960	945
540	BASF (Akt)	565	568	565	571
500	Bayer	527	525	523	525
540	Buffelsfont.	646	635	645	635
35	Charter	37 30	37 25	37 30	36 50
505	Chase Manh.	577	583	584	579
240	Cie Pétr. Imp.	273	273 90	273 90	268 50
79	De Beers	86 80	86 80	87 90	86 60
1240	Deutsche Bank	1290	1307	1307	1289
164	Dome Mines	205 20	195 50	200	195
305	Driefontein Ctd	352	340	347	334
400	Du Pont-Nem.	436 50	441	441	437
745	Eastman Kodak	699	718	720	720
184	East Rand	201	191 30	198	187 50
530	Ericsson	588	592	592	585
295	Exxon Corp.	336 50	334	334	336
415	Ford Motors	486	475	477	479
435	Free State	515	500	506	490
275	Gencor	268	284	287 90	260 10
196	Gén. Belgique	325	323 50	323 50	317 10
1010	Gén. Electr.	1055	1042	1044	1036
590	Gen. Motors	665	650	649	650
75	Goldfields	80 50	80	81 30	79 50
205	Harmony	236 20	230 10	235	234 70
30	Hitachi	32 95	32 80	32 70	32 95
520	Hoechst Akt.	567	567	567	567

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
83	Imp. Chemical	67	68 45	68 45	68 50
125	Inco. Limited	152 50	163	152 50	150
1040	IBM	1099	1100	1100	1099
42	Ito-Yokado	51 35	51	51 10	50 10
340	ITT	394 80	378 50	378	380
53	Matsushita	60 75	59 70	60	59 90
735	Merck	846	864	864	855
745	Minnesota M.	820	836	836	819
280	Mobil Corp.	298 80	300 60	304	304 80
17950	Nestlé	19790	19680	19750	19830
450	Norsk Hydro	530	539	534	531
960	Petrofina	1035	1029	1031	1025
690	Philip Morris	621	616	614	621
150	Philips	154 80	160	160 50	157
450	Pres. Brand	510	490	502	486
490	Président Steyn	587	582	580	572
1250	Quilmès	1322	1290	1307	1265
1430	Randfontein	1642	1592	1600	1592
370	Royal Dutch	404 50	408 90	411	409 50
80	Rio Tinto Zinc	84	85 90	84 50	84 50
420	St Helena Co	451	435	438	425 30
370	Schlumberger	429 50	430 20	432	428 10
88	Shell transp.	71	71 50	72	71 30
1260	Siemens A.G.	1325	1330	1330	1331
130	Sony	149 50	148 30	146	146
174	T.D.K.	198	198 60	195	199 60
710	Unilever	720	709	709	....
670	Unit. Techn.	691	695	682	682
1020	Vaal Reess	1165	1150	1170	1143
540	West Deep	628	600	608	600
480	West Hold.	558	560	560	546
360	Xerox Corp.	435	424	425	416 10
2 91	Zambia Corp.	3 04	3 15	3 25	3 10

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/5	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 364	7 370	7 150	7 550
Allemagne (100 DM)	301 500	301 010	292	312
Belgique (100 F)	15 070	15 085	14 500	15 600
Pays Bas (100 fl.)	267 850	267 450	259	279
Danemark (100 krd)	84 620	84 600	80	88
Norvège (100 k)	104 140	103 980	100	107
Grande-Bretagne (£ 1)	11 513	11 541	11 200	12
Grèce (100 drachmes)	8 800	8 770	8 250	10 250
Italie (1 000 lires)	5 062	5 055	4 847	5 300
Suisse (100 fr.)	360 420	363 080	349	370
Suède (100 krs)	98 380	98 680	94	101
Autriche (100 sch)	42 630	42 755	42 100	44 100
Espagne (100 pes.)	5 385	5 372	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	7 500	7 500	6 750	8 150
Canada ($ can 1)	6	6 007	5 870	6 170
Japon (100 yens)	3 156	3 166	3 020	3 180

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/5
Or fin (kilo en barre)	104500	103800
Or fin (en lingot)	104100	103950
Pièce française (20 fr)	669	700
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	694	695
Pièce latine (20 fr)	649	649
Souverain	821	824
Pièce de 20 dollars	3900	3850
Pièce de 10 dollars	1990	1970
Pièce de 5 dollars	1095	.....
Pièce de 50 pesos	4400	4385
Pièce de 10 florins	698	700

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 15-16 mai 1983 a été tiré à 461 295 exemplaires



Le dollar bat tous ses records à Paris à plus de 7,41 F

Le dollar s'est montré à nouveau très ferme sur les marchés des changes en début de semaine, passant, à Francfort, de 2,45 DM à 2,46 DM, et battant tous ses records à *Paris : lundi 16 mai 1983, en fin de* matinée, son cours s'élevait au-dessus de 7,41 F. Son précédent record avait été établi au début du mois à 7,395 F avec une pointe fugitive à 7,40 F.

Ce regain de fermeté de la monnaie américaine est dû à l'annonce, à la veille du week-end, d'une forte augmentation de la masse monétaire des États-Unis (4,2 milliards de dollars) pour la période du 28 avril au 4 mai, son taux de croissance sur les treize dernières semaines atteignant 14% sur une base annuelle, ce qui est très supérieur aux objectifs fixés par la Réserve fédérale. Dans ces conditions, il est de moins en moins probable que cette dernière prenne l'initiative d'une baisse des taux, qui, selon M. Henry Kaufman, le célèbre expert new-yorkais, ne saurait plus avoir lieu dans l'immédiat : le reflux est terminé, a-t-il déclaré dimanche soir.

La réaction des marchés financiers a été immédiate : les taux se sont mis à monter, à plus de 9 % pour l'eurodollar à six mois, et le dollar a suivi. C'est dans ce contexte peu favorable que se poursuivent les négociations pour l'octroi à la France, par la C.E.E., d'un prêt de 4 milliards d'ECU (27,3 milliards de francs). La Commission de Bruxelles a décidé de recommancer au conseil des ministres de la Communauté, réuni le lundi 16 mai, l'octroi d'un tel prêt. Il semble, toutefois que la Belgique et, surtout, l'Italie veuillent élever quelques objections, essentiellement sur le montant de 4 milliards d'Ecu, jugé trop élevé puisqu'il épuiserait les deux tiers des six milliards d'ECU de *« facilités pétrolières »* susceptibles d'être accordées par la C.E.E.

L'Italie, qui serait également candidate pour de telles *« facilités »*, proposerait soit de ramener à 3 milliards d'ECU le prêt français, soit d'augmenter le plafond de prêts porté, il y a deux ans, de trois milliards à 6 milliards d'ECU.

En Finlande

RÉVOCATION DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE

(De notre correspondant.)

Helsinki. – Le président de la République a destitué, vendredi 13 mai, M. Ahti Karjalainen du poste de gouverneur de la Banque de Finlande qu'il détenait depuis le 1er mars 1982. Cette révocation est motivée par le fait qu'il *« a montré par sa conduite qu'il ne méritait plus de jouir de la confiance et du respect nécessaires »* à l'exercice de sa fonction. La Constitution autorise le président à 'révoquer les hauts fonctionnaires lorsque *l'« intérêt public »* est en jeu.

Il y a quelques jours, dans un entretien avec le journal du soir *Iltalehti*, M. Karjalainen avait annoncé son intention de démissionner du parti du centre tout en critiquant violemment l'actuelle direction de cette formation. Il y déplorait l'attitude *« brutale »* des dirigeants centristes, qui, en avril, ont tenté de faire pression sur lui pour qu'il quitte volontairement ses fonctions.

C'est la fin de la carrière de ce sexagénaire qui fut pendant longtemps une des figures de proue du parti du centre et l'un des conseillers les plus proches du président Kekkonen, au point d'avoir été considéré pendant longtemps comme son dauphin. Premier ministre de 1962 à 1963 et de 1970 à 1971, et ministre des affaires étrangères à trois reprises, il joua un rôle de premier plan et fut l'un des principaux artisans des bonnes relations soviéto-finlandaises. Mais il était de notoriété publique que son goût pour les boissons alcoolisées lui posait un sérieux problème, que plusieurs cures de désintoxication n'avaient pas permis de résoudre. L'intéressé estime qu'il ne s'agit là que d'un prétexte et que sa destitution a d'autres motifs pour l'instant ignorés du public. – P. P.

● *Les ventes de sucre du Salvador aux États-Unis vont augmenter de 8 600 tonnes*, apportant ainsi un revenu supplémentaire de 3,7 millions de dollars à ce pays. Cette annonce a été faite officiellement à San Salvador, après la décision des États-Unis de réduire, pour des raisons politiques, ses achats de sucre au Nicaragua de 53 300 tonnes à 5 450 tonnes. Les États-Unis ont annoncé qu'ils achèteraient au Salvador 18 % de la quantité de sucre qu'ils ont renoncé à se procurer au Nicaragua, 30 % au Costa-Rica et 52 % au Honduras. La nouvelle répartition des achats américains porte à 35 380 tonnes les exportations vers les États-Unis du Honduras, à 51 700 tonnes celles du Costa-Rica et à 74 600 tonnes celles du Salvador. – *(A.F.P.)*

En R.F.A.

LES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES POURRAIENT NE PAS ÊTRE RELEVÉS

Le gouvernement allemand entame cette semaine la préparation du budget de 1984, dont les grandes lignes ont été fixées par le chancelier Kohl et ses conseillers : accroissement des dépenses de 2 % au maximum en valeur réelle par rapport à 1983, avec un montant de 258 milliards de deutschemarks et un déficit qui, en tout état de cause, ne devra pas dépasser 40 milliards de deutschemarks.

Pour tenir ces objectifs, les pouvoirs publics devront réduire les charges de l'État de 6 à 7 milliards de deutschemarks. Aucun ministère ne serait épargné.

L'une des mesures les plus spectaculaires pourrait être la non-augmentation des traitements des fonctionnaires l'année prochaine (les associations professionnelles de fonctionnaires ont déjà réagi à cette rumeur, qualifiant une telle idée de *« complètement injuste et antisociale »*) *(1)*.

En ce qui concerne plus particulièrement les entreprises, Bonn devrait décider des allégements fiscaux d'un montant de 3 à 3,5 milliards de deutschemarks, dont le détail n'a pas été arrêté. Les ministres ont actuellement le choix entre un assouplissement de la déductibilité fiscale des dépenses de recherche et de développement, un abaissement de la pression de l'impôt sur le patrimoine et l'introduction d'une réserve pour investissements non imposable, voire un panachage de ces trois mesures.

Toutefois, il semble que M. Otto Lambsdorff, ministre fédéral de l'économie, soit opposé à la réserve pour investissements. Il préférerait apparemment une amélioration des modalités d'amortissement. – *(Agefi, A.F.P.)*

(1) La hausse des prix pourrait être d'environ 2,5 % en 1984. C'est dire que le pouvoir d'achat des fonctionnaires baisserait d'un montant équivalent si le projet était retenu.

Le Brésil demande aux États-Unis d'intervenir auprès des banques privées pour qu'elles lui renouvellent des crédits à court terme

Le *général Joao Figueiredo*, président du Brésil, a demandé, officiellement, au président Ronald Reagan d'intervenir auprès des banques privées américaines afin qu'elles accélèrent la mise à disposition de leurs crédits à court terme. Le porte-parole de la présidence, M. Carlos Atila, a précisé qu'il ne s'agissait pas, pour le Brésil, de demander l'octroi d'un nouveau crédit, en sus des 4,9 milliards de dollars à quatre ans du Fonds monétaire international et du rééchelonnement sur huit ans de la plus grande partie des prêts à moyen terme.

Le président de la Banque centrale du Brésil, M. Carlos Langoni, arrivé à New-York à la veille du week-end, a démenti toute rumeur de cet ordre. Mais il a reconnu que son pays était en retard, *« en moyenne de douze jours »*, dans le paiement de ses échéances, et qu'il lui fallait convaincre les banques privées internationales de renouveler toutes leurs lignes de crédit à court terme, de l'ordre de dix milliards de dollars. Ces banques se montrent de plus en *plus sceptiques sur la capacité* du Brésil à honorer ses engagements, en raison de l'inflation galopante qui sévit dans ce pays. Un économiste de la Fondation Getulio Vargas, *un des organismes* chargés de déterminer chaque mois le coût de la vie, a estimé que l'inflation brésilienne pourrait atteindre 170 % en 1983, contre 114,9 % pour les douze derniers mois, alors que le gouvernement avait promis qu'elle ne dépasserait pas 90 % cette année. Certains produits brésiliens – électricité, essence, tabac, médicaments – vont *augmenter de 20 à 45 %* ces jours-ci. Cette flambée des prix sera difficile à expliquer aux experts du F.M.I., après l'engagement d'un freinage énergique pris par le Brésil en février dernier.

M. MARCEL DASSAULT : « Je suis partisan du plan Delors »

M. Marcel Dassault, député de l'Oise (apparenté R.P.R.), a déclaré samedi 14 mai à R.T.L. :

« J'estime que le plan Delors est bon, même s'il est dur. Pour qu'il réussisse pleinement, il lui manque quelque chose. Pour faire naître un poussin d'un œuf de poule, il faut la chaleur de la poule. Le plan Delors a besoin de la chaleur de la France. Or la France est coupée en deux. Je suis partisan du plan Delors ainsi que des lois sociales, ou socialistes, du gouvernement actuel. Ce sont des avantages acquis. (...) »

« Il n'y a pas que les socialistes qui ont fait des lois sociales. Le général de Gaulle a fait la participation et l'intéressement. L'intéressement, en temps de crise, ce n'est pas tellement intéressant car s'il n'y a pas de bénéfices, il n'y a pas de participation aux bénéfices.

» Georges Pompidou a fait encore mieux avec la mensualisation, qui est une conquête sociale extrêmement importante. M. Giscard d'Estaing a fait l'actionnariat, mais seulement à titre facultatif. Si cet intéressement avait été obligatoire, on ne serait pas forcé aujourd'hui d'élaborer de nouvelles lois pour assurer le pouvoir ouvrier dans l'entreprise, car le pouvoir de l'actionnaire est immense et il peut être au courant de tout. Cela aurait eu un caractère beaucoup moins marxiste.

» Le christianisme est éternel parce que c'est l'amour et la solidarité. Le marxisme n'est pas éternel parce que c'est la haine, et en France, il n'a plus aucune raison d'être. Le marxisme ne devrait donc plus exister. Pourtant, le gouvernement actuel fait des lois marxistes, on ne sait pas pourquoi. »

M. PAUL FAURE EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU MALAWI

Le *Journal officiel* du mardi 17 mai publiera la nommination de M. Paul Faure comme ambassadeur au Malawi en remplacement de M. Jean Grossin.

[Né en 1924, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Paul Faure est entré au Quai d'Orsay en 1955 après avoir servi outre-mer. Il a été en poste à l'administration centrale : relations avec les Etats associés d'Indochine (*1955-1957*), Afrique-Levant (1963-1968), relations culturelles, scientifiques et techniques (1973-1979), ainsi qu'à La Paz, Canberra, San-Juan-de-Porto-Rico (*consul général*) et Lima. Il a été ambassadeur à Managua (Nicaragua) de 1979 à 1982).]

UNE ELECTION CANTONALE

NORD : canton de Lille-Nord-Est (2e tour).

Inscr., 31 172 ; vot., 12 628 ; suffr. expr., 12 329. MM. Peltier, U.D.F., 6 770, voix, *ELU* ; Wolf, P.S., 5 559 voix.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Merrheim, P.S., nommé commissaire de la République de la Haute-Saône en janvier dernier.]

M. Francis Peltier, conseiller municipal de Mons-en-Barœul, commune qui s'étend sur la moitié du canton de Lille-Nord-Est, recueille 54,91 % des suffrages exprimés, devançant le candidat socialiste de plus de 9 points. Dans la commune de Mons-en-Barœul, dont il est maire, M. Marc Wolf est battu par M. Peltier de 4 points. La participation des électeurs, plus forte qu'au premier tour (40,51 % au lieu de 35 %), n'a pas profité à la gauche, M. Wolf faisant à peine le plein des voix de la majorité du premier tour (45,08 % contre 45,30 % dimanche 8 mai). Les résultats de ce premier tour de scrutin avaient été les suivants : inscr., 31 172 ; vot., 10 913 ; suffr. expr., 10 737. MM. Wolf, 3 621 ; Peltier, 2 697 ; Vanachter, R.P.R., 2 487 ; Doulliez, P.C., 1 046 ; Guillard, écol., 260 ; Dedes, div. dr., 239 ; Mme Bloch, M.R.G., 197 ; M. Roland, div. dr., 190.

L'opposition retrouve ainsi au conseil général du Nord un siège qu'elle avait perdu en 1973 au profit de M. Merrheim. Ce dernier avait été réélu lors du second tour des élections cantonales de mars 1979 avec 9 703 voix (53,92 % des suffrages exprimés) contre 8 290 voix à M. Dambresse, U.D.F., pour 17 993 suffrages exprimés et 18 753 votants. Il y avait 32 421 électeurs inscrits.]

DES DÉLÉGATIONS D'ENTREPRENEURS REMETTENT UN « APPEL DU BATIMENT » AUX COMMISSAIRES DE LA RÉPUBLIQUE

Des délégations d'entrepreneurs du bâtiment devaient remettre, lundi 16 mai, dans l'ensemble des départements, un « appel du bâtiment » aux commissaires de la *République* et aux *présidents* des conseils généraux. Cette journée d'information est destinée à sensibiliser les responsables locaux sur la dégradation de la situation des entreprises et de l'emploi dans le secteur du bâtiment. Les entrepreneurs devaient insister sur les méfaits de la suppression, décidée dans le cadre du plan de rigueur, des crédits budgétaires *concernant* l'amélioration de l'habitat existant (90 % des crédits seraient annulés) et l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (dont la subvention passerait de 1 386 à *556 millions* de francs).

La *fédération* des travaux publics de la Seine-et-Marne devait s'associer à cette journée

Manifestation à Paris

A Paris, un entrepreneur, M. Michel Gay, devait de son côté appeler ses confrères à s'associer aux manifestations du CID-UNATI et à paralyser la circulation automobile de la capitale.

Les participants devraient se retrouver devant le ministère des transports et une délégation, qui devrait compter M. Gérard Nicoud dans ses rangs, demandera à être reçue par M. Charles Fiterman. Elle présentera un certain nombre de revendications immédiates : déblocage de 600 millions de francs de travaux (voirie, routes, autoroutes) faisant partie intégrante du IXe Plan, une plus juste répartition des marchés, la suppression de la taxe professionnelle, des contrôles fiscaux, des poursuites administratives et fiscales et le déblocage de crédits bancaires.

● *Le pape Jean-Paul II* a exprimé, le dimanche 15 mai, le souhait que le dialogue soit rétabli avec l'Eglise catholique « patriotique » chinoise qui a rompu avec le Vatican en 1957, lors de son ralliement formel au régime communiste chinois.

Le pape s'exprimait à l'occasion de la béatification de deux religieux saléziens italiens, Luigi Versiglia et Callisto Caravario, tués en Chine en 1930. Il a souhaité que les catholiques chinois *« parviennent à trouver un équilibre entre leur engagement social et national et leur communion avec l'Eglise universelle »*. – *(A.F.P.)*





